

Eric BARATAY

1982 BAR

LA PRATIQUE RELIGIEUSE
DANS LE DIOCESE DE LYON
DE 1827 à 1908

de J. GADILLE -

juin 1982



IV -	Les édifices du culte.....	46
	A/ Les églises(46): 1. L'état matériel des églises(46) - 2. Les constructions (48)	
	B/ Les cimetières (52): 1. L'état du cimetière (52)- 2. L'utilisation du cimetière (53)-	
<u>II° PARTIE-</u>	<u>LA PASTORALE: L'ACTION DU CLERGE DANS LA PAROISSE.....</u>	55
<u>Ch. I</u>	<u>- L'ENSEIGNEMENT RELIGIEUX.....</u>	56
	I - La prédication	56
	II - le catéchisme	57
	1. Le temps du catéchisme(57)- 2. le contenu (58)-3. A qui s'adresse le catéchisme? (58)-	
	III - L'école.....	59
	1. Le développement des écoles(59)- 2. la surveillance du prêtre (60)- 3. le développement des congrégations enseignantes (62)- 4. Les écoles libres(66) 5. la Séparation (67)	
<u>Ch. II</u>	<u>- L'ENCADREMENT DES FIDELES.....</u>	68
	I- Les confréries	68
	II- Les oeuvres.....	70
<u>Ch. III</u>	<u>- LE ROLE DU CURE</u>	73
	1. Le prêtre (73)-2. le notable (75)- 3. Un exemple de rapports: l'administration de la fabrique (76)-	
<u>III° PARTIE-</u>	<u>LA PRATIQUE RELIGIEUSE</u>	78
<u>Ch. I</u>	<u>- LA PRATIQUE RELIGIEUSE.....</u>	79
	I- L'assistance aux offices	79
	1. L'appréciation des prêtres (79)- 2. Les explications (80)-	
	II- Les Sacrements	81
	1. La participation aux sacrements(81) 2. Les Pâques (82)-	
<u>Ch. II</u>	<u>- L'ESPRIT RELIGIEUX</u>	84
	I- Les abus et les vices.....	85
	II- L'esprit religieux	85
	1. Evolution régionale (85)-2. la vie religieuse des populations (87)-	

<u>Ch. III</u>	-	<u>LES CAUSES D'UNE DECHRISTIANISATION....</u>	92
	I -	La vision des prêtres	92
	II -	Recherche explicative	92
		A/ les forces hostiles (92): 1. les hommes (92) 2. les idées nouvelles(94) 3. l'école (96) -	
		B/ les faits de civilisation (96) : 1. les moyens de communications (96) - 2. les transformations économiques (96)	
		C/ Action de l'Eglise (98) : 1. les structures ecclésiastiques (98) - 2. l'action du prêtre (101)-	
CONCLUSION		104
NOTES		110

LISTE DES CARTES Echelle 1 cm = 4 Km

n°	1	Le diocèse de Lyon
	2	Carte physique du diocèse
	3	Les séminaristes en 1879-96
	4 à 6	Les revenus des fondations, 1827-28, 1841-55, 1879-96
	7	Recette annuelle de la fabrique, 1827-28
	8 à 9	Situation financière de la fabrique, 1827-28, 1841-55
	10 à 13	Les soeurs de St Joseph, 1827-28, 1841-55, 1879-96, 1902-08
	14 à 16	Les frères Maristes, 1841-55, 1879-96, 1902-08
	17 à 20	l'état matériel des églises, de 1827-28 à 1902-08
	21	Dates de construction des églises
	22 à 24	le catéchisme, de 1827-28 à 1879-96
	25 à 27	L'école primaire : les enseignants, DE 1827-28 à 1879-96
	28 à 29	Les écoles libres, 1879-96 et 1902-08
	30	la fréquentation des écoles libres, 1902-08
	31 à 32	l'assistance régulière à la messe, 1879-96 et 1902-08
	33	la participation aux sacrements: 1879-96
	34 à 35	Répartition des paroisses par pourcentage des pascalisants 1879-96 et 1902-08
	36 à 37	les pascalisants 1879-96
	38 à 39	les pascalisants, 1902-08
	40	Abus et vices, 1879-96
	41 à 44	L'esprit religieux, de 1827-28 à 1902-08
	45	Paroisses ayant été visitées au moins trois fois dans le siècle

TABLE DES GRAPHIQUES

1.	1827 :	Répartition des curés par date de naissance.....	28
2.	1846 :	Répartition des curés par date de naissance.....	29
3.	1827 :	Répartition par date de naissance des vicaires et prêtres auxiliaires	31
4.	1846 :	Répartition par date de naissance des vicaires et prêtres auxiliaires.....	31
5.	1827 :	Répartition par âge des domestiques-femmes.....	32
6.	1846 :	Répartition par âge des domestiques-femmes.....	32
7.		Dates de construction d'églises.....	49
8.		Répartition des paroisses par taux de pascalisants, cartes en annexe n° 34 1879-96 35 1902-08	
9.		L'évolution de l'esprit religieux dans le diocèse de Lyon, 1827-28 - 1902-08	105

INTRODUCTION

"Quant à mesurer la vitalité du Christianisme, pourquoi pas? on ne peut mesurer la foi en elle-même, mais on peut la mesurer dans ses oeuvres, dans des signes et des attitudes qu'elle inspire. Les adhésions intérieures s'expriment le plus souvent par un comportement extérieur, des attitudes des démarches qui sont parfaitement susceptibles d'observations quantitatives. C'est du caractère incarné de l'histoire religieuse que découle la possibilité de compter."

G.CHOLVY : Géographie religieuse de l'Hérault contemporain, 1968, p.21.

L'objet du présent travail est d'appréhender l'évolution de la pratique religieuse au XIX^e siècle. Celle-ci est entendue comme un ensemble de gestes et de comportements (baptême, assistance à la messe, communion.....) révélateurs plus ou moins sincères d'un état d'esprit, d'une volonté d'appartenir à la communauté catholique.

Se placer dans la longue durée devient dès lors impératif. Seul le choix d'une longue période permet de saisir les modifications mais aussi les continuités. Le XIX^e siècle possède l'intérêt intrinsèque de toute Histoire : il permet d'observer l'action des hommes face à une situation donnée; mais il constitue aussi une contribution importante à la compréhension du fait religieux contemporain.

L'étude s'appuie sur le dépouillement de procès-verbaux de visites pastorales déposés à l'archevêché de Lyon. Tels qu'ils sont conservés, ces procès-verbaux se présentent ainsi: trois recueils, à plusieurs volumes, renferment les visites de 1827-1828, effectuées par les doyens, celles de 1841-1855 entreprises par le Cardinal DE BONNALD (1839-1870) enfin celles de 1879-1896 menées à bien par les doyens. Outre ces recueils, des dossiers concernant le XX^e siècle

nous ont permis de faire une "coupe" d'observations dans les années 1902-1908 (1). Il faut mentionner aussi des fragments de visites effectuées en 1829, 1834 et 1838-39, la dernière par le vicaire ^{général} CATTEY. Nous avons dépouillé tous les procès-verbaux disponibles pour le XIX^e siècle soit environ 1500 feuillets, ce qui donne une base suffisamment large pour avancer des observations, des hypothèses(2).

Cette étude s'attachera surtout à la " Campagne ". En effet souvent absents, souvent réduits à quelques paroisses de quartiers, les procès-verbaux ne permettent pas une étude approfondie de Lyon et de St-Etienne. Lorsque cela sera possible, des comparaisons seront néanmoins faites.

Les dates d'observations proposées ~~par~~ l'étude (1827-28, 1841-1855, 1879-1896, 1902-1908) n'ont pas été choisies mais imposées par les documents. Ceci implique l'abandon de l'étude précise de l'influence des faits politiques surtout, sur la pratique religieuse.

Compter et cartographier, telle sera la méthode de base: le quantitatif est le soubassement de toute étude sur la vie religieuse (3). Cependant la méthode a ses limites: limite pratique par la rareté relative des sources, la discontinuité des séries, l'imprécision des réponses; limite théorique dans le sens où la pratique chiffrée, comptabilisée n'apparaît plus comme le révélateur nécessaire et suffisant de la vie religieuse: " l'accomplissement des devoirs périodique ne suffit point à attester un christianisme véritable " (4). Cependant la citation de CHOLVY montre que si la pratique ne constitue plus l'unique témoin recherché, elle reste une source d'observations remarquable; le quantitatif doit être confirmé, nuancé par le qualitatif, mais en ce qui concerne la pensée profonde des fidèles, il faut avouer que les procès-verbaux ne permettent guère d'avancer des suggestions. Nous en resterons donc le plus souvent au stade de la description extérieure, des fondations.

Dans quel cadre, par quels moyens, comment sont obtenus les gestes qui constituent la pratique religieuse ? qu'elle est l'intensité numérique et géographique de cette pratique religieuse ? ~~quelles~~ sont les causes des différences de comportement ? qu'elle est l'évolution séculaire ? Tel est le plan choisi. Il met en valeur l'action de l'Eglise dans l'obtention des résultats de la pratique. Ce n'est pas une position personnelle à priori, il faudra l'infirmier si nécessaire

mais, comme les questionnaires dont il est tributaire , le plan se concentre autour d'une idée-force : la pastorale.

Il faut souligner les limites de l'étude qui ne donnent **qu'un éclairage particulier** de la vie religieuse, appelant nécessairement des corrections.

- SOURCES -

Les sources utilisées sont les procès-verbaux de visites pastorales conservées aux Archives Historiques de l'Archevêché de Lyon. Tous les formulaires du XIX^e ont été mis à contribution.

1827-28 : visite des archiprêtres, questionnaire imprimé : Formulaire A. Les feuillets sont groupés en quatre registres, 408 paroisses visitées.

1829 : visite des doyennés de Condrieu, Perreux, Soleymieux. Procès-verbaux manuscrits de 25 paroisses.

1833 à 1836 : visites des doyens. Les procès-verbaux manuscrits de 109 paroisses sont conservés; pour le détail : Répertoire des visites pastorales de la France, tome I Agen-Lyon, 1980; p 357.

1838-1839 : visite du vicaire général CATTET dans les arrondissements de Montbrison et Roanne, 96 paroisses en tout. Questionnaire imprimé : Formulaire A.

1841-1855 : visite de l'Archevêque DE BONALD. Questionnaire imprimé : Formulaire A. 278 paroisses visitées.

1879-96 : visite de l'Archevêque CAVEROT en 1879 puis des doyens. Nouveau questionnaire établi par le synode de 1874: Formulaire B. Les procès-verbaux sont regroupés en registres. 234 paroisses visitées.

1902-1908 : visite des vicaires généraux et doyens. Questionnaire imprimé à la suite du synode de 1898. Les procès-verbaux sont regroupés, dans des chemises, par doyennés. 450 paroisses ont été visitées pour la période choisie.

- ABREVIATIONS -

R.H.E.F. : Revue d'Histoire de l'Eglise de France

Curé: la distinction de droit canonique entre curé proprement dit et desservant n'est pas, sauf exceptions mentionnées, appliquée dans ce mémoire.

- BIBLIOGRAPHIE -

A/GUIDES

J. GADILLE (dir) : Répertoire des visites pastorales de la France, deuxième série, diocèses concordataires et post-concordataires (à partir de 1801), tome I Agen-Lyon 1980, CNRS.

Guide pour l'exploitation des visites pastorales des XIX^e et XX^e siècles : le cas de chartre/: Exemple dactylographié.

B/ HISTOIRE GENERALE :

J. ARMINJON : la population du département du Rhône, son évolution depuis le début du XIX^e. Thèse droit . Bosc Frères Lyon, 1940, 136 p.

P. BARRAL : les agrariens François de Méline à Pisani, A Colin, 1968, 386 p.

- M. DEVUN : Géographie du département de la Loire. Les Editions Françaises Nouvelles, 1944, 110 p.
- G. GARRIER : Paysans du Beaujolais et du Lyonnais. P.U.G., 1973, 2 tomes 714 et 246 p.
- A. LATREILLE (dir): Histoire de Lyon et du Lyonnais. E.Privat, Toulouse, 1975, 571 p.
- B. MEGRINE : La question scolaire en France. coll Q.S.J, P.U.F, 128 p.
- M. OZOUF : L'école, l'Eglise et la République, 1871-1914. coll. Kiosque, A.Colin, 1963, 303 p.
- A. PROST : Histoire de l'enseignement en France, 1800-1914. coll.U, A.Colin, 1968, 523 p.
- J. SCHNETZLER : Les industries et les hommes, dans la région de St-Etienne. Service de reproduction des thèses, Lille III, 1976, 485 p.
- 4 VAN DE WALDE: The female population of France in the XIX th century, Princeton 1975.

C/ HISTOIRE RELIGIEUSE

1) Histoires générales :

- FLICHE ET MARTIN : Histoire de l'Eglise, Bloud et Gay, tome 20 et 21, 524 et 520 p. 1951 et 1952
- A. LATREILLE et R.REMOND: Histoire du catholicisme en France, t.III, Spes, 1962, 688 p.
- E.LECANUET : L'Eglise de France sous la III^e République, Alcan, 1930, tomes I,II, III 580, 639 et 616 p.

2) Etudes sur l'Eglise.

- G.CHOLVY : Le conflit entre l'Eglise et l'Etat et le recrutement sacerdotal dans le diocèse de Montpellier, 1879-1914. Annales du Midi T LXXIII, 1961, p.45-64.
- J.GADILLE : la pensée et l'action politiques des évêques Français au début de la III^e République, 1870-1883, particulièrement chap IV, Hachette, 1967, 2 vol. 352 et 336p
- L. GALLARD : Eglise riche ou Eglise pauvre? étude sur les revenus du diocèse d'Angers à la veille de la loi de Séparation de 1905. Bulletin de la Société d'Histoire Moderne, 1971, n°27, p 2-10.
- J.MAURAIN : La politique ecclésiastique du II^e Empire, 1852-1869. Alcan, 1930, 989 p.
- C.H. POUTHAS : Le clergé sous la monarchie constitutionnelle, 1814-1848. R.H.E.F. T XXIX, 1943, p.18-53.
- P. ZIND : Les nouvelles congrégations de frères enseignants en France de 1800 à 1830. 3 vol. tome I 492 p, chez l'auteur StGenis Laval, 1969.
- L'enseignement religieux dans l'instruction primaire publique en France de 1850 à 1873. Centre d'Histoire du catholicisme de Lyon, 1971, 314 p.

3) Histoire religieuse lyonnaise

- G.BABOLET : Les chartreux de Lyon, missionnaires diocésains depuis le cardinal FESCH. p 129-177 in actes du 98^e congrès nationale des Sociétés savantes, St-Etienne, 1973 ; Bibliothèque Nationale 1975, 176 p.

- J. DECHELETTE : Vie du Cardinal CAVEROT archevêque de Lyon.
E.VITTE, Lyon, 1890, 428 p.
- J.JOMAND : La longue marche vers le diocèse de St-Etienne.
Lyon, imp. 1.Rey, 1979., 149 p.
- J.LAPERRIERE: La séparation à Lyon, 1904-1908. Centre d'étude
du christianisme, Lyon, 1973, 220 p.
- A. LATREILLE: Une question de l'administration du diocèse de
Lyon 1814-1839 . R.H.E.F. T. XXX, 1944, p 54-93.
- 4) Sociologie religieuse.
a) Méthode.
- F. BOULARD : Premiers itinéraires en sociologie religieuse. 2° ed
Editions ouvrières, 1966, 159 p.
- G.CHOLVY : Réflexions sur l'apport de la sociologie à l'histoire
religieuse. Cahiers d'Histoire ,1970, p 97 - III.
- R.P. de DAINVILLE: Problèmes de cartographie historique des
églises.Colloque d'histoire religieuse de Lyon
1963. Cahiers d'Histoire,T IX, 1964,p23-59.
- G. LE BRAS : Etudes de sociologie religieuse. T I sociologie de la
politique religieuse dans les campagnes Françaises,
1955, 394 p. , T II de la morphologie à la socio-
logie. 1956 425 p. P.U.F.
- J.M. MAYEUR(dir): L'histoire religieuse de la France, 19°-20°
siècles. 1 Problèmes et méthodes.Beauchesne,
1975, 290 p.
- b) Etudes Générales.
- G. LE BRAS : Déchristianisation: mot fallacieux. Lettre au col-
loque d'histoire religieuse de Lyon 1963.Cahiers
d'Histoire T IX, 1964, p 92-97.
- C. MARCILHACY: Recherche d'une méthode d'étude historique de la
déchristianisation depuis le milieu du XIX°.
R.H.E.F., 1964, p 71-80.
- R.REMOND : Recherche d'une méthode d'analyse historique de la
déchristianisation depuis le milieu du XIX°. Colloque
d'histoire religieuse de Lyon, 1963, 156 p , p 123-154
- P.ARIES : L'homme devant la mort. Seuil, 1977, 641 p.
- F. BOULARD: Matériaux pour l'histoire religieuse du peuple Français
Annales, Economies, Sociétés, Civilisations, 1976,
p 761-801.
- G.CHOLVY : Réalités de la religion populaire dans la France con-
temporaine (XIX°-début XX°). in B.PLONGERON : La
religion populaire ; Beauchesne, 1976, 237 p, p 149-193.
- J. GADILLE ; Le catholicisme populaire. Bulletin du centre
d'histoire régionale de St Etienne, 1976, n°I,
p 35-43.
- Y.M. HILAIRE: La pratique religieuse en France de 1815 à 1878.
L'Information Historique, 1963, p 57-69.
L'Eglise dans le monde rural, le XIX°. Recherches
sociales, Sept. Oct. 1971, n° 36.37, p 3-14.
- La religion populaire : actes du colloque internationale du
CNRS, 1977. CNRS, 1979, 449 p.
- c) Etudes régionales
- G.CHOLVY : Religion et Société au XIX°, le diocèse de Montpellier.

Service de reproduction des thèses, Lille III, 1972,
2 tomes 1671 p.

- R. DAVOS : Quelques aspects de la vie religieuse dans le diocèse d'Annecy au milieu du XIX^e. Cahiers d'Histoire T XI, 1966, p 49-83.
- G. CHOLVY: Géographie religieuse de l'Hérault contemporain. P.U.F , 1968, 513 p.
- Y.M. HILAIRE : La vie religieuse dans le diocèse d'Arras, 1840-1914. Service de reproduction des thèses, Lille III, 1976, 1542 p.
- P. JACOLIN : La vie religieuse dans l'Ain en 1805. D.E.S. dactyl. Lyon, 1965, 221 p.
- C. MARCILHACY : Le diocèse d'Orléans sous l'épiscopat de Mgr Dupanloup, 1849-1879. Sociologie religieuse et mentalités collectives . Plon, 1962, 592 p.
- B. PEYROUS : La pratique religieuse dans le diocèse de Bordeaux au XIX^e 1838-1908. Annales du Midi, 1975 p 35-43
- E.SEVRIN : Les offices religieux au diocèse de Chartres sous Mgr Clausel de Montals (1824-1852). R.H.E.F., T XXVIII 1942, p 196-216.
- La pratique des sacrements et des observances au diocèse de Chartres sous l'épiscopat de Mgr Clausel de Montals (1824-1852). R.H.E.F. T XXV, 1939, p 316-344
- P. SOUMILLE : La vie religieuse dans le Rhône, le rétablissement des cultes, l'état des paroisses, 1802-1805 - D.E.S. dactyl. Lyon, 1948, 442 p.
- P. VUILLEMOT : Quelques aspects de la vie religieuse dans le diocèse d'Annecy 1860-1901. Mémoire maîtrise, Lyon, 128 p.

Ière PARTIE

LE DIOCESE DE LYON AU XIX° SIECLE

LE DIOCESE EST UNE REGION TRES HETEROGENE GEOGRAPHIQUEMENT ECONOMIQUEMENT ET SOCIALEMENT. SON HISTOIRE AU XIX° SIECLE EST TOUTE ENTIERE DOMINEE PAR LA BOUILLANTE VILLE DE LYON. L'EGLISE A LA SORTIE DE LA REVOLUTION A DU ET SU SE DOTER DE STRUCTURES ECCLESIASTIQUES NOMBREUSES ET ORGANISEES, INSTRUMENTS ESSENTIELS DE SON ACTION.

CETTE PREMIERE PARTIE EST UNE ETUDE D'ENSEMBLE A L'ECHELLE DU DIOCESE.

- CHAPITRE I -

LE PAYS ET LES HOMMES

" La plus urgente besogne est l'analyse et la présentation du milieu " (G. LE BRAS:Etudes de Sociologie religieuse 1955 Tome I p.17) Depuis G. LE BRAS, une étude désincarnée de la vie religieuse n'est plus possible. Les caractères géographiques, économiques, sociaux, historiques..... sont apparus comme des éléments importants d'explication des différences de comportement vis à vis de la religion.

Le but de ce chapitre est de souligner ce qui peut faire comprendre ces diverses attitudes.

I - LE CADRE PHYSIQUE

En 1802, le Concordat accorde au diocèse de Lyon, trois départements : Rhône, Loire, Ain. En 1822, l'Ain est détaché du diocèse. A partir de cette date, les limites ne varient plus malgré les modifications affectant les deux départements. (1)

Le relief dont les altitudes s'échelonnent de moins de 200 m (Saône) à 1600 m (Pierre sur Haute) présente une orientation générale Nord-Sud avec une alternance d'Est en Ouest de plaines (portant deux grands cours d'eau) et de montagnes. Au Sud, le diocèse se termine en "cul de sac" par la présence d'un massif (Pilat) et d'un seuil (Saint Victor) Seul, le Rhône permet une communication aisée avec l'aval. Si l'Ouest connaît les mêmes difficultés de circulation, le Nord et l'Est sont largement ouverts par les plaines de Roanne et de la Saône.

1) LES PLAINES

a) La plaine de la Saône et sa bordure (2)

Large à l'Ouest d'une dizaine de kilomètres, d'une altitude inférieure à 200 m, elle s'étend jusqu'au Sud de l'Azergues. Elle est prolongée à l'Ouest par des coteaux et des collines qui font la transition avec la montagne Beaujolaise.

b) Les plaines du Forez et de Roanne

Ce sont des plaines d'effondrement et de remblaiement d'âge Tertiaire (3). Le seuil de Neulise les sépare.

La Plaine du Forez (370 m d'altitude moyenne) (4) forme une cuvette fermée (40 km de long sur 20 de large) alors que celle de Roanne (altitude moyenne 280 m) est largement ouverte sur le Bourbonnais

c) Les bordures sont diverses: Si les Monts du Lyonnais s'abaissent lentement, les Monts du Forez tombent sur les plaines par une série de paliers inclinés (blocs faillés) (5). Par l'enfoncement de la Loire en gorges, les seuils de Neulise et Saint Victor ne permettent pas une circulation aisée.

2) LES PLATEAUX

a) Le plateau Lyonnais (7)

Il débute brusquement au-dessus du Rhône (plus de 100 m à Fourvière) et s'élève lentement en direction de la montagne alors qu'il tombe brutalement sur la vallée du Gier. Sa surface est assez uniforme.

b) Le plateau de Pélussin (8)

" Fenêtre Rhodanienne du Pilat ", il assure la transition entre la montagne et le Rhône (altitude moyenne 900 m), il est largement ouvert sur le Sud.

3) LES MONTAGNES

La Montagne est toujours présente et cloisonne l'Univers géographique et humain.

a) Les Monts du Lyonnais et du Beaujolais (9)

Les Monts du Lyonnais s'étendent du Mont Boussivre (1004m) à la vallée du Gier. Au Nord les "Monts de Tarare" constituent un triangle montagneux dont la pointe est tournée vers l'Est, bien que les altitudes y soient élevées (800-1000m), la pénétration est facile. Délimitée au Nord par la vallée de la Brévenne, la deuxième chaîne s'élève brusquement au-dessus des plateaux lyonnais, jusqu'à des altitudes avoisinants les 1000m. Profondément entaillée par les vallons, elle est d'un accès difficile. Alors que la retombée sur la plaine du Forez se fait par un moutonnement de croupes, elle est brutale sur le Gier et la Brévenne.

Les Monts du Beaujolais (1012 m au Mont Saint Rigaud) sont entaillés par de profondes vallées méridiennes et forment de larges croupes disséquées.

b) Les Monts du Forez (1640m à Pierre sur Haute) (10)

Ils constituent un ensemble de blocs faillés dont la régularité des crêtes, la continuité des directions (SE, NO) en font une barrière rigide difficilement pénétrable. Les Monts du Forez sont prolongés au Nord du seuil de Neulise par les ~~mont~~ montagnes des Bois Noirs et de la Madeleine.

c) Le Pilat (11)

Remarquable par sa massivité, il culmine à 1400m. De nombreux vallons débouchant sur le Gier, l'entaillent au Nord (le Furlan...) et il est constitué à l'Ouest par de hauts plateaux ondulés.

4) LES VALLEES

Elles jouent un rôle fondamental pour la circulation Est-Ouest dans le diocèse.

a) La dépression houillère

Elle forme un couloir continu de Firminy à Rive de Gier et est prolongée par le Gier jusqu'au Rhône. La ligne de partage des eaux avec l'Ondaine, affluent de la Loire (12), située à Saint-Etienne, est à 500 m d'altitude (13).

b) Les vallées des Monts du Lyonnais et du Beaujolais (14)

S'enfonçant dans les Monts, elles permettent le passage vers l'Ouest après franchissement des crêtes. La Brévenne de pente raide, formant quelquefois / gorges, se prête mal à une circulation aisée à la différence de la Turdine et de l'Azergues.

5) LES CLIMATS

Ils sont variés : montagnard pour la plus grande partie du diocèse, océanique dégradé dans les plaines, avec influence méditerranéenne pour la bordure Sud du Pilat.

II - LES COMPORTEMENTS DEMOGRAPHIQUES

Une étude géographique nécessite la connaissance de la croissance de la population et surtout de sa répartition.

1) CROISSANCE DE LA POPULATION

	<u>1831</u>	<u>1851</u>	<u>1911</u>
Rhône (15)	434.429	574.745	915.581
Loire		<u>472.588</u>	<u>640.549</u>
		1.047.333	1.556.130

Le diocèse connaît une forte croissance démographique (+ 48% de 1851 à 1911). Des taux de natalité élevés mais variables, 37% à Duerne (St Symphorien s/Coise) en 1839-43 et 28% à Tarare (16), assurent en grande partie cette croissance malgré la baisse séculaire qui les affecte.

2° LA REPARTITION DE LA POPULATION

a) Les densités de population (17)

Au XIX^e siècle, les terres les plus peuplées restent les mêmes. Ce sont la vallée de la Saône et le piedmont Rhodanien de Belleville à Givors, la vallée du Gier et la dépression houillère, la plaine de Roanne, le "Massif de Tarare", de Thizy à Tarare avec un prolongement en direction de Lyon par l'Arbresle.

Les pays moyennement peuplés sont la bordure directe de la plaine de la Saône (Beaujeu), la vallée de l'Azergues et son prolongement montagneux (Lamure), les Monts du Lyonnais, le Pilat et le Piedmont Rhodanien, la bordure Est des Monts du Forez, le plateau de St-Bonnet le Château.

Quant aux terres peu peuplées, ce sont les Hauts Monts du Beaujolais, les Monts du Forez, la plaine du Forez.

Cette répartition reste inchangée et ce sont les terres les plus peuplées qui accusent les augmentations de densité les plus fortes, ce qui pose le problème de l'exode rural.

b) L'exode rural et la croissance urbaine.

Dans leur ensemble, les campagnes du diocèse retiennent, jusqu'à la fin du siècle, leur population. Lyon ne reçoit les hommes de ces campagnes que dans la décennie 1900 lorsque se vident les communes montagnardes (un quart de la population en moins pour le Rhône (18)). Auparavant, la ville accueillait surtout les migrants des campagnes de l'Est, de la Bresse à la Provence, Lyon n'ayant reçu que le quart des migrants du Rhône de 1850 à 1914 (19), accusant d'ailleurs une croissance démographique assez lente, bien que son poids relatif augmente dans la deuxième moitié du siècle.

	<u>1831</u>	<u>1851</u>	<u>1911</u>
Lyon (19)	133.715	177.190	523.796
% du Rhône	30,7	30,8	57,2

En 1911 avec 33,6% de la population du diocèse, Lyon exerce une domination, une attraction inégalée par la deuxième ville: ST-Etienne.

Saint-Etienne a un recrutement plus local (Loire et bordure de la Haute-Loire). L'exode rural est un peu plus précoce, vers 1890, et affecte les régions pauvres et/ou reculées (20) (Monts du Forez).

	<u>1831</u>	<u>1851</u>	<u>1911</u>
St-Etienne	33.064	56.003	148.656
% dans le département		11,8	23,2

le poids de St-Etienne est moindre que celui de Lyon: 9% de la population du diocèse en 1911 ce qui la confine dans son rôle régional de brillant second.

La campagne a tardivement bougé car les deux villes ont fourni du Travail. La dispersion des métiers à soie, après la révolte des Canuts, sur le plateau Lyonnais, dans les Monts de Tarare et jusque dans les Monts du Forez, complète et même relaie (40) le textile (chanvre et coton). Ce travail "permet de rester au village sans mendier aux riches du pain et des journées" (29). Les petites villes industrielles se développent (Tarare, Amplepuis), accueillent des migrants (Monts du Forez...) et reçoivent la première émigration paysanne vers 1885.

Le passage nécessaire de l'atelier à l'usine provoque concentration et concurrence. Les petites villes du diocèse, frappées par cette conversion, ne peuvent plus répondre à la demande de travail et les premières vagues de ruraux arrivent à Lyon au début du siècle (18).

III) L'EVOLUTION ECONOMIQUE ET SOCIALE

Comment les hommes ont-ils vécu ? les réponses peuvent aider à comprendre le fait religieux.

1) LE DIOCESE DANS LA PREMIERE MOITIE DU XIX^e

Il se caractérise par la permanence des structures anciennes (22).

a) Les structures foncières

"Le peuplement commande la répartition de la propriété" (23) le petit propriétaire est un fait général, numériquement il est prépondérant dans les montagnes et les zones, agricoles, peuplées. Mais il ne possède jamais, dans le Rhône, plus du tiers de la superficie (10% dans le Haut **Beaujolais** (23)).

La moyenne propriété est dominante sur le plateau lyonnais (60% des superficies) mais irrégulièrement développée dans les montagnes (23)

La grande propriété est prépondérante dans le Haut et le Bas Beaujolais (20% et 50% des superficies (23)), dans le Val de Saône et la plaine du Forez.

b) L'Agriculture

La pratique de la polyculture est générale: céréales aux rendements médiocres, pommes de terre, grande ressource des pauvres (26), élevage dont la part est bien réduite. Le troupeau bovin ne compte que 50.000 têtes dans le Rhône en 1880, il est mal soigné, mal nourri (27) sauf dans les plaines de la Saône et du Forez. (24,27). La vigne est étendue: Beaujolais, un quart du plateau lyonnais, Nord de Rive de Gier, bordure Est du Forez et de la Madeleine, plateau de Pélussin. L'emploi d'engrais est à peu près inexistant. Le poids du passé est trop lourd pour les innovations agricoles (29).

c) Les activités industrielles et artisanales

L'agriculture n'est plus le seul mode de subsistance des campagnes. Les métiers à tisser, le coton puis la soie (surtout vers 1850) se répandent dans les hameaux (29). Il en est de même pour l'industrie métallurgique, contrainte à l'éparpillement par l'exploitation du charbon à faible profondeur; pour les scieries, papeteries s'étalant le long des cours d'eau (30).

2) LES TRANSFORMATIONS DE LA DEUXIEME MOITIE DU XIX^e SIECLE

a) Les communications

Le principal moyen de la première moitié du XIX^e est la route. Mais l'état des chaussées reste mauvais, les ponts sont inexistant, cas de la Loire jusqu'à Roanne (31), ou facilement emportés par les crues: cas de l'Azergues (32). Les principales voies du diocèse sont: les deux

routes royales de Paris au Midi par Mâcon et Lyon d'une part (32), par Roanne, St-Etienne et le Pilat d'autre part; la route Lyon-St-Etienne pour la dépression houillère; celle des grandes vallées des Monts du Lyonnais dont la principale relie Roanne à Lyon par Tarare et Amplepui (31); quelques routes plus secondaires complètent le réseau comme celle de Montbrison à Lyon par Chazelles ou celle de Roanne à la Saône et Loire.

Alors que la Saône constitue une voie navigable traditionnelle, la Loire n'est praticable de St Just s/Loire à Roanne qu'au début du XIX^e. La jonction entre les deux fleuves est une vieille idée, réalisée partiellement par la construction du canal Rive de Gier - Givors en 1780 et du tronçon Rive de Gier-Grand Croix en 1839 (31).

Mais le chemin de fer supplante vite ces moyens traditionnels. Une première "vague" (3 lignes) de construction se place dans les années 1830 : St-Etienne-Andrézieux en 1828, Lyon-St-Etienne en 1831 et Roanne-Andrézieux (31). La deuxième vague est contemporaine du II^e Empire: 1854, achèvement du Paris-Lyon; 1868, Roanne-Lyon par Tarare (32). Des voies secondaires suivent : Lyon-Montbrison, 1875, mais aussi Belleville-Beaujeu, 1868 (32), Roanne-Nord Plaine du Forez, Rive de Gier-Pertuiset, St-Etienne-Montbrison, 1877, (38). Ces petites voies ferrées permettent un trafic important de matières premières industrielles (houilles, pyrites de Sain Bel) et de produits agricoles, grâce à elles engrais, semences et machines arrivent au village (34).

b) Les transformations de l'agriculture

Le recul progressif de la jachère, la montée de l'arbre fruitier au delà de Givors, l'amélioration des rendements viticoles sont des caractéristiques de la période de prospérité du II^e Empire. Prospérité qui permet des achats de terre par les salariés agricoles, les métayers ou les fermiers: le nombre des petits propriétaires augmente (34).

La crise du phylloxéra (1875) réduit l'importance de la vigne, sauf dans le Beaujolais, elle revient à son niveau d'avant 1850 (34). La crise de mévente du blé (année 1880) encourage les concessions qui sont de 2 types. Le premier est le développement de l'élevage, que les grands propriétaires de la plaine du Forez veulent le plus rationnel possible (24). Le deuxième type concerne les cultures fruitières qui remontent dans le département du Rhône jusqu'à Anse (34). En même temps, stimulées par la demande urbaine, les cultures maraîchères se développent autour des villes.

c) Les transformations de l'industrie et de l'artisanat

Après le déploiement dans les campagnes, un mouvement de

concentration s'opère vers 1875. Les métiers à bras ruraux cessent de battre au profit des métiers mécaniques des petites villes qui provoquent à leur profit l'immigration paysanne (34). Dans la sidérurgie et la métallurgie, la concurrence et l'exploitation en profondeur des gisements houillers entraînant une concentration géographique (dépression houillère de Firminy à Rive-de-Gier) et une réforme des structures : l'atelier artisanal cède la place à l'usine (35). Les zones industrielles d'envergure se concentrent autour de St-Etienne et de Lyon (développement de l'industrie chimique sur les bords du Rhône) (36).

3) LES PAYS DU DIOCESE

En se plaçant dans la longue durée, l'étude rapide de l'évolution économique et sociale était indispensable. Cependant les transformations ne doivent pas cacher la variété des "pays" dont "les localités connaissent un fond commun de problèmes humains" (37). Dans le diocèse, ces zones humaines sont souvent des zones naturelles.

D'altitude élevée (1012m), cloisonnée par de profondes vallées : la Montagne Beaujolaise (Monsols, Belmont, Lamure) (41) est une région de polyculture pauvre de montagne (39) (céréales, pommes de terre) et de petits propriétaires. A la fin du siècle une tendance à la conversion dans l'élevage et dans l'exploitation des forêts, en reboisement, se dessine (39).

Le Beaujolais viticole s'étend des contreforts de la montagne (Beaujeu, Belleville) aux collines de la bordure Ouest de la Saône (Villefranche, Bois d'Oingt, Anse). La vigne, prépondérante dans le Haut-Beaujolais, associée à la polyculture dans le Bas Beaujolais au début du XIX^e, se transforme en monoculture à la fin du siècle (38). La grande propriété est fortement implantée (80% des sols dans le Haut Beaujolais, 50% dans le Bas Beaujolais vers 1850) (23).

La plaine de la Saône forme une région de cultures riches, d'élevage, c'est la seule région à avoir de véritables prairies de fauche (40), de vignes au contact de sa bordure Ouest.

Les Monts de Tarare sont le domaine du textile, Les villes comme Thizy, Amplepuis, Tarare animent la région (métiers dispersés au XIX^e) puis détournent à leur profit le premier grand exode paysan avec l'arrêt des métiers à main vers 1885 (18). Sur le versant occidental, le textile Roannais a pénétré dans les villages. L'agriculture est une polyculture pauvre de montagne avec conversion progressive, à la fin du siècle, dans l'élevage et l'exploitation de la forêt (39).

Le plateau Lyonnais (Arbresle, Mornant, Vaugneray) est un pays de polyculture avec présence importante de la vigne, jusqu'à la crise du phylloxéra où elle est remplacée par les arbres fruitiers,

alors que l'élevage se développe progressivement (41). L'artisanat textile (soie) est présent dans les fermes dès 1821 (canton de l'Arbresle) (29).

Les Monts du Lyonnais sont comparables à la Montagne Beaujolaise: polyculture pauvre, développement progressif à la fin du siècle de l'élevage et de l'exploitation de la forêt(38). Quelques industries se fixent dans les villages comme la chapellerie à Chazelles et à St-Symphorien s/Coise à la fabrique Pinay "lance" les "Panamas" (34), comme le linge de table à Panissières qui décline au début du XX° à cause de ses articles trop chers alors que Chazelles réussie sa conversion de l'atelier à l'usine.

Les cantons de Neuville, Limonest, St Genis Laval, forment "la grande banlieue" de Lyon.(41). La présence de la ville impose et permet une conversion agricole après la crise des années 1880. A la polyculture avec vignes et cultures riches sur les bords du Rhône, se substitue une polyculture avec arbres fruitiers et cultures maraîchères (38). L'artisanat, textile notamment, est partout présent.

Le Piedmont Rhodanien du Pilat (Givors, Condrieu) est un pays où la vigne est dominante. Il s'y produit, toutefois, une conversion à la fin du siècle avec développement de l'élevage (Longes, Les Haies), des arbres fruitiers le long du Rhône où la vigne subsiste (38). Dans le contexte de la crise agricole, l'attraction de Givors (fonderies, verreries) sur les campagnes se fait de plus en plus forte (34).

Le Pilat est une région rude de polyculture pauvre (céréales pommes de terre) (42), complétée par un artisanat varié: scieries et papeteries dans les vallées, rubanneries à et autour de St-Genest Malifaux tissage de la soie vers Bourg Argental (43).

Le plateau de Pélussin est un pays particulier: coupé du Nord du diocèse par le Pilat, largement tourné vers le Sud, il subit le influences méditerranéennes. Vignes et arbres fruitiers sont prépondérants. Le travail de la soie et le moulinage sont répandus sur tout le plateau (44).

La dépression houillère est un pays en expansion. C'est une région fortement peuplée, mais la longue prépondérance de l'artisanat, dispersé jusque sur les collines bordières, explique que les villes soient restées longtemps de simples bourgs (Firminy 1820: 2627 Hab.; Pélussin: 3194) (45). La grosse métallurgie et la sidérurgie apparaissent sous la Restauration et se développent surtout à partir du II° Empire, imposant concentration géographique et passage de l'atelier à l'usine alors que les mines développent une exploitation plus rationnelles. Firminy, St-Etienne, St-Chamond et Rive de Gier deviennent

les pôles industriels de la région (46).

Le Seuil de St-Victor est un pays de petites exploitations pratiquant la polyculture. L'artisanat (rubannerie) et l'industrie (bassin houiller de St Genest Lerpt et de Roche la Molière) sont sous la dépendance de St-Etienne(47).

La plaine du Forez est un pays clos dont le seul débouché est la ville de St-Etienne. Mal drainée au début du siècle, les grands propriétaires la transforment poussant aux cultures nouvelles, à l'élevage rationnel, à l'assainissement à partir de 1854 (48). Elle reste un pays agricole, peu peuplé. Quelques industries se fixent : textile (Montbrison, Feurs), tuilerie, verrerie (St Romain le Puy à la fin du siècle) (48), exploitation des sources d'eaux minérales (St-Galmier, Montrond, St Romain le Puy) (49).

Les Monts du Forez, des Bois Noirs, de la Madeleine, sont de montagnes agricoles pratiquant une polyculture pauvre, un peu d'élevage quelques vignes en bordure de la plaine du Forez, quelques activités artisanales : scierie, tissage de la soie (50). Le plateau de Saint Bonnet le Château est mieux pourvu : dentelle, serrurerie, armurerie (51).

La plaine de Roanne subit les influences de Lyon. Son agriculture est riche avec un petit vignoble réputé (Renaison) et le développement précoce d'un élevage rationnel. Charlieu dès le II^e Empire est un centre d'engraissement des boeufs, qui sont vendus dans toute la région, et constitue avec la Pacaudière les deux grands marchés de bétail du diocèse (52). Roanne a essaimé son activité textile (coton dans toute la plaine et sur la bordure des Monts du Lyonnais (53).

L'hétérogénéité du diocèse est manifeste. Quels rapports y a-t-il entre le plateau de Pélussin tourné vers le Sud, pratiquant la spéculation fruitière et la plaine du Forez, terre de grands propriétaires se consacrant aux céréales et à l'élevage; entre le petit paysan propriétaire des Monts du Forez, du Lyonnais, du Beaujolais pratiquant la polyculture de montagne, récoltant juste de quoi vivre et le gros propriétaire de la plaine de la Saône et du Beaujolais Viticole envoyant le produit de sa récolte à Paris par le P.L.M.; entre le paysan attaché à sa terre et l'ouvrier des grandes villes industrielles qui prend conscience de sa spécificité ?

Cette variété des situations ne peut qu'agir sur les comportements.

- CHAPITRE II -

L'HISTOIRE DU DIOCESE AU XIX^e SIECLE

Bien que par la disposition des sources, il ne soit pas possible de mesurer l'évènementiel des faits politiques sur la pratique, il est nécessaire de connaître les grandes lignes de l'histoire du diocèse qui ont pu influencer, à plus ou moins long terme, sur les comportements.

I - LE CAS MONSEIGNEUR FESCH (1)

Toute la première moitié du siècle est remplie par cette question épineuse. Oncle de l'empereur, le cardinal de Lyon a dû se résigner, avec le retour des Bourbons, à l'exil à Rome en 1814, définitivement en 1815. Malgré les demandes répétées de déposition du gouvernement Français, le Saint Siège refuse tout procès envers le Cardinal pour manquement au droit canonique. Seule la démission volontaire de FESCH peut résoudre le problème du diocèse de Lyon devenu orphelin, or, FESCH refusa toute démission jusqu'à sa mort.

La solution, provisoire, intervient en Décembre 1823, avec la nomination de l'évêque de Limoges, Mgr PINS, au titre d'archevêque d'Amasie et au poste d'administrateur apostolique du diocèse de Lyon ce qui provoque des remous au sein du clergé (cas du vicaire général BOCHARD) qui se retire dans une "sombre" opposition).

Après 1830 le gouvernement Français se méfie de ce prélat carliste et ultramontain. Deux mois après la mort de FESCH, en 1839, PINS est dépouillé de son titre et remplacé par l'évêque du pays Mgr DE BONALD (1839-1870).

II- L'EVEQUE DANS LA VIE CIVILE

1/ Lyon, Cité particulière.

Ces difficultés n'ont pas empêché les évêques de participer à la vie civile du diocèse et plus particulièrement de Lyon. Or, en ce XIX^e siècle, cette ville présente trois caractères particuliers.

Lyon est en liberté surveillée (2). Tenue en suspicion par Paris depuis 1793, le maire est nommé directement par le préfet sous la Restauration, il disparaît sous le II^e Empire où le préfet administre lui même. Sous l'Ordre Moral, la mairie centrale est supprimée. Rétablie

en 1881, les premières élections libres ont lieu en 1882. La surveillance est **renforcée** par la présence, jusqu'au Second Empire, de l'armée, Lyon étant considérée comme ville frontière.

Lyon est en liberté surveillée car c'est une ville contestataire (3). En 1830, les bourgeois libéraux proclament la déchéance de Charles X avant la fin de l'insurrection Parisienne. En 1870, Lyon vote contre le plébiscite pour renouveler la confiance en l'Empereur et devance Paris pour proclamer la déchéance de l'Empire. Le 4 Septembre la République est proclamée, mais sous la conduite du député HENON la ville refuse l'aventure de la Commune. Sous l'Ordre Moral, l'opposition est constante, en 1877 tous les candidats officiels sont battus.

Lyon est surveillée car c'est une ville "pionnière" dans les révoltes ouvrières (4). La célèbre révolte des Canuts (1831) est suivie par l'émeute de 1834 (dissolution de la Société des Mutuellistes) et par celle des "Voraces", le 15 Juin 1849. Révoltes particulières à Lyon puisque les ouvriers des autres villes industrielles du diocèse (Tarare, St-Etienne...) ne bougent pas et que les paysans restent indifférents à ces problèmes.

2/ La montée de l'anticléricisme

Les évêques ont dû faire face à tous ces problèmes et prendre position. Si la révolte des Canuts n'est pas anticléricale, la révolution de 1848 voit se développer une contestation contre les frères (5).

Le ralliement des catholiques à l'empire, encouragé par l'attitude de Mgr DE BONALD, détache les ouvriers lyonnais de la foi. Ces derniers se rapprochent de la fraction avancée de la bourgeoisie, l'union des deux groupes se faisant autour de la république (1857 élection du Docteur HENON) et de l'anticléricisme (6).

L'adhésion des catholiques à l'Ordre Moral, sous l'épiscopat de Mgr GINOULHIAC (1870-1876) est considéré comme une trahison (7). Lyon devient une citadelle de l'anticléricisme.

De 1880 à 1900 le conseil municipal est tenu par les républicains radicaux (8) qui s'empressent d'exécuter les lois de J.FERRY (interdiction des processions, expulsion de congrégations...)(9) alors que le Cardinal CAVEROT (1876-1887) multiplie les appels en faveur de l'enseignement chrétien et de l'école libre (10).

A la fin du siècle, sous l'épiscopat de Mgr FOULON (1887-93) puis de Mgr COUILLIE (1893-1912), les abbés démocrates tentent d'ouvrir l'église au monde moderne (11).

Lors de la Séparation les inventaires se font dans le calme

(Janvier, Juillet 1906) grace aux ménagements de l'administration et aux conseils de modération de Mgr COUILLE (12). La restitution des églises aux fidèles en 1907 permet de mettre fin à cette période de relative tension.

- CHAPITRE III -

LES MOYENS DE LA PASTORALE

Ce chapitre porte sur une étude des structures de qui permettent à l'Eglise d'agir face à la variété des cadres physiques des comportements démographiques, de la situation économique et sociale.

Ces moyens de la pastorale sont divers : information, personnel religieux, édifices du culte.

I - LES QUESTIONNAIRES DE VISITE

Ce sont les témoins du premier moyen que l'évêque a à sa disposition: l'information par les visites dans les paroisses. Source fondamentale pour l'historien le questionnaire n'en est pas moins souvent négligé par le clergé: "les autorités diocésaines les exigent le plus souvent par tradition, quitte à les reléguer au dortoir des paperasses (1). Il est vrai que l'on peut faire des reproches à ces formulaires : imprécision, par négligence, plus simplement par ignorance; quelquefois inexactitude et même absence de toute réponse, traduction d'un refus ou d'une gêne. Mais, une fois connus et prévenus, ces défauts ne constituent pas un obstacle insurmontable.

Pris à l'état brut, en eux-mêmes, ces questionnaires peuvent nous dévoiler les préoccupations principales des dirigeants de l'évêché alors qu'une analyse des réponses peut montrer s'il y a convergence des centres d'intérêt avec les prêtres.

1/ Etude des questionnaires

Le XIX^e Siècle a connu quatre types successifs de formulaires, ainsi répartis suivant les visites :

Formulaire A (2) :	1827-28 et 1841-55
Formulaire B :	1879-96
3 ^e Formulaire :	1902-1908

a) Le formulaire A

1. Ce formulaire est utilisé jusqu'à dans les années 1870. C'est un questionnaire de quatre pages et vingt quatre rubriques. Chaque rubrique ne constitue pas une question précise mais plutôt un thème d'interrogation (moralité de la paroisse). Ces rubriques peuvent se regrouper en grands thèmes, eux-mêmes répartis en trois ensembles.

1° L'Etat spirituel : il ne contient qu'une rubrique. Laquelle ?

2° Les structures ecclésiastiques. Elles comprennent quatre grands

thèmes : Le personnel attaché au culte ou dépendant plus ou moins de l'Eglise (instituteur) avec 5 rubriques sur le curé, les communautés.. Le statut liturgique : 5 Rubriques sur les fonds baptismaux, les vases les livres.

L'état matériel de l'église : 2 rubriques sur l'église avec le cimetière et le presbytère.

L'état économique : 4 rubriques sur la fabrique, les fondations, les revenus.

3° Les règlements du culte et institutions annexes comprenant un seul thème et 7 rubriques sur l'heure du catéchisme, le règlement des écoles. Le tableau ci-dessous permet de saisir la part respective de chaque ensemble.

	Nbre de Rubr.	%	Thèmes	Nbre Rubr.	%
Etat spirituel	1	4		1	4
Struct. ecclésiast.	16	67	les personnes	5	21
			Stat.Liturg.	5	21
			Les batiments	2	8
			L'Etat econom.	4	17
Règlements	7	29		7	29

La part des structures ecclésiastiques est écrasante. Cette répartition traduit la mentalité des administrateurs de l'Eglise après la Révolution: Pour récupérer les âmes, il faut avant tout se doter de moyens solides, suivre les règlements. Il est à noter que lorsque les formulaires A ne sont pas imprimés mais manuscrits, les visiteurs mettent en titre du dossier de chaque doyenné: " Visite des églises et des fabriques...". L'intensité du vécu religieux n'intéresse pas encore l'Eglise.

b/ Le formulaire B

Etabli par le synode de 1874 (2), c'est un questionnaire de quatre pages et quatre vingt sept questions très précises. Nous avons repris pour ce formulaire la classification précédente.

	Nbre de Quest.	%	Thèmes	Nbre Quest.	%
Etat spirit.	8	9		8	9
Struct. ecclésiast.	63	72,5	les personnes	5	6
			Stat.Liturg.	30	34,5
			les batiments	9	10
			état économ.	19	22
Règlements	16	18,5		16	18,5

Trois conclusions sont possibles :

1°/ Le fait important est l'augmentation de la part de l'Etat spirituel.

Des questions sur les pascalisants , l'assistance régulière à la messe, les sacrements apparaissent, dénotant une volonté de mieux connaître la pratique des fidèles .

2°/ Le fait religieux reste encore minoritaire. La part des structures ecclésiastiques, bien qu'en stagnation par rapport au formulaire A , reste prépondérante. En même temps, il y a redistribution dans cet ensemble: alors que la part des questions sur les personnes s'effondre, celle sur le statut liturgique progresse.

3°/ La baisse de la part relative de l'ensemble: Règlements, ne doit pas faire oublier la multiplication des questions dénotant la volonté de contrôler et de faire appliquer les règlements. En outre le contenu s'est modifié: la part du catéchisme progresse et des questions apparaissent sur la prédication, la confession et l'absolution des enfants.

c/ Le troisième formulaire

Etabli lors du synode de 1898 (2), ce questionnaire de quatre pages comprend quarante questions. La répartition des questions par thèmes a été profondément modifiée, ce qui peut faire penser à de profonds changements. En fait il n'en est rien :

	Nbre de Quest.	%	Thèmes	Nbre quest.	%
Etat spirit.	7	17,5		7	17,5
Struct. ecclésiast.	25	62,5	Les personnes	3	7,5
			Stat. Liturg.	15	37,5
			Les batiments	4	10
			Etat econom.	3	7,5
Règlements	8	20		8	20

Ce tableau appelle quelques remarques:

1°/ Le nombre de questions pour chaque thème diminue d'environ 50%, sauf pour l'esprit religieux qui reste stable. De fait, la part relative de cet ensemble progresse, c'est le fait principal. //

2°/ Les structures ecclésiastiques, malgré une légère hausse, restent largement prépondérantes. A l'intérieur de cet ensemble, on constate que la régression globale est due, en grande partie, à la chute de l'état économique qui ne contient plus que des questions de gestion administrative des revenus.

Le tableau suivant sur l'évolution des proportions permet de donner des conclusions d'ensemble.

THEMES		F.A.	-24-	F.B/A.	F.III/B	TOTAL
		%		%	%	%
Et.Sp.		4		+125	+94,4	+219,4
Str.	personnel	21		-71	+25	-46
Eccl.	St.Lit.	21	} 67	+64,3	+8,6	+72,9
	Bat.	8		+25	0	+25
	Et.Eco.	17		+29	-55	-36
Règl.		29		-36	+ 8	-28

Deux faits sont constatables:

- 1°/ Augmentation constante et forte de l'état spirituel. La part du fait religieux a été multipliée par plus de quatre en 80 ans. ?
- 2°/ Stabilité des structures ecclésiastiques et déclin des règlements, ce qui n'empêche pas le maintien du classement des trois ensembles sur tout le siècle : structures ecclésiastiques, règlements, état spirituel. Le contrôle, la gestion des moyens de la pastorale pèse d'un poids lourd, inaltérable dans les préoccupations des administrateurs du diocèse.

2/ LES REPONSES DES PRETRES

Cette hiérarchie des préoccupations se retrouve-t-elle chez les prêtres de paroisse? Les formulaires ont été remplis par différentes personnes.

Formulaire A : en 1827 ce sont les prêtres eux-mêmes avec contrôle du doyen, en 1841-1855 c'est le cardinal DE BONALD ou un secrétaire (?); Formulaire B : les doyens et les prêtres; 3° formulaire : les prêtres avec annotations du visiteur. L'imprécision des questions du formulaire A permet aux prêtres de "déverser leur bile" sur les sujets qui les tiennent à coeur. Par l'ampleur des réponses, ils sont au nombre de deux : l'état de l'église, la situation de la fabrique. La question sur la moralité de la paroisse reçoit des réponses laconiques. Il existe à la fin du formulaire une rubrique "observations"; le regroupement de ces observations en thèmes confirme l'affirmation précédente : les structures ecclésiastiques (réparations à faire, état financier, demande de locaux...) représentent 63% des observations, les rapports du curé avec la paroisse : 29%, les questions d'état religieux de la population: 4%. La visite de 1841-55 n'est pas utilisable, il en est de même pour celle de 1879-96, où par la multiplicité des questions, les réponses se font plus sèches et plus rapides. Bien que le troisième formulaire ait tendance à être rempli comme le formulaire B, il faut noter que les commentaires les plus importants et même souvent les seuls, se font pour les questions sur l'esprit religieux de la paroisse et l'assistance régulière aux offices. L'évolution est donc la même que pour les formulaires. Bien sûr, en 1827-28, les prêtres ont peut être passé sous silence une question, la moralité, au profit de problèmes plus pressants. Le

questionnaire était l'occasion de faire connaître ces problèmes. Mais, il semble bien que les prêtres n'aient pris intérêt à l'état religieux de leurs ouailles qu'à la fin du siècle.

II - LE CLERGE SECULIER

Dans la pastorale, le curé occupe une place centrale. Il est tout à la fois porteur de la Vérité, enseignant et inspecteur veillant au maintien de la christianisation des mœurs, de la société. Ce chapitre vise à une histoire interne du clergé séculier au XIX°.

A/ PERSONNEL ECCLESIASTIQUE

1) Les Séminaires

Le recrutement des jeunes prêtres est vital pour assurer la continuité de l'enseignement de l'Eglise. Mais la question n'apparaît que dans le formulaire B (1) où 132 paroisses envoient des enfants dans les séminaires, ce qui représente 56,4% des paroisses visitées; les autres étant le désespoir de leurs curés comme celui de Poleymieux qui n'a jamais pu envoyer un seul enfant (2) alors que l'imposition du service militaire (1889) (3) enlève à la carrière cléricale, pour certains, une partie de son attrait. Répartition des paroisses suivant le nombre de séminaristes:

	1	2	3	4 à 6	7 et plus
1879-96	45	31	20	17	10
%	36,6	25,2	16,2	13,8	8,2

61,8% des paroisses envoient un à deux jeunes gens, ce qui témoigne d'un recrutement géographique dispersé.

Carte n° 3 , les séminaristes (4)

Les paroisses ayant une école cléricale ont des données imprécises: nombre d'élèves ou nombre de jeunes gens de la paroisse ? Malgré son extrême concentration, la visite permet de déceler deux des grandes zones de recrutement : la montagne Beaujolaise avec sa bordure Ouest et le Sud du Pilat avec la prolifique paroisse de St Genest Malifaux. A un degré moindre, les monts du Lyonnais se mettent aussi en valeur. Les deux métropoles ne fournissent pas un effort comparable bien que St-Etienne (17 séminaristes pour 7 paroisses et 15.000 habitants) distance nettement Lyon (11 séminaristes pour 7 paroisses et 47.824 hab.).

2) Le corps ecclésiastique

Le degré de qualification du clergé séculier se définit par ses effectifs, son âge, son niveau intellectuel.

a) les effectifs: A la suite de la Révolution, le nombre des prêtres est un problème essentiel. Toutes les paroisses ne sont pas pourvues et

les prêtres ont alors à charge plusieurs communautés de fidèles, or, l'absence du prêtre peut être un facteur de détachement des populations. En 1805, il y a 291 prêtres; un effort de recrutement porte l'effectif à 721 prêtres en 1815 et à 1846 en 1876 alors que le diocèse compte 1.286.000 habitants, soit 14 prêtres pour 10.000 habitants Lyon se situe bien en dessous de la moyenne diocésaine avec 120 prêtres pour 380.000 habitants, en 1876, soit 3 prêtres pour 10.000 personnes. (4). L'effort de l'Eglise porte avant tout sur les campagnes.

Pour l'aider dans ses tâches, le curé a un auxiliaire indispensable : le vicaire. Celui-ci pallie la défection des prêtres surchargés ou plus simplement, surtout dans le premier tiers du siècle, des curés âgés.

	paroisses ayant 1 vic. ou Prêtre auxil.	nbre de vicaires	nbre de Vic./Parois se
1827-28	115	171	1,5
%	28,2		
1841-55	205	307	1,5
%	73,7		
1879-96	159	?	
%	67,9		

La progression entre les deux premières visites est nette : + 161 %; mais la stagnation du nombre théorique par paroisse indique que l'effort de recrutement de l'Eglise n'a pas été suffisant pour assurer à la fois des auxiliaires à la majeure partie des paroisses et augmenter le nombre de vicaires par paroisse: l'Eglise est allée au plus pressé. La visite de 1879-96, donne avant tout, une vision régionale (moitié Nord du diocèse). La légère régression constatée peut être due à un effort moindre de "couverture" pour cette région et/ou aux effets des débuts de l'exode rural; ainsi le curé de la paroisse d'Allières se plaint qu'il n'a plus de vicaire à cause de la baisse de la population (5).

b) L'âge des prêtres et des vicaires ou prêtres auxiliaires.

C'est un fait important ayant souvent des conséquences directes sur la pastorale, comme à Cours (6) en 1834, où "Mr le curé a près de quatre vingt ans, il ne peut guère prêcher"; de plus, diverses maladies, bien compréhensibles, atteignent ces prêtres : "l'air de Marchand est très contraire à la santé de Mr le curé, il est presque continuellement malade" (7).

Le tableau et les graphiques suivant permettent d'apprécier l'évolution de la première moitié du siècle (seul le formulaire

A évoque la question, ce qui reflète la situation préoccupante du début du siècle).

	<u>-de 30 ans</u>	<u>30-39</u>	<u>40-49</u>	<u>50-59</u>	<u>+ de 60 ans</u>	<u>âge moyen</u>
1827-28 (8)	9	154	82.	32	131	43
%	2,2	37,7	20,1	7,8	32,2	
1841-55 (9)	1	30	120	88	29	48
%	0,4	11,2	44,8	32,8	10,8	

La pyramide des âges de 1827-28 a une forme caractéristique qui porte témoignage de trois faits.

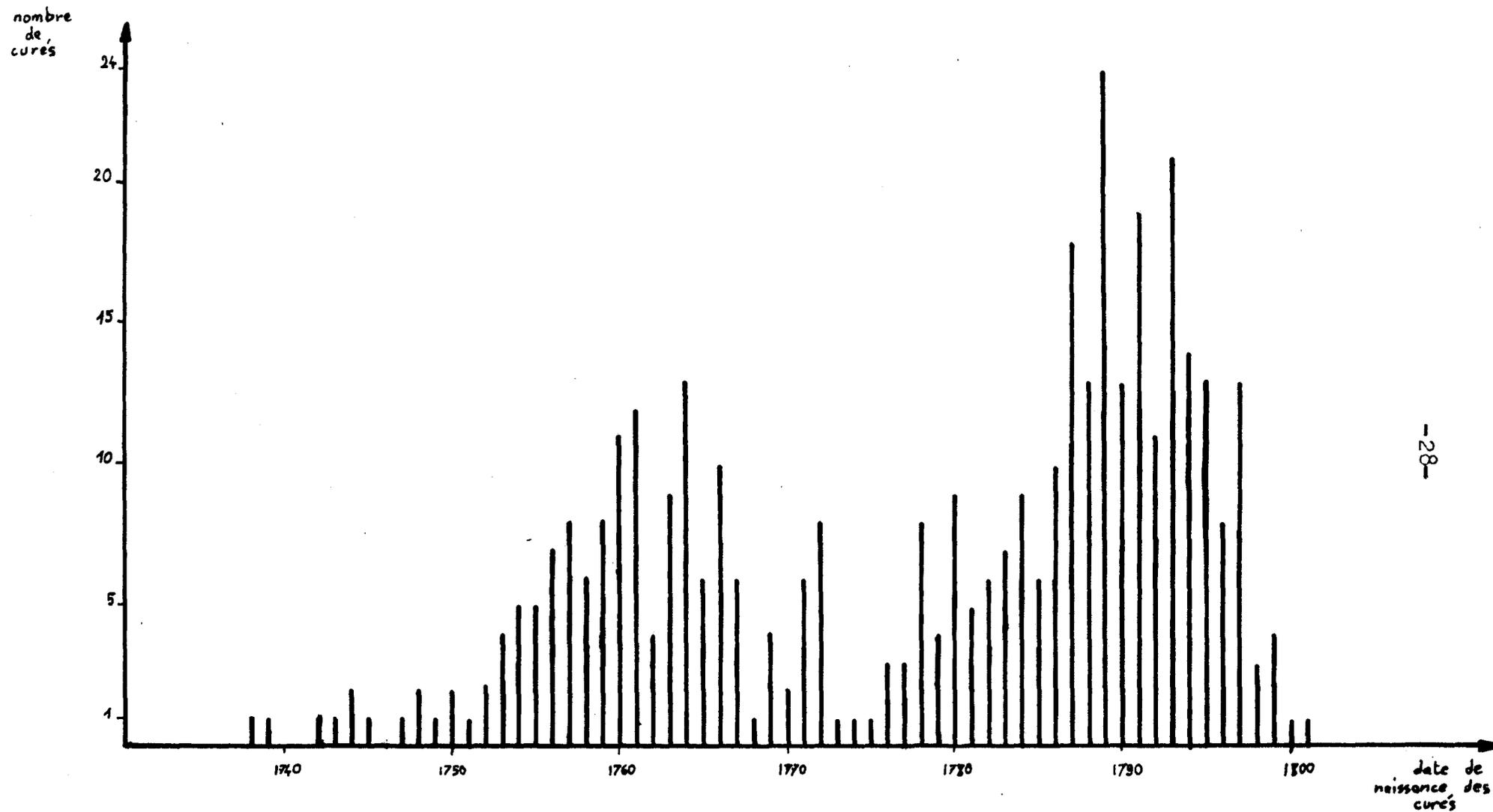
1°/ L'impact de la Révolution : il explique le creux des années 1770-1780. Cette génération arrive à l'âge de 20 ans, moment supposé où la volonté d'être prêtre s'impose pour beaucoup puisque l'ordination se situe, au plus tôt, à 25 ans (10), dans les années 1790-1800, c'est-à-dire en plein coeur de la Révolution. Ces hommes ne forment, en 1827, que moins de 10% de l'effectif.

2°/ Le poids du clergé d'Ancien Régime : Les prêtres ordonnés avant 1790 sont nés, au plus tard, avant 1770. Ils forment, en 1827, un tiers de l'effectif avec un âge supérieur à 60 ans. Leur part est en légère régression puisqu'en 1805, dans le Rhône, 50% des prêtres ont plus de 50 ans (11) (40% en 1827). Ces prêtres ont connu l'Ancien Régime, subi la Révolution. Certains, par une volonté de retour à "l'âge d'or" et une conduite autoritaire, peuvent provoquer l'éloignement des églises de ruraux craignant le rétablissement des dîmes et la perte des biens nationaux (12). Mais surtout, ces prêtres sont âgés et l'on sait les conséquences que cela implique sur la pastorale.

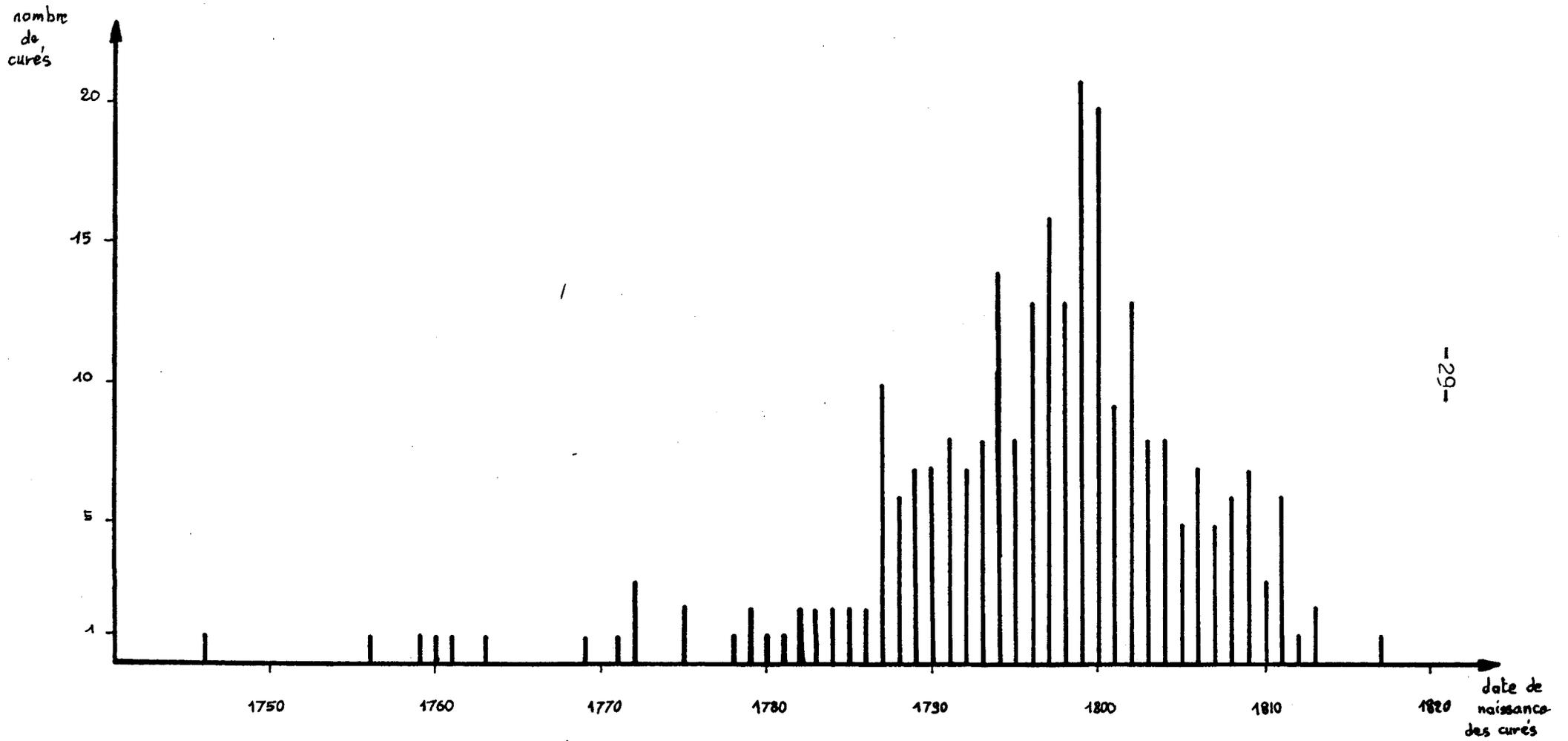
3°/ Le renouveau : La courbe remonte dès les années 1780, la majeure partie des prêtres de ce groupe ont été ordonnés sous l'Empire. Alors qu'en 1805, 7% seulement des prêtres ont moins de 40 ans (11), la proportion s'élève à 40% en 1827 ou que l'âge moyen se situe à 43 ans. L'action de rénovation de Mgr FESCH est, ici, très visible.

Le mouvement de rajeunissement a-t-il continué ?

En 1846 il faut constater : 1°/ la quasi-disparition des prêtres de l'Ancien Régime : 2,5% ordonnés avant 1790. 2°/ Le poids des prêtres de plus de 60 ans a beaucoup diminué passant de 32 à 11% environ. En 1846 la très grande majorité des prêtres est en mesure d'assurer, physiquement, son rôle. 3°/ Par rapport à 1827, la courbe s'est déplacée vers la droite, ce qui montre la continuité



1827: REPARTITION DES CURÉS PAR DATE DE NAISSANCE



1846: REPARTITION DES CURES PAR DATE DE NAISSANCE

des recrutements. Mais, l'effondrement de la classe d'âge 30-39 ans, de 38 à 11%, est la traduction d'un recrutement plus réduit. L'effort de recrutement ne s'est pas, ou n'a pu se poursuivre alors que 77,6% des prêtres a entre 40 et 60 ans. L'âge moyen qui est passé de 43 à 48 ans traduit ce vieillissement global.

L'âge des vicaires et prêtres auxiliaires:

	<u>- de 30 ans</u>	<u>30-39</u>	<u>40-49</u>	<u>50-59</u>	<u>+ de 60 ans</u>	Age <u>moyen</u>
1827-28 (13)	65	58	7	5	20	31
%	41,9	37,4	4,5	3,3	12,9	
1841-55	37	148	37	9	17	35
%	14,9	59,7	14,9	3,7	6,8	

Plusieurs remarques s'imposent.

1°/ les auxiliaires sont très jeunes, en 1827, 79,3% d'entre eux ont moins de 40 ans, ce qui est en grande partie normal mais l'effort de recrutement est, là aussi, sensible. Le creux de la Révolution est marqué puisque la classe d'âge 50-59 ans ne représente que 3,3% de l'effectif total. ?

2°/ L'évolution est la même que pour les prêtres avec la baisse marquée des classes d'âges extrêmes et une concentration, assez prononcée, de l'effectif dans la classe d'âge 30-39 ans. La hausse légère de l'âge moyen traduit ce vieillissement, relatif, d'ensemble.

Dans les deux cas (prêtres et auxiliaires), il semble qu'une certaine crise de recrutement ait succédé à la période faste des débuts du siècle. Mais elle reste très relative. ??

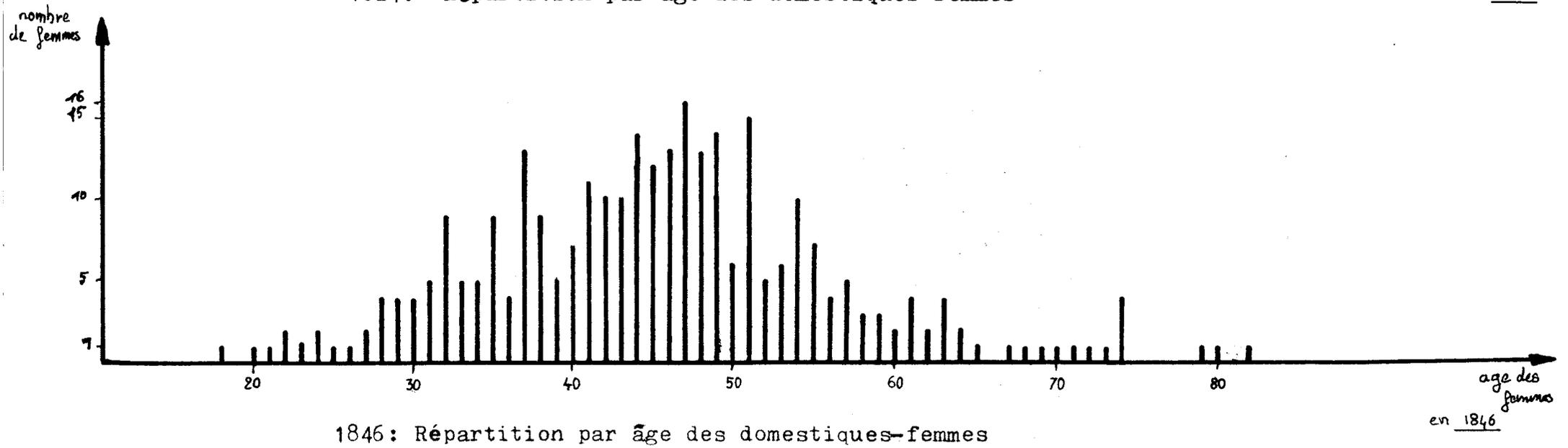
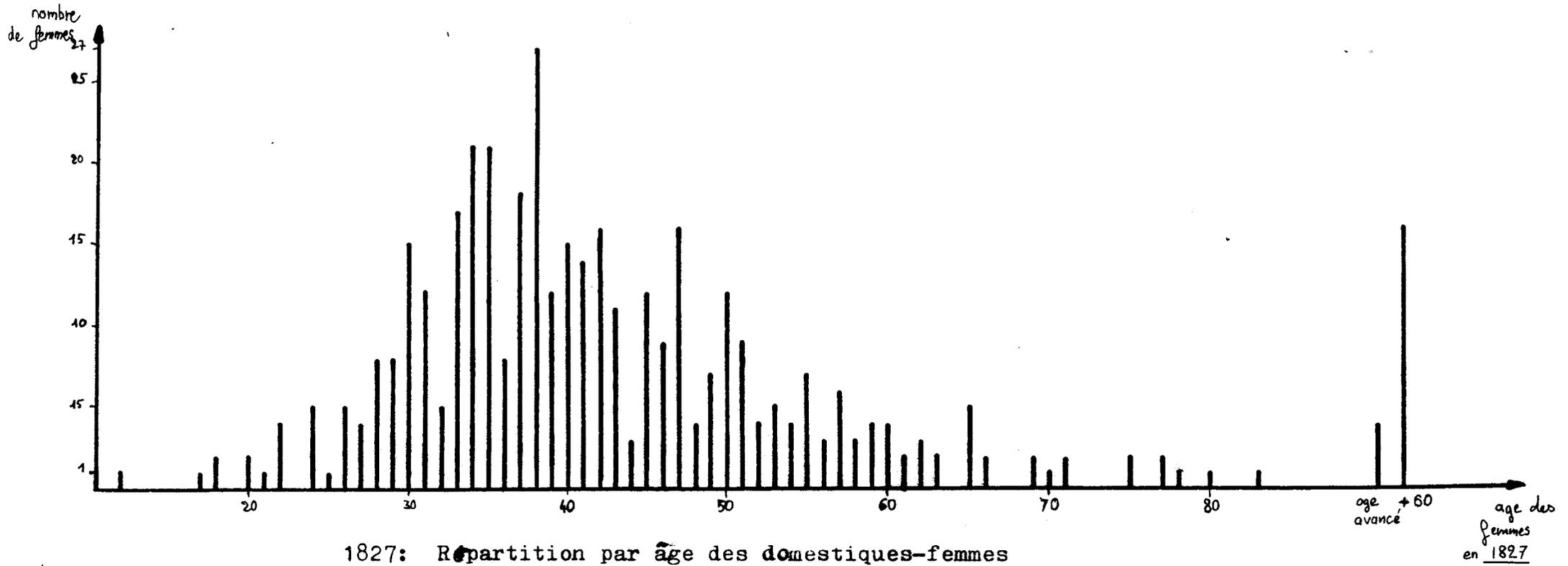
c) Les servantes.

Connaître ceux qui vivent avec le prêtre peut aider à comprendre son comportement et sa mentalité.

	<u>-de 20 ans</u>	<u>20-29</u>	<u>30-39</u>	<u>40-59</u>	<u>+de 60 ans</u>	âge <u>moyen</u>
1827-28	4	38	156	164	49	40
%	1	9,3	37,9	39,9	11,9	
1841-55(14)	1	21	68	184	25	45
%	0,5	7	22,7	61,5	8,3	

Le tableau et les graphiques suivants traduisent plusieurs faits :

1°/ l'âge canonique pour les servantes est de 40 ans. La règle est largement transgressée en 1827 où 48,2% d'entre elles n'atteignent pas cette limite. Une crise des "vocations" est ainsi discernable et les prêtres ont dû enfreindre les statuts. 2°/ En 1841-55, 30,2% des femmes seulement ont moins de 40 ans; les proportions tombent à 5,1% en 1879-96 et 4,8% en 1902-08. Mais la concentration des



effectifs, en 1841-55, dans la classe d'âge 40-59 ans, traduite par la hausse, légère, de l'âge moyen, montre que le recrutement reste assez difficile mais que, surtout, la hiérarchie s'attache à faire respecter les règlements, dans la mesure du possible puisqu'elle accorde facilement les dispenses nécessaires.

Parmi les servantes, (ils sont incorporés dans cette catégorie par les prêtres) la part des parents n'est pas négligeable.

	<u>Soeur</u>	<u>Nièce</u>	<u>Mère</u>	<u>Cousine</u>	<u>Tante</u>	<u>Belle-Soeur</u>	<u>Nbre total</u>
1827-28	42	24	4	4	5	1	80
% (16)	52,5	30	5	5	6,25	1,25	19,4 (15)
1841-55	13	13	2	1	0	0	29
%	44,8	44,8	6,9	3,5			9,7
1902-08	44	11	9	3	0	2	69
%	63,8	15,9	18	4,4		2,9	14,4

Pour une famille, avoir un parent prêtre peut être financièrement une aubaine par la venue d'un traitement fixe, assuré, que beaucoup envient. Or, la prépondérance des soeurs et des nièces montre l'existence de cette politique de "placement" des proches parents. Cependant il faut constater le déclin de leur part dans l'effectif total jusqu'au milieu du siècle. Les chiffres de 1902-1908, visite régionale surtout, peuvent être la traduction d'un recrutement difficile d'où l'appel aux parents notamment les soeurs et les mères.

Il n'empêche que, dans la première moitié du siècle tout au moins, le personnel ecclésiastique, dans son ensemble, est jeune, ce qui ne peut qu'influencer positivement le dynamisme de la pastorale.

d) Le niveau intellectuel du clergé.

C'est le troisième paramètre important pour définir la qualité du corps ecclésiastique. Malheureusement les procès-verbaux sont muets sur la question. Une seule fois la qualification intellectuelle d'un prêtre est mentionnée : le curé est docteur en théologie (17) mais ce n'est qu'un cas particulier bien qu'il révèle le haut niveau de certains prêtres de paroisse.

Pour donner une réponse rapide à la question, on peut signaler qu'en 1805, le clergé est qualifié de médiocre et Mgr FESCH s'attache à remplacer les mauvais prêtres, ce qu'il ne peut faire que progressivement (18). En 1887, le clergé est défini comme ayant un "excellent esprit" (19) et la fin du siècle voit s'épanouir le courant des abbés démocrates voulant ouvrir l'Eglise sur le monde

extérieur (20). En fait, l'amélioration du niveau intellectuel est indéniable. Des reflets de querelles "théologiques" ne sont pas absents des procès-verbaux. L'hostilité envers les protestants et les "jansénistes", c'est à dire les membres de la Petite Eglise qui, en 1802, ont blâmé le Concordat et se sont révoltés contre la hiérarchie (21), est constante; les prêtres allant jusqu'à les accuser d'être responsables des maux de l'Eglise.

Des prêtres nombreux, jeunes, bien secondés, peuvent avoir une action bénéfique. Il reste à connaître comment ils vivent.

B/ LES CONDITIONS MATERIELLES D'EXISTENCE

Elles sont fondamentales pour assurer au prêtre la tranquillité d'esprit nécessaire à l'accomplissement de sa tâche spirituelle. Pour pourvoir à ses besoins le clergé dispose d'un instrument de gestion :

1) La Fabrique

Cette institution gère les revenus de l'Eglise, fait face aux charges quotidiennes ou extraordinaires, assure des ressources au clergé.

a) les revenus

Ils sont de trois sortes: produits des fondations, des terres et immeubles, revenus issus de l'exercice du culte.

Les produits des fondations couvrent des charges religieuses et des obligations charitables comme le montre le détail d'une fondation à St Jean la Vêtre, en 1889, (22) : "neuf (fondations) pour les messes : 104 francs dont 3 à la fabrique; quatre pour la fabrique, 40 francs, dont une pour les pauvres; sept pour le soulagement des malheureux ainsi que l'instruction gratuite des pauvres 105 francs..."

Les fondations sont des titres de rentes placés "partie chez les particuliers et partie sur l'Etat" (23). Les rentes d'Etat viennent d'un capital déposé dans les caisses de l'administration des cultes qui versent les intérêts, 3% au début du XX^e (24). Les titres placés chez les particuliers sont d'un rapport variable : 5% à St Sixte en 1827 (25).

La première moitié du siècle est une période de restauration des fondations après la tourmente révolutionnaire. Dans beaucoup de paroisses il n'y a plus rien : "ni fondation, ni titres, tout a été brulé" (27). Par contre lorsqu'il y a "quelques restes échappés de la Révolution" (28) la reconnaissance des dettes, imposée par l'Eglise aux paroissiens, ne va pas sans mal, ainsi à St Nizier d'Azergues (29) où "les habitants refusaient de payer, se tenant tous par la main, le trésorier n'osant les poursuivre". Mais dans les cas où les fondations

sont tombées en désuétude sous la Révolution ou l'Empire, les contact avec la population sont moins rudes : " Mr le curé et Mrs les fabriciens....s'informeront si les parents sont disposés à servir la rente et à renouveler les titres" (30).

Les revenus des fondations :

	<u>-de 50f.</u>	<u>51-100</u>	<u>101-200</u>	<u>201-500</u>	<u>501-1000</u>	<u>+de 1000</u>	<u>Paroisses sans fondations</u>
1827-28	65	13	7	4	1	1	228
%	71,4(33)	14,4	7,7	4,4	1,1	1,1	56,1(32)
1841-55	33	14	7	6	3	1	156
%	51,5	21,9	10,9	9,4	4,7	1,6	58,6
1879-96	26	13	12	18	11	2	91
%	31,7	15,8	14,7	21,9	13,4	2,5	41,5

Le fait principal est l'importance des paroisses sans fondations. Ceci ne peut être dû qu'à la pauvreté des fidèles. A St-Sixte, le prêtre écrit que les intérêts "sont très mal payés, le placement étant fait chez les habitants de la paroisse peu aisés" (34) et pourtant les fondations forment un capital de 1.400 francs.

Cette impression est confirmée par la répartition des fondations suivant leurs revenus : les produits inférieurs à 100 francs forment 85,8 % des fondations en 1827 et 73,4% en 1841-55.

Cependant, une hausse des revenus, sensible dès 1841-55, affecte le siècle, en 1879-96 les produits inférieurs à 100 francs ne sont pas majoritaires (47,5%). Cette amélioration doit être attribuée, en grande partie, à l'amélioration du niveau de vie des populations. Ainsi quelques revenus en nature (blé, vin, huile) disparaissent au milieu du siècle.

La deuxième source de revenus, pour la fabrique, est formée des terres et immeubles qu'elle possède. En fait ces propriétés sont rares : en 1827 dix fabriques ont une terre, sept en 1841-55 et aucune en 1879-96 (moitié Nord du diocèse).

Cartes n° 4,5,6 , les revenus des fondations et autres propriétés de la fabrique

La répartition des paroisses sans fondations définit quelques régions : la bordure de la Saône et du Rhône (1827, 1841-55), la plaine du Forez (1827), l'Ouest de la montagne Beaujolaise (Belmont) sur les trois périodes.

Par contre les fabriques, ayant fondations et propriétés, ne forment pas de zones nettes, surtout si le critère de différenciation est l'importance des revenus. En 1827-28, deux régions se déta-

chent : Les Monts du Lyonnais, ⁻³⁶⁻ avec un prolongement en direction du seuil de Neulise, et, à un degré moindre, le plateau de St Bonnet le Château. 1841-55 voit l'effacement de ce dernier secteur, la montée de la plaine de Roanne et, plus ténue, celle du Beaujolais qui se poursuit et s'affirme en 1879-96. Les Monts du Lyonnais restent une région de hauts revenus sur tout le siècle.

Les revenus liés à l'exercice du culte forment la troisième source financière de la fabrique. Ce sont les produits des quêtes de la ferme des bancs et chaises, des troncs et du casuel.

Les bancs et chaises sont loués, chaque année, par la population, le tarif étant fixé par la fabrique, ainsi à Pommiers, en 1834; " dans toute l'étendue de la nef et de chaque côté, sont fixés aux murs des bancs numérotés dont l'ascenssement se fait régulièrement, à chaque année, après Pâques, à l'exception de celui des autorités municipales " (35). Le casuel comprend toutes les offrandes lors des baptêmes, mariages, sépultures.

Les trois types de revenus, que nous venons d'étudier, forment la recette générale de la fabrique dont voici trois exemples (36) :

<u>Allieux, 1827, 693 hab.</u>		<u>Longes, 1829, 1200 hab.</u>		<u>Soleymieux, 1829 1396 hab.</u>	
chaises	60	chaises	200	produits fixes:	
quête	7	cierges	140	une rente	15
cire	3,40	rente	25	revenu terre	36
	<u>70,40</u>	bassin	20	produits	
	17		<u>385</u>	variables:	
			37	cloches	51
				bassin des	
				âmes	146
				bassin de	
				la (?)	52
				bénéf. Cire	98
				bancs	<u>206</u>
					604 157

Le tableau, ci-dessous, permet de mieux comparer les trois recettes:

	<u>Allieux</u>	<u>Longes</u>	<u>Soleymieux</u>
Fondations%	0	{ 6,5	{ 2,5
Terres	0	{ 0	{ 6
revenus Culte	100	91,5	91,5
Chaises	85,3	51,9	34,1
Bassin	0	5,2	32,8
Cire & cierge	4,8	36,4	16,2
cloche	0 (37)	0	8,4
quête	9,9	0	0

Ces trois paroisses sont très différentes. Allieux est

une petite commune de la bordure des Monts du Forez, Longes, une moyenne commune du Piedmont Rhodanien et Soleymieux, un chef lieu de canton du Sud-Ouest du diocèse. Quelques remarques peuvent être faites:

1°/ L'importance du budget croit, normalement, avec la population, mais surtout, il se diversifie, s'étoffe. ?

2°/ La part des revenus liés à l'exercice du culte est écrasante. Les fondations n'apparaissent que dans les paroisses importantes, et les terres, dans le chef lieu de canton, mais ces deux postes n'ont qu'une très maigre importance.

3°/ Les chaises et les bancs constituent le poste principal : écrasant à Allieux, majoritaires à Longes, prépondérant à Soleymieux. Les autres sources de revenus du culte ont des positions variables, dues aux conditions locales, ainsi à Soleymieux, l'importance du poste "bassin" est, peut-être, due à des baptêmes plus nombreux dans ce chef lieu de canton et/ou à une natalité élevée.

Ainsi, ce sont les fidèles qui assurent directement, pour plus de 90% du budget, la subsistance de l'Église. Mais ils ne le font pas avec la même intensité : la contribution par habitant est de 0,1 franc à Allieux, 0,3 franc à Longes et 0,39 à Soleymieux; ainsi, d'autres facteurs que l'importance de la population interviennent : la richesse économique et la charité, ce que suggère le curé de Pomiers, en 1834, où "les ressources pécuniaires diminuent chaque année d'une manière sensible par le refroidissement de la charité "(35). Une statistique globale des recettes devient indispensable. Voici l'exemple de la visite de 1827-28.

	<u>Modeste(?) -de100f.</u>	<u>101-199</u>	<u>200-499</u>	<u>500-599</u>	<u>+ de 1000</u>
fabriques (38)	10	11	20	53	33
%	6,5	6,9	12,5	33,1	20,6
		(Allieux)	(Longes)	(Soleymieux)	

La recette moyenne se situe entre 300 et 500 francs: le cas de Longes peut être considéré comme un exemple type pour le diocèse. Pour 41,2% des fabriques, la recette est supérieure à 500 francs, ce qui confirme que la dimension de la paroisse n'est pas l'unique critère de différenciation. La contribution par habitant devient une variable plus importante.

La carte n° 7 , sur la recette annuelle de la fabrique montre que les recettes modestes se concentrent sur la bordure Ouest des Monts du Forez, débordent sur les plaines de Roanne et du Forez en se prolongeant jusqu'à la région de St Etienne. Les recettes moyennes (200-500) ne forment pas de zones précises, sauf dans le Sud du diocèse : plateau de St Bonnet le Château, Pilat. Les recettes supérieures à

500 francs se trouvent surtout dans les montagnes: Monts du Lyonnais et montagne Beaujolaise. Le facteur richesse économique ne peut donc être la variable principale.

b) les charges des fabriques

Parmi celles-ci, une, principalement, cause beaucoup de soucis aux curés. Il s'agit du devoir d'envoyer à l'archevêché un sixième du produit de la ferme des bancs et chaises, or, les réticences des fabriciens sont grandes.

	OUI	NON	? mais plutôt	OUI	plutôt NON
1827-28(39)	131	127	150	7	61
%	32,1	31,1	36,8	1,7	14,9
1841-55	75	43	160		
%	27	15,5	57,5		

En 1827-28, 46% des fabriques, au minimum, refusent de payer le sixième des chaises. Les raisons invoquées sont les réparations pour les batiments ou une construction nouvelle. Les refus ouverts (31,1%) provoquent, quelquefois, des heurts avec des curés trop consciencieux : "les fabriciens ne veulent pas entendre parler du sixième des chaises et si Mr le curé les y a fait consentir quelques années, c'est en donnant le double à la fabrique" (41). Beaucoup de fabriques n'ont pas refusé ouvertement (14,9% au minimum). Si certaines jugent habile de s'en remettre à l'évêque en plaidant leur cause, comme à Grézolles où " vu la pauvreté et les besoins énormes de la fabrique, Mgr jugera ce qu'il croira bon être à l'égard du sixième..." (42), d'autres, plus pratiques, se lancent dans le marchandage : "vu le déficit actuel, Mrs les fabriciens n'ont offert que 25 francs " (43).

Les réticences se sont largement estompées en 1841-55 : moins de réparations à faire (cf chap III), mais la présence du cardinal DE BONALD doit être un élément d'explication non négligeable.

Les autres charges de la fabrique sont multiples. L'exemple très détaillé et suggestif de Soleymieux, en 1829, en donne un bon aperçu (44):

Dépenses:	
Pour rétribution de messes	83
vin et pain pour le sacrifice	33
cire	92
huile pour lampe	12
pour blanchir le linge	52
pour l'achat d'une chape	160
pour réparation	44,13
autres petites réparations	38
pour le sixième des chaises	18
	<hr/>
	531,13 (45)

le tableau suivant synthétise ces données :

honoraires de messes	83	15,6%
service de la messe	137	25,7
entretien du prêtre	212	39,8
réparations	82,13	15,5
sixième	18	3,4

Les charges quotidiennes (messe et prêtre) forment 65,5% des dépenses; quelques honoraires de messes, de petites réparations et une obole pour le sixième (46) complètent ces dépenses. La fabrique de Soleymieux se porte bien : elle enregistre, pour 1829, un bénéfice de 72,87 francs. En est-il de même dans toutes les paroisses ?

c) Situation financière des fabriques.

	<u>Rec.</u>	<u>dep.</u>	<u>déficit(?)</u>	<u>-de199f.</u>	<u>+de200</u>	<u>bénéfice(?)</u>	<u>-199</u>	<u>+200</u>
1827-28(47)	22		66	53	54	11	46	39
%	7,5		22,7	18,2	18,6	3,8	15,8	13,4
1841-55	16		34	7	33	58	7	9
%	9,7		20,7	4,3	20,1	35,4	4,3	5,5

Manifestement il n'en est rien!; en 1827, 59,5% des fabriques connaissent un déficit; 7,5%, seulement, équilibrent leur budget et 33% ont des excédents. La distribution des fabriques également réparties, pour les réponses chiffrées, montre que la diversité des situations est fonction de l'importance des paroisses.

En 1841-55, la situation s'est améliorée : 45,1% des fabriques ont un déficit, mais 45,2% connaissent des excédents. Si on ajoute les fabriques au budget équilibré, 54,3% de l'effectif total ne connaît pas de problèmes. Il faut noter que, les déficits chiffrés, supérieurs à 200 francs, sont prépondérants, traduisant des dépenses plus élevées, pour les constructions d'églises en particulier (cf. chap III).

Cartes n° 8 et 9, Situation financière de la fabrique

En 1827-28, les monts du Forez et le seuil de Neulise ont une situation financière plutôt bonne alors que toute la bordure Est du diocèse, de la Montagne Beaujolaise au Pilat, constitue une région largement déficitaire. Les Monts du Lyonnais ont une situation moyenne.

En 1841-55, la situation s'est partout améliorée; seuls le Pilat, la dépression houillère et le Beaujolais restent endettés alors que le canton de St Symphorien de Lay le devient. La comparaison avec la carte des recettes de 1827-28 ne donne pas de corrélation prononcée, ce sont les réparations et les constructions qui créent la multiplicité des situations (48).

Pour remédier à une situation financière critique, trois attitudes sont possibles. L'optimisme : "quelques dettes, mais l'espé-

rance "(49); suivre l'exemple de Leigneux où "le conseil (de la fabrique) réuni a avisé aux moyens d'augmenter ses ressources en élevant le prix des chaises et des bancs et en exigeant un droit sur les sonneries pour les sépultures et services funèbres "(50); enfin, lorsque ces solutions sont insuffisantes, "grâce au zèle de Mr le Maire et du conseil municipal, les fonds de la commune suppléent à l'insuffisance des fonds de la fabrique "(51).

En temps ordinaires, le poste le plus important des dépenses reste l'entretien des prêtres, mais la fabrique peut aussi intervenir pour des compléments de traitements.

2) le traitement des prêtres

a) Depuis le Concordat, l'Etat rétribue les curés, desservants et vicaires agréés. Les desservants reçoivent 500 francs en 1814, 800 F francs en 1830, 900 francs à partir de 1859 alors que les curés ont 1.000 francs en 1816, 1.500 francs pour les 1^o classes et 1.200 francs pour les 2^o classes à la fin du siècle (52). Ces traitements sont complétés par les honoraires de messe, le casuel. En ce qui concerne ce dernier, seule la visite de 1879-96 le mentionne, mais la part du prêtre n'est pas souvent indiquée; dans le cas contraire les situations variables, s'échelonnent de 200 francs (Limas) à 6.000 francs (St André de Lyon). Soixante-trois prêtres en 1879-96 ont un terrain (27% de l'effectif) qu'ils louent ou cultivent. Enfin les prêtres sont logés gratuitement.

Le cas des vicaires est plus complexe. Le gouvernement rétribue 450 francs les vicaires agréés (vers 1879-96), le complément est fait par la fabrique (le plus souvent 300 francs) et quelquefois, en plus ou seule, par la commune (100 à 200 francs). Les autres vicaires sont pris en charge par la fabrique et la commune, ce qui ne va pas sans problèmes: à Grigny, la commune a refusé et les vicaires sont "tous payés par la fabrique et les souscriptions des fidèles" (53). Pour ces deux types de vicaire, honoraires de messe et une partie du casuel complètent les traitements.

b) les traitements. La question n'apparaît qu'en 1879-96.
les vicaires : répartition des paroisses.

	300-499 Francs	500-749	750	757-999	1000 et +
1879-96	11 (54)	17	50	45	12
%	8,1	12,6	37	33,4	8,9

Le traitement moyen est de 750 francs, mais il faut remarquer la nette concentration entre 750 et 999 francs. Or, vers 1905, un facteur a un traitement de 900 francs (55), en tenant compte des augmentations effectuées entre les deux périodes, on constate que le vicaire est, socialement, sur le même rang qu'un employé de l'Etat, envié à l'époque, par les paysans.

Il n'est pas possible d'établir une statistique des traitements des curés et desservants, mais quelques exemples peuvent donner un aperçu de la diversité extrême des situations. A Limas, outre son traitement officiel (900), le desservant reçoit 200 francs de casuel, 50 francs pour les honoraires de messe et il possède un jardin d'où il tire vin et légumes (56), soit, en tout, environ 1.200 francs; mais il semble que ce traitement soit l'un des plus modeste du diocèse. Le curé de St Julien sur Bibost (57), par exemple, n'a ni jardin, ni honoraire de messe mais il reçoit un casuel de 800 francs, d'où un traitement total de 2.000 francs; mais que dire, alors, du prêtre de St-André de Lyon, qui, en 1890, n'a pas de jardin, mais dont le seul casuel se monte à 6.000 francs! Malgré cette multiplicité des situations, avec un traitement minimum d'environ 1.200 francs le prêtre est mieux rémunéré qu'un instituteur, et concurrence, quelquefois, les médecins (58), ce jusqu'à la Séparation. Le curé est un notable.

III - LES CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES

Avec les communautés (1) et surtout avec les soeurs, l'action du prêtre est prolongée dans les écoles, les hôpitaux, les familles. C'est une pastorale active qui complète celle, plus strictement religieuse, du curé, car, effectivement, "une communauté de soeurs contribue fort à maintenir la pratique religieuse des foyers" (2).

1) Le développement des communautés.

Elles connaissent un essor remarquable, surtout sous la Restauration et encore plus, sous le II^o Empire et l'on dénombre en 1876, 4.673 religieuses, dont 3.000 soeurs de St Joseph, et 1.300 religieux dans le diocèse (3).

Les communautés religieuses réapparaissent dès la fin du 1^o Empire: soeurs de St Charles, St Joseph, Carmélites, Ursulines (4) La loi de 1825, concède facilement la reconnaissance légale, ce qui entraîne une multiplication des établissements. En 1852, l'Etat n'autorise pas ou n'interdit pas la fondation de congrégations féminines mais décide simplement de la reconnaissance légale; en fait, il ne contrôle plus le développement des associations féminines (5). Pour les frères la situation est plus difficile, la législation étant restrictive et les préjugés vivaces, ce qui n'empêchent pas un développement des congrégations même non-autorisées (4). Sous le II^o Empire, ces congrégations bénéficient d'une liberté complète (6) jusqu'en 1860 où le gouvernement entend limiter ce développement par un examen attentif de chaque cas (7). Avec la III^o République s'amorce le reflux: expulsion de congrégations dans les années 1880, loi de 1901 sur les associations

et refus des demandes d'autorisation en 1903 (8).

Le diocèse de Lyon a connu, sous la Restauration, une véritable floraison de communautés : Frères Maristes et Société de la Croix de Jésus en 1816, Petits Frères de Marie et soeurs Maristes en 1817, frères des Sacrés Coeurs de Jésus et de Marie en 1821, clercs de St Viateur en 1831 (9), soeurs de Claveisolles. Ces associations sont nées de l'initiative du prêtre comme le père Champagnat pour les Petits Frères de Marie ou le père Querbes pour les clercs de St Viateur. Toutes ces communautés vont se développer dans le diocèse et les alentours.

2) Les modalités des implantations

a) l'appel aux communautés

Les demandes de communautés sont fréquentes dans la première moitié du siècle. L'initiative est, presque toujours, le fait des curés comme celui de Longessaigne où il " a déjà fait des démarches pour se procurer les soeurs de Saint Charles"(10). Mais, quelquefois, la municipalité intervient: "Mr le maire présentera à son conseil municipal un projet de construction pour une communauté de deux soeurs. ... " (11).

Cependant des réticences, très rares, peuvent apparaitre dans les populations. Le seul exemple précis est celui de St Georges de Reneins où le prêtre fournit l'explication: " le pays est habité pour la majeure partie par des cultivateurs, ils n'ont pas le goût de ces établissements "(12), de fait, la paroisse n'a point de communauté. Ce qui prouve qu'une implantation demande la faveur des paroissiens ou tout au moins l'indifférence.

L'appel aux soeurs se fait dans un but "utilitaire", elles sont demandées pour certains emplois, identiques dans tous les procès-verbaux. Reprenant l'exemple de Longessaigne, il est écrit que les soeurs "seront chargées de l'instruction de la jeunesse, du soin de la sacristie et de la visite des malades "(11). Voilà les trois grandes tâches des soeurs, ces " bonnes à tout faire ", d'une moralité au-dessus de tout soupçon. Cependant, des communautés sont organisées pour le travail à l'usine concurrençant ainsi les ouvriers qui les haïssent (12). Elles sont mentionnées deux fois dans les procès-verbaux en 1888 à St Paul en Cornillon et en 1905 à Fleurieux (13).

b) l'implantation géographique.

	<u>O(14)</u>	<u>S.Jos.</u>	<u>S.Charl.</u>	<u>S.Enf.Jés.</u>	<u>divers</u>	<u>Ec.Chrét.</u>	<u>Maris.</u>	<u>S.Viat.</u>	<u>Divers</u>
1827-									
28	206	124(15)	38	0	18	4	5	0	2
%	50,5	68,9	21,1		10	36,4	45,4		18,2
1844-55	46	120	65	10	43	20	33	13	5
%	16,5	50,4	27,3	4,2	18,1	28,2	46,5	18,3	7
1879-96	28	91	36	37	44	14	39	11	6
%	11,9	43,7	17,3	17,8	21,1	20	55,7	15,7	8,6

Par leurs implantations géographiques, seules les deux premières visites sont comparables; la troisième est plus centrée sur le Nord du diocèse (16).

1°/ La première remarque concerne le développement : 50,5% de paroisses sans communautés en 1827-28, 16,5% en 1841-55 : la majeure partie du diocèse est "couverte".

2°/ Il faut souligner la prépondérance des soeurs: en 1827 la proportion avec les frères est de 16 pour 1. Mais cette prépondérance s'efface progressivement, en 1841-55 le rapport n'est plus que de 3,3 pour 1, à cause de la croissance plus rapide des frères. Ainsi, il y a une communauté de soeurs pour 2,2 paroisses en 1827 et une pour 1,2 en 1841-55, alors que, pour les frères, les rapports sont de une pour 37 paroisses en 1827 et une pour 3,9 en 1841-55.

3°/ Pour les soeurs, la prépondérance de la communauté de St Joseph est manifeste mais décroît alors que les soeurs de St Charles ont une croissance rapide. Ces deux ensembles ne doivent pas masquer la diversité des associations dont une vingtaine couvre/22,3% des paroisses visitées en 1841-55.

Cette diversité n'existe pas chez les frères où trois communautés, surtout celle des frères maristes (17), s'imposent.

4°/ La visite de 1879-96 fait apparaître une répartition différente due aux circonstances régionales, ainsi les soeurs de Claveisolles sont mieux implantées dans le Nord, dont elles sont originaires, que dans les autres régions du diocèse.

Carte n°10 à 13 les soeurs de St Joseph (18).

Elles constituent, sur tout le siècle, le groupe le plus important détenant encore 50,4% des paroisses en 1902-08 (19). La comparaison des quatre cartes permet de dresser une histoire de l'implantation des soeurs. En 1827, elles sont concentrées dans le Sud-Ouest du diocèse du plateau de St Bonnet le Château à St Chamond, deux branches se dessinent sur l'Ouest des Monts du Lyonnais et sur les Monts du Forez, quelques points existent, isolés, au Nord. En 1841-55 la branche des Monts du Forez atteint le Nord de la plaine de Roanne alors que les établissements se multiplient dans la plaine de la Saône et sa bordure. Ce développement se poursuit en 1879-96 dans les Monts du Beaujolais. La carte de 1902-08 montre que les positions n'ont guère changé depuis 1827, plaine du Forez et Piedmont Rhodanien n'étant pas touchés. Le fait essentiel reste donc la montée séculaire vers le Nord du diocèse.

Carte n°14 à 16 Les frères Maristes:

Ils constituent la communauté principale du diocèse. A la différence des frères des Ecoles Chrétiennes, ils ne vont que deux par deux (trois par trois pour les premiers) et les rétributions demandées aux communes sont moins fortes : 400 francs par an pour un frère contre 600 francs pour les Ecoles Chrétiennes. Mais pour beaucoup de paroisses ils restent encore trop chers, les clercs de St Viateur (un frère par paroisse seulement) sont alors leur dernier recours. (20)

En 1827, les frères Maristes sont présents dans cinq paroisses du Sud du diocèse (21). La carte de 1841-55 montre qu'à partir du Pilat, devenu un véritable bastion, les frères posent des jalons en direction du Nord: Sud des Monts du Lyonnais et quelques paroisses dans les Monts du Forez, les plaines de Roanne et de la Saône. Cette progression s'affirme en 1879-96 où l'extrême Nord du diocèse est atteint: Montagne Beaujolaise et Est de la plaine de Roanne (Charlieu). Bien que fortement imprécise (22), la carte de 1902-08 confirme l'implantation de 1841-55 : Pilat et Monts du Lyonnais restent des zones privilégiées.

Le processus d'implantation est donc le même que pour les soeurs de St Joseph, est-il généralisable ?

En ce qui concerne les soeurs, les plaines de Roanne et du Forez ainsi que la bordure Est de la montagne Beaujolaise et le piedmont Rhodanien, très dépourvus en 1827 sont progressivement occupés en 1841-55 et 1879-96 où dans les Monts du Beaujolais le processus est achevé. La carte de 1902-08 montre qu'il y a eu approfondissement de l'implantation dans le Sud.

A un degré d'intensité moindre, le processus est le même pour les frères partis, en 1841-55, des Monts du Forez et du Pilat. La carte de 1902-08 traduit le même étoffement de l'implantation.

Cette "stratégie" s'explique par la localisation des maisons mères. Outre Lyon (St Joseph) et St Etienne, on peut citer La Valla en Gier (Maristes), Vourles (St Viateur), Rive de Gier (soeurs Maristes)... seules les soeurs de Claveisolles font, vraiment, exception. La moitié Sud, pays d'effervescence religieuse, a profité d'une densité d'occupation plus élevée que la moitié Nord, ce pays "neuf" où les communautés s'installent rarement dans la même paroisse.

3/ La Séparation.

La dispersion des congrégations enlève un appui précieux aux prêtres qui se plaignent souvent de leurs départs. Cependant, en ce qui concerne les soeurs, les situations sont diverses. Si beaucoup d'entre elles sont parties, quelques-unes restent soit parce que leur communauté a été autorisée par décret (23), soit parce qu'elles sont tolérées comme garde malades (24).

Mais la tolérance n'est pas unanime, à St Etienne dans la paroisse de St Pierre et de St Paul, " Mr le curé garde quatre soeurs de St Joseph chez des habitants ".

Une fois leur communauté dissoute, la plupart des soeurs se sécularisent pour reprendre leurs tâches antérieures, notamment l'enseignement dans les écoles privées. Mais, bien souvent, les problèmes financiers deviennent cruciaux entraînant l'appel à la bonne volonté des fidèles et notamment des notables, comme à Chenelette où " deux soeurs de Claveisolles, entretenues par Mr le Comte, font le catéchisme " (25), ce qui ne va pas sans un certain danger de compromission avec ces hommes.

IV. - LES EDIFICES DU CULTE

Les édifices du culte sont indispensables au déroulement normal de la vie religieuse. Leurs mauvais états ou leurs absences peuvent provoquer le détachement des populations : visitant une église délabrée le vicaire général CATTET a cru "devoir de prendre, dans l'intérêt de la religion, la faculté de célébrer les saints-mystères"(1) .

A/ LES EGLISES

1/ L'état matériel des églises.

a) les plaintes sur l'état des églises abondent dans la première moitié du siècle; qu'en est-il exactement ? (2) .

	BON	MOYEN	MEDIOCRE
1827-28	247	76	83
%	60,8	18,7	20,5
1841-55	204	28	33
%	77	10,5	12,5
1879-96	166	20	32
%	76,1	9,2	14,7
1902-08 (3)	278	35	49
%	76,8	9,7	13,5

La part des églises en bon état est toujours prépondérante. En 1805, dans le Rhône (4), elle se situe à 47% des églises, ce qui montre l'ampleur de l'effort fourni jusqu'au milieu du siècle (77% en 1841-55). Il semble que les premiers efforts aient porté sur les réparations légères : la part des églises jugées moyennes passe de 42,7% en 1805 (Rhône) à 18,7% en 1827, alors que celle des églises médiocres progresse de 1805 (10,3%) à 1827 puis régresse vite jusqu'en 1841-55 : l'ère des grandes réparations est alors ouverte.

A partir du milieu du siècle, il n'y a plus de tendance sensible. Le point d'équilibre, où l'espérance de vie normale d'une église joue le premier rôle, est atteint. Il faut donc situer dans les quarante premières années du siècle la période de remise en état des églises (5). Mais quelles sont les variations régionales?

Cartes n°17 à 20 : l'état matériel des églises (6)

En 1827-28 on constate une concentration, toute relative, des églises médiocres de la montagne Beaujolaise au plateau Lyonnais et de la plaine de Roanne au seuil de St-Victor. Il y a une certaine corrélation avec les régions des églises réparées, en réparation ou neuves. (Monts du Beaujolais, plaine de Roanne....), mais, à ces dernières, s'ajoutent les Monts du lyonnais et le Pilat qui sont aussi des régions d'églises bonnes; celles-ci, outre ces deux régions, se trouvent aussi sur le plateau de St Bonnet le Château, le Bas-Beaujolais (Villefranche) et l'Est du seuil de Neulise. En fait il n'y a pas de localisation nette. Cependant les régions d'églises médiocres sont, évidemment,

celles où les réparations vont le moins vite.

En 1841-55 l'amélioration, aperçue par les statistiques, a touché toutes les régions. Il y a beaucoup moins d'églises réparées ou en réparations et les zones d'églises jugées médiocres se sont estompées (plateau lyonnais) ou rétractées (la Pacaudière).

En 1879-96 le bon état général se combine avec la dégradation de quelques églises des Monts du Beaujolais et de l'Est de la plaine de Roanne. Ce sont des églises construites dans la première moitié du siècle ou simplement réparées comme celle de Perreux (en réparations en 1827, bonne en 1841-55, médiocre en 1879-96) ou qui n'ont jamais reçue la moindre attention (St Bonnet des Quarts (7)).

Par la prépondérance des églises jugées bonnes, par la dispersion des églises en réparations ou médiocres, la carte de 1902-08 illustre parfaitement l'état où les écarts de situation sont dus au seul vieillissement naturel, donc différentiel, des églises.

b) Les réticences aux réparations.

Il y a tout d'abord les réticences des fabriques, chargées des réparations, mais trop pauvres, ainsi à Anse, en 1834, "la fabrique n'ayant pas d'autres revenus fixes que le faible produit de la ferme des chaises n'a pu jusqu'ici entreprendre aucune réparation considérable

Les charges des réparations ont-elles pesées sur la fabrique ? les cartes de l'état des églises, comparées à celle de la recette de la fabrique en 1827 et de la situation financière en 1827, 1841-55, montrent que les fabriques aux recettes élevées ont le plus souvent des églises bonnes, réparées ou en réparations (exemple: Haute Rivoire (10)) Mais les contre-exemples abondent : la fabrique de Chassagny (11) a une recette modeste, inférieure à 200 Francs, et l'église est en réparation. De même, si des fabriques ont une situation financière mauvaise alors que des travaux ont été ou sont effectués à l'église (ex : Burdigues (12)), d'autres, curieusement, connaissent des bénéfices (ex: Chazelles sur Lavieu (13)). Il n'y a donc pas de loi générale; la réalité est plus complexe, fortement liée aux conditions locales comme à Lozanne, en 1834, où "les avances (faites à la fabrique) seront difficilement remboursées si Mr le curé... ne fait de nouveaux sacrifices" (14).

Une fois ce handicap financier surmonté, des querelles de personnes ou de clocher peuvent nuire à toute initiative, ainsi à Lachassagne, où l'église est trop petite et en mauvais état, "Madame veuve de Laurencin paroît s'opposer à tout déplacement... les habitants n'oseront jamais la contredire... elle tient à avoir l'église près de son château" (8); à Ste Croix en Jarez l'église sert aussi pour le village proche de Pavezin mais "il y a une division qu'entretient l'unité de

mairie... il y a toujours opposition quand des réparations sont reconnues urgentes par les ennemis respectifs " (9).

Un troisième obstacle peut intervenir : l'indifférence religieuse mais ce fait n'apparaît jamais dans les réponses des prêtres (14).

Pour vaincre ces réticences, l'Eglise doit employer, dans les cas graves, la menace. Celle-ci est le fait des dirigeants du diocèse comme le vicaire général CATTET, dont la visite (1838-39) donne l'impression d'être une "gigantesque opération de dépoussiérage", ce en plein milieu du siècle!, ainsi à Jeansagnière (15): "nous avons déclaré à toute la paroisse rassemblée et en particulier à Mr le maire et à Mrs les municipaux, qu'il fallait absolument dans le cours d'une année remettre (l'église et le cimetière) dans un meilleur état...".

2/ Les constructions

Bien souvent, réparer tant bien que mal ne suffit plus, il faut reconstruire.

a) les dates de construction

Sur 576 églises recensées (16), 371 datent du XIX^e (1805-1905) soit 64,4% de l'effectif total. L'effort a donc été considérable, provoqué par l'héritage de la Révolution et la foi "bâtisseuse" du XIX^e (17). Le graphique suivant traduit l'histoire de cet effort (18) où trois périodes sont discernables.

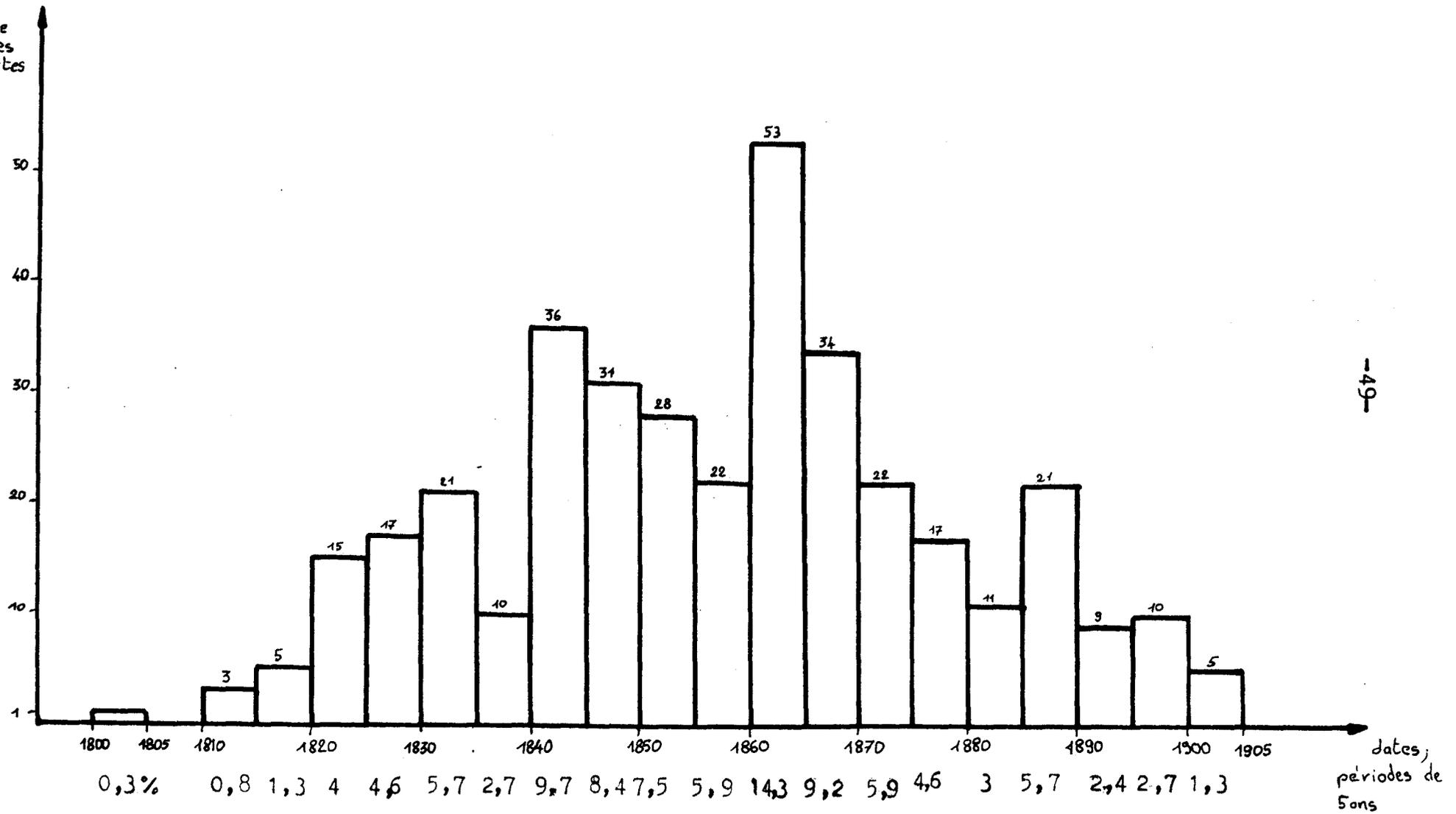
1°/ Une lente montée des constructions jusqu'en 1830-40. Le creux des années 1835-40 serait à placer en 1830-35 pour les décisions de construire, s'expliquant ainsi par la Révolution de 1830 et la politique anticléricale de la Monarchie de Juillet.

2°/ Une large prédominance de la période 1840-70, 55% des églises construites. Les années de la Monarchie de Juillet sont indécises : un essor brusque, après le creux de 1835-40, suivi d'une régression régulière, dans un climat de méfiance entre Eglise et Monarchie, aboutissant au creux de 1855-60 (1850-55) dû à la Révolution de 1848 et ses prolongements. Les effets de la politique très favorable à l'église, du II^e Empire apparaissent nettement: les années 1850-70 (1855-55) représentent la plus forte vague de construction du siècle avec 23,5%.

3°/ Après 1870, les constructions sont moins nombreuses, 25,6% du total, à cause des besoins moins pressants en églises neuves et de la politique défavorable de la III^e République. Le sursaut de 1885-1890 (1880-85) pourrait être dû à la période de l'Ordre Moral.

Si les mouvements d'ensemble s'accordent avec les politiques gouvernementales, celles-ci n'expliquent pas tout : les besoins locaux, l'action de l'église et la foi des fidèles peuvent intervenir (17).

nombre
d'églises
construites



DATES DE CONSTRUCTION DES EGLISES

En combinant les statistiques de l'état de l'église avec celles des constructions, l'histoire des églises au XIX^e se dessine. Jusqu'en 1820-30 les efforts portent avant tout sur les réparations (de moins en moins d'églises moyennes), l'Eglise va au plus pressé. A partir de 1830, environ, les constructions relaient les réparations (baisse rapide de la part des églises médiocres et moins d'églises en réparation sur la carte de 1841-55). A la fin du siècle la chute des constructions entraîne la hausse, légère, de la catégorie des églises médiocres, tandis que la proportion des églises moyennes baisse légèrement : les réparations reprennent.

b) Régionalisation des constructions, carte n° 21

L'ère des constructions a débuté (1800-1830) dans les Monts du Beaujolais (Lamure, Thizy, Amplepuis...), elle se poursuit (1830-50) à la périphérie de cette région (Monsols, Tarare, Perreux...), à l'Ouest et au Sud-Ouest de Lyon. De 1850 à 1870 les régions concernées sont : la bordure Ouest des Monts de Tarare, la plaine de Roanne, la "banlieue" Ouest de Lyon, comme à la période précédente, avec une extension linéaire vers le Sud-Ouest des Monts du Lyonnais, le Pilat et la dépression houillère. Les constructions, d'après 1870, sont des compléments assurant le renouvellement progressif des églises, il n'y a donc pas de régionalisation précise.

On s'aperçoit que les monts du Forez, la plaine du Forez et, à un degré moindre, la bordure de la Saône (de Beaujeu à l'Arbresle) ont été peu touchés par les constructions alors que les Monts du Beaujolais et leur bordure Ouest ainsi que la banlieue lyonnaise constituent les zones les plus "travaillées". Or, si l'on consulte la carte de l'état matériel des églises en 1827, il ressort que ces régions étaient des zones d'églises médiocres, mais les premières (plaines du Forez et de la Saône) se sont contentées de réparations alors que les deuxièmes ont tout reconstruit. Dans les autres régions, de moindres destructions ou dégradations durant la Révolution, combinées avec la qualité du bâti expliquent, matériellement, l'absence de nombreuses constructions (Monts du Forez) ou la multiplicité des situations (Monts du Lyonnais).

c) Les modalités de constructions

Il est impossible, par les procès-verbaux, d'entreprendre une étude de la décision : qui est le responsable ? curé, paroissiens..., comment l'idée s'est elle imposée...? Par contre, les questions financières sont largement abordées.

A la différence des réparations, ce n'est pas la fabrique qui finance la construction, ou du moins pas seule. La situation financière des fabriques est bonne en 1841-55 alors que la grande période des cons-

tructions bat son plein. Il reste les souscriptions volontaires des paroissiens, mais ces éternels sollicités se font parfois tirer l'oreille. Pour vaincre ces réticences, l'Eglise emploie la menace, chère à notre vicaire général CATTET : " nous eussions lancé un interdit si les habitants n'eussent témoigné l'empressement... de construire un nouvel édifice..." (19), ou la ruse : "Mr le curé s'est procuré... un beau calice en argent mais il laisse ignorer... que ce calice lui appartient pour engager les habitants à faire quelques sacrifices..." (20).

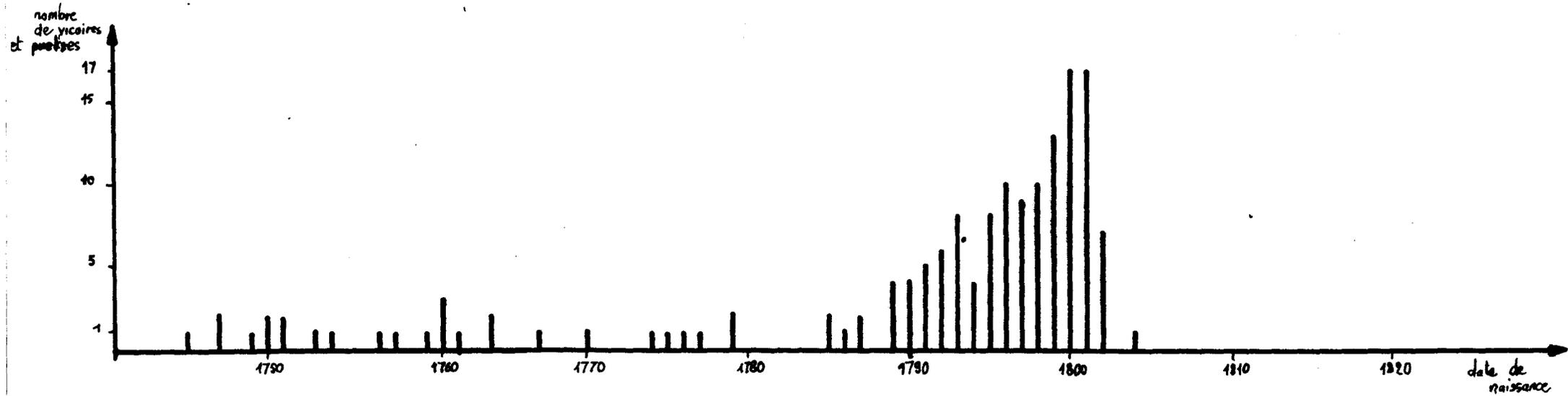
Bien souvent, souscriptions des fidèles et bonne volonté du curé ne suffisent pas. La municipalité peut intervenir mais on espère beaucoup de la hiérarchie ecclésiastique, "Mgr ayant eu la bonté de se prêter à la construction de plusieurs églises dans le diocèse, Mr le curé supplie sa grandeur de ne pas oublier celle de sa paroisse " (21), et du gouvernement : à St-Thurin, "attendu le mauvais état de l'église... la commune est disposée à remplir les formalités pour obtenir du gouvernement une subvention" (22). Pour beaucoup de paroisses ces aides sont indispensables. Dès lors, la politique du gouvernement devient une condition essentielle à tout effort important de construction : En 1856 le fonds de secours aux communes pour la construction ou la réparation des édifices du culte passe de 1,2 à 1,5 millions de francs (23), or, quatre ans plus tard, les années 1860-65 connaissent la plus forte vague du siècle. Cependant si l'Etat contribue en moyenne pour un quart ou un cinquième des dépenses, en fait, il ne subventionne que 500 communes par an sur les 2000 qui font la demande (23), jouant plutôt un rôle d'incitateur, développant l'émulation; or, à la même époque la construction en série du néo-gothique standardisé abaisse les coûts de revient (24), ce qui constitue un facteur non négligeable pour les paroisses envisageant de reconstruire.

d) la consécration des églises

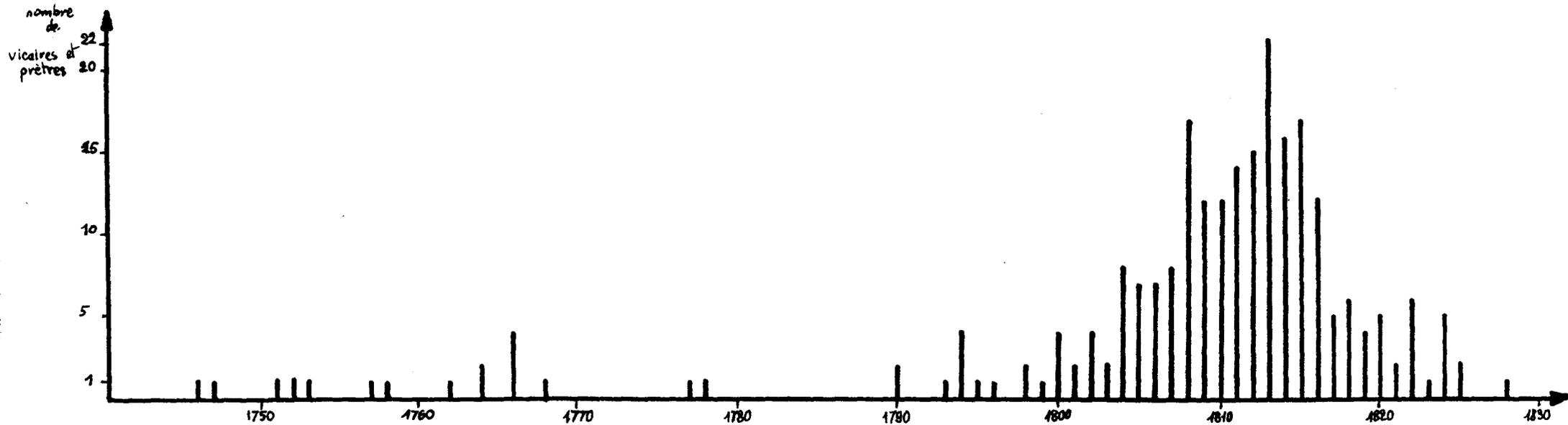
1. Son apparition dans la visite de 1841-55 confirme les statistiques, voici l'exemple de **LaValla** en Gier : " l'an mil huit cent quarante neuf et le premier du mois d'Août, a été consacrée solennellement sous le vocable de StAndéol martyr, l'église paroissiale de **LaValla** par son éminence Mgr le Cardinal DE BONALD " (25).

c) les plaintes de la fin du siècle.

Elles apparaissent en 1902-1908, concernant la solidité des églises construites au XIX^e. Le curé de Chenelette note que son église est de "solidité passable, puisque assez récente " (26), mais, plus explicite, le prêtre de St Jean de Rive de Gier en conclut que, s'il y a des réparations à faire, c'est que la pierre est de mauvaise qualité.



1827 : Répartition par date de naissance des vicaires et prêtres "auxiliaires"



1846: Répartition par date de naissance des vicaires et des prêtres "auxiliaires"

Ainsi le qualitatif confirme l'évolution entrevue par la statistique et les cartes, qui montrent une reprise des réparations à la fin du siècle, et explique en partie la dégradation des églises des Monts du Beaujolais, en 1879-96, région des premières constructions.

B/LES CIMETIERES

Dernier lieu de réunion des fidèles, le cimetière est aussi un endroit, supposé, de recueillement et de méditation. Il est l'objet d'un soin attentif de la part du clergé.

1/ L'état du cimetière

	BON	PASSABLE	MEDIOCRE
1827-28	256	33	55
%	75,1	9,3	15,5
1841-55	205	13	24
%	84,7	5,4	9,9
1902-1908 (27)	256	63	50
%	70,2	16,6	13,2

Dans l'évolution séculaire un double mouvement se dessine : 1°/Une amélioration nette jusqu'en 1841-55 : la part des cimetières jugés bons progresse au détriment des autres catégories ou les "médiocres", qui l'emportent toujours sur les "passables", connaissent la régression la plus forte.

2°/ Une détérioration jusqu'en 1902-08 au profit des cimetières "passables" désormais plus nombreux que les "médiocres". En fait, si l'on regarde la catégorie des cimetières "acceptables" (bon et passable), la régression est légère : 84,4% en 1827, 90,1% en 1841-55 et 86,8% en 1902-08.

Le qualitatif permet de préciser cette évolution : le début et la fin du siècle, périodes d'une très relative mauvaise tenue des cimetières, correspondent à des situations distinctes.

Dans la première moitié du XIX^e la transition entre l'ancien cimetière et le nouveau se termine (28). L'ancien cimetière était un lieu ouvert à tous, " envahi par les animaux" (29), "couvert d'immondices" (30), au centre de la vie paroissiale (31): à Trèves "le cimetière n'est pas fermé et sert de passage" (32), où les morts étaient enterrés sans ordre : à Villié " une partie des cadavres va dans le champ voisin " (33).

L'Église achève l'enfermement des morts, la séparation d'avec les vivants (34). La clôture devient une obligation et constitue sur tout le siècle le critère principal du bon état d'un cimetière ; le respect de l'ordre, pour ne plus enterrer n'importe comment, devant l'entrée de l'église(35) ou à l'intérieur (36), est imposé. Le mort

a " été moralement mis à distance, éloigné de la vie quotidienne par le respect nouveau qu'on lui (porte) " (37). Le mélange des corps est incompatible avec ce respect nouveau : "les ossements éparpillés dans la terre seront enfermés " (38), alors que croix centrales et particulières sont imposées (39).

Le culte des morts, inconnu sous l'Ancien Régime (37), se développe par la visite à la tombe particulière ou familiale, mais il s'implante mal dans quelques communes réticentes : à Grammond (40), "la population n'a absolument aucune piété pour le culte des morts, beaucoup de sépultures manquent même de croix ".

Avec la loi de sécularisation (1882), les cimetières échappent à l'Eglise, ce qui n'empêche pas les prêtres d'exercer un contrôle critique, " c'est un champ où poussent les tombes " (41), accusant les fossoyeurs, qui sont à Grammond " absolument brutes " (42), et les autorités municipales (43), de mauvais état du cimetière. Mais ces récriminations amères d'évincés, qui expliquent la dégradation entrevue par la statistique, restent minoritaires : à Pierre Bénite une croix centrale est achetée, en 1896, par souscription "provoquée par le curé mais recueillie par le conseil municipal, en 1901 le maire a fait repeindre de nouveau la croix " (44).

2/ L'utilisation du cimetière.

a) le lieu réservé

Il apparaît dans la visite du vicaire général CATPET, en 1839, qui impose la constitution de ce lieu : "un fossé séparera désormais le terrain destiné à recevoir les corps des enfants morts sans le baptême " (45) . Avec la sécularisation, le lieu réservé est interdit et si beaucoup de paroisses le conservent encore (46), de nouvelles pratiques apparaissent : " on bénit indistinctement partout, on bénit chaque fosse " (47). Conséquence de la sécularisation, les réfractaires aux pratiques chrétiennes ou ceux placés en interdit par l'Eglise sont enterrés avec les autres, ce qui provoque l'indignation des prêtres : à St-Alban il "a été pollué deux fois par l'enterrement civil de suicidés " (48). *v. p. 1905. par Harry L. Chantel.*

b) le lieu du cimetière.

La loi de 1804 (49) impose le transfert des cimetières hors des centres d'habitation. En 1827, 12,4% doivent être changés, 8,7% en 1841-55, 3,8% en 1902-1908 (50). Les raisons invoquées par les prêtres, pour le transfert, sont d'ordre hygiénique : à Charnay, le cimetière n'est pas encore transféré mais le prêtre se doit d'écrire qu' "il n'exhale aucun miasme putride capable de faire craindre aucune maladie contagieuse " (51). Aucun prêtre ne s'oppose au transfert, dans les procès-

verbaux, au contraire à Chenereilles "le vœu de Mr le curé est qu'il soit changé et celui de la majorité de la paroisse est qu'il reste"(52), à St-Romain le Puy, en 1852, le cardinal DE BONALD souhaite qu'il soit porté ailleurs.

Cette dernière opération n'est pas toujours de tout repos, l'Eglise émet ses exigences (53), s'opposant quelquefois à l'autorité civile, d'où les refus d'autorisation et la persistance des "vieux" cimetières (54).

IIIème PARTIE

LA PASTORALE: L'ACTION DU CLERGE DANS LA
PAROISSE

AINSI, L'EGLISE A SU RAPIDEMENT REORGANISER SES STRUCTURES : DES
PRETRES EN NOMBRE SUFFISANT RELAYES PAR DES COMMUNAUTES EN PLEIN ESSOR
ET DES EDIFICES DU CULTE RENOVES FORMENT LES CADRES DIOCESAINS. L'EGLI-
SE PEUT ALORS TENTER D'EFFACER RAPIDEMENT LES SEQUELLES DE LA REVOLU-
TION. MAIS COMMENT FAIRE ? LA PASTORALE RESTE POUR LE CLERGE LE MOYEN
DE CONVERSION DES AMES PAR EXCELLENCE. A CETTE FIN, LE PRETRE PEUT AGIR
A DE MULTIPLES NIVEAUX : LA PREDICATION BIEN SUR, MAIS AUSSI L'EDUCA-
TION DES ENFANTS, L'ENCADREMENT DES FIDELES DANS LA VIE QUOTIDIENNE
ET AUSSI LES CONTACTS FAMILIERS AVEC LA POPULATION.

L'ENSEIGNEMENT RELIGIEUX

L'enseignement religieux est la forme la plus directe de la pastorale. La prédication s'adresse, plus particulièrement, aux adultes alors que le catéchisme permet au prêtre d'enseigner les enfants et que l'école se doit d'être avant tout un prolongement de cet enseignement.

I - LA PREDICATION

Sur ce sujet, les procès verbaux sont une source médiocre où la question des offices n'est jamais abordée et celle des missions n'apparaît qu'en 1902-1908.

La mission est une forme temporaire de prédication où le curé intervient peu. Elle cherche à créer un choc chez les fidèles pour les ramener à l'Eglise ou affermir leur foi.

Les prêtres évoquent peu les missions, quelques uns (1834-39 et 1841) demandent la venue de missionnaires mais ces cas sont rares. On pourrait en conclure à un désintérêt ou à une inexistence des missions dans le diocèse, ce que dément le questionnaire de 1902-1908 :

	Date de la dernière mission:				
	0-5 ans	6-10	11-15	16-20	+ de 20 ans
paroisses					
(1)	220	146	37	10	19
%	50,9	33,8	8,6	2,3	4,4

84,7% des paroisses recensées ont reçu une mission dans les 10 ans précédant la visite et 50,9% dans les 5 ans. Ces proportions traduisent l'effort entrepris par l'Eglise pour "travailler" sans cesse la foi des fidèles afin de la consolider et l'affermir.

Sur le contenu de cet enseignement, les procès-verbaux restent muets. Il n'est pas sûr que les missions, du début du XIX^e, aient eu, dans le diocèse, une coloration politique. Le cas des Chartreux de Lyon, qui officient à partir de 1816, en est une preuve (2) : des sermons sur le salut, l'âme, le péché mais pas de compromission flagrante avec la politique. Mais recevoir une mission ne signifie pas, automatiquement, une adhésion des paroissiens, à Quincieux "cette mission ayant été prêchée par deux missionnaires chartreux qui ont déployé le plus grand zèle, n'a eu aucun succès. Il n'y a point eu de conversion et les missionnaires, au bout de trois semaines, sont partis profondément attristés" (3) et même en cas de succès, il reste toujours des réfractaires comme à St-Didier sous Rochefort (4), où cinq hommes refusent de s'approcher des sacrements. Les rares témoignages montrent que les prêtres mettent beaucoup d'espoirs dans cette forme d'enseignement : le curé

d'Arcon, qui n'en a pas reçu depuis 35 ans, avoue qu'une nouvelle mission ferait beaucoup de bien dans la paroisse" (5).

Sur la prédication, les résultats sont donc bien décevants. On ne sait quel était le contenu des prêches mais les prêtres accomplissaient respectueusement leurs tâches: en 1879-96, à la question demandant si le sermon est fait chaque dimanche, il n'y a aucune réponse négative.

II - LE CATECHISME

En fait la prédication n'a qu'un rôle de rappel, le rôle essentiel revient au catéchisme dont l'enseignement reçu reste celui de toute une vie pour les neuf-dixièmes des fidèles (6).

1/ Le temps du catéchisme.

a) La saison du catéchisme est variable. Généralement, les prêtres enseignent de Toussaint à Pâques, mais certains prolongent les cours jusqu'en Juin ou Juillet, le reste de l'année "il serait impossible de réunir les enfants" (7).

Le catéchisme se pratique le matin, à 8 ou 9 heures, en semaine et à 14 ou 15 heures le dimanche, avant les vêpres.

Si l'on excepte les cas exceptionnels, comme celui de Chaussand où le prêtre " a fait le catéchisme cet hiver 5 à 6 fois, jamais l'été, le dimanche une fois ce qui n'était jamais arrivé ", les curés font le catéchisme au moins une fois par semaine, toujours le dimanche. Le nombre des autres jours est variable, dû à l'humeur du prêtre et aux conditions locales, à St Romain la Motte le curé ne peut faire le catéchisme le Mardi et le Vendredi, jours de marché (8). Cette variation du nombre de jours devient importante si l'on considère que la durée des séances est sensiblement la même dans les paroisses (une demi-heure à une heure).

Nbre de J. :	1	2	3	4	5	6	et 7 (9)
1827-28	21	11	8	88	64	116	
%	6,8	3,6	2,6	28,6	20,8	37,6	
1841-55	1		18	63	62	70	
%	0,5		8,4	29,4	29	32,7	
1879-96 (10)		3	94	59	33	24	
%		1,4	44,1	27,7	15,5	11,3	

Il se dessine une lente baisse du nombre de jours de catéchisme au XIX^e. En 1827 les nombres les plus courants sont 4 et 6-7; un premier changement se fait jour en 1841-45 où les 6-7 jours régressent au profit des 4 et 5. L'évolution est nette en 1879-96 avec une concentration des effectifs autour des nombres 4 et surtout 3. En même temps disparaît la catégorie un seul jour. Il y a donc deux tendances : une

volonté d'augmenter le nombre de jours (1841-45) l'obligation de limiter ce même nombre (1879-96). La généralisation des écoles puis les lois scolaires des années 1880 ont pu jouer un rôle dans cette évolution au détriment de la volonté de l'Eglise d'approfondir son enseignement.

b) Cartes n°22 à 24: Les nombres de jours de catéchisme.

En 1827-28, il n'y a pas de régionalisation, des nombres de jours, précise. Tout au plus, peut-on noter, la très relative faiblesse du Bas Beaujolais et des Monts du Beaujolais, du plateau lyonnais (Arbresle) avec un prolongement sur les monts de Tarare, de la région Nord de St-Etienne et du plateau de St Bonnet le Château.

Deux faits peuvent être retenus en 1841-55 : l'amélioration nette du Beaujolais et l'effacement des Monts du Lyonnais et du Pilat, très bons en 1827. Ceci conduit à une relative homogénéité géographique, bien que la partie Nord semble "meilleure".

Le changement est net en 1879-96 où les quelques zones à plus de 3 jours, font figures de derniers bastions; ce sont les Monts du Beaujolais de Thizy à Monsols, le Nord de la plaine de Roanne, quelques paroisses des Monts de Tarare et du Lyonnais.

2/ Le contenu

Sur ce point les procès-verbaux restent muets. "Cette théologie en comprimés suffisait au viatique de toute une vie" (11) et comprenait trois parties : le dogme, la morale, les sacrements et la liturgie (12).

Même à ce point simplifié il n'est pas sûr que cet enseignement soit toujours bien compris. A St-Just sur Loire en 1855 le cardinal DE BONALD note en marge du formulaire que "les enfants ont mal répondu au catéchisme" (13).

3/ A qui s'adresse le catéchisme ?

En principe les prêtres font le catéchisme aux enfants se préparant à la première communion. Il dure ainsi cinq mois, si on considère la période la plus fréquente, ce qui est peu et laisse des doutes sur l'efficacité à long terme de cet enseignement.

Des prêtres ont senti cette insuffisance dès le début du siècle, à Trades le prêtre fait le catéchisme "jusqu'au moment où on juge les enfants suffisamment instruits pour faire leur première communion" (14), cette volonté se fait plus précise, à la fin du siècle, chez quelques prêtres : "nous exigeons deux ans d'assistance régulière au catéchisme préparatoire à la première communion" (15).

La volonté d'approfondir l'enseignement, aperçue par la statistique, est ainsi pleinement confirmée. Ce souci est aussi celui

de la hiérarchie : le catéchisme pour les petits enfants apparaît en 1879-96 où il est déjà assez bien accepté; 26% des paroisses seulement ne l'ont pas encore adopté (28% en 1902-08 dans le Sud du diocèse). Les raisons invoquées sont de trois ordres. Il y a, tout d'abord, le manque de personnel, de temps, l'abondance des charges pour les prêtres ainsi à Cours, en 1889, "à cause du grand nombre d'enfants et des difficultés spéciales survenues après la laïcisation des écoles, tous les prêtres étant occupés au catéchisme des grands, il a été impossible jusque là de le faire aux petits enfants" (16). Outre cela, la dispersion des habitations (17), l'hostilité de l'école laïque...peuvent intervenir, à Roanne: "nous l'avons établi puis supprimé parce que les écoles laïques n'envoyaient pas les enfants" (18), ce qui oblige les prêtres à réduire le nombre de jours de catéchisme (statistiques) situés, dès lors, le dimanche, le jour férié de la semaine prévu par la loi de 1882 (19) et un ou deux autres jours variables suivant les paroisses. Enfin la troisième raison reste l'indifférence des parents comme à Charbonnières où "il n'a pas encore été possible de l'établir, les parents n'envoient pas les enfants" (20)

Pour pallier à la première raison, la défectuosité des structures ecclésiastiques, les prêtres ont deux recours : en 1902-1908 28,4% de ceux qui ne font pas de catéchisme spécial, réunissent les petits avec les grands et, à la même période, se développe l'oeuvre des catéchistes, laïcs, volontaires (21) qui existait dans l'Ain en 1805 (22) et fut encouragée par le cardinal CAVEROT (23).

En fait ces palliatifs n'ont pu vraiment remplacer l'auxiliaire indispensable du prêtre: le maître d'école.

III - L'ECOLE

L'école est considérée, par les prêtres, comme le prolongement du catéchisme, où l'enseignement religieux doit tenir la première place, pour former des chrétiens et enseigner en fonction de la Vérité détenue par l'Eglise.

1) Le développement des écoles

a) les lois scolaires de la première moitié du siècle.

En 1816 chaque commune est tenue d'ouvrir une école. Cette obligation devient réalité avec la loi GOIZOT (1833) alors que les lois FALLOUX (1850) et DURUY (1867) imposent l'ouverture d'écoles de filles (1). La constitution du réseau scolaire dans le diocèse est rapide; en 1827-28, 9,3% des paroisses visitées n'ont pas d'école et 0,7% en 1841-55 : la mise en place est achevée.

b) Le maître d'école

Pour enseigner, la loi de 1816 exige un certificat

de bonnes moeurs, un brevet de capacité (2). Le certificat d'instruction religieuse, obligatoire en 1824, est supprimé en 1833.

La nomination est faite par l'évêque de 1824 à 1828 où il est remplacé par l'Université (3). Avec la loi GUIZOT, la nomination se fait sur présentation du candidat par les municipalités, mais ces dernières, à partir de la loi FALLOUX, choisissent l'instituteur sur une liste de candidats. En 1852 le recteur puis, en 1854, le préfet reçoivent la charge des nominations (4).

2/ La surveillance des prêtres

Depuis la loi de 1816, la surveillance des écoles au niveau communal est faite par les notables, en particulier le curé. Cette prérogative permet aux prêtres d'exercer un droit de guide, l'enseignement religieux est à la base des programmes, de directeur, le maître d'école étant l'auxiliaire du curé.

Outre sa participation à l'ouverture des écoles, le curé exerce ses droits sur deux plans .

a) Critique des maîtres d'école.

Dans la première moitié du siècle, les plaintes abondent sur les instituteurs. Elles concernent, tout d'abord, le caractère illégal de l'enseignement distribué. Les maîtres non-autorisés, ambulants sont nombreux comme à Montrottier, en 1827, où "deux enseignent sans brevet... contre le gré de Mr le curé, même contre sa défense "(5). Mais ces maîtres sont quelquefois admis par les prêtres, surtout dans les régions d'habitat dispersé : "c'est un abus que nous sommes obligés de tolérer parce qu'il vaut mieux que ces pauvres enfants soient instruits... que de croupir dans l'ignorance " (6) . Cette nécessité d'une instruction est toujours mise, ainsi, en avant par les prêtres, conscients des bienfaits de l'enseignement.

Outre ce caractère illégal, la valeur du maître est souvent mise en doute. Les compétences de l'instituteur sont rarement évoquées, elles devaient suffire pour les quelques rudiments inculqués aux enfants et la plupart des prêtres s'en contentent, sauf quelques uns plus exigeants comme à Régnié où il y a "quelques femmes qui , bon gré mal gré, officient dans cette importante fonction, ce qui fait qu'elle est très mal remplie " (7).

Par contre la valeur morale du maître est largement commentée. L'instituteur doit donner aux enfants une éducation religieuse, "très bons, parce qu'ils instruisent bien la religion" (8), accomplir les devoirs religieux et être le symbole de la moralité publique (9).

Sur les deux premières exigences , quelques curés s'élèvent

contre leurs instituteurs : à Quincieux ils "ne donnent aucune leçon de religion aux enfants" (10) et à Belleville, en 1841, il "ne remplit pas ses devoirs religieux". Ce sont les deux seules plaintes, concentrées dans le Beaujolais, de la première moitié du siècle, mais la réflexion du prêtre de Belmont en 1834 : "il se contente de faire ses Pâques", laisse entendre que, pour certains maîtres, seules la crainte des foudres de l'Eglise et de la réprobation sociale sont à l'origine d'un comportement "normal".

La moralité du maître est beaucoup plus souvent mise à l'épreuve. Si l'on excepte le témoignage du prêtre de Lérigneux (11) dont l'institutrice est coupable de jansénisme, les remarques concernent surtout l'attitude des maîtres, ainsi à Juliéas en 1834, "un instituteur reçoit les personnes du sexe contre la défense de Mr le curé" (12) alors qu'à Trèves un maître autorisé "se tient dans un cabaret" (13). Cette exigence de moralité est telle que la surveillance s'étend à la vie privée du maître : à Moingt, il "fait un peu jaser en fréquentant trop assidûment une maison" (14). Ces critiques s'expliquent par le fait que le métier d'instituteur, qui se cumule souvent avec d'autres tâches : secrétaire de mairie, écrivain public, barbier (15), est le refuge des estropiés, des paresseux, de ceux qui refusent le service militaire (16). Mais les témoignages de bonne moralité ne manquent pas alors qu'avec la loi FALLOUX, qui interdit les doubles métiers, et le développement des écoles normales, la compétence des maîtres s'améliore.

b) le droit de visite de l'école.

Ce droit est reconnu par les lois scolaires de 1816 à FALLOUX, il comprend deux aspects.

Le respect de la moralité est, pour le prêtre, la question essentielle. Elle concerne surtout la séparation des sexes pour laquelle la vigilance du curé est sans cesse en éveil : "il enseigne les deux sexes, nous l'avons averti d'y mettre la plus grande décence." (17). Des curés, plus sourcilleux, exigent une véritable séparation, à St Julien la Vêtre, en 1839, l'instituteur doit promettre que sa femme s'occupe désormais des filles (18), l'idéal restant l'enseignement dans des maisons distinctes (19).

Le deuxième aspect concerne le contrôle de l'enseignement. Il n'est pas abordé par les prêtres, la qualité et le contenu de l'instruction étant, pour eux, largement fonction de la valeur morale du maître.

c) les relations curé-instituteur

Cette volonté, devenue un droit, de surveiller provoque des heurts avec les maîtres. Dans ces conflits, vite portés sur la place publique, la population doit prendre souvent parti comme à Chevrières, en

1828, où le visiteur écrit que " l'autorité locale consultée note que le seul instituteur diplômé a perdu la confiance des habitants pour cause d'incapacité, s'efforce de détruire l'harmonie qui existe entre le curé et la paroisse "(20).

Dans ces querelles le dernier mot reste souvent au prêtre. Sous la Restauration, jusqu'en 1833, le prêtre mécontent de son instituteur peut le faire révoquer, lourde menace qui ne va pas sans abus: à Pommiers (21), en 1827, le visiteur écrit que " l'instituteur renvoyé sans cause légitime instruit à domicile... et les habitants ne veulent point de nouveau venu ", de fait le curé doit avouer que "l'instituteur nouvellement autorisé n'a pas encore trouvé les moyens de s'établir dans l'endroit ". La loi GUIZOT instaure une inamovibilité de fait du maître qui est supprimée par la loi FALLOUX, où le curé voit son droit de surveillance renforcé, l'instituteur est alors obligé de se soumettre (22). Par contre en ce qui concerne les non-autorisés, le curé doit se contenter de pester verbalement contre les agissements de son rival.

L'incapacité, l'immoralité, les rivalités avec les prêtres, jettent, aux yeux de l'église, le discrédit sur les laïcs même s'ils sont d'une conduite irréprochable. Le curé d'Yzeron (23), en 1827, ne connaît pas les capacités de l'institutrice: "je ne lui demande pas par crainte d'éveiller des soupçons relativement aux démarches que je fais pour avoir des religieuses".

3/ Le développement des congrégations enseignantes.

Il concerne surtout les soeurs. Pendant toute la première moitié du siècle, les prêtres doivent se contenter des laïcs, quitte à les faire changer, ce qui n'est qu'un palliatif pour eux: "on se propose de le changer, si on trouve mieux " (24).

La législation du premier XIX^e siècle est très favorable aux congrégations enseignantes. En 1819 les supérieurs de ces congrégations reçoivent des brevets de capacité qu'ils distribuent aux religieux nommés et déplacés à leur guise (25). L'évêque est maître de l'enseignement de 1824 à 1828 ce qui permet un développement aisé. Si la loi GUIZOT impose un examen aux congréganistes pour l'obtention du brevet, la loi FALLOUX permet le remplacement de ce titre par la qualité de ministre du culte, par un certificat de stage, ou le baccalauréat. Pour les soeurs une lettre d'obédience suffit (26).

L'enseignement congréganiste a connu deux périodes d'essor : sous la Restauration qui entend mettre l'école sous la dépendance de l'Eglise, après 1850 où la réaction anti-républicaine conduit à vouloir remplacer les instituteurs, considérés comme responsables de 1848 (27), au profit des religieux.

Dans la Ière partie, chap. III, nous avons vu les raisons des demandes de soeurs où l'enseignement figure en première place, les institutrices laïques étant peu appréciées (28) alors que l'éducation morale et religieuses des filles reste une préoccupation constante des familles. Cette domination de l'Eglise semble normale à beaucoup à cause des exigences de la nature et de la société (29).

La situation est plus complexe pour les frères dont l'utilité est moins évidente aux yeux des populations; l'éducation morale des garçons n'est pas un problème aussi crucial dans les mentalités du XIX^e.

Pour le prêtre, le religieux à l'immense avantage d'être conforme à ces désirs : il est, tout à la fois, un magistrat corrigeant le mal, le père des âmes, un apôtre auprès des enfants (30); il possède toutes les qualités exigées par l'église : la vertu, la piété, le dévouement (31).

Ces raisons générales, politiques, mentales, sociales expliquent la montée des enseignants religieux prouvée par les statistiques suivantes :

Une école ou une classe par sexe (32).

	<u>Garçons:</u>	<u>Hommes</u>	<u>Frères</u>	<u>Filles:</u>	<u>Femmes</u>	<u>Soeurs</u>
1827-28	206 (33)	191	15	220	112	108
%		92,7	7,3		50,2	40,1
1841-55	256	175	81	256	47	209
%		68,4	31,4		18,4	81,6
1879-96	198	(161	37	198	73	(125
%		81,3	18,7		36,9	63,1

Ecole mixte.

	<u>Hommes</u>	<u>Femmes</u>	<u>Frères</u>	<u>Soeurs</u>	<u>Total</u>
1827-28	33	54	1	73	161
%	20,5	33,5	0,7	45,3	40,1
1841-55	9	4	3	18	34
%	26,5	11,7	8,7	53	12,3
1879-96	0	(14	0	(8	22
%		63,6		26,4	10

Ces tableaux appellent plusieurs remarques :

- 1° L'égalisation des nombres de classes ou écoles par sexe, dans le tableau I montre une régularisation de l'enseignement dans les paroisses. Il y a de moins en moins coexistence entre des laïcs et des religieux.
- 2°/ La séparation des sexes, encore mal établie en 1827, est chose faite au milieu du siècle; il y a ensuite stagnation: petites paroisses, hameaux, éloignement...
- 3°/ Entre 1827-28 et 1841-55 le développement de l'enseignement congréganiste est net, il est même prépondérant, pour les filles, lors de la

seconde visite où s'est opérée une mutation: les femmes ou filles de village majoritaires en 1827 ont laissé la place aux soeurs, elles mêmes préférées aux véritables institutrices laïques. Pour les garçons la croissance est plus forte (multiplication par 4 pour les frères, par 1,6 pour les soeurs) mais l'intensité moindre. Les instituteurs laïcs sont toujours restés majoritaires dans l'implantation géographique, mais, il est à noter que leur part dans les écoles mixtes restent faible traduisant la méfiance des contemporains pour le maître d'école du début du siècle.

En ce qui concerne les ecclésiastiques, les hiérarchies sont les mêmes que pour les congrégations. Les soeurs de St Joseph ont 68,5 % des classes ou écoles, tenues par les soeurs, en 1827. Il y a ensuite une baisse progressive, 51,2% en 1841-55 et 42,5% en 1879-96, due au développement d'autres congrégations, notamment les soeurs de St Charles.

Chez les frères, la prépondérance des maristes s'affirme en 1841-55 (30% du nombre d'écoles tenues par des réguliers) alors que les frères de la doctrine chrétienne ont 28,4%. Ces proportions sont de 32,4% et 27% en 1879-96.

Cartes n° 25 à 27, les enseignants.

En 1827-28 les paroisses sans écoles se concentrent dans les plaines du Forez, de Roanne et dans la région de Condrieu. La diffusion est à peu près totale en 1841-55.

Les paroisses n'ayant que des ecclésiastiques, en 1827, ne forment pas de zones précises à la différence des paroisses "mixtes" (laïcs et ecclésiastiques) que l'on trouve plus précisément sur le plateau de St Bonnet le Château, le Pilat, les Monts du Lyonnais avec un prolongement sur le seuil de Neulise. Les paroisses n'ayant que des enseignants laïcs se situent dans les plaines, le plateau Lyonnais et les Monts du Beaujolais. La carte de 1841-55 montre un net développement des écoles "ecclésiastiques" dans le Sud du diocèse alors que les écoles "laïques" sont à peu près, absentes et se réduisent à quelques bastions (Beaujolais, plateau Lyonnais) au Nord du diocèse. Les paroisses "mixtes" sont devenues la règle générale.

A peu de chose près, la carte de 1841-55 est l'expression du maximum d'extension des congrégations enseignantes. Dès 1859, avec l'affaire italienne et les exigences électorales, l'attitude bienveillante du gouvernement s'atténue. DURUY, ministre de l'éducation de 1863 à 1867, s'oppose au progrès des religieux: il interdit le remplacement des laïcs par des frères (34) dont l'extension est ainsi brisée.

Avec l'avènement des républicains, l'école échappe progressivement à l'Eglise. En 1882, les locaux sont laïcisés et interdits aux prêtres (35). Cependant la réalité est plus complexe: parmi les paroisses visitées de 1882 à 96, 25,8% des prêtres notent qu'ils visitent tout de même

les écoles ce qui montre la variété des situations: le curé d'Amplepuis inspecte les écoles de filles tenues par les religieuses de St Charles (36), celui de Dancé (37) écrit qu'il visite "quand on l'y engage", c'est à dire rarement, par contre le prêtre de St Appolinaire (38) visite officiellement "en compagnie du maire qui commence l'exercice par le signe de croix". Par cette loi, les devoirs envers Dieu prévus dans les programmes sont désormais à la merci du bon vouloir des laïcs (39).

La loi de 1886 sur la laïcisation du personnel, dans les cinq ans pour les écoles de garçons et au fur et à mesure des départs naturels des soeurs pour les écoles de filles (35), enlève progressivement mais définitivement l'école des mains de l'église.

Les statistiques de la visite de 1879-96 (inscrits plus haut) permettent de donner un aperçu des effets de la politique de DURUY puis des républicains. Les dates de la visite rendent ces chiffres imparfaits puisqu'elle se situe "à cheval" sur les lois scolaires de FERRY, d'autre part, la localisation dans le Nord du diocèse rend l'observateur prisonnier des particularismes régionaux. Cependant on constate une baisse très nette de la part des religieux, baisse différentielle, plus prononcée pour les frères (-40,4%/1841-55 (40)) que pour les soeurs (-22,6%). Il y a là un divorce, très prononcé, dans l'éducation des enfants qui ne peut que se traduire par des différences de mentalités et d'attitudes.

Comparée à celle de 1841-55 la carte de 1879-96, n° 27 , accuse deux tendances successives :

- 1°/ Un développement des congrégations dans les Monts du Lyonnais, du Beaujolais (Monsols, Lamure), traduction des efforts des soeurs jusqu'en 1886 (les frères étant "hors de course" depuis DURUY)
- 2°/ laïcisation du personnel après 1886 mais seulement, pour l'instant, dans quelques zones : bordure de la Saône, dépression houillère, plaine de Roanne.

En 1889, le paiement des instituteurs par l'Etat (41) achève de rendre ces hommes indépendants des notables, des prêtres et de la population toute entière quelquefois. Pour espérer un enseignant conforme aux vœux de l'église le curé ne peut que s'en remettre à la position morale de l'enseignant, à son "esprit" vis à vis de l'église, seul critère de jugement à la fin du siècle, les plaintes sur les maîtres paillards et libertins ayant disparu par suite de la hausse des traitements et du développement des écoles normales.

1902-08	TB.E	B.E	PM.E	M.E	TM.E (42)
Hommes	8	26	38	29	13
%	7,1	22,8	33,3	25,4	11,4
Femmes	5	21	25	21	5
%	6,5	27,3	32,4	27,3	6,5
TOTAL	13	47	63	50	18
%	6,8	24,6	33	26,2	9,4

= laïc

Ce tableau donne des indications intéressantes.

1°/ Grossièrement le corps enseignant est divisé ^{en trois} en trois groupes: les maîtres hostiles (35,6%), les indifférents (33%) et ceux favorables à l'Eglise (31,4%).

2°/ Cependant les hommes ont une concentration moins marquée autour de la notion P.M.E et les catégories M.E et T.M.E sont plus fortes que chez les femmes. Ces deux faits prouvent que le jugement des prêtres est plus nuancé, plus affiné sur les maîtres qui sont les plus hostiles (36,8%), ainsi à St Bonnet le Courreau où il y a trois écoles de hameaux: "deux seraient bonnes si elles n'étaient pas terrorisées par l'instituteur du bourg " (43).

3°/ Dans l'ensemble, l'Eglise ne rencontre pas une hostilité prononcée, tout au plus l'indifférence ; "pas hostile mais ne va pas à l'église" (44), chez 64,4% des enseignants; mais 31,4% seulement sont nettement favorables comme l'instituteur d'Allières "dont la conduite exerce la plus religieuse influence sur la population " (45). En fait les procès-verbaux font apparaître un mouvement de détachement des instituteurs par rapport à l'Eglise ainsi l'institutrice de Dargoire (46) "faisait ses devoirs religieux mais ne les fait plus", détachement religieux ou plus simplement, libération d'une contrainte autrefois exercée par l'Eglise et la Société (voir plus haut).

S'en remettre à la valeur morale de l'enseignant n'est qu'un pis aller pour l'Eglise et, comme pour la première moitié du XIX^e (développement des congrégations), une solution véritable de remplacement s'impose:

4/ Les écoles libres.

En interdisant le remplacement des laïcs par des frères, DURUY oblige ceux-ci à ne progresser qu'en développant l'enseignement libre (47). Celui-ci reçoit une nouvelle impulsion avec les lois des années 1880. Mgr CAVEROT multiplie les appels pour la création d'écoles libres (48) ce qui nécessite de lourds sacrifices de la part des fidèles : à Caluire " en 1900 , les écoles libres coûtent un total de 2.800 Francs au moins, ... il faut un capital de 33.000 pour avoir deux frères " (49). Aussi bien le fait n'est il pas général : en 1879-96, 15,9% des paroisses visitées ont une école libre de garçons et 29,1 % une école de filles (50).

Carte n° 28 et 29, les écoles libres

La carte de 1879-96 ne montre pas de régions précises mais, comparée à celle des enseignants, on constate que:

1°/ Les écoles libres de filles et garçons s'implantent là où tous les maîtres sont des laïcs : Beaujolais, dépression houillère, région d'Amplepuis et de Perreux. La rapide constitution montre que l'on espère toucher une bonne partie des élèves.

2°/ Les écoles de garçons s'implantent dans les pays où les soeurs

instruisent les filles (Monts du Beaujolais), ce qui dénote le besoin d'une éducation religieuse pour les deux sexes.

3°/ Pour les écoles de filles, deux cas se présentent : Le premier est celui où les frères tiennent la communale, mais où une laïque officie pour les filles (ex. St Romain en Jarrez). Le deuxième cas, plus fréquent, se situe dans les communes à écoles "laïques", dans ce cas il s'agit soit de la première phase d'une reconstitution où les filles doivent d'abord "être sauvées" (ex. St Jean d'Ardières), soit d'une solution du dernier recours, les garçons ne pouvant plus être repris (ex. Noailly).

La carte de 1902-08 traduit un net développement des écoles libres. En ce qui concerne les écoles de filles et garçons, la bordure Ouest des Monts du Lyonnais, le Pilat et la banlieue lyonnaise se détachent, ailleurs ce sont surtout des chefs-lieux de cantons qui sont concernés. Les écoles de filles sont majoritaires mais il n'y a pas de distribution régionale, ce qui démontre l'intérêt des populations pour l'éducation des filles. Les effets de la Séparation ne permettent pas d'être plus précis.

La fréquentation des écoles privées.

Des effectifs ne sont donnés que pour 1902-08 (51).

	- de 40%	41-60	61-80	81-100
Paroisses	52	67	36	27
%	28,6	36,8	19,8	14,8

28,6% des écoles accueillent moins de 40% des élèves. La fréquentation est donc, pour celles-ci, relativement faible. Dans ces paroisses deux raisons peuvent intervenir : les chrétiens ne sont pas majoritaires ou/et quelques milieux sociaux veulent soustraire leurs enfants de l'école républicaine. Pour les paroisses à très fortes proportions d'enfants dans les écoles privées, le fait religieux est déterminant.

Carte n° 30 : la fréquentation des écoles.

Il n'y a pas de zones précises, mais une certaine concentration des fortes proportions se dessinent dans le Pilat, les monts du Lyonnais et du Forez. A l'inverse, les faibles proportions se trouvent dans le Beaujolais, le Nord de la plaine du Forez, le seuil de St Victor et, plus ténu, la dépression houillère. Les autres régions sont indécises. Les proportions, toujours très fortes, pour les garçons dénotent un véritable besoin, pour les populations, de l'enseignement religieux.

Au niveau local, les procès-verbaux montrent qu'il existe une véritable rivalité avec l'école laïque, ainsi le curé d'Eveux annonce fièrement qu'il n'y a " pas un seul enfant dans les laïques" (52).

5/ La Séparation

Les lois de 1903-04 mettent à bas l'édifice scolaire. En ce qui

concerne les écoles communales de filles, les soeurs qui en tiennent encore un bon nombre, comme à Craintilleux (53) où deux d'entre elles "sont encore institutrices communales (et) l'une d'elle est secrétaire de la mairie depuis 30 ans", doivent quitter leurs postes, mais il reste des exceptions jusqu'en 1908-09 environ.

Les écoles privées sont atteintes par une succession de mesures: en 1902 les écoles de congrégations autorisées sont fermées, en 1903 les demandes d'autorisations de congrégations non autorisées sont repoussées, en 1904 l'enseignement des congréganistes est interdit et un délai de dix ans est fixé pour fermer les écoles (54). Le fait marquant est l'acharnement avec lequel les prêtres tentent de sauver les écoles: "les écoles libres ont été établies avec un grand zèle par Mr le curé qui, loin de se décourager, se dispose à réparer les brèches" (55). Les prêtres espèrent pouvoir garder les locaux, dans le cas contraire ils essaient d'ouvrir de nouvelles maisons butant sur de nombreux obstacles: à St-Didier sous Rochefort "le local présenté a été refusé" (56) et à Verlieux "le curé ne croit pas que l'on puisse trouver annuellement les 1.000 francs nécessaires pour la faire subsister" (57). Une fois l'école ouverte, la méfiance des prêtres envers les laïcs persiste et la plupart font appel aux religieux sécularisés.

Les pourcentages d'enfants d'écoles congréganistes, publiques ou privées, publiés par J.MAURAIN et A.PROST (58) accusent une hausse de 1850 à 1863 (66% à 74% en moyenne) puis une baisse lente jusqu'en 1901 (40% environ). On peut avancer qu'au XIX^e, plus de la moitié des enfants sont passés par les mains des congréganistes. L'Eglise a ainsi eu l'occasion d'initier directement, à la morale et aux pratiques chrétiennes, les générations du XIX^e.

CHAPITRE II

L'ENCADREMENT DES FIDELES

Enseigner la Vérité aux enfants, l'entretenir dans la mémoire des adultes ne suffit pas. L'Eglise s'est toujours préoccupée de suivre chaque fidèle dans la vie quotidienne. Cet encadrement des chrétiens élève à une dimension supérieure l'action du prêtre dans la paroisse.

I - LES CONFRERIES

" Familles artificielles dont tous les membres sont unis par une fraternité volontaire, les confréries ont pour objet de satisfaire dans un cadre étroit les plus poignants besoins du corps et de l'âme" (1).

La reconstitution des confréries est permise dès l'an IX. Le cardinal FESCH travaille à leur mise en place, mais s'oppose aux anciennes confréries de pénitents, et le développement se poursuit sous la Restauration. Dans les confréries, on distingue les tiers ordres séculiers, les pieuses unions et les confréries proprement dites (2).

Malheureusement, les confréries n'apparaissent, dans les formulaires, qu'à partir de 1879-96.

a) Nombre de paroisses par confrérie.

	S.Sacrement	S.Rosaire	Enfants de Marie	"Moyennes" Confréries(4)	"Petites" Confréries
1879-96	196	200	104	88, <u>3</u>	132, <u>38</u>
% (3)	84	85	44	38	59
1902-08	365	425	239	261, <u>5</u>	159, <u>45</u>
%	81	94	53	58	34

A la fin du siècle, les confréries sont fortement implantées géographiquement; 5% des paroisses n'ont pas de confrérie en 1879-96 (5) et 5,5% en 1902-08; quantitativement; il y a, en moyenne, 3,1 confréries par paroisse en 1879-96 et 3,5 en 1902-08; qualitativement; on dénombre 43 confréries dans la première visite et 52 pour la deuxième. Ces chiffres montrent qu'il n'y a pas eu de grands développements entre les deux périodes. Mais par leur répartition géographique, les deux visites ne peuvent être comparées. Plus que l'étude d'une évolution, il s'agira donc d'une description du diocèse vers les années 1890-1905.

Le tableau montre une hiérarchisation très nette des confréries dans leur implantation géographique.

Pour les deux visites, deux confréries ont des taux de couverture élevés et sensiblement égaux, bien que plus forts pour la moitié Sud du diocèse. Les confréries du St Sacrement et du St Rosaire ont une diffusion à peu près totale, notamment la deuxième, implantée, dans la moitié

Sud, dans toutes les paroisses ayant des confréries. Ce sont deux oeuvres de persévérance, datant de la Contre-Réforme, ouvertes aux hommes et aux femmes. La Confrérie du St Sacrement demande à ses adhérents de communier plusieurs fois par an et de participer aux processions (6). Celle du St-Rosaire impose des exercices nombreux : chants de cantique, récitation du chapelet, litanies de la Ste Vierge (7), ainsi à Farnay où "tous les troisièmes dimanches du moins une trentaine d'hommes viennent à la cure, tirent au sort un mystère du Rosaire et l'on dit une dizaine de chapelet" (8).

Outre ces deux confréries, le tableau montre qu'il existe une véritable prolifération d'associations de diverses importances. Celle des Enfants de Marie est la plus répandue, couvrant, environ, la moitié des paroisses visitées. Elle s'adresse aux jeunes filles de la première communion à 16 ans date d'entrée possible dans la confrérie du St Rosaire, c'est donc une association de transition. Son développement montre l'intérêt que porte l'Eglise et la population à l'encadrement religieux des jeunes filles. Les confréries "moyennes" ont une diffusion régionale du tiers à la moitié des paroisses visitées, ce sont les Mères chrétiennes, les confréries du Sacré Coeur, de la Ste Vierge...

Un grand nombre de confréries ont une diffusion réduite à moins d'une vingtaine de paroisses, elles forment 88% de l'effectif en 1879-96 et 86% en 1902-08. Ce sont des confréries peu implantées dans le diocèse ou, quelquefois, dûes à des initiatives locales, ce qui explique une très faible diffusion, ainsi la confrérie N.D. des Champs est présente dans deux paroisses en 1902-08 de même pour celle du Chemin de Croix en 1879-96, les Veilleuses sont présentes dans une paroisse en 1879-96, dans huit en 1902_08, ... Cette multiplicité est le signe d'un véritable besoin d'action des prêtres et des fidèles qui, non contents d'appartenir aux grandes confréries, s'efforcent de créer ou développer des confréries plus adaptées aux exigences locales. Ici, il faut fortement souligner les différences régionales entre les deux moitiés (S. et N.) du diocèse. Si l'on excepte le St Sacrement et le St Rosaire, la moitié Sud a un développement quantitatif, qualitatif et géographique plus prononcé. Ainsi la confrérie des Enfants de Marie est plus répandue, les "moyennes" confréries sont plus nombreuses, cinq contre trois et connaissent une implantation plus forte. En ce qui concerne les "petites" confréries, elles sont plus nombreuses mais avec un développement moindre ce qui traduit une véritable effervescence d'actions et d'initiatives, explicable en partie si l'on tient compte du fait que cette moitié du diocèse a toujours été beaucoup plus "travaillée" par l'Eglise, que la moitié Nord.

Quoiqu'il en soit le large développement des confréries prouve

que l'Eglise s'est donnée la possibilité d'exercer son influence sur les personnes et les familles dans la vie quotidienne. Mais ces confréries ont elles suscité l'intérêt des fidèles ?

b) Quelques appréciations, sur la vitalité des confréries, apparaissent en 1902-08, reflétant, toutes, un certain désenchantement des prêtres sur deux aspects. Il y a, tout d'abord, les prêtres qui avouent l'échec total de leurs démarches, comme à Lancié où " les essais tentés sont restés infructueux " (9), ce qui démontre leur rôle primordial dans le développement des confréries. Ceux, qui ont réussi l'implantation d'une association, restent sceptiques sur le développement ultérieur : " succès problématique" note le curé de Vernaison (10) à propos de la confrérie de Ste Anne. Enfin quelques réflexions concernent de "vieilles" confréries qui connaissent un certain déclin, ainsi s'il y a un "soupçon de confrérie à Bussy (11), elles sont"à l'état d'ombre" à St Germain au Mt d'Or (12). Les prêtres lancent alors des campagnes de réorganisation aux résultats incertains (13). Il faut noter que toutes ces appréciations négatives se situent dans les plaines, les paroisses de montagne sont restées silencieuses. Faut-il y voir le reflet d'une différence de vitalité ?

II - LES OEUVRES

Elles constituent des associations de fidèles dont le but est de soutenir l'action de l'Eglise par des dons et des prières. Organisées par les prêtres, elles permettent l'union des clercs et des laïcs dans un même effort, développant chez ces derniers un zèle actif et une prise de conscience des responsabilités.

a) l'implantation des oeuvres

	Propagation Foi	S.F.Salves	S.Enfance	Oeuvres "moyennes"	"petites" oeuvres
1879-96	223	161	109	40, <u>1</u>	73, <u>22</u>
%	95	69	46	17	31
1902-08	413	364	137	146, <u>4</u>	118, <u>37</u>
%	92	81	30	32	26

A la fin du siècle, l'implantation est forte : 1,7% des paroisses sont dépourvues d'oeuvres en 1879-96, 3,7% en 1902-08 (1), mais il est impossible de faire la part des nuances régionales et de l'évolution qui semble indiquer une certaine désaffection. Il y a, en moyenne, 2,6 oeuvres par paroisses en 1879-96 et 2,7 en 1902-08, on peut dire que le développement quantitatif a atteint les mêmes limites dans tout le diocèse. Par contre une différence qualitative se note : la moitié Sud du diocèse compte 44 oeuvres différentes, contre 26 pour le Nord, ce qui traduit une activité religieuse plus diversifiée, un besoin d'action plus important. Ces différences régionales se retrouvent dans l'implantation géographique des oeuvres. La Société St François de Sales, dont le but est

d'encourager l'assistance à la messe, la communion et d'organiser des conférences, a une implantation plus prononcée dans la moitié Sud, mais atteint une diffusion élevée dans l'ensemble du diocèse. A l'inverse la troisième oeuvre, celle de la Ste Enfance, fondée en 1843, dont le but est de recueillir les orphelins chinois et de leur donner une éducation chrétienne, a un développement plus restreint, mais plus affirmé au Nord. Les mêmes différences régionales se trouvent pour les oeuvres "moyennes" (2) plus nombreuses au Sud : oeuvres des vocations, Dames de Miséricorde, écoles libres et patronages, qui sont faiblement implantées au Nord (Dames de la Charité seulement). Il y a une véritable répartition régionale des oeuvres "moyennes" par expansion à partir de quelques paroisses. Les "petites" oeuvres représentent des associations locales (orphelinat : 1 paroisse) ou très faiblement implantées dans le diocèse (ex: Denier de St Pierre: 5 paroisses,...), la partie Sud connaît une prolifération d'oeuvres à diffusion réduite répondant à des besoins locaux alors que la concentration est plus forte dans le Nord. Enfin l'oeuvre la plus importante reste celle de la Propagation de la Foi, fondée en 1822 par Pauline JARICOT (3) pour soutenir les missions extérieures, sa diffusion est à peu près totale.

b) La vitalité des oeuvres.

Pour la visite de 1902-08 quelques prêtres ont donné les effectifs pour les trois oeuvres principales.

	Propagation. Foi		S.F. Salles		S. Enfance	
Belmont % (4)	14,2	<u>8</u>	8,1	<u>7</u>	6,5	<u>3</u>
S. Haon le						
Châtel	19,1	<u>10</u>	6,5	<u>7</u>	8,6	<u>1</u>
Roanne	6,4	<u>3</u>	1,7	<u>3</u>	0	
Lamure	16,9	<u>11</u>	7,5	<u>10</u>	12,1	<u>8</u>
Amplepuis	21,4	<u>5</u>	10,7	<u>4</u>	0	
Belleville	8,4	<u>8</u>	6,8	<u>7</u>	2,4	<u>2</u>
Villefranche	17,9	<u>13</u>	9,2	<u>13</u>	8,7	<u>1</u>

Il y a corrélation, dans la hiérarchie, avec le développement géographique: une implantation répond donc, le plus souvent, à une attente. La Propagation de la Foi est prépondérante, avec des taux le plus souvent double de ceux de St François de Sales. La Ste Enfance est plus régionalement implantée. Les proportions sont assez faibles, seul un noyau de fidèles participe à ces oeuvres mais avec un zèle qui peut être variable, ainsi à Chassagny, le prêtre se plaint qu'il ne peut percevoir les annuités (5). Une différenciation montagne-plaine (Roanne, Belleville) se dessine, notamment pour la Propagation de la Foi qui constitue, par son implantation générale, le meilleur témoin du zèle des fidèles. Cette distinction semble confirmée par les, très rares, réflexions des prêtres sur la vitalité des oeuvres : Si à Quincieux ces associations sont "peu pros-

-72-

pères à cause de la grande indifférence en matière de religion" (6) et qu'à Grézieux le Fromental "Mr le curé et sa mère sont les seuls associés" (7), par contre à Lavalla en Gier les oeuvres sont "florissantes" (8). Cependant le cas de Villefranche montre qu'il ne faut pas exagérer la tendance.

Y a-t'il eu déclin depuis le début du XIX^e? l'absence de données, dans les formulaires, ne permet pas de juger.

LE ROLE DU CURE

Dans les chapitres précédents, nous avons vu le curé agir à l'intérieur d'institutions. Mais, le prêtre est aussi un habitant du village qui connaît ses ouailles et "l'action des curés successifs me paraît de plus en plus la donnée capitale.... assiduité, adresse, dévouement..." (1). Ici, le prêtre élève son action à sa dimension la plus large : les rapports humains.

I/Le Prêtre

Le curé agit, avant tout, en homme d'Eglise. Rigoriste ou enclin à la conciliation, trop érudit ou proche des populations, le prêtre peut entraîner l'adhésion des fidèles ou provoquer des répulsions.

a) le prêtre gardien de l'ordre religieux.

La première moitié du siècle voit le clergé tenter de corriger les manquements aux règles ecclésiastiques. Souvent rigoristes, les curés de ce temps acceptent mal les situations acquises avec la Révolution et l'Empire.

La première tâche du curé du début du siècle consiste en l'expulsion, des paroisses, de tous les prêtres marginaux, créés par les événements révolutionnaires comme les jureurs où les prêtres jugés trop médiocres déplacés ou remplacés, progressivement, au fil des possibilités dues au recrutement, par Mgr FESCH puis Mgr PINS; à ceux-là s'ajoutent les prêtres en "exil", venant d'autres diocèses. Pour les curés, ces hommes constituent des contre-poids fâcheux qui les rendent indésirables, ainsi à Lacenay, en 1827, "Mr Sarry, prêtre du diocèse de Belley... habite la maison de Claudine Bergère domestique, il ne célèbre point, on désire son rappel "(2).

Enfin maître chez lui, le curé entend bien appliquer les règles afin que le culte se déroule avec décence. Ainsi à St Romain d'Urfé, il impose une seconde cloche pour les solennités (3) tandis qu'à Pommiers, il remet de l'ordre dans l'église où "les bancs circulaires autour de l'autel sont mal disposés constituant un sujet de distraction pour les autres fidèles" (4). Ces "empêcheurs de tourner en rond" qui bouleversent les habitudes cultuelles villageoises ont pu provoquer des mouvements d'hostilité de la part des paroissiens, cependant les prêtres se gardent bien, dans les formulaires, de les évoquer. Mais la scission peut être encore plus forte lorsque le prêtre s'attaque aux us et coutumes de ses ouailles.

b) Le prêtre correcteur des abus

Elargissant son rôle de gardien de l'ordre religieux, le curé se fait pourfendeur des erreurs de ses ouailles. La plus dangereuse reste l'immoralité qui se développe, surtout, à travers les fêtes, une des caractéristiques de la religion des ruraux (5); fêtes agraires, des confréries, des saints, de la jeunesse qui rythment l'année rurale, se déroulent souvent sur la nouvelle place publique aménagée après le transfert du cimetière et obligent les prêtres à s'adapter aux exigences des fidèles comme à Sury le Comtal, en 1827, (6) où pour "la seconde procession de la Fête Dieu... on fait une vogue des plus bruyantes et on force le curé à faire la procession le matin ou après vêpres afin d'avoir plus de temps pour danser".

Pour les prêtres, la fête est matière à scandales donc condamnable (7), mais ils se sentent incapables de la supprimer : à St Laurent d'Oingt (8), "le pasteur n'a cessé de solliciter auprès de l'autorité di lieu, non la suppression de ce désordre de peur de trop exiger, mais seulement son éloignement du lieu saint", mais l'autorité citée refusa et le prêtre fut la risée des habitants.

Certains prêtres s'efforcent alors de concilier résignation et exigence de la foi comme ce curé de St Didier au Mont d'Or qui fait transférer la Croix de la place publique en un lieu plus tranquille (9). Cette attitude prudente est conseillée, plusieurs fois, par le cardinal DE BONALD qui ne s'oppose pas ouvertement aux pratiques populaires.

Réticent, mais souvent impuissant, le prêtre se tourne alors vers les gestes religieux interdits : les moeurs et les croyances d'une religion soustraite à l'ascendant de l'Eglise, au début du siècle, considérés comme des superstitions (10). Le clergé de la première moitié du siècle connaît les mêmes réticences que pour les fêtes et bute devant les mêmes résistances. Un vicaire général détaché de tous liens avec les populations, rigoriste et fougueux comme CATTET, ne craint pas de s'opposer à ces pratiques: " l'usage, qui n'existe pas dans cette paroisse, de placer une croix sur chaque tombe sera désormais établi, au moins pour chaque famille " (11). Mais les curés, trop proches des habitants, craignant de se "mettre à dos" les populations ne cherchent pas à empêcher ces usages. Or, en même temps, l'Eglise du milieu du siècle tente de revêtir les croyances populaires d'une signification chrétienne : pour répondre aux besoins d'un monde rural qui vit dans la hantise de la fertilité de la terre, l'Eglise développe la conception d'un "dieu présent" (12) maître de la météo; aussi n'est il pas étonnant de voir le cardinal DE BONALD noter, sans trop s'émouvoir, qu'à Crémeaux, en 1849, "on sonne la plus grosse cloche pendant l'orage, la nuit comme le jour" (13). Usage répandu dans le monde rural puisqu'on le retrouve, à la même époque, dans

les Alpes (14).

Dans la deuxième moitié du siècle, l'action de l'Eglise et la montée de l'alphabétisation entraînent une régression de ces pratiques, sans qu'elles disparaissent : à St Etienne des Ouilrières, en 1892, (15) le curé, à la grande surprise du doyen, ne veut pas enlever les rideaux aux confessionnaux " de crainte d'indisposer ses paroissiens".

c) Une pastorale élargie.

Le prêtre se doit d'étendre au monde extérieur l'action de sa pastorale. On a souvent décrit les prêtres, de la fin du siècle, enfermés dans leurs presbytères (16); les procès-verbaux ne permettent pas de juger. Cependant, une nouvelle pastorale, plus active, se dessine au début du XX^e, ainsi à Givors, "un vicaire a appris la langue italienne et s'occupe avec succès de la colonie italienne assez nombreuse" (17). Mais ces cas semblent encore rares et ne sont évoqués que dans les paroisses des villes industrielles où les transformations économiques et sociales de la fin du XIX^e bouleversent les habitudes cléricales.

2/ Le notable.

Prêtre de sa paroisse, le curé est, aussi, un habitant de la commune. Par ses revenus et sa fonction, le curé est un notable, ce qui lui permet d'intervenir activement dans la vie publique. Le tempérament du prêtre est, alors, un paramètre fondamental dans ses relations avec la population. Certains curés se conduisent en véritables tyranneaux de villages comme à Pommiers, en 1827, où "le curé change sans arrêt les sonneries des cloches et emploie le nouvel instituteur à cela" (18). Conduite sans doute assez fréquente dans la première moitié du siècle, où le maître d'école est l'auxiliaire du prêtre. Aussi n'est il pas étonnant de voir l'instituteur devenir l'ennemi farouche du curé : à Lacenay, " le maire et son conseil sont des faibles et des idiots qui se laissent dominer par un jeune maître d'école... , libertin avéré, qui dirige toutes leurs délibérations" (19).

Ces querelles entre curé, municipalité, instituteur , pour la domination du village aboutissent à des situations cocasses où, par exemple, le curé n'a pas la clé de l'église et ne peut pénétrer (20); où il ne peut travailler normalement, comme à la Pacaudière où "Mr. Berton (un fabricant) a emporté tous les registres (de catholicité) et les lui ayant demandés, il m'a répondu qu'ils resteront chez lui" (21); où un cloaque à fumier est installé derrière l'église par un ennemi intime du curé (22); où le prêtre s'est brouillé avec le maire au sujet de l'achat couteux et "inutile" d'une horloge pour le clocher (23).

Cependant, les rapports, du curé avec la municipalité sont considérés comme fondamentaux, pour le bon esprit de la paroisse, par les

dirigeants de l'Eglise qui ne craignent pas de donner tort, si nécessaire, au curé, ainsi à Chiroubles, le prêtre, sermoné par le doyen, (il s'était querellé avec le maire à propos d'un pigeonnier), "est venu à de meilleurs sentiments pour le bien de la paroisse" (24).

3/ Un exemple de rapports : l'administration de la fabrique.

La fabrique est le lieu idéal pour mesurer l'influence des forces en présence : curé, qui entend bien dire son mot dans une affaire qui le concerne tout particulièrement; municipalité, qui veut pouvoir intervenir sur les décisions de construction, de gestion.... Le cas des fabriciens est plus complexe: choisis sur une liste de noms dont une partie est présentée par le curé à l'évêque et l'autre au préfet par le maire (25), ils sont souvent divisés mais prennent, plus rarement, parti pour l'un ou l'autre des belligérants, ce qui n'empêche pas le président de la fabrique de se poser, quelquefois, en troisième puissance villageoise.

Dans le premier tiers du siècle, de nombreuses fabriques sont mal administrées : nominations irrégulières ou pas de renouvellement des membres, absence de registres, de séances régulières... En grande partie due aux effets de la Révolution, cette situation s'améliore vers 1840 où le vicaire général CATTET impose le respect des statuts pour les élections (25), exige la présence de tous les membres de la fabrique pour prélever l'argent des troncs (26), oblige ces mêmes personnes à participer aux assemblées (27) qui ont lieu quatre fois par an : à Quasimodo et les premiers dimanches de Juillet, d'Octobre, de Janvier (28).

Cependant ces irrégularités sont, aussi, souvent le fait d'une mésentente entre les parties prenantes dont chacune cherche à dominer le conseil: curé ou président de la fabrique, souvent le maire, comme à Pommiers où le président est constamment réélu, il se plait à montrer son autorité en faisant prévaloir son opinion sur celle de ses confrères " (28). Mais le curé n'est pas toujours sans faute, ainsi à Quincieux depuis son arrivée il n'y a plus d'assemblées de fabrique et celle-ci refuse de payer le vicaire, si bien que le visiteur note en marge du questionnaire: " les esprits sont montés à son égard, il y a donné plusieurs fois l'occasion" (29).

Ces rivalités de personnes trouvent leurs solutions soit dans l'éviction d'un des belligérants, ce que nous décrit, ulcéré, le prêtre de Condrieu : "tout est entre les mains des fabriciens, le curé est connu comme une cinquième roue à un chariot, on tranche, on taille, on délibère et le curé n'est pas souvent appelé " (30), soit, lors des conflits avec le maire, dans l'admission au conseil de fabrique des municipaux (31), ce qui montre que ces derniers acceptent mal ce deuxième pouvoir au village, soit et c'est une solution qui se développe à la fin du siècle, dans la création d'une société civile, " légalement constituée, dont le

seul membre actif et passif est le curé " (32).

L'action personnelle du curé a-t-elle été un facteur de variation de la religiosité ? la troisième partie devra répondre à cette question. En tout cas, il est certain que le tempérament du prêtre joue un grand rôle dans les rapports entre l'Eglise et les fidèles. Même dans un "bon pays", un prêtre grincheux peut soulever l'hostilité (33). Manifestement, il n'en est rien à St Denis sur Coise (34) où "Mr le Curé est si d'accord avec le maire... qu'il fait tout ce qu'il veut, on ne lui refuse pas même de faire un pont, qui traverse la voie publique, pour aller dans son magnifique jardin "

IIIième PARTIE

LA PRATIQUE RELIGIEUSE

VOICI LA TROISIÈME ÉTAPE DE NOTRE CHEMINEMENT. NOUS AVONS VU L'ÉGLISE SE DONNER LES MOYENS D'AGIR. NOUS L'AVONS VU AGIR. LA PASTORALE A-T-ELLE EU DES EFFETS DURABLES, A-T-ELLE ÉTÉ EFFICACE ? DANS LE MOUVEMENT SÉCULAIRE DE LA PRATIQUE RELIGIEUSE ET DE L'ESPRIT DES FIDÈLES VIS À VIS DE L'ÉGLISE, UN DÉTACHEMENT SE DESSINE. NOUVELLES IDÉOLOGIES, TRANSFORMATIONS ÉCONOMIQUES, INAPTITUDE DE L'ÉGLISE, COMMENT L'EXPLIQUER ?

LA PRATIQUE RELIGIEUSE

I - L'ASSISTANCE AUX OFFICES.

L'assistance à la messe a une double signification. Pour les fidèles elle est, où devrait être, le signe d'une adhésion à la foi catholique. Pour l'Eglise, elle permet d'affermir les consciences, en prolongeant l'enseignement du catéchisme et en renouvelant quotidiennement le sacrifice de la Cène auquel les assistants peuvent participer. Son importance est telle que l'Eglise obtient, en 1814, de l'Etat, qu'il s'abstienne de faire travailler le dimanche (1), mais elle n'arrive jamais à imposer l'observation obligatoire du repos dominical à tous.

1) L'appréciation des prêtres.

La question n'apparaît qu'à partir du formulaire de 1879-96.

	<u>BIEN (2)</u>	<u>A.B.</u>	<u>MOYEN</u>	<u>MEDIOCRE</u>
1879-96	139	40	19	18
%	64,3	18,6	8,8	8,3
1902-08	143	176	46	65
%	33,2	40,9	10,7	15,2

Les deux séries de chiffres ne sont pas comparables : Les régions concernées ne sont pas les mêmes et il est impossible, dans le cas de la pratique des fidèles, de ne pas tenir compte des différences de dates, comme il a été fait pour les confréries. Cependant les différences statistiques sont trop fortes pour que l'on ne puisse pas y déceler une évolution générale à tout le diocèse.

Il faut donc en conclure à une diminution de l'assistance régulière à la messe. En usant, très prudemment, des statistiques données, on peut avancer que cette régression s'est faite, non pas au profit d'une abstention générale (assistance médiocre), mais par une dégradation progressive, impliquant une participation un peu moins soutenue à la messe, et surtout, une désaffection pour les cérémonies annexes, notamment les vêpres : " il manque des hommes à la messe, peu de monde à vêpres " (3). Effectivement, la moindre assistance aux vêpres est comme le symbole de cette diminution de l'assistance aux offices : en 1879-96, pour 12,1% des paroisses les vêpres sont peu fréquentées, ce taux s'élève à 22,5% en 1902-08 (4). En outre, il faut noter un dimorphisme sexuel dans l'assistance à la messe, seulement les différentes notations des prêtres ne permettent d'appréhender son importance (5).

Les cartes, n° 31 et 32, sur l'assistance régulière peuvent compléter ces notions.

En 1879-96, les zones de bonne assistance sont en majorité des régions de montagnes : Pilat, Monts du Lyonnais, Monts du Beaujolais seul l'Est de la plaine de Roanne fait exception. Les régions "médiocres" sont le Beaujolais et, en plus ténu, le sillon houiller. La plaine de Roanne est en un état intermédiaire où les vêpres sont peu fréquentées.

La carte de 1902-08 confirme le recul de l'assistance à la messe. Si les régions vraiment médiocres ne se sont pas étendues et se concentrent dans le Beaujolais, dans la Banlieue Ouest de Lyon, le long du Rhône et dans la plaine du Forez; au contraire, les régions jugées "bonnes" se sont rétractées et réfugiées dans les montagnes : Pilat, Ouest des Monts du Lyonnais, Monts du Beaujolais, centre des Monts du Forez. Il y a, en effet, une véritable érosion des bonnes régions, par leurs marges qui se détachent progressivement. Cela est net, comparé à 1879-96, pour la bordure Est des Monts du Beaujolais (ex: Poule), pour le plateau de Pélussin (ex: Pélussin) et la bordure Est de la plaine de Roanne (ex: La Gresle). A ces régions s'ajoutent le plateau de St Bonnet le Château, la région Nord de Montbrison, le Nord-Ouest des Monts du Lyonnais. Le passage, progressif, d'une assistance régulière aux offices à un désintéret pour les vêpres et/ou un détachement des hommes (d'après les cartes, il est difficile de donner un ordre de passage mais le plus logique est celui cité), pour finir à une assistance jugée médiocre, se fait sur deux plans: Un plan historique où il s'effectue dans une même paroisse (ex: Lamure sur Azergues) et un plan géographique par disposition en auréoles de ces différentes étapes des plus hautes altitudes aux plus basses.

2) les explications.

Quelques curés ont tenté d'expliquer les motifs du détachement qu'ils constatent. On peut les répartir en deux ordres d'idées

a) les circonstances locales.

Elles concernent la difficulté pour les paroissiens de se rendre aux offices et sont généralement acceptées par les prêtres qui plaident eux-mêmes la cause de leurs ouailles. Il s'agit de l'hiver qui bloque les paysans des régions de montagne (6), et surtout de l'éloignement des hameaux ou des fermes, dans les pays d'habitat dispersé, qui provoque le plus souvent la non-fréquentation des vêpres, comme à Perreux en 1896 où " les habitants étant disséminés sur une étendue de 4.500 ha, un grand nombre de fidèles ne peut venir deux fois à l'église ", mais, aussi, parfois, l'absence totale à la messe (7).

b) les raisons générales.

En fait, l'éloignement ne concerne que quelques paroisses. La raison principale reste le détachement des populations, la " baisse du sentiment réel " (8), affectant, en premier, les hommes, qui " se dispensent trop aisément " (9). Mais le plus remarquable, consiste dans le fait que les fidèles, sauf dans les régions véritablement détachées, recherchent des prétextes de façade qui permettent une exemption sans reproches ouverts de la part du curé, ce sont les travaux des champs, le mauvais temps, la nécessité de garder la ferme comme à Chenelette où l'assistance régulière est bonne sauf pour " ceux qui se croient obligés de garder les bestiaux " (10). Il existe ainsi une véritable étape intermédiaire, où, dans les régions encore pratiquantes, les fidèles n'osent pas défier, ouvertement, l'Eglise.

II - LES SACREMENTS

Assister à la messe ne suffit pas pour l'Eglise. Ce geste doit être prolongé par celui de la communion, qui constitue l'aboutissement d'une démarche. Mais, manifestement, beaucoup de fidèles s'arrêtent en chemin.

1) la participation aux sacrements.

La question n'est évoquée que dans la visite de 1879-96.

	<u>Bien</u>	<u>Passable</u>	<u>Bien aux Fêtes</u>	<u>Médiocre</u>
1879-96(1)	65	41	77	27
%	31	19,5	36,7	12,8

Seulement 31% des paroisses voient leurs fidèles communier fréquemment or, 64,3% des paroisses ont une bonne fréquentation aux offices. Pour beaucoup, l'assistance à la messe, lorsqu'elle a lieu, est le seul geste religieux quotidien. Mais le plus intéressant réside dans l'évolution que dessine ce tableau: les premiers à se détacher sont les hommes, dans 19,5% des paroisses seules les femmes communient fréquemment, mais la relative faiblesse de ce taux montre que le dimorphisme sexuel dure peu: les femmes se détachent aussi et la communion n'est plus pratiquée qu'aux fêtes (36,7% des paroisses). C'est le stade d'un certain conformisme, et son taux élevé laisse à penser que beaucoup de paroisses restent à ce niveau. Le dernier stade est celui où seules les femmes communient aux fêtes. Le détachement est très prononcé mais ne touche que 12,8% des paroisses. En 1879-96, le diocèse reste encore largement pratiquant.

Carte n° 33, la participation aux sacrements.

La comparaison avec la carte de l'assistance à la messe confirme qu'assister ne veut pas dire participer. Les régions pour

lesquelles l'équation est vraie sont restreintes; il s'agit des Monts du Beaujolais (Amplepuis, Thizy, St Nizier d'Azergues), des Monts du Lyonnais et du Pilat.

La première dégradation, seules les femmes..., a lieu sur les marges de ces régions: dépression houillère, région de Tarare, Montagne Beaujolaise (Monsols), bordure Est de la plaine de Roanne (Charlieu).

Ce sont des régions où l'assistance à la messe est encore bonne. L'imbrication de ces paroisses avec celles qui ne pratiquent qu'aux fêtes confirme l'instabilité du second état de l'évolution. Dans les paroisses ne pratiquant qu'aux fêtes, il y a deux situations: celle où l'assistance à la messe est toujours bonne; région de Tarare, plaine de Roanne, qui correspond à un premier stade de détachement et celle où l'assistance est moyenne ou médiocre: Beaujolais et en partie, la dépression houillère, où règne le conformisme religieux. Seule la région de Beaujeu a atteint le dernier stade de l'évolution. Il est à noter que le désintérêt pour les vêpres correspond avec une pratique des femmes seulement ou à une pratique réduite aux fêtes. Il est bien l'indice d'un détachement des fidèles.

2) Les Pâques.

Si beaucoup de fidèles ne pratiquent pas fréquemment, l'observation des Pâques, par contre, est une obligation à laquelle les chrétiens, même conformistes, se plient plus aisément. La pratique pascalle devient aussi l'occasion d'affirmer son appartenance, plus ou moins forte, à la communauté chrétienne (2).

a) Répartition des paroisses.

Les graphiques, n° 34 et 35, présentent la répartition des paroisses suivant les pourcentages de pascalisants (3) et peuvent donner lieu à trois remarques.

1°/ Les deux visites accusent un très fort dimorphisme sexuel d'ensemble (4). En 1879-96, 66% des paroisses (55,5% en 1902-08) ont plus de 90% de femmes faisant leurs Pâques; pour les hommes, les proportions sont de 29% et 25,8% en 1902-08. La distribution féminine a un schéma de répartition en escalier traduisant un processus de détachement progressif, récent, il y a peu de paroisses à faibles pourcentages. Au contraire, la distribution masculine est plus régulière. C'est l'image d'un détachement plus rapide, plus précoce et plus poussé régionalement.

2°/ Les visites ne sont pas comparables de par leur distribution géographique. Cependant la variation est sensible pour les femmes, ce qui montre une régionalisation plus forte des degrés de pratique alors que pour les hommes le détachement est général au diocèse.

3°/ Les positions des villes sont intéressantes (5). L'écart entre Lyon

et St Etienne est très marqué pour les femmes dont plus de la moitié font leurs Pâques à St Etienne. L'écart hommes-femmes est de 1 pour Lyon, de 3 pour St Etienne et il reste de 3 en 1902-08 malgré une baisse absolue pour les deux sexes. A St-Etienne, les femmes forment un noyau de résistance à la déchristianisation; l'immigration locale à partir des régions pratiquantes, Loire et Haute Loire, explique, en grande partie, ce fait, les femmes gardant plus longtemps les traditions familiales.

b) Régionalisation. Cartes n° 36 à 39.

Ces deux cartes de 1879-96 confirment le dimorphisme sexuel. En ce qui concerne les femmes, toutes les zones de montagne, visitées, sont " bonnes " mais, il y a, en plus, débordement sur la plaine de Roanne, la bordure Beaujolaise et la dépression houillère. Seul le Nord de Lyon est franchement médiocre alors que la plaine de la Saône assure la transition entre bonnes et médiocres régions.

La carte des hommes montre que les régions jugées bonnes se sont considérablement rétrécies et réfugiées dans les zones les plus hautes des monts du Lyonnais et du Beaujolais. Dans cette dernière région, la dégradation est manifeste: le Massif de Tarare et la bordure Ouest se sont effacés au profit d'un niveau moyen alors que quelques îlots médiocres apparaissent. La différence plaines-montagnes n'est donc pas aussi nette que pour les femmes bien que la plaine de la Saône la banlieue Lyonnaise et la dépression houillère s'affirment comme des régions détachées.

En 1902-08, la carte des femmes confirme la bonne tenue de l'ensemble du diocèse. Les régions médiocres (moins de 40%) sont confinées dans la plaine de la Saône, la banlieue Lyonnaise, Stéphanoise et Roannaise. Globalement, les bonnes régions sont les zones de montagne, seuls l'Ouest de la plaine de Roanne et la partie Est de la plaine du Forez font exception traduisant la meilleure tenue de la Loire. Les régions " passables " (40 à 80%) forment un véritable chemin de ronde: bordure de la Saône, plateau Lyonnais, dépression houillère, plaines du Forez et de Roanne en partie.

Cette disposition est la même pour les hommes, mais en plus dégradée. La bordure de la Saône, le plateau Lyonnais, la rive rhodanienne, la dépression houillère, les bordures Ouest des plaines du Forez et de Roanne sont des régions franchement détachées (moins de 40%). On constate une véritable érosion des zones montagneuses qui sont largement entamées: les Monts du Beaujolais, du Lyonnais, du Forez s'effacent au profit de niveaux assez moyens (60 à 80%). Sauf le Pilat, le Plateau de St Bonnet le Château, quelques paroisses, les plus hautes, des monts du Lyonnais et du Beaujolais s'affirment comme de

très bonnes régions (plus de ⁻⁸⁴⁻90%).

Comparée à celle de 1879-96, la situation de 1902-08 ne montre pas de grands changements. On peut noter le détachement plus prononcé, pour les deux sexes, de la dépression houillère et l'érosion, assez légère, pour les hommes, des Monts du Beaujolais. Mais, globalement, les visites, trop proches, ne permettent pas de déceler une évolution sensible.

Les différentes données de la pratique religieuse (assistance à la messe, sacrements) demande à être synthétisées pour brosser un tableau d'ensemble de l'état religieux du diocèse.

CHAPITRE II -

L'ESPRIT RELIGIEUX

Pour tracer un tableau de l'état religieux du diocèse, toutes les variables de la pratique doivent être prises en compte. Les formulaires contiennent tous une rubrique sur l'Esprit Religieux de la paroisse qui donne une description d'ensemble.

Mais il faut tenir compte de la subjectivité des notations. Le curé apprécie ses ouailles d'une manière toute personnelle et il est difficile de réunir, en un ensemble cohérent, ces jugements dont la véracité est difficilement vérifiable, ainsi le curé de Régnié note, en 1827, au sujet de l'esprit religieux, que, s'il était mauvais, " en qualité de pasteur, j'aurais de la répugnance à l'exprimer " (1).

Cette difficulté théorique peut être minimisée si l'on étudie le processus de formation du jugement du prêtre. L'étude de plusieurs paroisses montre que les curés tiennent compte de tous les aspects de la pratique. Voici le cas typique d'Avenas pour la visite de 1879-96 (1) :

<u>Assist.Messe</u>	<u>Sacrements</u>	<u>Pâques</u>		<u>Esprit Religieux</u>
Médiocre	aux fêtes surtout les femmes	H. 66%	F. 98%	Médiocre

Manifestement le prêtre ne s'est pas contenté des Pâques pour émettre son jugement. Mais plus que les sacrements, c'est surtout l'assistance à la messe qui est déterminante comme le montre l'exemple de St Nizier sous Charlieu (2) :

<u>Assist.Messe:</u>	<u>Sacrements:</u>	<u>Pâques:</u>		<u>Esprit Religieux</u>
Bonne	aux fêtes	H. 88%	F. 93%	Bon

Il existe cependant des cas bizarres. Le curé de Beaujeu, par exemple, n'a pas tenu compte des hommes; les voyant si peu sur les

bancs de l'église, il adapte sa vision sur la se le participation des femmes, Mais ces cas sont très rares, les prêtres ont pris en compte toutes les variables de la pratique pour les deux sexes. Certains, même, font preuve de souplesse d'esprit et adaptent leur jugement en fonction des conditions économiques et sociales, L'exemple de Rive de Gier (3) est le plus typique :

<u>Assist.Messe</u>	<u>Sacrements</u>	<u>Pâques</u>		<u>Esprit Religieux</u>
Médiocre	Bien	H.	F.	Bon
		51%	84%	

L'assistance à la messe a peu joué¹ alors que les Pâques se situent à un niveau honorable sans plus. Mais, le prêtre a tenu compte du fait que le travail du dimanche, du fait des usines, est une pratique générale dans la population. Le prêtre a donc véritablement jugé l'esprit, au sens strict, de la population prenant en compte le phénomène de la religion personnelle détachée de tous liens avec le culte. Cet exemple montre qu'il faut tenir compte d'une autre variable : les modes de vie des populations.

I - LES ABUS ET LES VICIES - Carte n° 40

La question n'est évoquée que dans le formulaire de 1879-96. La carte dressée (4) permet de faire apparaître deux types de régions. Le plateau Lyonnais, la dépression houillère et l'Ouest de la plaine de Roanne sont touchés par le travail du dimanche et l'alcoolisme, ce sont des régions fortement industrialisées ou avec forte présence de l'industrie textile.

Par contre, le Beaujolais (monts et bordure), l'Est de la plaine de Roanne, connaissent des abus plus strictement liés au monde paysan: cabarets, danses et fêtes, immoralité. S'y ajoutent des " abus " nouveaux : mauvais journaux, société de secours, mutuelles, qui prouvent l'ouverture des campagnes aux idées nouvelles.

II - L'ESPRIT RELIGIEUX

1) Les cartes n° 41 à 44, permettent de tracer, pour tout le siècle, l'évolution régionale du fait religieux(5).

En 1827-28, les paroisses qualifiées de très bonnes ou bonnes, se trouvent dans la montagne Beaujolaise avec un prolongement sur les monts du Beaujolais, dans l'Ouest des monts du Lyonnais avec

une extension linéaire, par la bordure Ouest des Monts de Tarare, en direction du seuil de Neulise et de la plaine de Roanne (partie Ouest) sur le plateau de St Bonnet le Château. Quelques paroisses, plus dispersées, se situent dans le Pilat et sur le plateau Lyonnais.

Les paroisses de religiosité assez bonne élargissent les régions déjà citées (Monts du Beaujolais, partie Est des Monts du Lyonnais, plaine de Roanne, Sud des Monts du Forez) et se concentrent plus particulièrement dans le Pilat, sur le piedmont Rhodanien et le Sud du plateau Lyonnais.

Les paroisses moyennes ou médiocres, se situent surtout dans les plaines du Forez, de Roanne (partie Nord et Est), de la Saône avec sa bordure Ouest et dans la partie Nord du plateau Lyonnais (6).

Il n'y a pas de corrélation nette entre les zones religieuses et les régions naturelles (montagne-plaine...).

La carte de la visite de 1841-55 traduit deux phénomènes:
1°/ Un approfondissement très net des massifs: le Sud du Forez, le Pilat, l'Est des monts du Beaujolais et du Lyonnais sont devenus de bonnes régions.

2°/ Une conquête des plaines: notamment le Nord et l'Est de la plaine de Roanne et la bordure de la plaine de la Saône. Il faut ajouter la partie Nord du plateau Lyonnais.

Il y a donc une amélioration sensible dans tout le diocèse, aucune région n'est restée réfractaire. Les paroisses les plus "mauvaises" se réfugient le long de la Saône avec un niveau supérieur à celui de 1827.

La carte de 1890 marque un reflux. Si les zones de montagnes, la dépression houillère et la plaine de Roanne n'ont pas bougé, la partie Nord du plateau Lyonnais et surtout le Beaujolais connaissent une dégradation, c'est toute la bordure Est du diocèse qui se détache.

En 1902-08, une adaptation est en cours: celle de la carte religieuse avec le relief. En effet, le détachement des régions de basses altitudes se poursuit. Il s'amplifie dans le Beaujolais en direction de la bordure montagneuse, et touche le plateau Lyonnais et la banlieue de la ville, il se dessine sur le sillon Rhodanien (médiocre vers Pierre Bénite et Givors, moyen vers Condrieu, assez bon vers Pélussin). De même, la plaine du Forez est revenue à un niveau comparable à 1828 mais son évolution séculaire est inconnue. Enfin, la plaine de Roanne connaît aussi une relative dégradation après une bonne tenue sur tout le siècle.

A l'inverse, les régions de montagnes quelquefois assez moyennes en

1827, mais gagnées par l'Eglise en 1841-55, restent encore intactes en 1902-08. Les cas les plus nets sont ceux du plateau de St Bonnet le Château, du Pilat et de la partie Est des Monts du Lyonnais.

En fait, si la corrélation relief-religiosité se dessine, elle est, en même temps, battue en brèche par deux observations: la bonne tenue de la moitié Est de la plaine du Forez et, ce qui est plus étonnant, celle de la dépression houillère notamment autour de Rive de Gier; la dégradation, toute relative, des monts du Forez, de Tarare et du Beaujolais.

L'adaptation de l'esprit religieux avec le relief est un point d'équilibre dépassé avant d'être atteint.

L'histoire régionale de la vie religieuse a donc connu deux phases successives : une extension maximale des " bonnes " régions touchant toutes les zones du diocèse, suivie d'un reflux progressif aboutissant à un cantonnement, très relatif, dans les régions de montagne.

2) La vie religieuse des populations

Ce paragraphe est construit sur les observations des prêtres, il est donc largement tributaire de leurs préjugés, de leurs mentalités.

Sur l'intensité de la vie religieuse de leurs ouailles, les prêtres sont assez laconiques; surtout au début de la période. Cependant il est possible de dégager une évolution de l'attitude des populations vis à vis de la foi.

En 1827-28, les cas de paroisses globalement indifférentes sont rares et concentrés dans les plaines comme celle du Forez où le prêtre de Foncins note : " foi engourdie, beaucoup d'ignorances, .../...

dustrialise, que le niveau de la religiosité soit considéré, par les prêtres, comme satisfaisant sur tout le siècle. Le recrutement de la main d'oeuvre, dans les régions agricoles et pratiquantes, contribue fortement au maintien du culte même si la foi fait défaut.

En 1841-55, les cas de paroisses indifférentes ont disparu. Même dans les plus " mauvaises " régions, les indifférents deviennent minoritaires, ainsi à Beaujeu où il y a " de la foi, de la piété dans une bonne partie de la population mais un certain nombre, surtout parmi les hommes, ne donne aucun signe de religion " (9). Même si une certaine amélioration n'est pas niable, on peut douter de la profondeur du retour à la foi manifesté en ce milieu du XIX^e lorsqu'on constate que ces régions (plaine du Forez et de la Saône avec sa bordure, sillon rhodanien) sont les premières à se détacher dès 1879-96 au plus tard. Pourtant, les réflexions des prêtres du sillon rhodanien, en 1827, montrent qu'ils ne désespèrent pas non seulement de ramener les paroissiens à l'observation des devoirs religieux, mais aussi de les entraîner vers une dévotion marquée. A ce titre, le commentaire du curé de Bully est remarquable : " tout est en état d'amélioration dans cette paroisse non seulement dans le culte extérieur mais aussi pour toutes les pratiques religieuses, on remarque en particulier un renouvellement de zèle pour l'instruction et la fréquentation des sacrements " (10). Mais il est difficile de conclure avec quelques cas particuliers et il est tentant de penser que le sillon rhodanien fut moins réfractaire à l'action de l'Eglise que le Beaujolais.

Les autres régions, sont le plus souvent, en 1841-55, définies comme bonnes, mais qu'est ce que la religiosité pour les prêtres ? Il semble que les critères fondamentaux soient la bonne fréquentation des sacrements et l'assistance régulière aux offices (11) alors que la participation aux oeuvres est considérée comme un couron-

nement, symbole de la dévotion. Mais les formulaires restent très laconiques sur la question, cependant l'évolution ultérieure peut laisser penser à un approfondissement de la foi dans la majeure partie du diocèse vers le milieu du siècle.

En effet, on constate une modification des jugements dès la visite de 1879-96. Modification due à une plus grande exigence des prêtres ou/et à une baisse du sentiment réel menant à un conformisme extérieur. Ces changements affectent surtout les campagnes même celles jugées " bonnes " : les sacrements sont assez bien fréquentés, l'assistance à la messe est satisfaisante (voir les statistiques où un bon tiers des paroisses en 1879-96 ont une participation des sacrements aux fêtes) mais les prêtres ont des doutes sur la profondeur du sentiment religieux : " le plus grand nombre a conservé la pratique des devoirs essentiels mais peu de dévotion " (12). Doutes qui ont beaucoup d'analogies avec ceux émis par quelques prêtres en 1827-28. Or, manifestement, ce conformisme est une étape dans le détachement religieux : " il peut y avoir déchristianisation progressive des esprits et des consciences dans la stabilité des pratiques et le maintien d'un conformisme extérieur " (13).

Alors que les campagnes religieuses du milieu du siècle s'engagent, très progressivement, au début du XX^e, dans la voie de ce conformisme extérieur, une nouvelle évolution se fait jour dans les villes et dans les zones rurales restées assez réticentes à l'Eglise (plaine du Forez et de la Saône, bordure du Rhône) : le conformisme saisonnier se développe au grand jour et apparaît dans les formulaires. Pour la grande majorité des populations concernées, la participation aux sacrements et l'assistance à la messe sont abandonnées. Il se crée alors un divorce entre ces indifférents et les quelques habitants restés fidèles à l'Eglise ne formant qu'une minorité, comme à Neuville où l'on trouve " une masse d'indifférents, un groupe de sectaires et ... un petit noyau de personnes vraiment chrétiennes " (14).

Mais la masse de la population n'est pas complètement détachée. Elle retrouve le chemin de l'église pour les grandes étapes de la vie, comme à Verrières où " tous font baptiser et faire la première communion à leurs enfants, pas de mariage, ni d'enterrement civil " (15). L'enseignement religieux reste un acquis culturel pour ces populations et le respect des grandes cérémonies s'inscrit dans la volonté d'observer les coutumes des ancêtres (16). Le refus des sacrements lors des derniers instants est considéré, par le prêtre, comme le critère décisif pour décider de l'appartenance des populations à la communauté catholique. Or, dans tous les cas cités, le

refus des sacrements n'est jamais mentionné: "on ne meurt pas sans sacrements " note le curé de Civrieux d'Azergues (17), paroisse indifférente, ce qui lui fait dire qu' "il y a encore de la religion ". Le deuxième critère de jugement des prêtres est l'attitude des paroissiens vis à vis de l'Eglise : or, ces paroisses sont, en leur très grande majorité, non hostiles, se contentant d'une indifférence pratique et morale. Elles n'ont pas franchi le dernier stade du détachement religieux qui mène à la rupture complète avec l'Eglise ; seuls quelques " sectaires " (14) ont véritablement rompu (quelques cas d'enterrements civils sont signalés à la fin du siècle), mais, d'après les témoignages des prêtres, ils ne forment que des groupes minoritaires dans des paroisses indifférentes. En fait, aucune région ne s'affirme ouvertement en rupture de ban avec l'Eglise.

Outre cette évolution qualitative de la religion des fidèles, les prêtres ont noté d'autres caractéristiques. La première est la différence de pratique entre les deux sexes. Cette différence est mentionnée dans tous les formulaires mais à des degrés moindres : très rarement en 1841-55, plus fréquemment en 1827-28 et surtout à la fin du siècle.

Basée sur des fondements psychologiques (émotivité de la femme, besoin de direction et d'appui; exaltation dans les cérémonies, attrait du merveilleux (18)), encouragée par la morale sociale (la pratique est gage de moralité de la femme), la pratique féminine contraste de plus en plus avec l'abstinence des hommes alors que l'affadissement de la piété pousse à la féminisation de la religion à la fin du siècle (19).

La deuxième caractéristique relevée par les prêtres concerne les divergences sociales. Les prêtres ne s'étendent pas sur le cas des paysans; même réduite au conformisme extérieur, leur foi paraît toujours plus sûre que celle des ouvriers ou de la Bourgeoisie.

Les ouvriers sont, généralement, détachés mais à des degrés très variables : à Villefranche, par exemple, en 1843 " les ouvriers pratiquent " d'avantage que la bourgeoisie et nous avons vu le cas de St Chamond où la population tient aux signes extérieurs du culte. Il n'empêche que, progressivement, le détachement s'effectue : à la fin du siècle, ils apparaissent comme perdus pour l'Eglise (20).

La bourgeoisie a une évolution plus complexe. Dans la première moitié du siècle tout au moins, il faut parler des bourgeoisies.

En effet, les procès-verbaux donnent des descriptions contradictoires de l'attitude des " bourgeois ". Il y a la bourgeoisie voltairienne qui " met rarement les pieds " à la messe se singularisant ouvertement, ainsi à Villefranche, si les paysans et même les ouvriers pratiquent, par contre, " le barreau ne pratique pas, le commerce peu " (21) . Cette bourgeoisie reste fidèle aux idéaux de la Révolution. Mais quelques cas de bourgeoisie pratiquante sont mentionnés, comme à St Martin d'Estreaux (22) où elle " se conduit bien ".

La Révolution de 1848 jette, progressivement, la grande majorité de la bourgeoisie dans les bras de l'Eglise. Au début du XX^e, " la bourgeoisie est très religieuse " (23); les prêtres sont unanimes pour saluer, en elle, un des plus solides appuis de l'Eglise.

Devant ces évolutions, quelle fut la réaction des prêtres? Elle reste constante: seule l'action du curé, la pastorale, peut ramener les égarés à l'Eglise. Ont-ils eu raison ?

LES CAUSES D'UNE DECHRISTIANISATION

Parler de la déchristianisation du diocèse implique qu'auparavant il fut chrétien. Or, le " mythe de la France Chrétienne" (1) est loin d'être prouvé. En évoquant une déchristianisation, il est fait allusion à un processus constant auquel l'Eglise doit faire face, particulièrement au XIX^e.

Les prêtres évoquent les causes de la désaffection des fidèles. Ces données vont nous permettre de mieux saisir la vision du prêtre.

I - LA VISION DU PRETRE

En regroupant les données explicatives autour de trois thèmes on obtient le tableau suivant (2) :

Les forces hostiles :	les hommes :	19	} 51
	les idées nouvelles :	11	
Les faits de civilisation (industrie...):		21	-

Dans son combat perpétuel contre le mal, le curé de campagne doit, avant tout, faire face à l'hostilité de quelqu'uns: querelles de personnes mais aussi querelles d'idées. Les facteurs de civilisation sont moins présents à l'esprit des prêtres et puisque " c'est la faute aux méchants " (3), en préconisant sans cesse le recours à la pastorale, qui doit et peut vaincre les propagateurs du mal, les prêtres restent logiques avec eux-mêmes. L'Eglise du XIX^e croit en l'efficacité de son action évangélique.

II - RECHERCHE EXPLICATIVE

S'en tenir aux explications des prêtres ne suffit pas, une étude des causes du détachement religieux du XIX^e demande un essai d'explication globale.

A / LES FORCES HOSTILES

Incarnées dans des hommes, des idées, des institutions, les forces hostiles ont une action directe, dans le détachement religieux, mais d'une intensité très variable.

1) les hommes.

Il existe toute une gradation dans l'hostilité ou, du

moins, l'indifférence vis à vis de l'Eglise.

a) Les chrétiens hostiles font l'objet de quelques attaques. Parmi eux, les jansénistes (4) (15,8% des explications sur l'action des hommes) sont mentionnés dans la première moitié du siècle; mais, présents dans quelques paroisses seulement, leur action est insignifiante ne visant pas, d'ailleurs, un détachement religieux.

Les protestants sont plus durement attaqués (10,5% des explications...), le XIX^e siècle est en effet un siècle d'hostilité réciproque entre les deux confessions (5), ainsi le curé d'Unieux (6) en 1888, accuse les protestants d'entretenir des habitants dans l'indifférence. Or, l'industrialisation provoque l'arrivée d'ouvriers, Alsaciens ou Allemands, et d'Ardèchois, dans les villes industrielles et la vallée du Gier où des communautés assez nombreuses se forment (7); mais, là aussi, le phénomène reste très localisé et les effets minimes.

b) Les paroissiens hostiles sont plus dangereux. Présents dans toutes les paroisses, ils affichent, plus ou moins, leur incroyance et des prêtres mentionnent toujours ces quelques "sectaires" qui leur mènent la vie dure. Au premier rang de ceux-ci se place "l'anti-curé du village" (8), le cabaretier, qui reçoit 21% des explications détaillées sur le thème des hommes. L'action négative du cabaret s'effectue sur 3 plans: il constitue pour le curé une rude concurrence le dimanche, lors des offices; il entretient "l'immoralité" et "la recherche du plaisir" par les danses et les fêtes organisées, c'est ainsi qu'à St André la Côte, "les cabarets dérangent la jeunesse" (9); enfin et surtout, le cabaret peut être un centre d'opposition à l'Eglise où se répandent et se discutent les nouvelles idées du moment. Pour apprécier l'intensité de son action, il faut noter deux faits: le cabaret est, avant tout, une affaire des campagnes; en ville, d'autres facteurs sont considérés comme plus importants.

Inquies? Des trois reproches qui lui sont adressés, il semble que les prêtres insistent surtout sur le troisième: le facteur d'irreligion; le curé, blâme l'alcoolisme et les fêtes mais reste impuissant, par contre sur l'absence à la messe et l'irreligion, le prêtre ne transige pas; la carte n° 40, sur les abus et vices, montre une concentration de tous ces défauts dans le Beaujolais où le cabaret est nommément désigné comme responsable. L'influence du cabaret semble, en fait, variable: s'installant en véritable contre-pouvoir dans les régions religieusement "tièdes", il devient plutôt un centre larvé d'opposition, s'il en est un, dans les "bons" pays, accusant ainsi les différences régionales.

c) En fait, la plus redoutable menace vient des migrants (52,6% des développements sur le thème des hommes). Les curés voient arriver avec terreur ces déracinés véhiculant des idées suspectes.

Parmi les étrangers de passage, seul le marchand, le colporteur, peut avoir une influence véritable, comme à Fleurie, en 1827, où la jeunesse est exposée " aux mauvaises doctrines répandues par les marchands de vin qui fréquentent cette paroisse " (10). Mais les bohémiens, bateliers, soldats (11), qui restent en groupe, en marge, puis repartent, ont peu d'effets sur les populations. Ce qui n'est pas le cas s'ils retournent dans leur pays d'origine. Dans le diocèse, le cas est manifeste pour les bateliers ; en effet, la carte des pascalisants-hommes, en 1902-08, est très caractéristique pour les bords du Rhône : tous les ports fluviaux (12) sont affectés d'un taux de pratiques médiocres.

Ceux qui s'installent définitivement, ont une influence plus grande sur la religiosité de la paroisse d'accueil. Dans un premier temps ces hommes, pour la plupart des ouvriers attirés par l'industrialisation des zones rurales, vivent en marge formant un noyau d'irreligion comme à Chazelles (13), en 1904, où seuls les ouvriers chapeliers sont un sujet de mécontentement pour le curé. Lorsque les contacts s'établissent, les curés s'inquiètent : celui de Pélussin, en 1903, accuse les étrangers de travailler la population alors que celui de St Georges de Baroille (14) les rend responsables de tous les désordres. L'influence de ces hommes est indéniable or, en ce siècle de dispersion de l'industrie, ce sont presque toutes les campagnes du diocèse qui sont touchées, seules les hauteurs des Monts du Forez et la montagne Beaujolaise sont relativement épargnées.

2/ Les idées nouvelles

a) Si l'on excepte les simples querelles de personnes, les hommes sont les supports d'idées plus ou moins neuves.

Dans la première moitié du siècle, l'intolérance du clergé provoque une réaction libérale. Les prêtres évoquent, quelquefois d'un mot, les libertins du village, instituteur ou cabaretier, qui prolongent le XVIII^e et sont leurs ennemis personnels.

A la fin du siècle, le rationalisme et l'idée de progrès sont déjà bien implantés dans les campagnes ouvertes au monde extérieur par l'exportation des produits agricoles, ainsi aux Chères, en 1903, le curé note que ses ouailles sont " bien absorbées par le culte du gain d'où l'inobservance du repos dominical, leur évangile est le

progrès " (15).

Mais dans les paroisses industrialisées se développe un autre courant : le socialisme. Il apparaît dans les procès-verbaux de 1879-96 et s'épanouit en 1902-08. C'est ainsi qu'à Villars, en 1903, " Les ouvriers sont travaillés par la doctrine " (16) alors que plus inquiet, le curé de Blacé avoue "qu' esprit révolutionnaire " (17) se fait jour.

La conséquence de cette diffusion d'idées nouvelles apparaît dans le domaine politique où, en 1902-08, les décisions sont évoquées par les prêtres. Cette situation déplaît aux curés qui y voient un obstacle à leur action et par conséquent une cause du développement de l'indifférence comme à St Didier sous Rochefort, en 1905, où l'esprit religieux est encore assez bon " malgré divisions et haines politiques qui sont bien nuisibles " (18). En effet, à l'époque où l'un des grands sujets de discordes reste celui de la religion, le prêtre doit, parfois, choisir; il n'est plus, dès lors qu'un membre d'une " faction " villageoise.

b) La presse constitue le deuxième moyen de diffusion des idées. Mais, seule la " mauvaise " presse a une action négative. Elle a son terrain d'action privilégié dans les pays de foi tiède, anticléricaux de tradition: le Beaujolais est l'exemple type où sévit le journal " Lyon Républicain " (19), porte parole des radicaux opportunistes dont le cheval de bataille est l'anticléricalisme. Cependant, dans cette région la "mauvaise" presse n'a pas à convaincre un public qui l'est déjà. Il en est de même dans les paroisses ouvrières détachées où s'implante "le Progrès", porte parole des ouvriers lyonnais et des milieux socialisants et devenant le premier journal de la région en 1896 (19).

Par contre l'action de la presse est plus décisive dans les pays en voie de détachement où les idées s'affrontent, comme à St Martin la Plaine où " la mauvaise presse fait du mal, mais la grande majorité reste chrétienne " (20).

Dans les campagnes chrétiennes, la " mauvaise " presse pénètre peu, laissant la place aux journaux catholiques, comme le " Nouvelliste ", qui entretiennent les populations dans leur foi.

Ainsi la presse accuse en premier lieu, les différences régionales ne jouant un rôle corrosif que dans les régions indécises, mais l'impulsion première n'est pas son fait.

3) L'école

Curieusement, l'école n'est jamais invoquée par les prêtres comme étant un facteur de détachement. En fait, on a vu que, jusqu'aux années 1880, l'Eglise contrôle largement l'école, alors qu'ensuite, l'image d'Epinal de l'instituteur hostile est loin de la réalité, plus nuancée. Ces faits peuvent expliquer le silence des prêtres. Il n'en reste pas moins que l'école laïque a pu, à long terme, développer un certain rationalisme facteur d'incrédulité. En même temps, la différence d'éducation entre filles et garçons (surtout à la fin du siècle) entre pour beaucoup dans l'explication du dimorphisme sexuel constaté dans la pratique religieuse.

B/ LES FAITS DE CIVILISATION

Les hommes et les idées ne sont que les reflets d'une civilisation. Celle-ci, en se transformant, modifie la société et les mentalités.

1) Les moyens de communication

Ils ne constituent pas une cause de détachement en eux-mêmes, mais plutôt, une condition permissive à l'action des hommes, des idées, des transformations économiques. Les prêtres les évoquent dès le premier tiers du siècle mais dans les régions de basses altitudes comme à St Just sur Loire, en 1838, où " le port (a) amené des étrangers qui excitent le zèle et la patience de Mr le curé " (21).

Avec les chemins de fer, l'ouverture des campagnes s'amorce. Le rail apporte des techniques des hommes et de nouvelles idées brisant, ainsi, l'autarcie culturelle des villages traversés alors que l'exode rural est facilité.

C'est ainsi que la ligne Roanne-Lyon par Tarare et le trafic empruntant la vallée de la Brévenne expliquent, en partie, le détachement des Monts de Tarare.

2) Les transformations économiques

a) industrialisation et urbanisation

Dans l'action des hommes nous avons vu comment une paroisse qui s'industrialise peut basculer dans l'irreligion. Il reste à voir comment le paysan qui arrive en ville, abandonne toute pratique.

Le migrant qui s'installe est cantonné dans les faubourgs, les liens sociaux se brisent et le travail du dimanche l'éloigne de

l'église. Alors que le besoin d'un dieu protecteur se fait moins sentir (religion agraire des paysans), l'ancien paysan " regarde autour de lui et puisque la pratique est minoritaire, il se réfugie dans l'abstention " (22) n'osant pas se singulariser. Avec le temps, l'ouvrier se détache complètement et prend conscience de sa spécificité : il n'a plus rien à voir avec la religion, ainsi à Panissières le curé note que " depuis 1870 les grèves l'ont rendu (l'esprit) moins religieux " (23). Un exemple de ce processus est décelable dans le massif de Tarare où Amplepuis, Thizy.... ont, dès 1879-96, des taux médiocres de pascalisants, or, ce sont ces villes qui accueillent la première vague d'émigration paysanne des années 1880.

Au début du XIX^e, le phénomène est différent, le cas de St Chamond montre que des migrants pratiquants, qui ne rencontrent pas dans la paroisse d'arrivée une majorité d'indifférents, peuvent garder longtemps, au moins le besoin d'un conformisme extérieur.

b) Les transformations des campagnes

L'ouverture des plaines et bordures sur la spéculation agricole est un facteur fondamental et constant : en 1827, le curé d'Amplepuis note que les fidèles sont " beaucoup détournés (de leurs devoirs religieux) par les communications qu'ils ont chaque année avec les paroisses voisines pour le débit des productions de leurs terroirs " (24). L'accélération du processus d'ouverture de ces pays, dans la deuxième moitié du siècle, accentue la réticence religieuse.

A la même période, les nouveaux moyens de communication et la demande urbaine facilitent une conversion, progressive, des campagnes traditionnelles dans l'élevage qui met à bas les contraintes communautaires. L'exemple typique est celui de Chavanne où quelques habitants ne vont plus à la messe depuis qu'ils portent le lait, le dimanche, à St Chamond - (25)

Ce schéma reste général, au niveau local il est clair que les facteurs ont eu des intensités variables. Si l'industrialisation est l'explication fondamentale du détachement de la dépression houillère, des villes textiles, des banlieues Lyonnaise et Stéphanoise, ce facteur a très peu joué dans le Beaujolais par exemple, où l'indépendance de travail des vigneron est corollaire d'une indépendance d'esprit. Ici ce sont les contacts, les idées, acheminées par la presse le cabaret, les marchands, qui ont joué. Dans les campagnes traditionnelles, la cohésion des communautés villageoises, et ce, surtout dans la Loire (26), explique leur résistance (cas très intéressant de la

plaine de Roanne). Seules des transformations profondes comme l'industrialisation rurale, l'ouverture des campagnes, le changement de mode de culture peuvent entamer cette cohésion.

Dans ce panorama explicatif, la prise en compte d'un élément fondamental s'impose :

C/ L'ACTION DE L'EGLISE

Les structures ecclésiastiques, l'action du prêtre, ont-elles été efficaces ?

1) Les Structures ecclésiastiques (26')

a) La répartition défectueuse du clergé; La pastorale ne peut pas se faire convenablement sans un nombre suffisant de prêtres. Nous avons déjà vu la différence de répartition entre Lyon et le reste du diocèse vers 1876. Mais cette différence se fait aussi sentir pour les autres villes du diocèse. Voici quelques exemples:

	Année	nbre Hab.	prêtre vicair		nbre hab./ 1 prêtre	Pâques	
						H. %	F. %
Givors	1888	11.000	1	2	3.666	10,7	36,5
Roanne	1895	33.000	2	6	4.125	11,3	61,1
Larajasse	1888	2.100	1	3	525	99,1	99,6
(St Symphorien s/Coise)							
Charentay (Belleville)	1892	817	1	1	408	10	50

Les différences sont flagrantes. L'Eglise a choisi de desservir avant tout les campagnes, il y a un prêtre au moins par village, et ne s'est pas adaptée aux modifications des densités de population de la seconde moitié du siècle. Arrivé dans les villes industrielles du diocèse, le paysan ne trouve pas un accueil équivalent à celui du monde rural pour l'encadrer et le maintenir dans sa foi.

Cependant, les taux de pascalisants, en ville, ne montrent pas de corrélation avec le nombre de prêtres, il en est de même pour les campagnes où il ne semble pas que l'Eglise ait fait une distinction entre bonnes et mauvaises régions.

En fait, un bon encadrement des prêtres n'est pas une condition suffisante pour la pratique.

b) Les communautés religieuses.

Nous avons vu le rôle important que jouent les communautés

dans les paroisses. Or, si l'on compare les cartes d'implantation des communautés avec celles de l'Esprit Religieux, quelques faits apparaissent : l'implantation (1827-28 et 1841-55) s'effectue en priorité dans les bonnes régions. Au milieu du siècle seule la bordure de la Saône n'est pas encore vraiment touchée mais on a vu les réticences de la population à ce sujet.

Cette défectuosité dans l'implantation a pu être préjudiciable pour la tentative d'approfondissement de la foi entreprise par l'Eglise dans la première moitié du siècle. Mais l'action des communautés est-elle déterminante ? Dans les deux dernières visites l'implantation des soeurs est quasi générale alors que des régions connaissent un rapide détachement. De plus la différence constatée, pour l'intensité de l'implantation, entre moitié Nord et moitié Sud ne se retrouve pas dans le fait religieux.

En fait l'implantation des structures ecclésiastiques ne dépend pas seulement de la simple volonté de l'Eglise. Le comportement des paroissiens est une condition primordiale.

c) les moyens financiers de l'Eglise

Pour subvenir à sa tâche, l'Eglise a besoin de moyens financiers, or nous avons vu que ces derniers viennent, en grande partie, directement des fidèles.

La comparaison des cartes des fondations et de l'Esprit Religieux est assez décevante. Dûes, bien souvent, à une minorité, elles permettent à l'Eglise de se doter de moyens financiers même en pays hostiles. L'exemple le plus caractéristique est celui du Beaujolais en 1879-96 (cartes n° 6 et 43). Dans ce pays qui se détache, s'effectue une concentration de fondations à revenus élevés dûes à une minorité aisée. Peut on y voir la marque du retour à la religion d'une certaine bourgeoisie ?

La comparaison de l'esprit religieux avec la recette annuelle de la Fabrique devrait être plus significative puisque tous les paroissiens sont, ici, concernés. En fait, pour l'exemple, unique, de 1827-28, on peut déceler une certaine corrélation entre bonnes régions et recettes élevées mais elle reste faible, par contre, les paroisses médiocres connaissent généralement des recettes de fabrique faibles. Quant à celles qui ne donnent pas le montant de leurs recettes, il n'y a pas de réponse unique : " oubli " , refus de régler le sixième à cause des frais de réparations (plaine de Roanne) ou par

volonté délibérée de ne point payer (Beaujolais).

En ce qui concerne la situation financière de la fabrique en 1827-28 et 1841-55, il n'y a pas de corrélation avec l'esprit religieux. A cette période les réparations et constructions sont un facteur déterminant et l'explication se situe au niveau de chaque paroisse: peu ou pas de réparations, sacrifice du curé, aide du gouvernement....

De ces remarques il ressort que les moyens financiers ne sont pas étroitement dépendants de la religiosité. Même s'il y a une corrélation mauvaise région-faible revenu, cela n'a pas empêché l'Eglise de recevoir des moyens adéquats.

d) Les édifices du culte

Au début du XIX^e siècle, l'Eglise a besoin d'édifices restaurés pour assurer un culte décent. Les réparations et les constructions sont le produit, indirect ou direct, de la contribution financière des populations. La religiosité a-t-elle joué un rôle moteur ?

La remise en état des églises est contemporaine d'une phase de conquête des campagnes par l'Eglise mais la foi est elle vraiment le facteur déterminant surtout dans les pays détachés auparavant? Il faut tenir compte du conformisme, de la volonté des ruraux d'avoir un curé, une église décente. Il est donc difficile de connaître les véritables motivations.

La carte des constructions, n° 21, peut amener des précisions : en ce qui concerne les zones de reconstruction complète on peut avancer, en comparant avec les cartes de l'esprit religieux, que les églises de la banlieue lyonnaise doivent plus aux notables qu'au peuple, ce qui semble moins vrai pour les monts du Beaujolais et sa bordure Ouest. Toutefois il faut là aussi tenir compte de paramètres non strictement religieux: rivalité de clocher, pauvreté économique... Dans le Beaujolais et le Nord Ouest de la plaine de Roanne où les paroisses se sont contentées, le plus souvent de réparations, alors que la situation est assez mauvaise en 1827, peut on faire intervenir la "tiédeur" religieuse ? La multiplicité des situations empêche toute réponse précise.

De toutes façons, l'Eglise dispose au milieu du siècle d'édifices rénovés et ce dans toutes les régions.

La répartition des structures ecclésiastiques n'a pas accentuer les différences régionales de religiosité. Si l'Eglise, au niveau de la répartition des prêtres, a privilégié les zones rurales sur les villes, elle s'est donnée, ou a reçu, des moyens identiques pour la pastorale des campagnes.

L'action des prêtres semble, dès lors, un facteur fondamental pour expliquer les responsabilités éventuelles de l'Eglise dans le détachement religieux.

2) L'action du prêtre.

a) L'enseignement reste la tâche primordiale du prêtre. En comparant les cartes sur le nombre de catéchisme, les enseignants de l'école primaire et l'esprit religieux on peut faire quelques remarques. En 1827-28, il n'y a pas de corrélation nette entre les paroisses médiocres et les catéchismes à nombre de jours réduit. Cependant une évolution se marque. Dans les paroisses médiocres de 1827-28, le nombre de jours de catéchisme a augmenté en 1841-55.

Mais l'augmentation n'est pas limitée à ces paroisses. En fait, il y a une double volonté : développer l'enseignement pour ramener les populations à l'Eglise et pallier ~~à~~ l'absence d'instituteurs religieux. Lorsque ceux-ci enseignent, le nombre de jour diminue (cas de la moitié Sud dès 1841-55). Ainsi les prêtres ont su répondre à la nécessité de développer l'enseignement; mais les lois des années 1880 constituent un obstacle à la pastorale.

Le développement des écoles libres reste une solution imparfaite: l'Eglise cherche tout d'abord à garder les bonnes régions et surtout la fréquentation des écoles montre des nuances régionales grossièrement corrolaires de celles de l'esprit religieux. Ainsi des différences régionales, dans l'action de l'Eglise, apparaissent; mais elles sont tardives.

b) Puisque le prêtre en tant que tel a su remplir son rôle (développement de l'enseignement mais aussi de l'encadrement par les confréries et les oeuvres), est l'homme qui peut être à l'origine d'un détachement des populations.

Le comportement coléreux de certains prêtres a-t-il eu des effets sur la religiosité ? Il semble que cela varie avec l'esprit religieux des régions. Dans une zone tiède ou détachée, un tyranneau à l'église peut renforcer les populations dans leur indifférence

alors qu'il ne provoque qu'une réaction de répulsion épisodique dans les paroisses religieuses.

Le comportement moral du prêtre semble être par contre plus important. Les plaintes à ce sujet se concentrent dans le premier tiers du siècle, ainsi à Salles le prêtre note que " c'est la paroisse du canton qui laisse le plus à désirer sous ce rapport (l'esprit religieux) : grand amour pour les plaisirs qui, loin d'avoir été combattu, avait même été entretenu par le curé qui vient de mourir. " (27). La situation enviée du curé après le concordat est à l'origine de l'entrée dans la prêtrise d'hommes à la foi incertaine. En fait, il y a eu une amélioration du niveau intellectuel du clergé et la carte des séminaristes, comparée à celle de l'esprit religieux, montre, que ceux-ci sortent en majorité de régions pauvres certes mais religieuses. Le mauvais comportement moral du curé n'est pas une explication d'ensemble pour le siècle.

Par contre, la pression financière constante de l'Eglise sur les fidèles a pu contribuer à les éloigner du culte ; mais cela ne joue vraiment que dans les régions déjà indécises.

L'alliance politique de l'Eglise avec la "droite", dans la deuxième moitié du siècle, pour la défense de la religion peut être aussi une cause de détachement surtout dans les régions républicaines et réticentes à la religion. Dans les paroisses républicaines mais religieuses, les conséquences sont moindres pour la pratique; par contre l'Eglise, en tant qu'institution, est contestée ainsi en La Chapelle en Lafaye, le curé note au sujet des paroissiens: " Très bons pour les pratiques chrétiennes mais inféodés aux députés anti-religieux. Ils considèrent que la politique est une chose tout autre que la religion et ils ont une grande défiance du prêtre " (28).

Un facteur de détachement plus important réside dans l'exigence des prêtres sur la moralité de leurs ouailles. La volonté des curés de contrôler les fêtes, de supprimer les désordres, d'occulter les croyances populaires, peut créer un anticléricalisme de la part des populations attachées à leurs coutumes (29). Ce rigorisme moral, qui exige aussi la séparation des sexes dans les écoles et qui lutte contre l'onanisme (30), entraîne l'éloignement des hommes. Enfin, le reproche de matérialisme des populations, comme à Vaux où les paroissiens sont " préoccupés avant tout des intérêts matériels " (31), au moment où la résignation, prônée par l'Eglise, fait place à l'idée de progrès et de bonheur terrestre (32), ne peut que provoquer

un mouvement de répulsion d'autant plus fort que la foi est chancelante.

En ce qui concerne plus particulièrement les villes et le monde ouvrier, il faut souligner l'inadaptation mentale d'un clergé sorti en majorité des zones rurales. Les réflexions des prêtres donnent l'impression que ceux-ci n'ont jamais tenté d'encadrer les masses urbaines. Lorsqu'un curé avoue dans le questionnaire que l'esprit religieux de sa paroisse est mauvais, il rajoute aussitôt : "paroisse ouvrière ", comme si cela suffisait pour qu'il garde bonne conscience.

Ainsi, une fondamentale différence d'aptitude se manifeste. Même face à la réticence ou à l'hostilité des populations, le prêtre de campagne peut agir efficacement : l'essor religieux du milieu du siècle prouve la faculté, de l'Eglise, de s'adapter aux conditions rurales traditionnelles. Par contre, face aux transformations économiques et sociales, l'Eglise reste impuissante par le retard de ses structures (monde urbain) et de ses mentalités (régions en transformation), par le poids de ses habitudes : messe en latin....

En espérant constamment regagner les âmes par le moyen de la pastorale, les prêtres du XIX^e se placent, mentalement, dans un monde rural traditionnel. Ils n'ont pas vu ou/et pas voulu voir que, progressivement, il s'estompait.

Au terme de cette étude, une vision de l'évolution séculaire de la vie religieuse du diocèse s'impose. L'étude de la pratique religieuse nous a fait entrevoir une évolution de la religiosité. Le tableau et le graphique suivant donnent une idée plus précise de ce mouvement.

Afin d'éviter l'inconvénient de la non concordance géographique des visites qui, par conséquent, ne peuvent être comparées telles quelles, il a été nécessaire de ne conserver que les paroisses ayant été visitées au moins trois fois de 1827-28 à 1902-08. Ceci permet de donner aux statistiques une plus grande crédibilité.

Le critère choisi est celui de l'esprit religieux, seul mode d'appréciation du fait religieux utilisé sur tout le siècle (1). La carte n° 45, permet d'apprécier la distribution géographique des paroisses retenues. Toutes les régions sont concernées sauf la plaine du Forez, la distribution privilègue légèrement le Rhône mais les conditions physiques, économiques et sociales ont la diversité souhaitée pour atteindre la vision la plus juste possible.

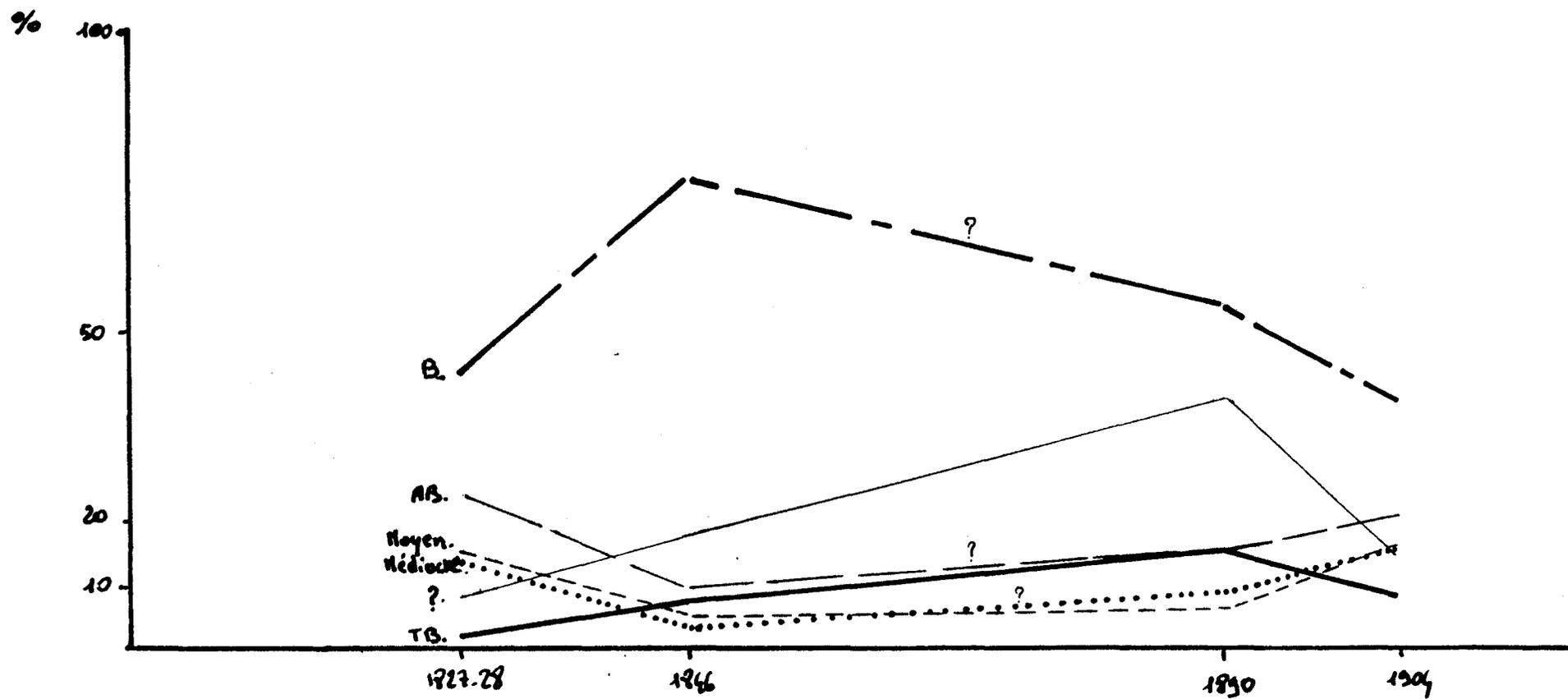
	<u>1827-28</u>	<u>1841-55</u>	<u>1879-96</u>	<u>1902-08</u>
Très Bon (2)	2	11	16	12
%	1,8	7,6	15,2	8,3
Bon	74	110	58	60
%	44,6	75,9	55,3	41,4
Assez Bon	41	13	16	32
%	24,7	8,9	15,2	22,1
Moyen	25	7	6	17
%	15,1	4,8	5,7	11,7
Médiocre	23	4	9	24
%	13,8	2,8	8,6	16,5

La première moitié du siècle est une période de grand essor religieux: la part des paroisses "bonnes" ou "très bonnes" passe de 46,4% du total en 1827-28 à 83,5 % en 1841-55.

A la sortie de la Révolution et de l'Empire, une grande partie de la population est née, a vécu, sans pratiquer pendant dix ans et l'Eglise de la première décennie du XIX^e n'est pas en mesure d'assurer véritablement sa tâche. La religion des populations du premier tiers du siècle est alors "spontanée" (3), livrée à elle même, avec un développement des fêtes agraires et des superstitions dû à un

L'EVOLUTION DE "L'ESPRIT RELIGIEUX" DANS LE DIOCESE DE LYON .

(1827-1828 - 1902-1908)



niveau d'instruction très bas (4). Le clergé rigoriste de ce temps tente en vain bien souvent de réprimer ces tendances. Malgré le rétablissement des cultes, la pratique n'est pas unanime : la bourgeoisie continue, dans l'ensemble, sur la lancée du XVIII^e et de la Révolution alors que les premiers ouvriers et les paysans aisés s'en tiennent à un pur conformisme extérieur versant même quelquefois dans l'indifférence.

Depuis Mgr FESCH, l'Eglise a entrepris un grand effort de rénovation de ses structures. Un recrutement massif de prêtres tente d'estomper les effets de la Révolution, clergé âgé et paroisses non desservies, tout en essayant d'améliorer leurs niveaux moral et intellectuel.

A la même période, une grande phase de réparations dote le diocèse d'édifices rénovés dès 1840 alors que l'Eglise achève d'inculquer aux populations, les conceptions d'une élite bien pensante au sujet de la place des morts dans la vie quotidienne.

Pour assurer l'entretien des structures ecclésiastiques, la gestion des biens de l'Eglise devient un problème important. Une remise en ordre est imposée et les prêtres n'hésitent pas à préconiser des augmentations de charges dûes par les populations.

A partir des années 1815-20, le curé est secondé par les religieux dont le développement est rapide. Les soeurs investissent, progressivement, les villages et les écoles alors que la méfiance envers les laïcs poussent les prêtres à compléter cet encadrement par celui des frères.

Ainsi l'Eglise a su s'adapter aux conditions nouvelles, mais ceci n'aurait pas suffi sans l'avènement d'une religiosité particulière (5). Sous la pression du romantisme et des prêtres ruraux, l'écart entre le prescrit et le vécu se réduit : La dévotion ~~ultra-mo-~~ntaine réussit à s'allier avec la sensibilité populaire (6). L'Eglise reprend à son profit les besoins (dieu protecteur) et les sentiments populaires, les encadrent, les guident en mettant l'accent sur les sacrements, les célébrations, le culte marial (développement de la Confrérie des Enfants de Marie) qui remplace les dévotions suspectes. Ces dernières sont aussi combattues par le développement du catéchisme relayé par l'école primaire dont le réseau est en place au plus tard vers 1841-55.

C'est le moment où l'esprit religieux atteint le niveau, connu, le plus élevé du siècle : 83,5% de bonnes paroisses et une extension géographique maximale avec quelques îlots, marginaux, de réticence.

Mais, en fait, il semble que le maximum de l'essor soit à placer dans la décennie postérieure à la visite de 1841-55. Une preuve peut être fournie par la courbe des constructions d'églises dont l'allure générale est la même que celle de l'esprit religieux. (Cela doit confirmer l'hypothèse que le peuple a largement participé, dans la plupart des régions, aux constructions. On peut alors avancer que le maximum de ferveur religieuse est à placer dans les années 1850 environ (le graphique ne tient pas compte de cette hypothèse).

Les visites de 1879-96 et 1902-08 marquent un net recul de la religiosité : 70,5% de bonnes paroisses dans la première visite (mais ce chiffre est à minimiser du fait de la distribution géographique de la visite concentrée surtout dans les régions de montagnes) et 49,7% en 1902-08 où l'on retrouve, grossièrement, les niveaux de 1827-28. Ces chiffres sont la traduction de la crise que connaît l'Eglise à partir des années 1880.

En premier lieu, elle doit subir les attaques d'une nouvelle administration. Les lois scolaires de FERRY la privent d'un aspect essentiel de la pastorale: l'enseignement et le développement des écoles libres, même réussies, ne constitue qu'une demi-solution; désormais une distinction se crée entre culture et religion. Enfin, au début du siècle, les lois contre les congrégations privent les prêtres d'auxiliaires indispensables.

Mais la défaillance des structures ecclésiastiques n'explique pas tout. La dévotion ultramontaine ne trouve plus le même écho dans les populations (7), surtout parmi les hommes alors que se développent rationalisme et scientisme dont les tenants ironisent sur les pratiques populaires.

Dans les régions réticentes en 1827, ramenées à l'Eglise vers 1850, le succès a été peu durable : le Beaujolais, le Piedmont Rhodanien, la plaine du Forez se détachent rapidement. Ce mouvement s'étend aux autres régions : l'ouverture des campagnes par l'industrialisation, l'exode, les contacts avec les étrangers entraînent une baisse de la pratique. Les vêpres et les sacrements sont progressivement, dans le temps et géographiquement, abandonnés; la messe

subissant même une certaine désaffection dans les populations pressées d'améliorer leurs conditions d'existence.

Au début du XX^e, les bonnes paroisses se sont réfugiées dans les régions de montagne, à l'abri des bouleversements du temps, où la cohésion villageoise, la pression sociale maintiennent les populations dans les traditions culturelles. Ces faits expliquent la résistance des plaines et bordures montagneuses de la Loire qui ne se détachent que très progressivement.

Outre cette désaffection progressive des campagnes, l'Eglise doit aussi faire face à la déchristianisation du monde urbain. L'insuffisance des structures ecclésiastiques, un désintéret mental des prêtres pour ce monde réprouvé, l'opposition de l'Eglise aux tentatives ouvrières de promotion sociale (association, sociétés mutuelles...) qui risquent de bouleverser l'édifice social voulu par Dieu, provoquent l'éloignement des ouvriers de l'Eglise alors qu'une large fraction de la bourgeoisie retourne aux pratiques religieuses et s'allie avec l'Eglise pour la défense d'un ordre commun.

Impuissante à répondre aux aspirations nouvelles, l'Eglise conserve cependant son ascendant sur les femmes qui restent le seul facteur de maintien des traditions. Par elles, l'éducation et la morale chrétienne subsistent dans les familles de pratique saisonnière.

L'étude du XIX^e ne prend un véritable intérêt que lorsqu'elle est placée dans le cadre général de l'histoire de la chrétienté. A ce titre, deux remarques peuvent être avancées.

La première concerne l'extrême lenteur de l'évolution des campagnes. Ainsi, la visite pastorale de 1378-1379, effectuée dans le diocèse, fait apparaître une forte différence d'intensité de la pratique religieuse entre le Forez et le Beaujolais (8). De même, la ferveur des Monts du Lyonnais peut s'expliquer par le "travail en profondeur" des missionnaires Lazaristes aux XVII^e et XVIII^e (9).

A la différence des campagnes, l'évolution urbaine est très rapide. A l'aube du XX^e, de nouvelles générations de prêtres tentent d'adapter l'Eglise aux conditions économiques et sociales du moment, en développant une pastorale active auprès des populations (cas très caractéristique du vicaire de Givors).

Dès lors, deux questions se posent. En ce qui concerne les campagnes, la lenteur de l'évolution peut faire apparaître l'essor

religieux du milieu du siècle comme un accident momentané mais aussi, et surtout, elle peut faire douter de l'importance des facteurs de détachement propres au XIX^e (Révolution, nouvelles idées, contacts... Seule une étude du XX^e, en montrant la progression du détachement religieux dans les "bonnes régions", peut confirmer l'idée, communément admise, qu'il s'est produit un véritable changement dans l'Histoire religieuse du diocèse.

Quant aux villes, l'Eglise a-t-elle su prolonger les premières tentatives du début du XX^e et réagir véritablement face aux nouveaux problèmes urbains?

INTRODUCTION

- (1) La volonté de couvrir le plus grand nombre de paroisses nous a conduit à l'étalement 1902-1908. Après 1908, il n'y a rien de conséquent avant 1910-1911.
- (2) Taux de représentativité des visites servant à l'établissement des chiffres:
- | | | | | |
|-----------|-----|--------------------|------------|---------------------|
| 1827-1828 | 408 | paroisses visitées | soit 61,8% | des paroisses (660) |
| 1841-1855 | 272 | | 41,2 | |
| 1879-1896 | 234 | | 35,4 | |
| 1902-1908 | 450 | | 66,2 | (680) |

Il faut compléter ces données par celles sur l'étendue géographique des visites.

Archiprêtres visités: (48 au total)

1827-1828	43	archiprêtres	soit 89,6%	
1841-1855	48		100	
1879-1896	25		52,1	Moitié Nord du diocèse
1902-1908	30		62,5	Moitié Sud du diocèse

Par leur étendue géographique, les deux premières visites pourront faire l'objet de comparaison directe notamment en ce qui concerne les statistiques. Les deux autres visites donnent des aspects plus régionalisés des questions envisagées.

- (3) G. CHOLVY : "Religion populaire" et " interiorisation du christianisme " : les pesanteurs de l'historiographie. in La Religion Populaire, 1972, p 178.
- (4) G. LE BRAS : "Déchristianisation, mot fallacieux". Lettre au colloque d'histoire religieuse de Lyon 1963, Cahiers d'Histoire, 1964, p 93.

LE PAYS ET LES HOMMES

- (1) S. JOMAND : La longue marche vers le diocèse de Saint-Etienne, 1978, p 9.
- (2) G. GARRIER : Paysans du Beaujolais et du Lyonnais, 1973, p 16.
- (3) M. DEVUN : Géographie du département de la Loire, 1944, p 13.
- (4) M. DEVUN : op. cit., p 26.
- (5) J. SCHNETZLER : les industries et les hommes dans la région de Saint-Etienne, 1976, p 16.
- (6) M. DEVUN : Géographie., p 43.
- (7) G. GARRIER: Paysans du Beaujolais..., p 16 à 17.
- (8) M. DEVUN : Géographie., p 48.
- (9) G. GARRIER : Paysans du Beaujolais., p 17 à 19.
- (10) M. DEVUN: Géographie., p 40.
- (11) M. DEVUN: op. cit., p 44.
- (12) M. DEVUN: op. cit., p 50.
- (13) J. SCHNETZLER: les industries et les hommes., p 18.
- (14) G. GARRIER: Paysans du Beaujolais., p 18 à 19.
- (15) G. GARRIER: op. cit. p 46 et 464., J. SCHNETZLER: les industries p.82
M. CROZE : Tableaux démographiques et sociaux INSEE 1976, 216 p, p 12.
- (16) A. LATREILLE (dir): Histoire de Lyon et du Lyonnais, 1975, p 409.

- (17) Les répartitions des pays, suivant les densités, sont faites grace aux cartes de Mr G. GARRIER: paysans du Beaujolais.,1973, t II, cartes 6,7,8,34,46 et de Mr SCHNETZLER: les industries et les hommes...p 56 et 81.
- (18) A. LATREILLE (dir): Histoire de Lyon et du Lyonnais, p 420.
- (19) G. GARRIER: Paysans du Beaujolais...p 485.
- (20) J. SCHNETZLER: les industries et les hommes..., p 112 à 115.
- (21) G. GARRIER (dir) : Paysans du Beaujolais, tome II, cartes n°8 et 46.
- (22) A. LATREILLE (dir): Histoire de Lyon...p 409.
- (23) G. GARRIER: Paysans du Beaujolais... p 134 à 135.
- (24) J. SCHNETZLER: les industries et les hommes... p 84.
- (25) A. LATREILLE (dir): Histoire de Lyon...p 413.
- (26) M. DEVUN: Géographie... p 40.
- (27) A. LATREILLE (dir): Histoire de Lyon...,p 44.
- (28) M. DEVUN: Géographie...,p 79.
- (29) A. LATREILLE (dir): Histoire de Lyon..., p 412.
- (30) J. SCHNETZLER: les industries..., p 43.
- (31) M. DEVUN: Géographie..., p 87 à 99.
- (32) A. LATREILLE: Histoire de Lyon...,p 415.
- (33) J. SCHNETZLER : les industries... ,p62.
- (34) A. LATREILLE: Histoire de Lyon...p416 à 419.
- (35) J. SCHNETZLER: Les industries...,p 110.
- (36) A. LATREILLE: Histoire de Lyon..., p 396.
- (37) G. CHOLVY: Géographie religieuse de l'Hérault Contemporain, 1968 p 31, citation de F. BOULARD.
- (38) Nous empruntons, pour le Rhône, le regroupement des cantons en régions naturelles et économiques à Mr. G. GARRIER: Paysans de Lyon... p 464.
- (39) A. LATREILLE: Histoire de Lyon... cartes 21 et 22.
- (40) A. LATREILLE : op. cit. p 41.
- (41) A. LATREILLE: op. cit. p 418.
- (42) M. DEVUN: Géographie... , p44.
- (43) J. SCHNETZLER: les industries...,p 56 et 75.
- (44) M. DEVUN: Géographie... p 48.
- (45) J. SCHNETZLER: les industries... p 57.
- (46) J. SCHNETZLER: op. cit. p 65.
- (47) M. DEVUN: Géographie... p 43.
- (48) M. DEVUN: op. cit. p 30.
- (49) J. SCHNETZLER: les industries... p 108.
- (50) M. DEVUN: Géographie... p 50.
- (51) J. SCHNETZLER: Les industries... p 57.
- (52) M. DEVUN : Géographie... p 33.
- (53) M. DEVUN: op. cit. p 28.

L'HISTOIRE DU DIOCESE AU XIX^e SIECLE

- (1) Pour tout ce paragraphe se reporter à :
A. LATREILLE : Une question de l'administration du diocèse de Lyon 1814-1839, R.H.E.F., T. XXX, 1944 p 54-93.
- (2) A. LATREILLE (dir) Histoire de Lyon et du Lyonnais, 1975, p 336.
- (3) A. LATREILLE : op. cit. p 339.
- (4) A. LATREILLE : op. cit. p 337.
- (5) A. LATREILLE : op. cit. p 346.
- (6) A. LATREILLE : op. cit. p 388.
- (7) A. LATREILLE : op. cit. p 346.
- (8) A. LATREILLE : op.cit. p 353.
- (9) A. LATREILLE : op. cit. p 359.
- (10) J. DECHELETTE : Vie du Cardinal Caverot, Archevêque de Lyon, 1890, p 340.
- (11) A. LATREILLE : Lyon et le Lyonnais 1975 p 359.
- (12) A. LATREILLE : op. cit. p 360.

Les Questionnaires de Visite.

- (1) G. LE BRAS : Etudes de Sociologie religieuse, 1955, tome I p 234.
- (2) J. GADILLE (dir): Répertoire des visites pastorales de la France 1970, tome I, p 356 à 358.

LE CLERGE SECULIER

- (1) Question: combien y a-t-il de jeunes gens dans les séminaires?
- (2) Visite pastorale 1896, archiprêtré de Neuville.
- (3) VP Vouigny (Charlieu). M.OZOUF : l'école, l'Eglise et la République, 1963, p 260.
- (4) Dans les I^{ère} et III^{ème} parties, il sera fait un commentaire descriptif de chaque carte. Le commentaire explicatif interviendra en III^{ème} partie.
- (4) Chiffres communiqués par M.GADILLE, ce dont nous le remercions.
- (5) V.P. 1890, (St Nizier d'Azergues).
- (6) Thizy.
- (7) V.P. 1827, (Beaujeu).
- (8) Pour établir l'âge des prêtres, nous avons pris pour année théorique de visite : 1827.
- (9) L'année théorique est 1846 telle que 50% des visites se sont déroulées avant ou pendant cette année et 50% pendant ou après. Dix prêtres n'ont pas donné leur âge.
- (10) C. MARCILHACY: Le diocèse d'Orléans, 1962, p 105.
- (11) P. SOUMILLE: La vie religieuse dans le Rhône..., 1948, p 425.
- (12) J.M. MAYEUR : L'histoire religieuse de la France..., 1972, p 147.
- (13) 22 femmes n'ont pas donné leurs âges.
- (15) %: nombre de parents/nbre total servantes: 411 en 1827, 299 en 1841-55, 483 en 1902-08.
- (16) %: nombre de la catégorie/nbre total parents.
- (17) V.P. 1834, Anse.
- (18) P. SOUMILLE ; La vie religieuse dans le Rhône..., p 430.
- (19) Rapport de Gouthe-Soulard à Foulon, cité dans J. GADILLE: la pensée et l'action politique des évêques..., 1967, p 158.
- (20) J.M. MAYEUR : l'histoire religieuse de la France..., p 175.
- (21) A. LATREILLE : Une question de l'administration du diocèse de Lyon..., R.H.E.F., 1944, p 64.
- (22) Noirétable.
- (23) V.P., 1842, Boën.
- (24) L.GALLARD: Eglise riche ou Eglise pauvre ?... Bull. de la Soc. d'Hist.mod., 1971, p 3.

- (25) (Boën).
- (27) VP 1851, Ambierle, (St Haon le Chatel).
- (28) VP 1827, St Médard, (Chazelles).
- (29) V.P. 1827.
- (30) V.P. 1839, Marols, (Soleymieux).
- (31) Lyon et St Etienne sont exclus. Revenus non précisés : 21 fondations en 1827, 26 en 1841-55, 18 en 1879-96. La question n'est pas évoquée en 1902-08.
- (32) % / nbre de paroisses.
- (33) % /nbre de fondations chiffrées : 91 en 1827, 65 en 1841-55 et 82 en 1879-96.
- (34) V.P. 1827, (Boën).
- (35) V.P. 1834, (Anse).
- (36) (Boën), (Condrieu), (Soleymieux).
- (37) " 50 centimes par glas ou chaque coup de sonnerie dans les cérémonies religieuses " Pourtant ce poste ne figure pas dans les recettes. (?)
- (38) 248 paroisses (60,8%) n'ont pas répondu dont celles de St-Etienne. Les autres visites ne donnent pas de chiffres.
- (39) Les prêtres répondent même si le sixième est payé, en 1827.
- (40) Parmi les paroisses qui ne répondent pas, beaucoup font, à la place un développement sur la situation. On peut, alors, essayer de répondre à leur place. Les notes laconiques de 1851-55 ne le permettent pas. Lyon et St Etienne sont exclus.
- (41) V.P. 1827, St Vérand, (Bais d'Oingt).
- (42) V.P. 1827, (St Germain Laval).
- (43) V.P. 1827, Chevrières, (Chazelles).
- (44) Longes ne donne pas les dépenses qui sont incomplètes à Aillieux.
- (45) Le total effectif est de 532,13 francs.
- (46) La fabrique a, en fait, donnée un douzième du produit des bancs.
- (47) Pas de réponses : 115 paroisses en 1827, 114 en 1841-55. Lyon et St Etienne sont exclus. Les visites de 1879-96 et 1902-08 n'évoquent pas la question.
- (48) cf. Chap III.
- (49) V.P. 1849, Juré, (St Just en Chevalet).
- (50) V.P. 1839, (Boën).
- (51) V.P. 1839, Bussy Albieux, (Boën).
- (52) H.M. HILAIRE : la vie religieuse dans le diocèse d'Arras... p 358. et L. GALLARD : Eglise riche... p 5.
- (53) V.P. 1879, (Givors) . Depuis 1884, la commune n'est plus obligée de compléter le traitement des vicaires si la fabrique peut le faire. E.LECANUET : Histoire de l'Eglise sous la III^e Rép... p 354.
- (54) 135 paroisses ont répondu.
- (55) L.GALLARD : Eglise riche ... p 6.
- (56) V.P. 1890, (Villefranche s/Saône).
- (57) V.P. 1889, (L'Arbresle).
- (58) 1.200 francs après 20 ans de service, et 8.000 francs pour un médecin en Anjou cf L. GALLARD : Eglise riche... p 6.

LES CONGREGATIONS RELIGIEUSES

- (1) Communauté : associations limitées a un diocèse ou un groupe de diocèses mentionnés dans le décret d'autorisation; dûes à des initiatives locales. cf P. ZIND : L'enseignement religieux... p 57. Dans les P.V le terme est employé pour les congrégations.
- (2) G. LE BRAS : Etudes de sociologie religieuse... p 388.
- (3) Chiffres communiqués par M. GADILLE.
- (4) A. LATREILLE : Histoire de Lyon... p 342.
- (5) J. MAURAIN : La politique ecclésiastique du II^e Empire, p 71.
- (6) J. MAURAIN : op. cit. p 116.
- (7) J. MAURAIN : op. cit. p 464.

- (8) M. OZOUF : l'école, l'Eglise... p 260.
- (9) P. ZIND : Les nouvelles congrégations de frères enseignants... p 116, 124, 210, 216 et 421.
- (10) V.P 1827, (St Laurent de Chamousset).
- (11) V.P 1829, Sauvain, (St Georges en Couzan).
- (12) V.P 1827, (Belleville).
- (12) J. MAURAIN : la politique... p 297.
- (13) (Firminy, l'Arbresle).
- (14) Nombre de paroisses sans communauté. % / nbre total.
- (15) Nombre de paroisses recensées. Lyon et St Etienne sont exclus.
% / nbre total de paroisses : 180 en 1827, 238 en 1841-55 et 208 en 1879-96 pour les femmes. 11,71 et 70 pour les hommes.
- (16) A cause de la Séparation, il n'est pas possible de faire des statistiques précises pour 1902-08 les réponses du genre " il n'y en a plus " ne peuvent qu'aider à faire une carte de l'implantation.
- (17) Ce sont les Petits Frères de Marie, mais ils sont appelés communément maristes par la population.
- (18) Il est difficile de déceler l'origine, pour la grande majorité : soeurs de Lyon.
- (19) chiffre fort hypothétique.
- (20) P. ZIND: Les nouvelles congrégations... p 315.
- (21) cf la carte de P. ZIND: op. cit. tome II, carte n° 26.
- (22) Le but était de dresser un tableau avant les lois sur les congrégations, mais il est inévitable que des erreurs et des absences figurent.
- (23) V.P 1903, Chavannay, (Pélussin).
- (24) V.P 1904, St Cyr les Vignes, (Feurs).
- (25) V.P 1905, (St Nizier d'Azergues).

LES EDIFICES DU CULTE

- (1) V.P 1838, Ste Foy St Sulpice, (St Germain Laval).
- (2) les cartes dressées ont une légende plus complexe pour faire apparaître la variété des situations. Au niveau des chiffres, seules les grandes tendances sont nécessaires.
- (3) 362 paroisses ont répondu sur 450.
- (4) P. SOUMILLE : La vie religieuse dans le Rhône... p 409.
- (5) Remise en état ne veut pas dire construction, ce que nous verrons plus loin.
- (6) Il faut souligner la relativité des notations, ainsi la répartition des églises en réparations ou réparées ne peut être complète. Une église jugée bonne peut avoir été réparée quelques temps auparavant.
- (7) (La Pacaudière).
- (8) V.P 1834, (Anse).
- (9) V.P 1827, (Rive de Gier).
- (10) (St Laurent de Chamousset).
- (11) (Givors).
- (12) (Bourg Argental).
- (13) (St Jean Soleymieux).
- (14) Nous verrons dans la IIIième partie si le sentiment religieux et l'état des églises ont un rapport quelconque. ?
- (15) (St Georges en Couzan).
- (16) la question apparaît en 1902_08. En complétant ces années avec les formulaires suivants, je suis arrivé au chiffre de 567. Lyon et St Etienne sont exclus.
- (17) Nous verrons en conclusion si cette hypothèse est exacte.

- (18) Les dates données par les prêtres sont, en grande majorité, celles des inaugurations. Il y a donc un décalage entre ces dates et la décision de construire, l'autorisation du gouvernement et le début des travaux. D'après quelques exemples, on peut fixer cet intervalle à 5 ans au minimum. Il faut donc décaler le graphique vers la gauche du nombre d'années correspondant tout en ayant à l'esprit la variété des situations.
- (19) V.P 1839, Lure, (St Germain Laval).
- (20) V.P 1829, Soleymieux (St Jean Soleymieux).
- (21) V.P 1834, Belmont. Depuis 1884, les communes ne sont plus obligées d'intervenir si la fabrique est jugée capable de financer seule.
- (23) J. MAURAIN : La politique... p 58.
- (24) J.M. MAYEUR : l'histoire religieuse... p 21.
- (25) (St Chamond). La grande période des constructions se situe sous l'épiscopat de Mgr DE BONALD, (1839-70) qui porte un intérêt particulier, dans ses visites, à l'architecture romane et gothique, aux richesses artistiques de chaque église. Or, il faut noter qu'à la même époque, Mgr DUPANLOUP fait preuve du même intérêt dans son diocèse d'Orléans : le romantisme est à la mode. cf C. MARCILHACY : le diocèse d'Orléans... p 227. A. LATREILLE salue le cardinal DE BONALD comme étant le grand restaurateur du diocèse cf Histoire de Lyon...p 342.
- (26) (St Nizier d'Azergues).
- (27) La question n'est pas évoquée en 1879-96.
- (28) P. ARIES : L'homme devant la mort, p 544.
- (29) V.P 1827, Salles, (Villefranche s/Saône).
- (30) V.P 1827, St Martin d'Estreaux, (La Tacaudière).
- (31) P. ARIES : L'homme devant la mort p 545.
- (32) V.P 1829, (Condrieu).
- (33) V.P 1827, (Beaujeu).
- (34) Les " vieux " cimetières forment l'exception et apparaissent aux yeux des prêtres comme des scandales.
- (35) V.P 1827, Marcour, (Boën).
- (36) V.P 1829, Belmont.
- (37) P. ARIES : L'homme ... p 546.
- (38) V.P 1839, Grézieu le Fromental, (Montbrison).
- (39) V.P 1839, Arthun, (Boën).
- (40) V.P. 1904, (St Galmier).
- (41) V.P 1905, Lafond, (Lamure).
- (42) V.P 1903, Chazelles.
- (43) V.P 1905, St Sorlin, (Montbrison).
- (44) V.P 1905, (St Genis Laval).
- (45) Montbrison.
- (46) Ancinges, 1890, (Belmont) : le cimetière est changé mais le nouveau aura le lieu réservé.
- (47) V.P 1890 St Charles, (St Etienne). Les villes ont été plus rapides à appliquer la loi et, par conséquent, les prêtres à changer de pratique.
- (48) V.P 1905, (St Haon le Chatel).
- (49) P. ARIES : L'homme... p 509.
- (50) Ces chiffres ne donnent qu'une évolution et non des grandeurs véritables, des prêtres pouvant omettre de signaler ce fait.
- (51) V.P 1834, (Bois d'Oingt).
- (52) V.P 1827, (St Jean Soleymieux). La volonté de respecter les traditions, et le refus de dépenses supplémentaires expliquent ces oppositions.
- (53) C. MARCILHACY : le diocèse d'Orléans ... p 236.
- (54) V.P 1896, St Joseph en Beaujolais, (Beaujeu).

LES MISSIONS ET LES OFFICES. LE CATECHISME

- (1) Nombre de paroisses, % / 432 paroisses ayant répondu
- (2) G. BABOLET : Les chartreux de Lyon, 98^e congrès national des sociétés savantes p 129-137.
- (3) V.P 1904, (Neuville).
- (4) V.P 1905, (Noirétable).
- (5) V.P 1905, (St Haon le Châtel).
- (6) P. ZIND : L'enseignement religieux... p 70.
- (7) V.P 1842, St Jean Bonnefonds, (St Etienne).
- (8) V.P 1849, (St Haon le Châtel).
- (9) Des prêtres inscrivent " tous les jours", mais pour certains il ne s'agit que de la semaine alors que pour d'autres le dimanche est inclus d'où l'impossibilité de séparer les deux jours (6,7). Les nombres de paroisses sont: 318, 214 et 213; Lyon et St Etienne sont exclus.
- (10) En 1902_08, le nombre de jours n'est pas indiqué.
- (11) E. GILSON cité par P. ZIND : L'enseignement... p 69.
- (12) P. ZIND: op. cit. p 71.
- (13) (St Rambert Sur Loire).
- (14) V.P 1827, (Monsols).
- (15) V.P 1905, Lamure.
- (16) (Thizy).
- (17) V.P 1888, Unieux, (Le Chambon Feugerolles).
- (18) V.P 1895.
- (19) M. OZOUF : l'école, l'Eglise... p 134.
- (20) V.P 1904, (Vaugneray).
- (21) St Etienne et Roanne.
- (22) P. JACOLIN : La vie religieuse dans l'Ain en 1805 p 174.
- (23) J. DECHELETTE : Vie du Cardinal CAVEROT, p 340.

L ' ECOLE

- (1) A. PROST: Histoire de l'enseignement p 92 et 103.
- (2) A. PROST : op. cit. p 91.
- (3) A. PROST : op. cit. p 165.
- (4) A. PROST : op. cit. p 166 et 93.
- (5) (St Laurent de Chamousset).
- (6) V.P 1828, Perreux.
- (7) 1834, (Beaujeu).
- (8) V.P 1851, Ranchal, (Thizy).
- (9) P. ZIND : L'enseignement ... p 133.
- (10) V.P 1834, (Beaujeu) Il est à noter que ce sont des ambulants.
- (11) V.P 1838, (Montbrison).
- (12) (Beaujeu).
- (13) V.P 1839, (Condrieu).
- (14) V.P 1857, (Montbrison).
- (15) A. PROST : Histoire de l'enseignement ... p 133.
- (16) A. PROST : op. cit. p 136.
- (17) V.P. 1839, St Just en Chevalet.
- (18) Noirétable.
- (19) V.P 1850, Lacenas, (Villefranche).
- (20) Chazelles.
- (21) (Anse).
- (22) A. PROST: Histoire de l'enseignement... p 179.
- (23) (Vaugneray).
- (24) V.P 1827, Lamure.
- (25) A. PROST: Histoire de l'enseignement... p 163.
- (26) A. PROST : op. cit. p 174.
- (27) J. MAURAIN : La politique... p 955.
- (28) A. PROST : Histoire de l'enseignement... p 139.
- (29) M. OZOUF ; L'école, l'Eglise... p 140.
- (30) P. ZIND : L'enseignement... p 149.
- (31) P. ZIND : op. cit. p 150.

- (32) Les statistiques suivantes ne donnent pas le nombre d'enseignants. En 1827-28 et 1841-55, les réponses sont fréquemment de ce genre : " écoles tenues par des soeurs " " des soeurs au village, des femmes dans les hameaux ". Les chiffres se basent alors sur les nombres de classes ou d'écoles tenues par des laïcs ou des religieux. En 1827-28 et surtout en 1841-55, il ne s'agit que d'écoles pour les garçons: il n'y a qu'une sorte d'enseignants dans les paroisses alors qu'il s'agit de classes pour les filles, mais en 1879-96, il ne s'agit plus que d'écoles. Vu les effets de la Séparation, il a été impossible d'établir des statistiques pour 1902-08. Les nombres de paroisses ayant une école sont 370, 276 et 230.
- (33) Nombre d'écoles ou de classes recensées.
- (34) A. PROST : Histoire... p 182.
- (35) A. PROST : op. cit. p 192.
- (36) V.P 1895.
- (37) V.P 1890 , (St Germain Laval)
- (38) V.P 1889, (Tarare).
- (39) M. OZOUF : L'école, l'Eglise... p 145.
- (40) Par les différences entre les deux visites, ces chiffres ne sont à prendre qu'avec d'extrêmes précautions . Il donne un ordre de grandeur.
- (41) A. PROST : Histoire... p 146.
- (42) Très bon esprit, bon esprit, pas mauvais esprit, mauvais esprit, très mauvais esprit. Nombre d'hommes: 114, nombre de femmes: 77. Les archiprêtres d'où sont tirées les notations sont: St Héand, St Bonnet le Château, St Etienne, St Chamond, St Genest Malifaux, Bourg Argental, St Rambert sur Loire, Rive de Gier, St Galmier, Montbrison, Boën, Pélussin, St Jean Soleymieux, St Georges en Couzan. Ce sont tous des archiprêtres de la Loire.
- (43) V.P 1905, (St Georges en Couzan).
- (44) V.P 1904, Boisset St Priest, (St Jean Soleymieux).
- (45) V.P 1891, (St Nizier d'Azergues).
- (46) V.P 1903, (Rive de Gier).
- (47) A. PROST : Histoire... p 182.
- (48) J. DECHELETTE: Vie du Cardinal... p 340.
- (49) V.P 1904, (Neuville).
- (50) Soit 64 écoles de filles et 35 de garçons. Pour 1902_08, la Séparation empêche tout calcul véritable, je me suis abstenu de donner des pourcentages qui n'ont pas grande signification puisque des écoles sont supprimées, d'autres créées. La carte dressée est fortement imprécise, elle ne donne qu'un aperçu, dégradé par les suppressions, de la situation avant les lois.
- (51) Les chiffres concernent le nombre total d'élèves filles et garçon. Ils ne correspondent pas avec la carte où les % sont faits pour chaque sexe.
- (52) V.P 1905, (L'Arbresle).
- (53) V.P 1904, (St Rambert).
- (54) A. PROST: Histoire... p 207.
- (55) V.P 1903, Givors.
- (56) V.P 1905, (Noirétable).
- (57) V.P 1905, (Pélussin).
- (58) A. PROST: Histoire... p 181 et J.MAURAIN: la politique... cartes en annexe.

CONFRERIES

- (1) G. LE BRAS; Etudes de Sociologie religieuse... tome II p 422.
- (2) G. LE BRAS: op. cit. p 438 et P. SOUMILLE: La vie religieuse... p 439.
- (3) % : taux de couverture des paroisses visitées par la confrérie.

- (4) Moyenne confrérie: entre 20 et 100 paroisses; petites confréries: moins de 20 paroisses. 3 par ex: nombre de confréries pour la catégorie concernée.
- (5) Soit 12 et 25 paroisses qui ne forment pas de zones précises.
- (6) R. DAVOS: Quelques aspects de la vie religieuse dans le diocèse d'Annecy. Cahiers d'histoire, 1966, p 65.
- (7) P. JACOLIN : La vie religieuse dans l'Ain en 1805. p 183.
- (8) V.P 1903, (Rive de Gier).
- (9) V.P 1906, (Belleville).
- (10) V.P 1905, (St Genis Laval).
- (11) V.P 1905, (Boën).
- (12) V.P 1904, (Neuville).
- (13) V.P 1904, St Barthelemy Lestrat, (Feurs).

OEUVRES

- (1) Soit 4 et 17 paroisses sans régionalisation précise.
- (2) Entre 20 et 100 paroisses, moins de 20 pour les petites.
- (3) A. LATREILLE: Histoire de Lyon... p 344.
- (4) % : nombre d'adhérents / population totale 8 par ex: nombre de paroisses.
- (5) V.P 1903, (Mornant).
- (6) V.P 1896, (Neuville).
- (7) V.P 1905, (Montbrison).
- (8) V.P 1891, (St Chamond).

LE ROLE DU CURE

- (1) G. LE BRAS : Etudes de sociologie religieuse T I p 309.
- (2) (Anse).
- (3) V.P 1834, (St Just en Chevalet).
- (4) V.P 1834, (Anse).
- (5) Y.M. HILAIRE : L'Eglise dans le monde rural, le XIX^e. Recherches Sociales, 1971, p 8 - 9.
- (6) (St Rambert sur Loire).
- (7) G. CHOLVY: Réalités de la religion populaire... in B. PLONGERON: la religion populaire 1976, p 156.
- (8) V.P 1828, (Bois d'Oingt).
- (9) V.P 1827, (Limonest).
- (10) G. CHOLVY: Réalités de la religion... p 157.
- (11) V.P 1839, St Romain le Puy, (St Rambert).
- (12) Y.M. HILAIRE : L'Eglise dans le monde rural... p 7.
- (13) (St Just en Chevalet).
- (14) R. DAVOS : Quelques aspects de la vie religieuse dans le diocèse d'Annecy p 79.
- (15) Lettre du Doyen de Belleville au cardinal FOULON.
- (16) M. OZOUF: l'école, l'Eglise... p 161.
- (17) en 1911, il y a 882 Italiens à Givors où les étrangers représentent 8% de la population cf G. GARRIER: Paysans du Beaujolais ... p 482, note 75.
- (18) (Anse).
- (19) V.P 1828, (Anse).
- (20) V.P 1827, Juré, (St Just en Chevalet).
- (21) V.P 1827.
- (22) V.P 1829, St Romain en Gal, (Condrieu).
- (23) V.P 1827, Grandis, (St Nizier d'Azergues).
- (24) V.P 1839, (Beaujeu).
- (25) V.P 1839, St Rambert sur Loire, la liste comprend 5 noms

- 3 présentés par le curé et 2 par la maire.
- (26) V.P 1839, St Bonnet le Courreau, (St Georges en Couzan).
 - (27) V.P 1839, Sail sur Couzan, (St Georges en Couzan).
 - (28) V.P 1839, Pommiers, (Anse).
 - (29) V.P 1832, (Beaujeu).
 - (30) V.P 1827.
 - (31) V.P 1839, St Julien d'Odde, (St Germain Laval).
 - (32) V.P 1896, St Joseph en Beaujolais, (Beaujeu).
 - (33) V.P 1832, Lacenay, (Anse): la municipalité a enlevé la jouissance d'une basse-cour au prêtre et réclame le montant de la location du presbytère. Paroisse qualifiée de "bonne".
 - (34) V.P 1839, (Chazelles).

LA PRATIQUE RELIGIEUSE

- (1) E. LECANUET: Histoire de l'Eglise... p 235.
- (2) Le tableau est simplifié mais les cartes ont une légende plus complexe. Lyon et St Etienne sont exclus.
- (3) V.P 1903, St Jean de Pélussin.
- (4) Ces deux chiffres ne sont pas à comparer strictement mais la différence est telle (près du double) qu'elle ne peut être due qu'à une évolution d'ensemble orientée vers la moindre fréquentation. En outre, ces chiffres sont des minimum. Des exemples prouvent que l'équation suivante: assez bonne assistance = bien pour la messe mais mauvais pour les vêpres, est vraie d'où la confusion entre les deux notions dans le tableau.
- (5) De même une assistance assez bonne ou moyenne peut être égale à bonne assistance pour les femmes, mauvaise pour les hommes.
- (6) V.P 1890, Arcon, (St Haon le Châtel).
- (7) V.P 1907, Vaux, (Villefranche).
- (8) V.P 1905, Montverdun, (Boën).
- (9) V.P 1879, St Cyr eu Mont d'Or, (Chasselay).
- (10) V.P 1890, (St Nizier d'Azergues).

LES SACREMENTS

- (1) Lyon et St Etienne sont exclus.
- (2) Mais des chrétiens saisonniers peuvent se considérer comme membre de cette communauté c'est tout le problème de la religion personnel le qui est exclu. Les cartes sur l'esprit religieux permettront de l'incorporer (Cas de Rive de Gier).
- (3) Pour 1879-96, la base d'âge est de 15 ans, en 1902_08, elle est de 15 ans pour les femmes, de 18 ans pour les hommes.
- (4) Au niveau du diocèse.
- (5) Lyon, 1879-96: H : 11,6%, F: 34,3%. 1902.08 ?
St Etienne, 1879-96: H: 19,4%, F: 64,8%.
1902_08: H: 15,2%, F: 51,1%.

L'ESPRIT RELIGIEUX

- (1) (Beaujeu).
- (2) V.P 1896, (Charlieu).
- (3) V.P 1879.
- (4) Attitudes réprouvées: Journeaux, F.Maçonnerie, sociétés de secours mutuelles, esprit socialiste, enterrements civils, unions illégitimes.

- (5) L'évolution quantitative sera donnée en conclusion. A titre de documents, voici les statistiques des visites. Lyon et St Etienne sont exclus.

	T.B.	B	A.B.	MOYEN	MEDIOCRE
1827-28	12	182	81	49	56
1841-55	14	175	20	8	6
1879-96	29	123	31	14	22
1902-08	33	179	104	43	58

- (6) Il faut noter que cette description correspond avec la situation de 1805 dans le Rhône. cf P.SCOMILLE: La vie religieuse dans le Rhône... p 433.
- (7) (Boën).
- (8) V.P 1827.
- (9) V.P 1841.
- (10) V.P 1827, (L'Arbresle) de même dans l'archiprêtré de St Genis Laval.
- (11) V.P 1827, Sourcieux, (L'Arbresle).
- (12) V.P 1908, Belleroches, (Belmont).
- (13) R. REMOND: Recherche d'une méthode d'analyse historique de la déchristianisation, in colloque d'histoire religieuse 1963, p 136.
- (14) V.P 1904, l'expression un "bon noyau" fleurit véritablement dans ces paroisses.
- (15) V.P 1905 (Montbrison).
- (16) G. LE BRAS: Etudes de sociologie religieuse T I p 5.
- (17) V.P 1905, (Chasselay) L'indifférence de paroisses n'est pas particulier à la fin du siècle, on a vu qu'il y avait quelques mentions de ces cas en 1827, mais il n'y a extension géographique qu'à partir de 1879-95.
- (18) G. LE BRAS : Etudes de sociologie... T I p 358.
- (19) G. CHOLVY : Réalités de la religion populaire... p 161.
- (20) Le cas de la dépression houillère reste à part même si le détachement n'est pas niable.
- (21) V.P 1843.
- (22) V.P 1827, St Martin d'Estreaux, (La Pacaudière).
- (23) V.P 1905, Beaunant, (St Genis Laval).

LES CAUSES D'UNE DECHRISTIANISATION

- (1) G. LE BRAS: Déchristianisation, mot fallacieux. Cahiers d'Histoire 1964, p 95.
- (2) Les données utilisées sont les commentaires détaillés des prêtres sur les causes du détachement de leurs ouailles. Les thèmes retenus et le plan adopté pour la recherche explicative sont ceux proposés, avec adaptation au cas du diocèse, par G. LE BRAS : Etudes de sociologie religieuse, R. REMOND: Recherche d'une méthode d'analyse... et G. CHOLVY: Géographie religieuse de l'Hérault contemporain. Les données recueillies s'étendent sur tout le siècle, mais le classement reste valable pour toutes les périodes.
- (3) R.REMOND: Recherche d'une méthode d'analyse... p 143.
- (4) C'est à dire les membres de la petite Eglise de Lyon.
- (5) J.M. MAYEUR; L'histoire religieuse de la France p 175.
- (6) (Bourg Argental).
- (7) A. LATREILLE: Histoire de Lyon et du Lyonnais. p 343.
- (8) G. LE BRAS : Etudes de sociologie... t I p 240.
- (9) V.P 1827, (Mornant).
- (10) (Beaujeu).
- (11) A Montbrison en 1828: "le séjour d'une garnison... (n'a pu)... affaiblir les moeurs ".

- (12) Pierre Bénite, Vernaison, Givors, Ampuis, Condrieu, Chavanay.
(13) (St Galmier).
(14) V.F 1828, (St Germain Laval).
(15) (Chasselay).
(16) (St Héand).
(17) V.P 1907, (Villefranche sur Saône).
(18) (Noirétable).
(19) A. LATREILLE: Lyon et les Lyonnais... p 355.
(20) V.P 1903, (Rive de Gier).
(21) (St Rambert sur Loire).
(22) G. CHOLVY : Géographie Religieuse... p 411.
(23) V.P 1904, (Feurs).
(24) (Condrieu).
(25) V.P 1906, (St Chamond).
(26) P. BARRAL: Les agrariens Français... p 43.
(26') Ce chapitre s'appuie sur un commentaire explicatif des cartes qui complète le commentaire descriptif des deux premières parties: En effet l'implantation des structures ecclésiastiques dépend, en grande partie, des fidèles, or, les éléments qui peuvent expliquer une carte sont l'esprit religieux et les circonstances locales (esprit de clocher, aide de quelques notables) qu'il n'est pas possible de montrer ici. La seule recherche possible consiste dans la détermination du degré d'influence de l'esprit religieux pour l'établissement des structures ecclésiastiques.
(26'') Mais dans l'encadrement des fidèles, seuls sont concernés ceux qui se veulent chrétiens: la différence constatée, en deuxième partie, dans la vitalité des confréries et des oeuvres entre "plaines" et "montagnes" semble bien due à une religiosité différente.
(27) V.P 1828, (Villefranche sur Saône).
(28) V.P 1904, (St Jean Soleymieux).
(29) J. GADILLE: Le catholicisme populaire. p 39.
(30) Y.M. HILAIRE: L'Eglise dans le monde rural. p 12.
(31) V.P 1903, (Villefranche).
(32) G. CHOLVY : Genres de vie et mentalités dans les campagnes Françaises de 1815 à 1880; F 160.

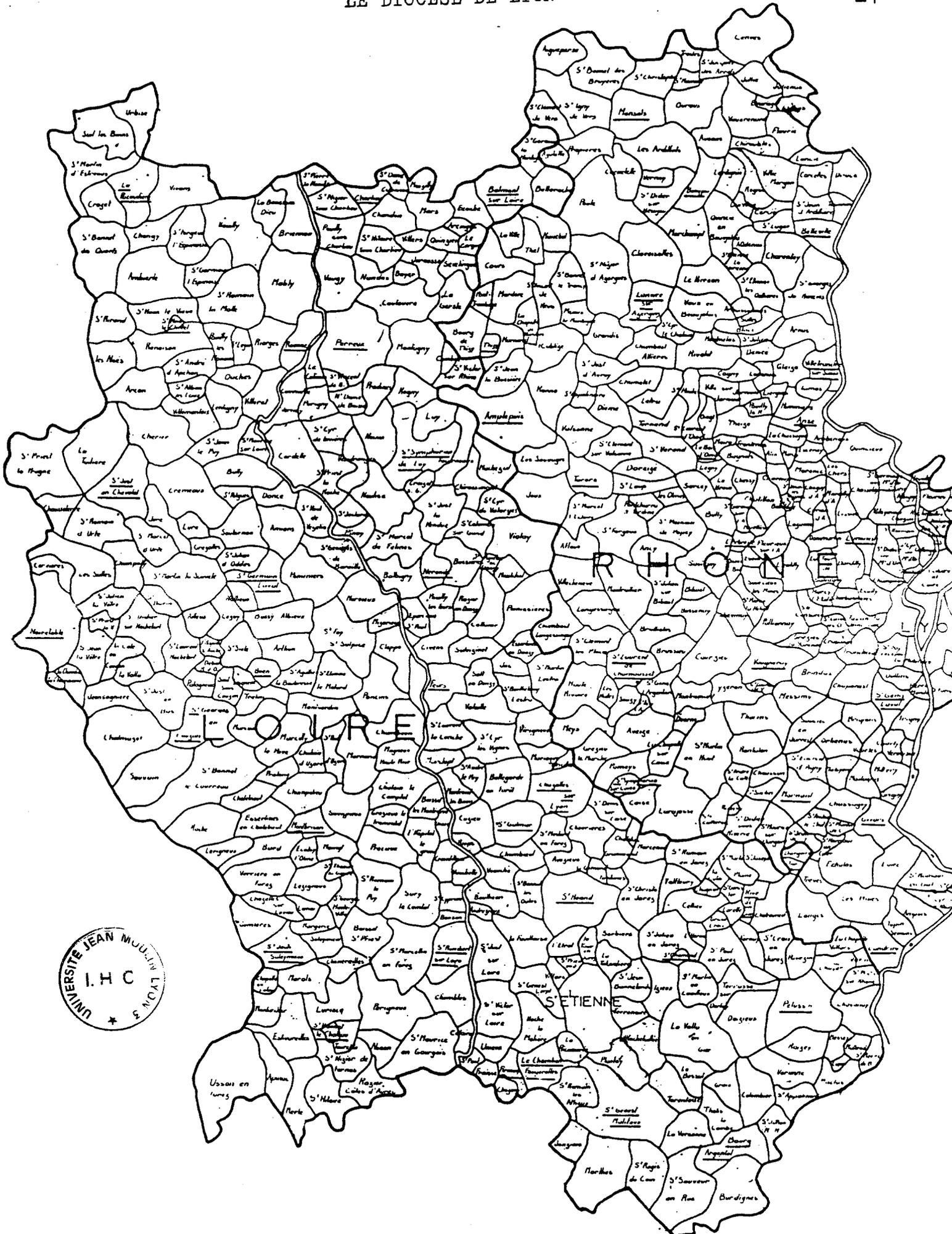
CONCLUSION

- (1) Nombre de paroisses visitées au moins trois fois:

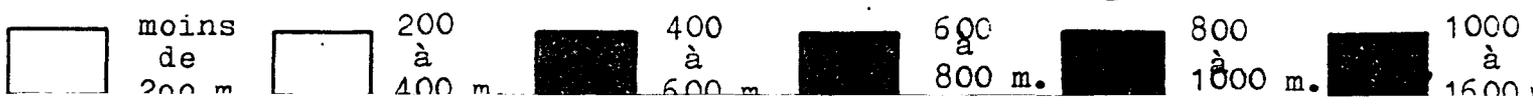
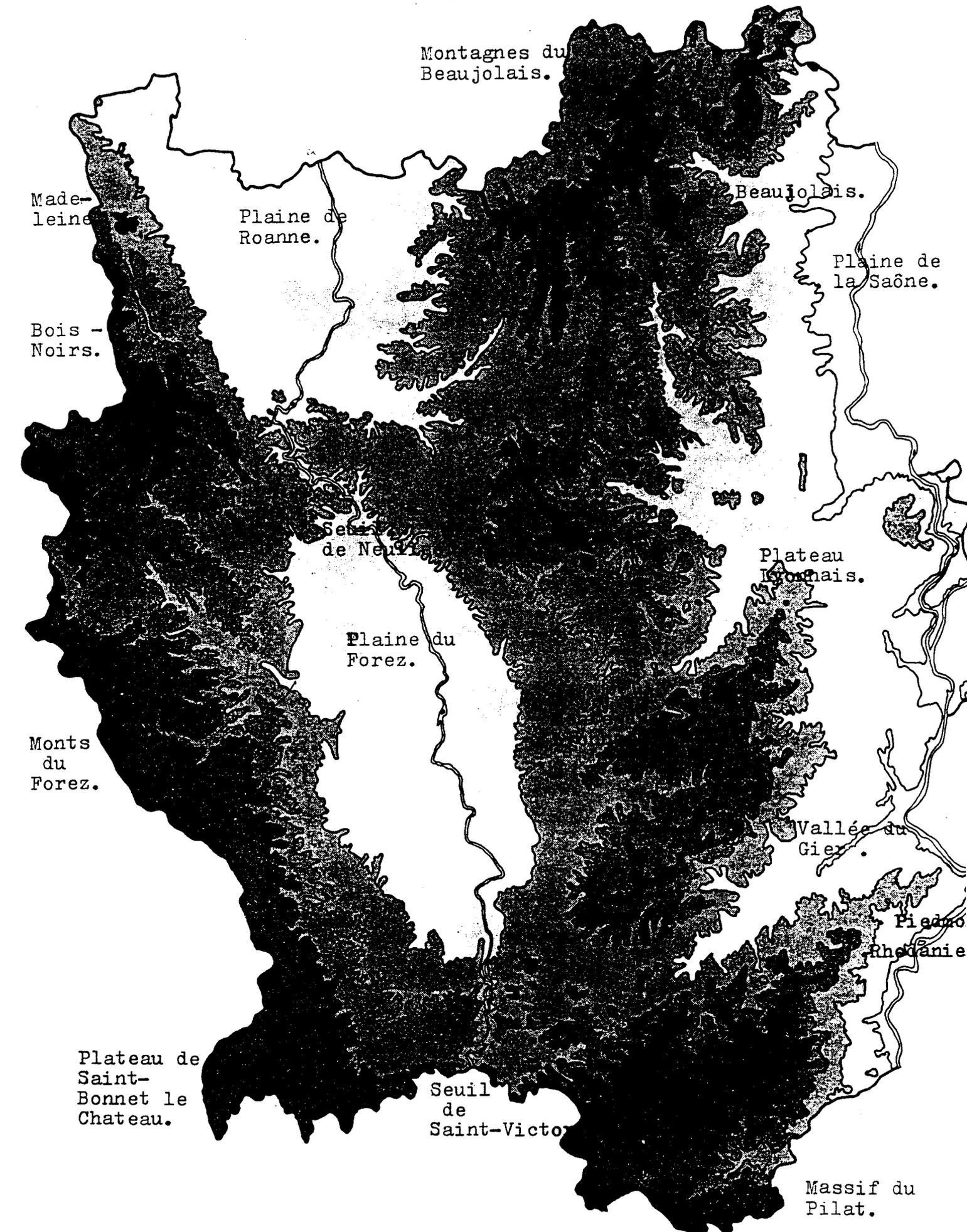
1827-28	1841-55	1879-96	1902-08
180	177	176	178

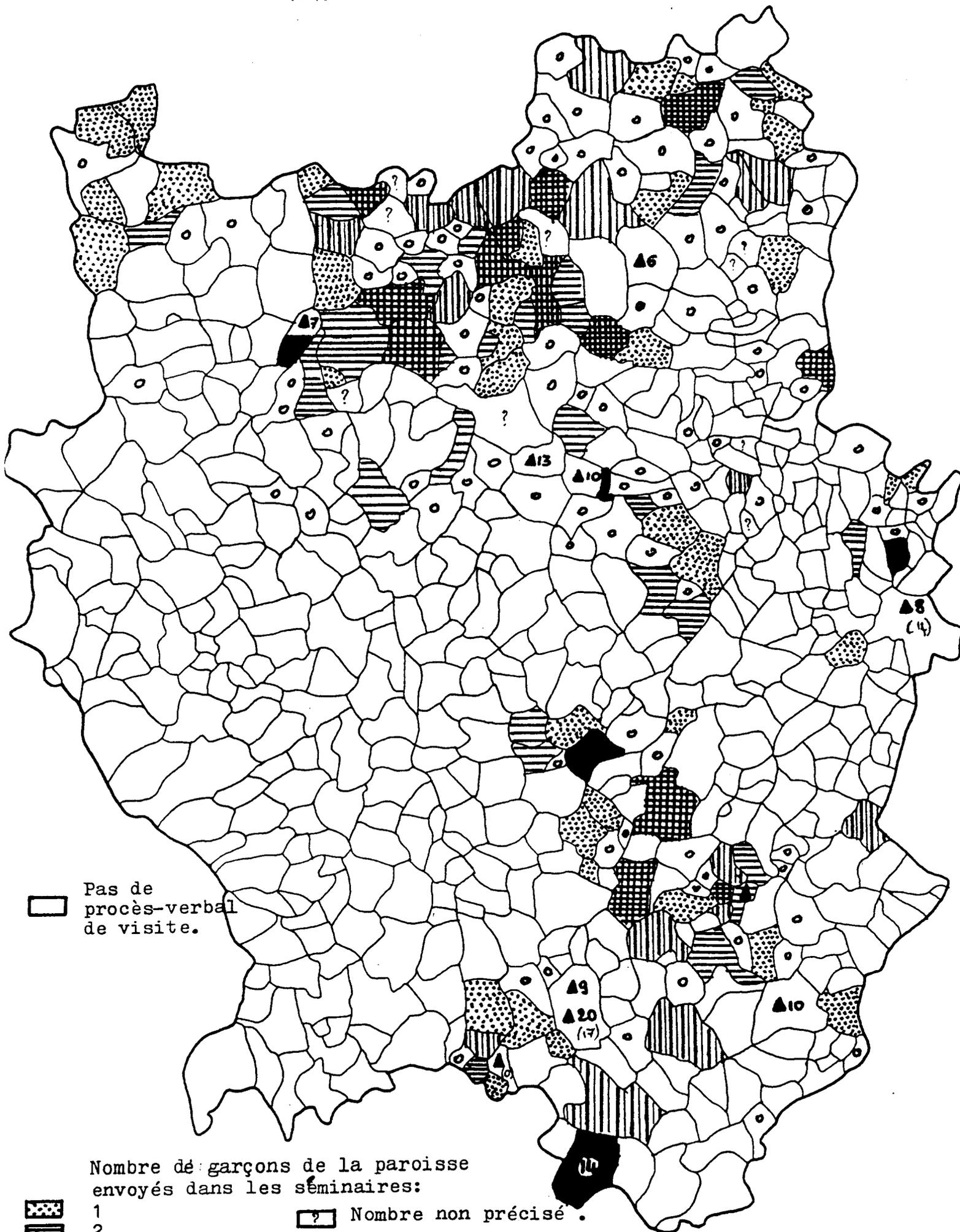
Le nombre n'est pas constant. En effet, entre les visites il y a eu soit création d'une nouvelle paroisse dans une commune, soit absence de procès verbaux pour une des paroisses ou suppression d'une d'entre elles. Dans ce nombre total de paroisses, 14 soit 7,7% en 1827-28, 32 soit 18% en 1841-55, 71 soit 40,3% en 1879-96, 27 soit 15,7% en 1902-08, n'ont pas été visitées. L'imprécision du résultat est grande pour 1879-96 mais le mouvement d'ensemble peut être retenu.

- (2) Nombre de paroisses visitées % / nombre total de paroisses visitées
(3) G. CHOLVY : Réalités de la religion populaire... p 155.
(4) Y.M. HILAIRE : dans la Religion Populaire C.N.R.S. p 195.
(5) Cela n'est pas décelable dans les procès-verbaux de visite. Mais sa connaissance permet d'expliquer l'essor étonnant, à priori, du milieu du siècle. cf G. CHOLVY: Réalités de la religion populaire.
...
(6) G. CHOLVY : Réalités... p 156.
(7) G. CHOLVY: op. cit. p 160.
(8) M. MOLLAT: la vie religieuse au XIV et XV^e siècles. Tome I, C.D.U., 1963, 120 p, p 87.
(9) P. SCUMILLE : La vie religieuse dans le Rhône... p 259.



Courbes de niveau





Pas de
 procès-verbal
 de visite.

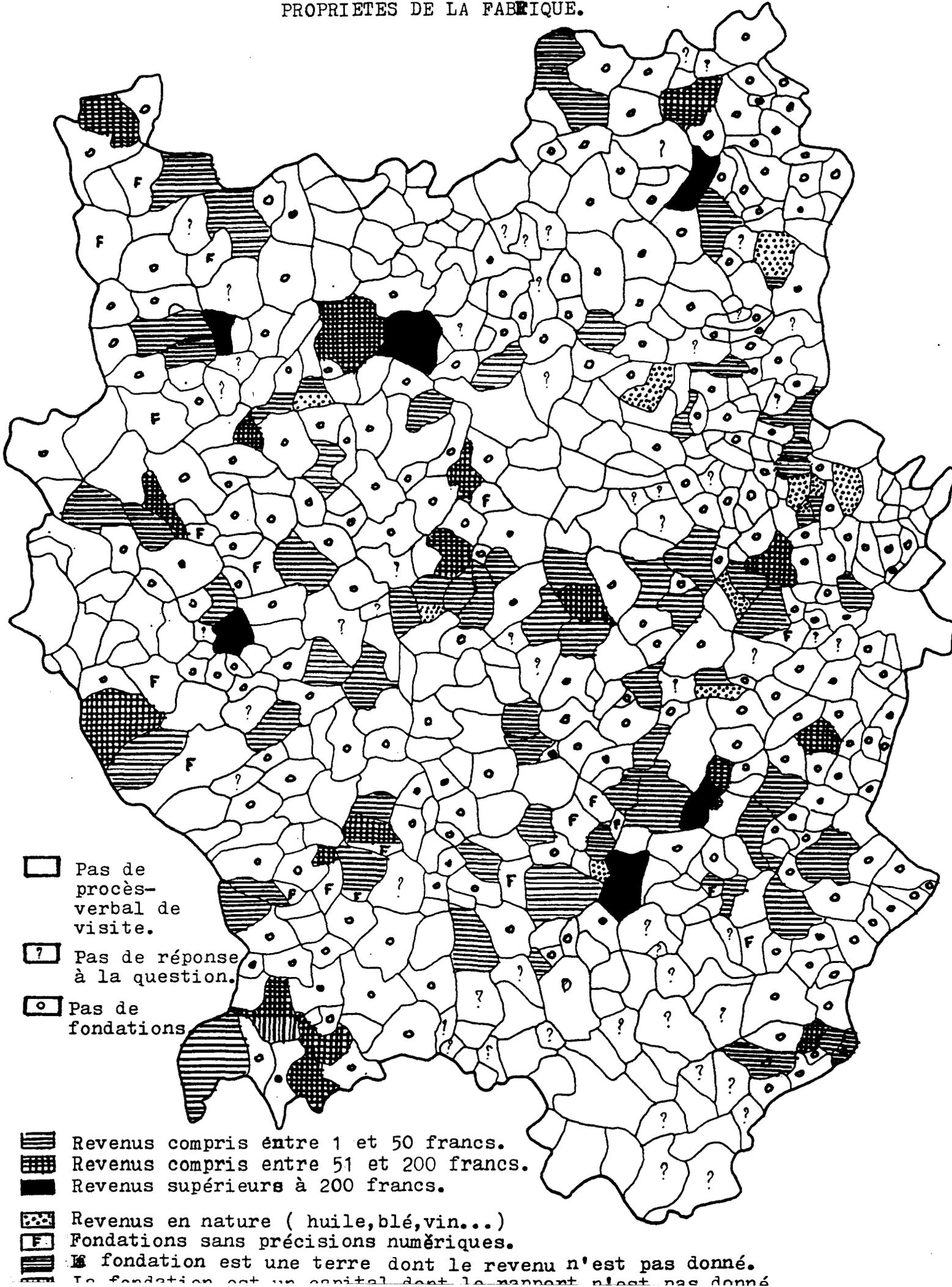
Nombre de garçons de la paroisse
 envoyés dans les séminaires:

- 1
- 2
- 3
- De 4 à 6.
- 7 et plus.

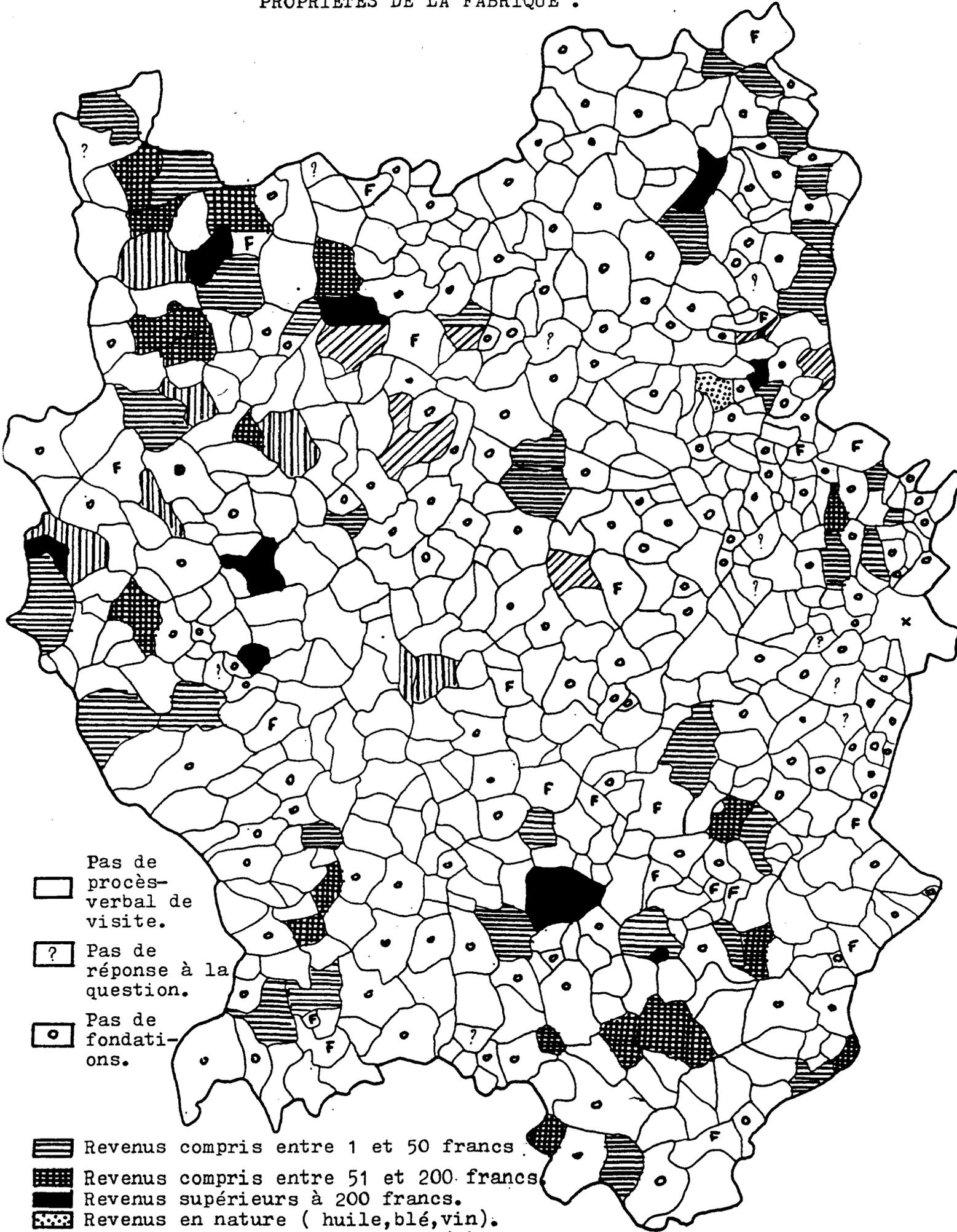
? Nombre non précisé .

▲13 Ecole cléricale avec le nombre
 d'élèves? ou de la paroisse ?

1827-1828 : LES REVENUS DES FONDATIONS ET AUTRES PROPRIETES DE LA FABRIQUE.



1841-1855: LES REVENUS DES FONDATIONS ET AUTRES
 PROPRIETES DE LA FABRIQUE .

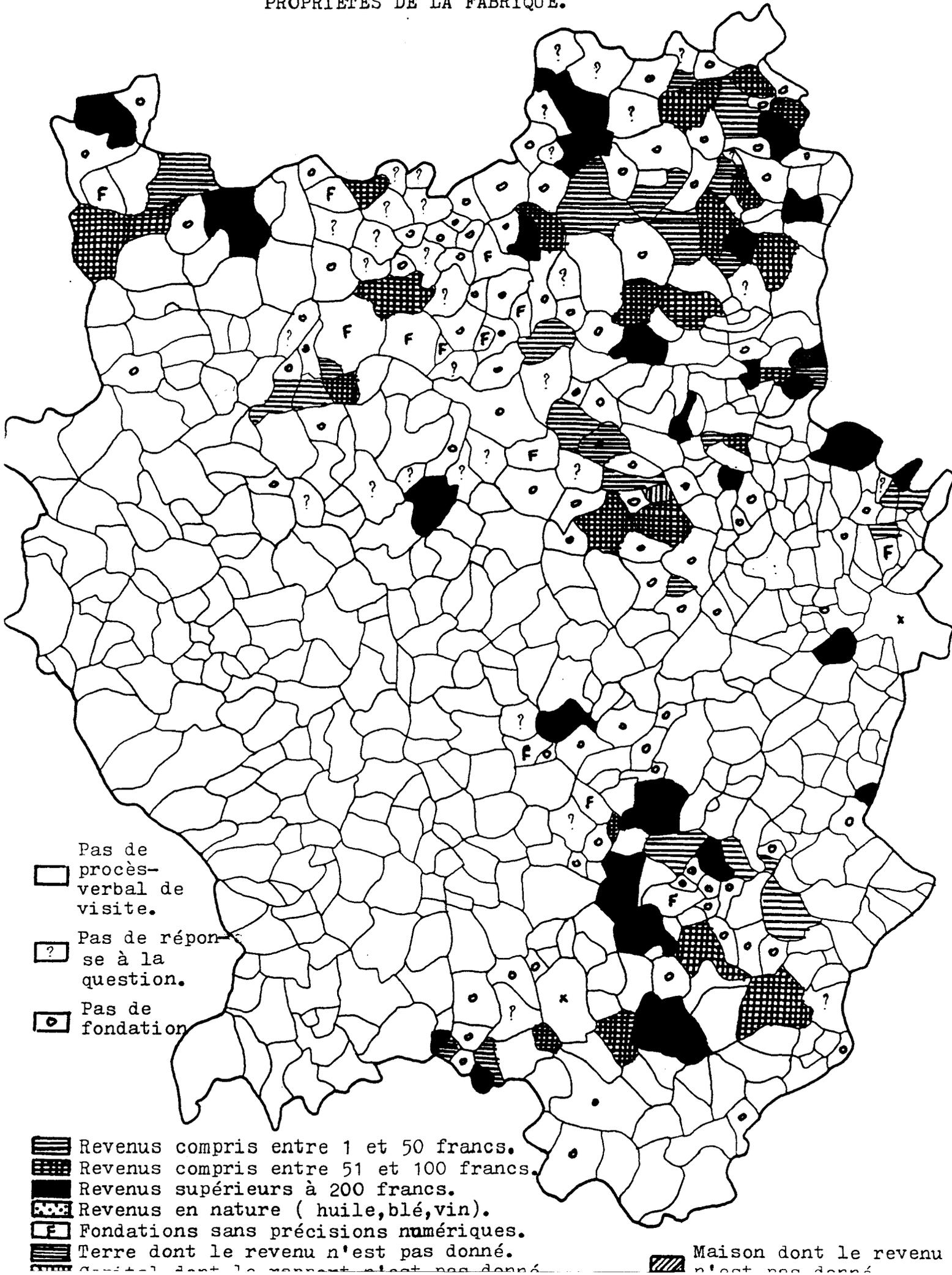


- Pas de procès-verbal de visite.
- ? Pas de réponse à la question.
- o Pas de fondations.

- Revenus compris entre 1 et 50 francs .
- Revenus compris entre 51 et 200 francs.
- Revenus supérieurs à 200 francs.
- Revenus en nature (huile, blé, vin).
- F Fondations sans précisions numériques.
- Terre dont le revenu n'est pas donné.
- Capital dont le rapport n'est pas donné.

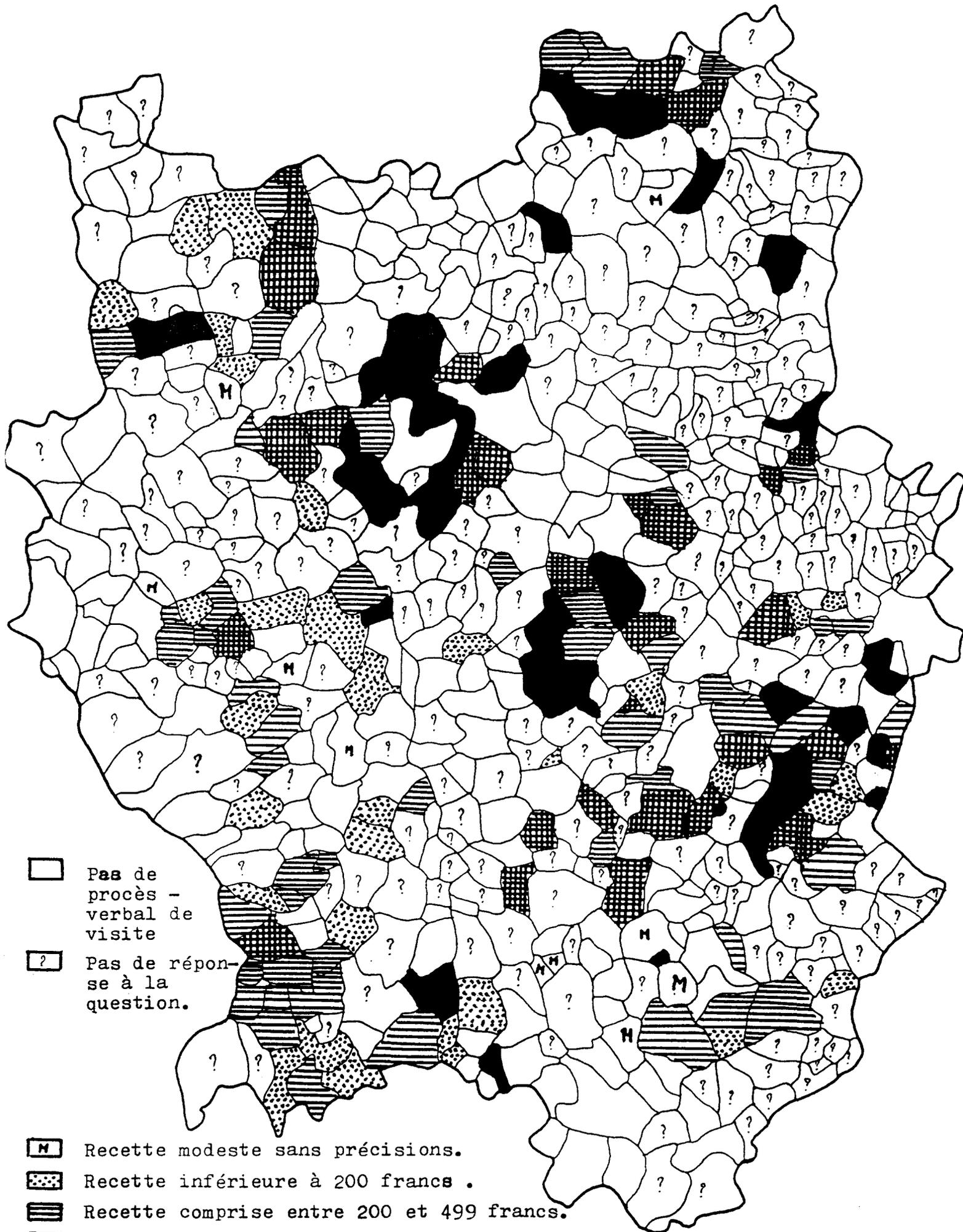
Maison dont le revenu n'est pas donné.

1879-1896: LES REVENUS DES FONDATIONS ET AUTRES PROPRIETES DE LA FABRIQUE.



Pas de
 procès-
 verbal de
 visite.
 Pas de réponse
 à la
 question.
 Pas de
 fondation

Revenus compris entre 1 et 50 francs.
 Revenus compris entre 51 et 100 francs.
 Revenus supérieurs à 200 francs.
 Revenus en nature (huile, blé, vin).
 F Fondations sans précisions numériques.
 Terre dont le revenu n'est pas donné.
 Maison dont le revenu n'est pas donné.



□ Pas de procès-verbal de visite

□ Pas de réponse à la question.

M Recette modeste sans précisions.

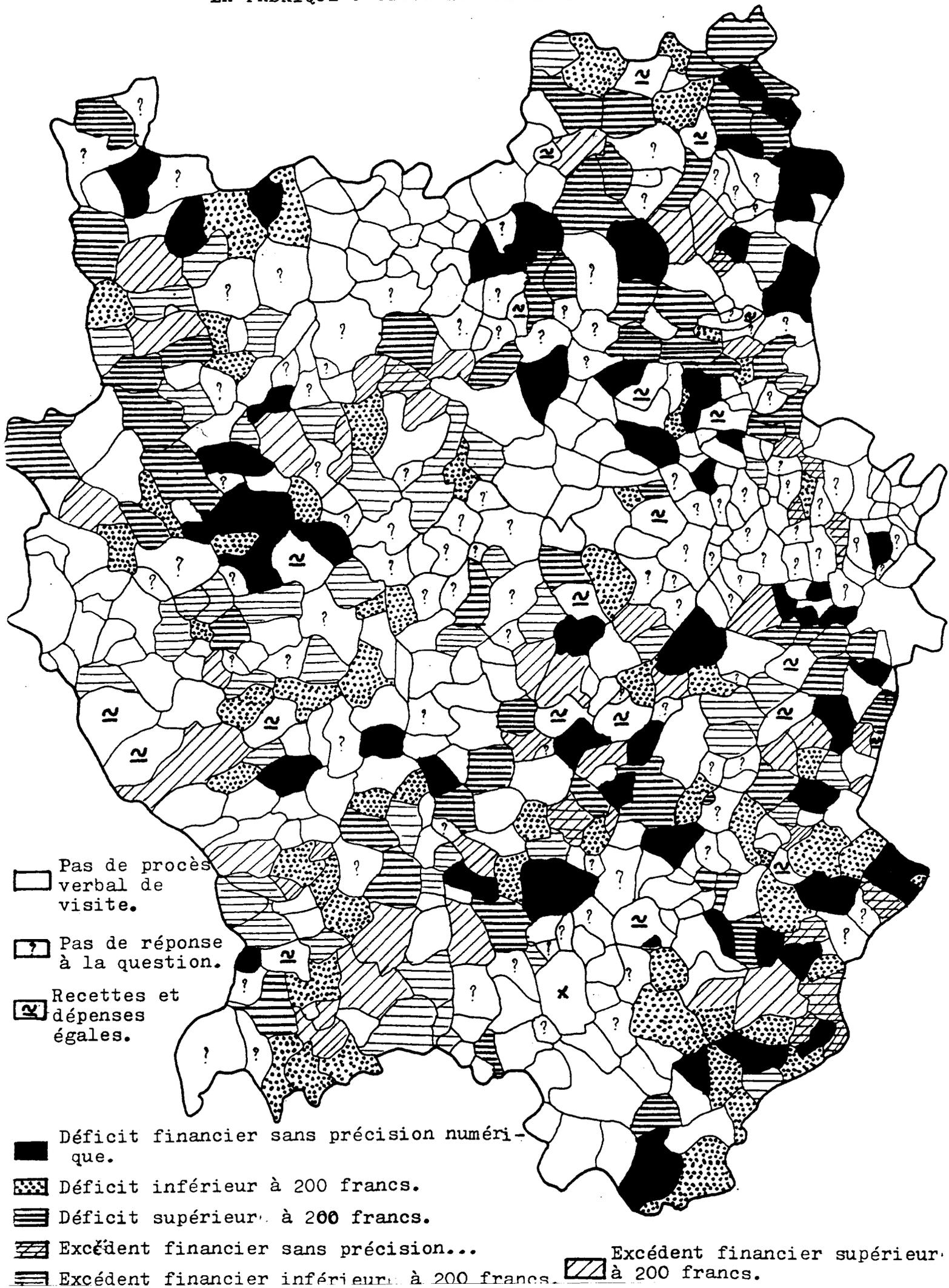
▨ Recette inférieure à 200 francs .

▧ Recette comprise entre 200 et 499 francs.

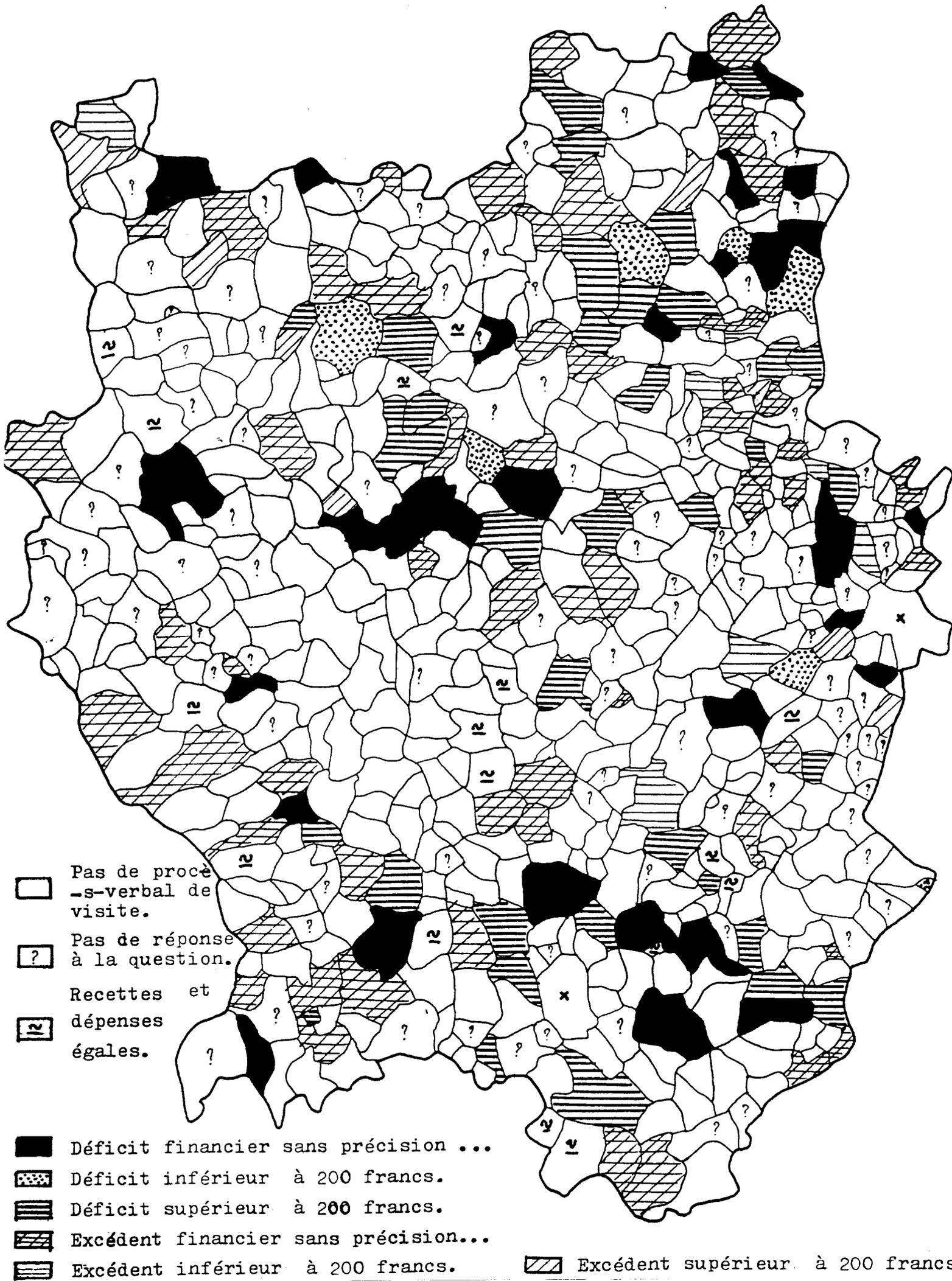
▩ Recette comprise entre 500 et 999 francs.

■ Recette supérieure à 1000 francs.

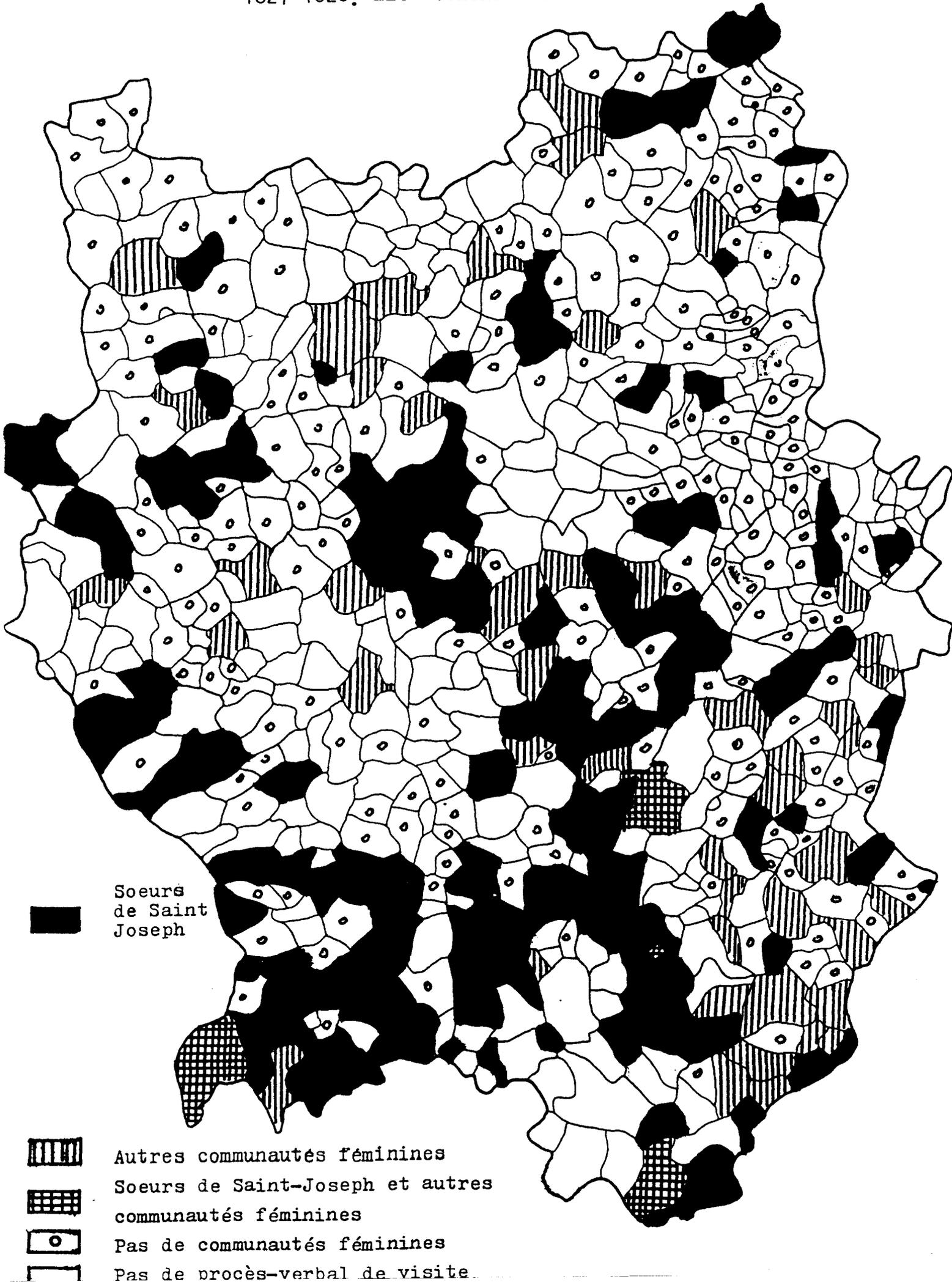
LA FABRIQUE : SITUATION FINANCIERE EN 1827-1828.



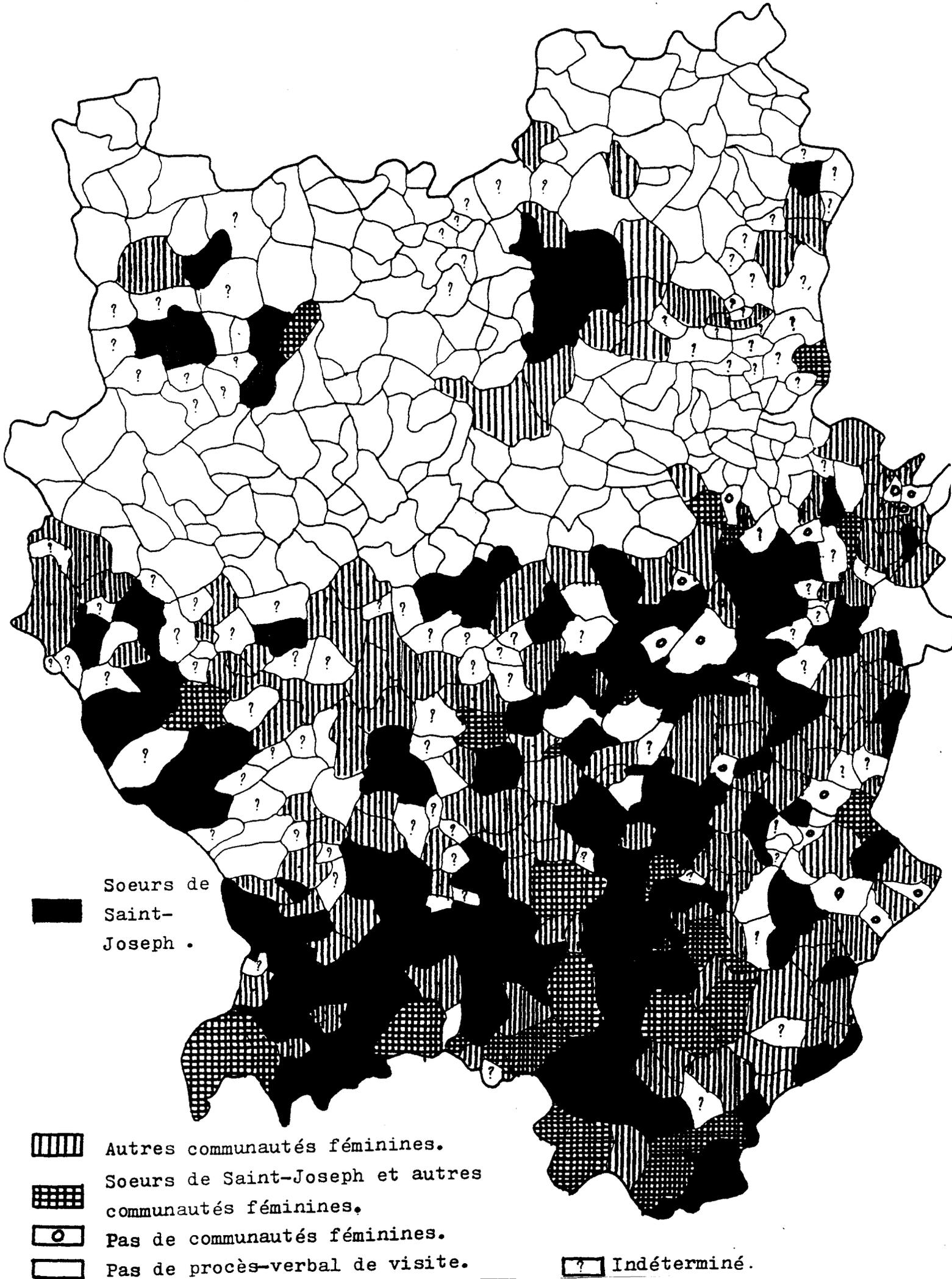
LA FABRIQUE : SITUATION FINANCIERE-1841-1855 .

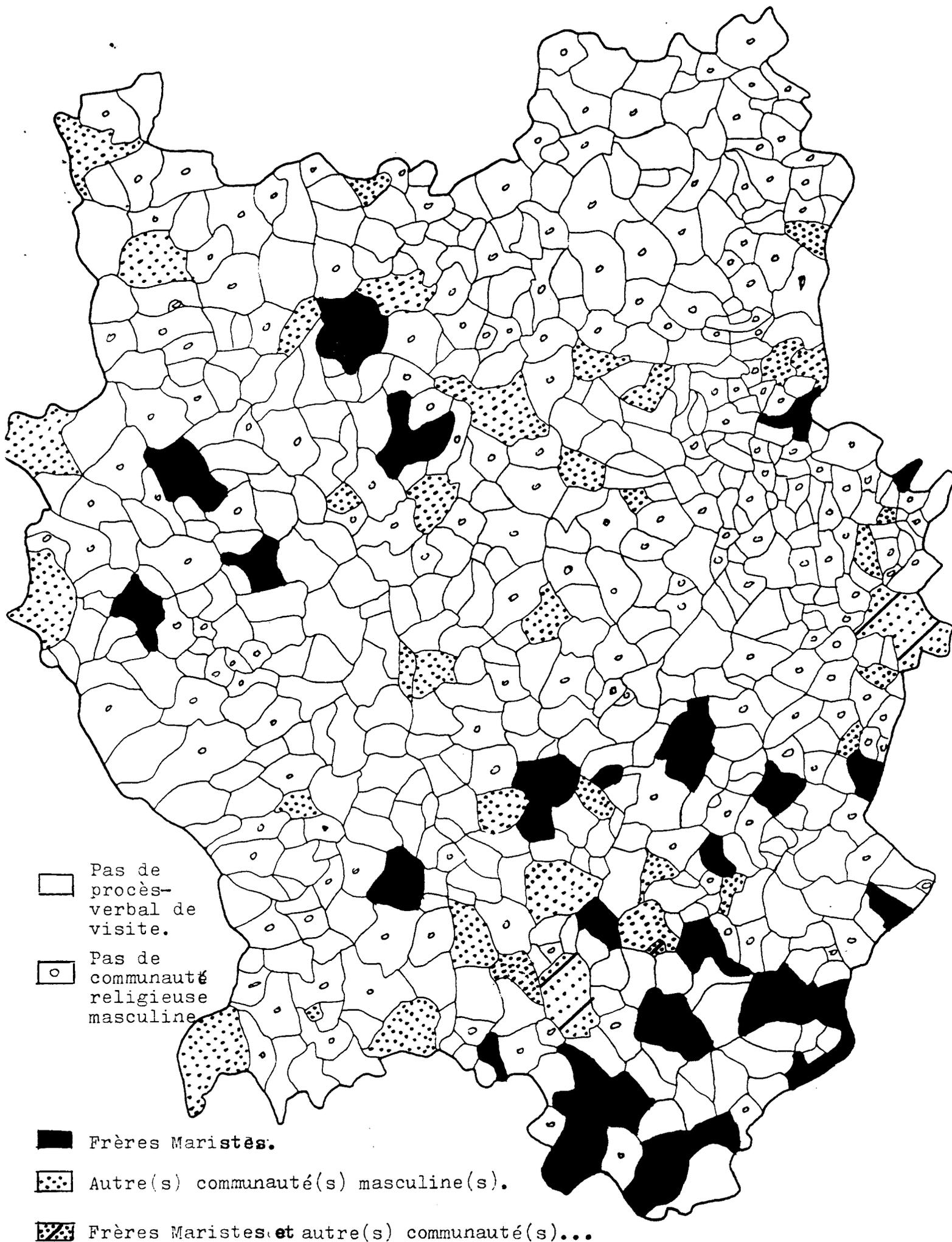


1827-1828: LES SOEURS DE SAINT JOSEPH

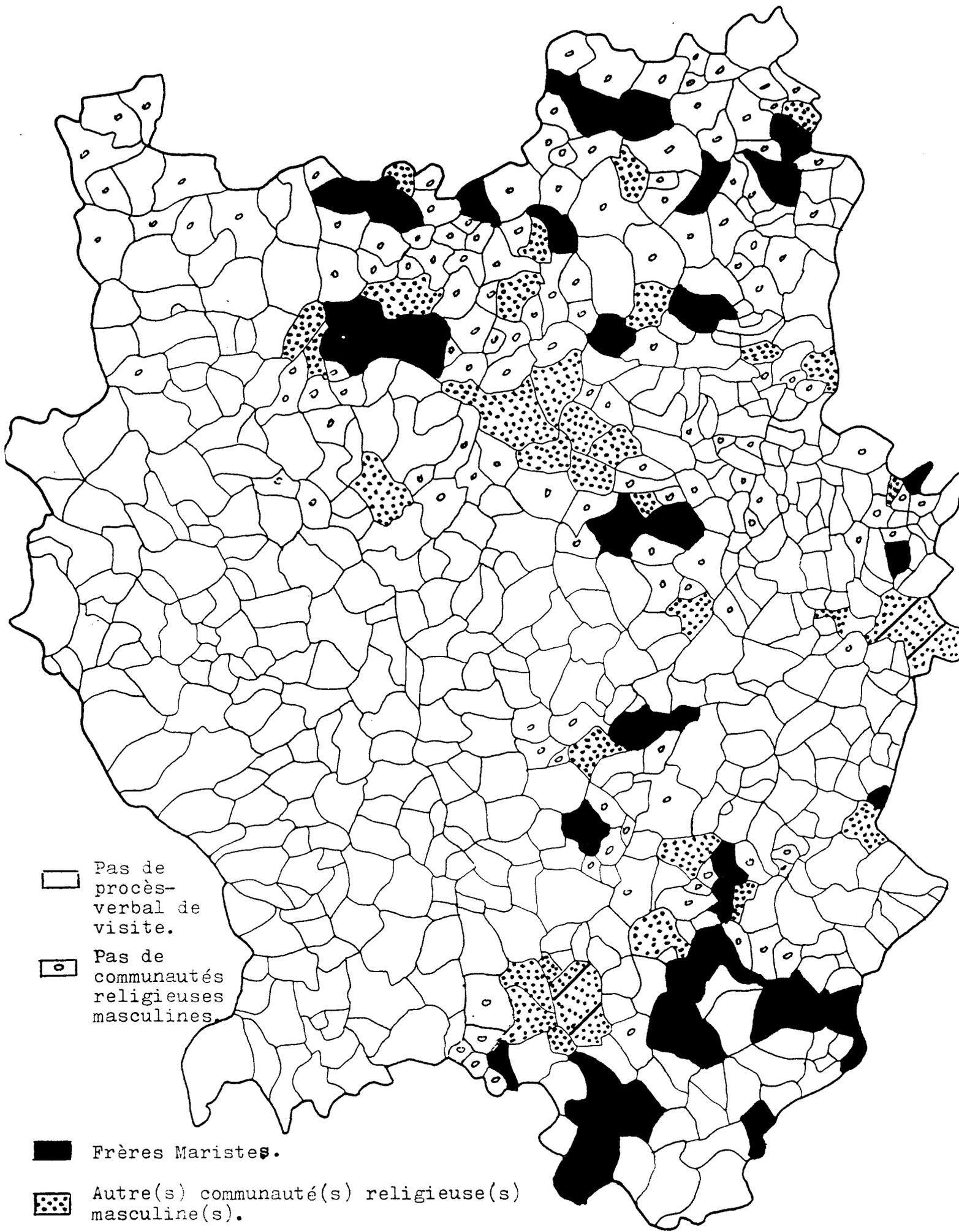


1902-1908 : LES SOEURS DE SAINT-JOSEPH .





1879-1896: LES FRERES MARISTES.



□ Pas de
procès-
verbal de
visite.

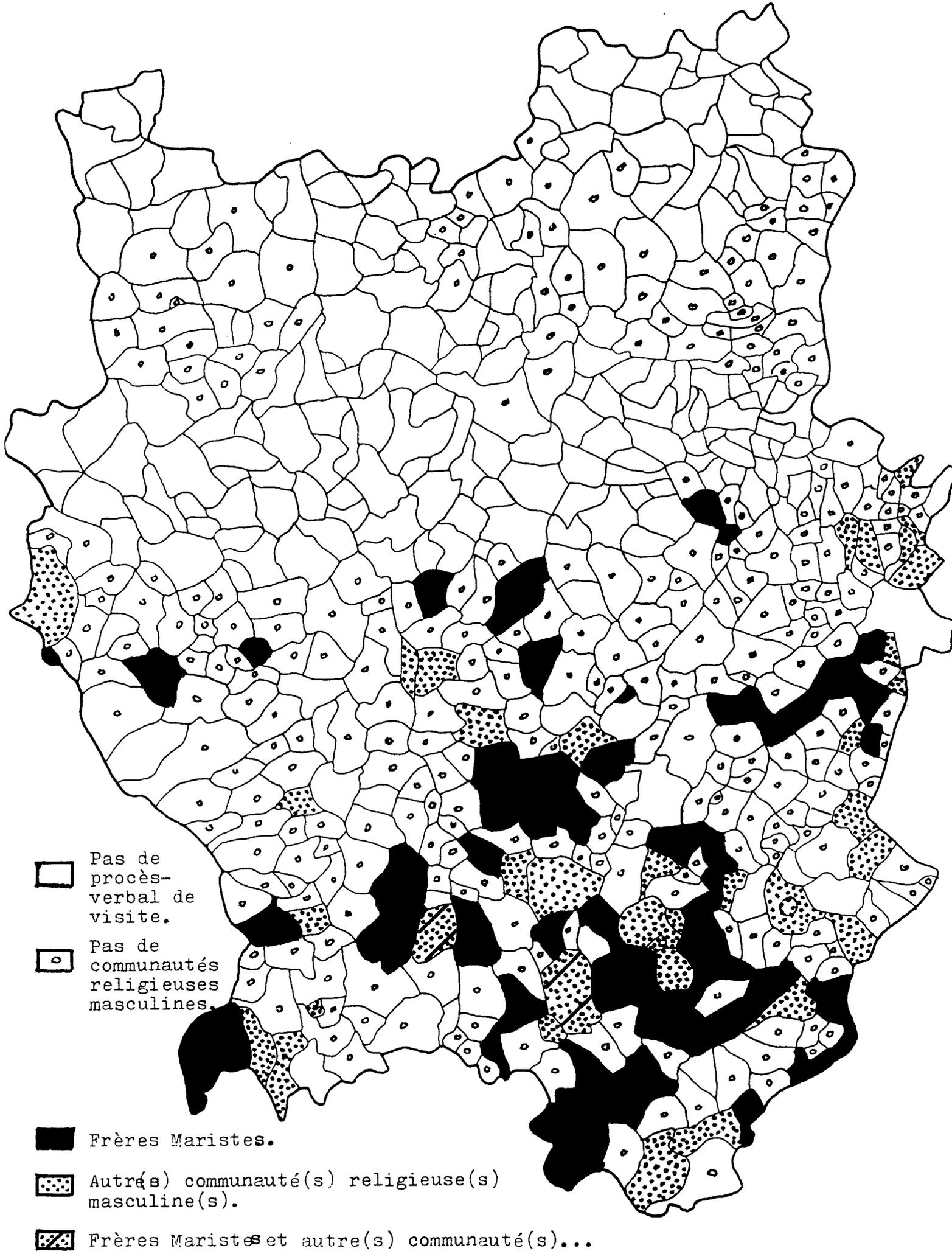
○ Pas de
communautés
religieuses
masculines.

■ Frères Maristes.

▤ Autre(s) communauté(s) religieuse(s)
masculine(s).

▨ Frères Maristes et autre(s) communauté(s)...

1902-1908: LES FRERES MARISTES.



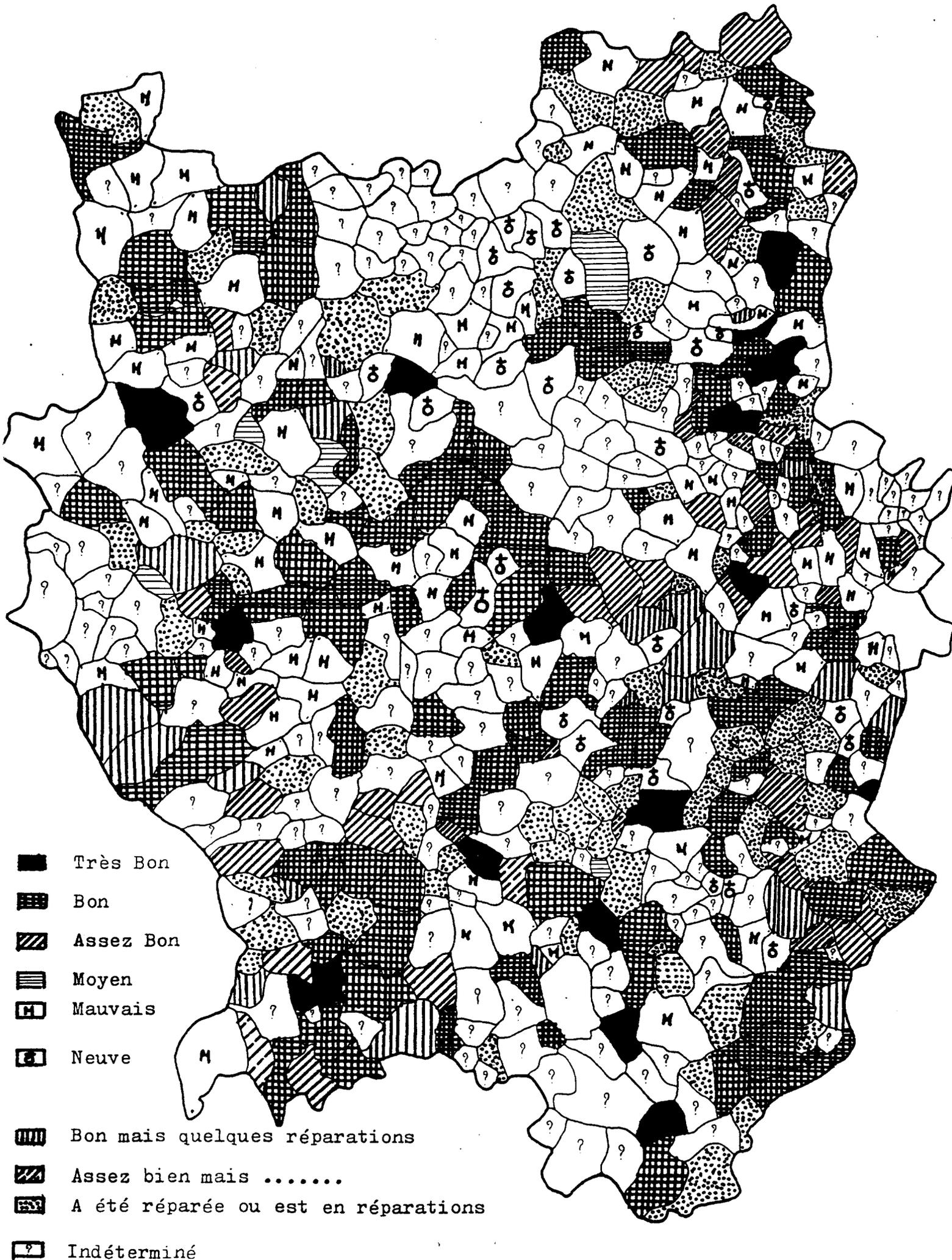
□ Pas de
procès-
verbal de
visite.

◻ Pas de
communautés
religieuses
masculines.

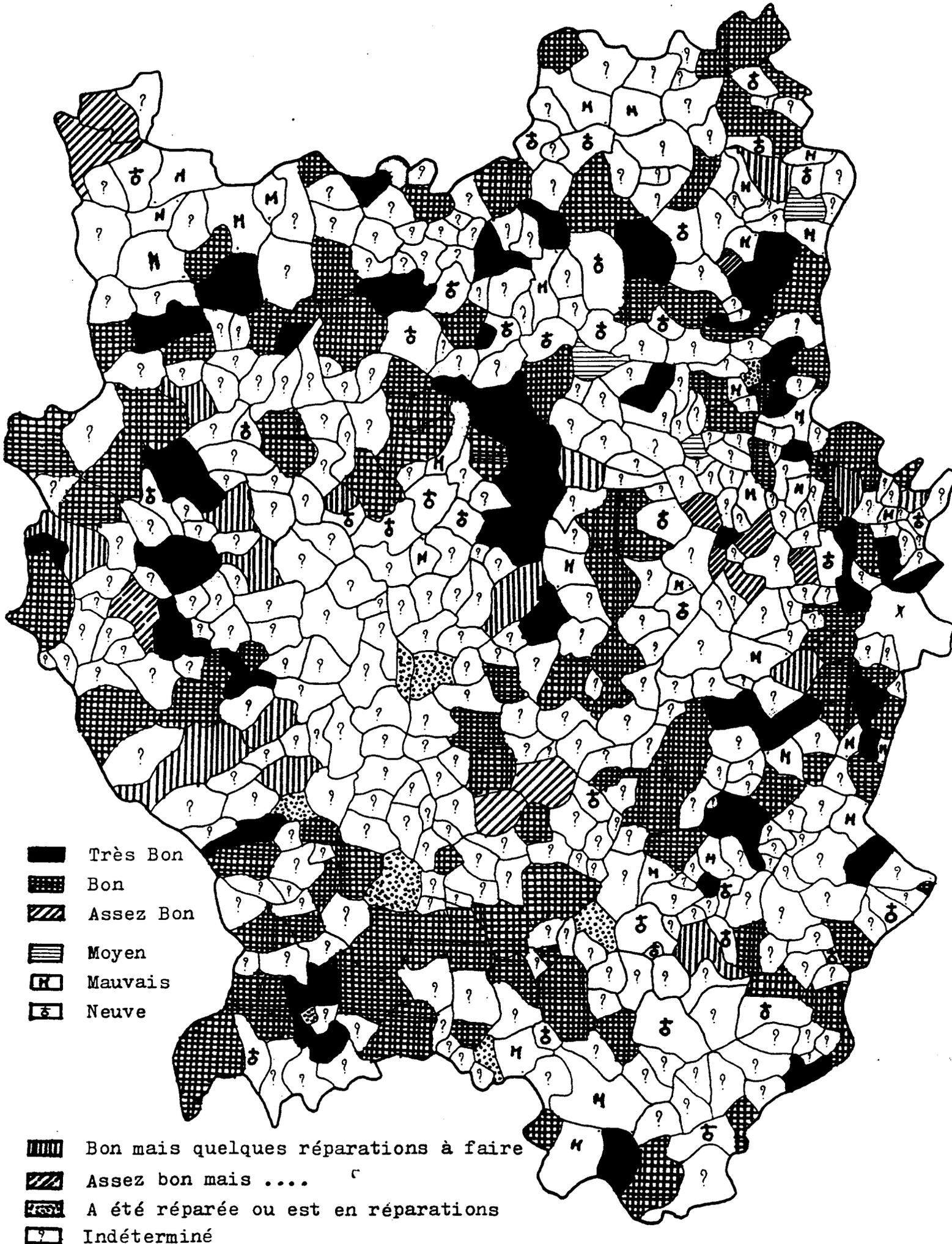
■ Frères Maristes.

▨ Autre(s) communauté(s) religieuse(s)
masculine(s).

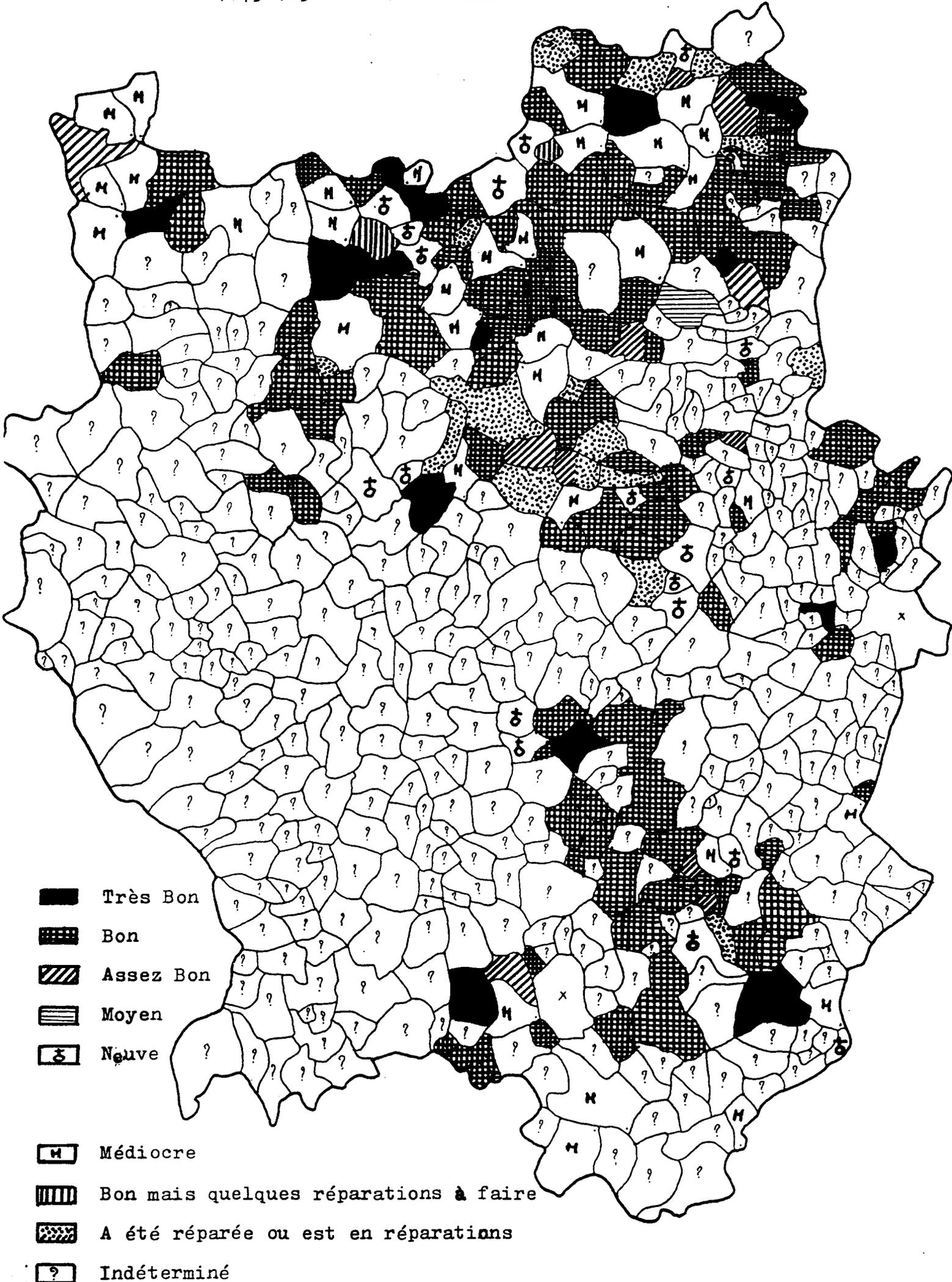
▧ Frères Maristes et autre(s) communauté(s)...



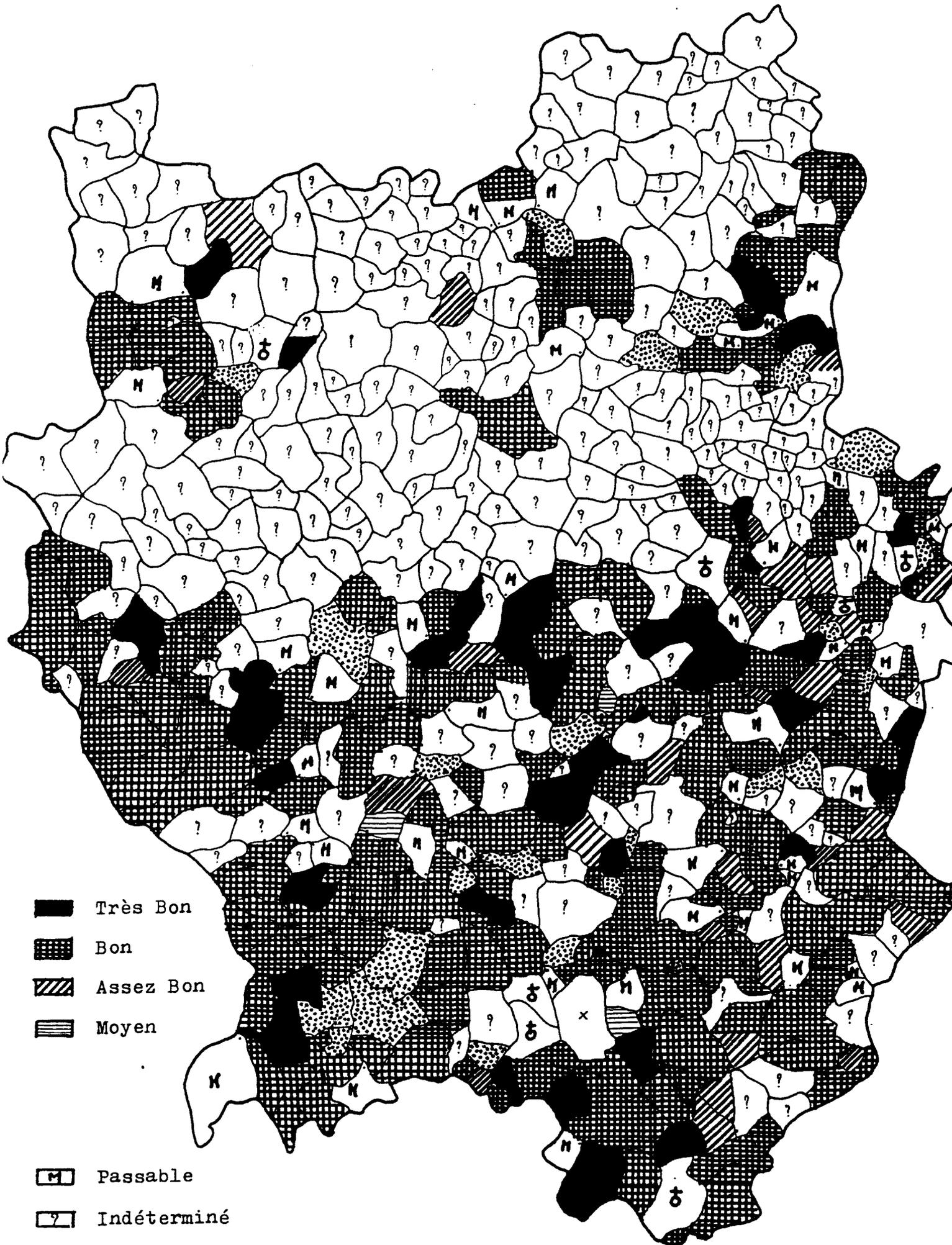
1841-1855 : ETAT MATERIEL DES EGLISES



1879-1896: ETAT MATERIEL DES EGLISES

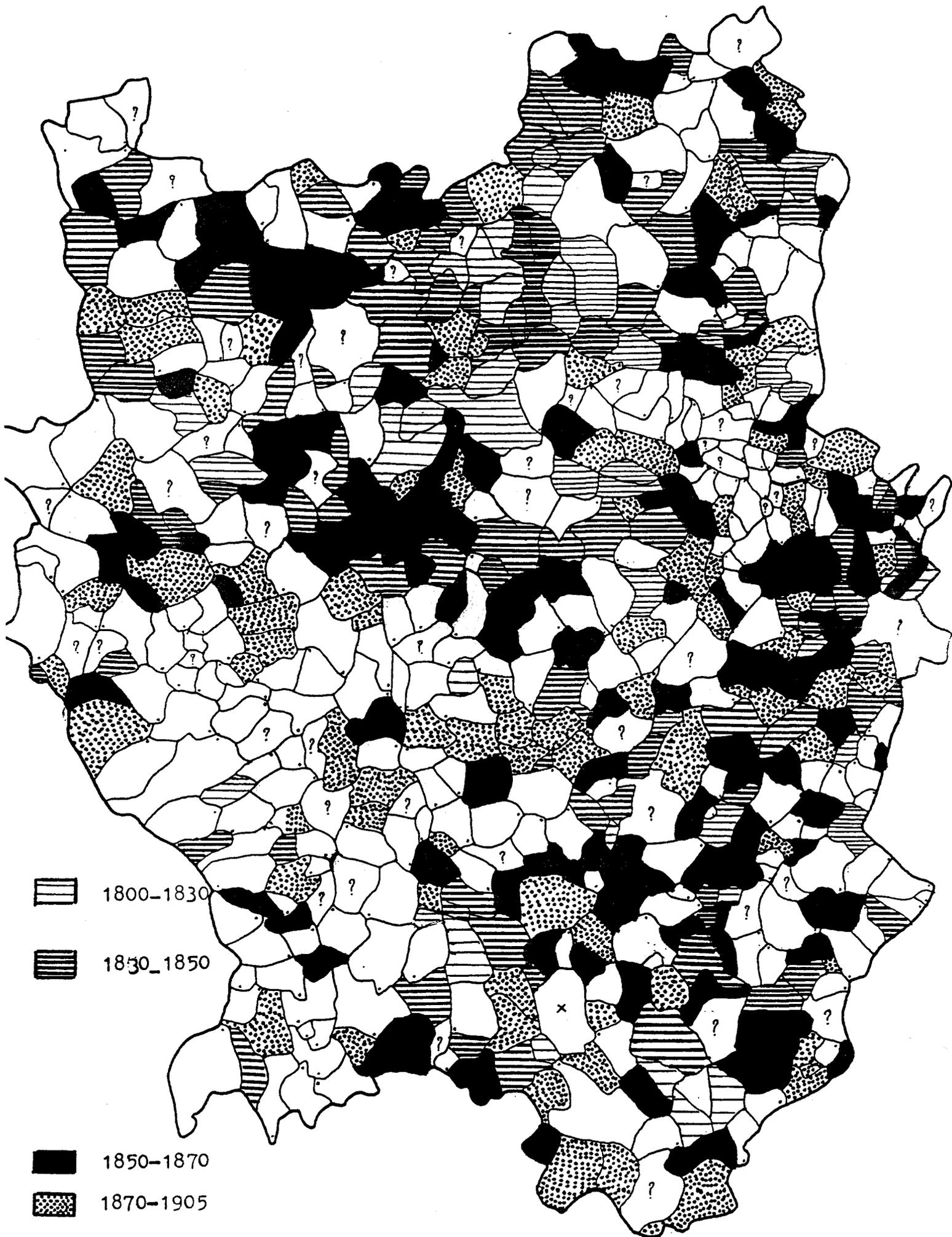


1902-1905: ETAT MATERIEL DES EGLISES



-  Très Bon
-  Bon
-  Assez Bon
-  Moyen

-  Passable
-  Indéterminé
-  A été réparée ou est en réparations
-  Neuve



1800-1830

1830-1850

1850-1870

1870-1905

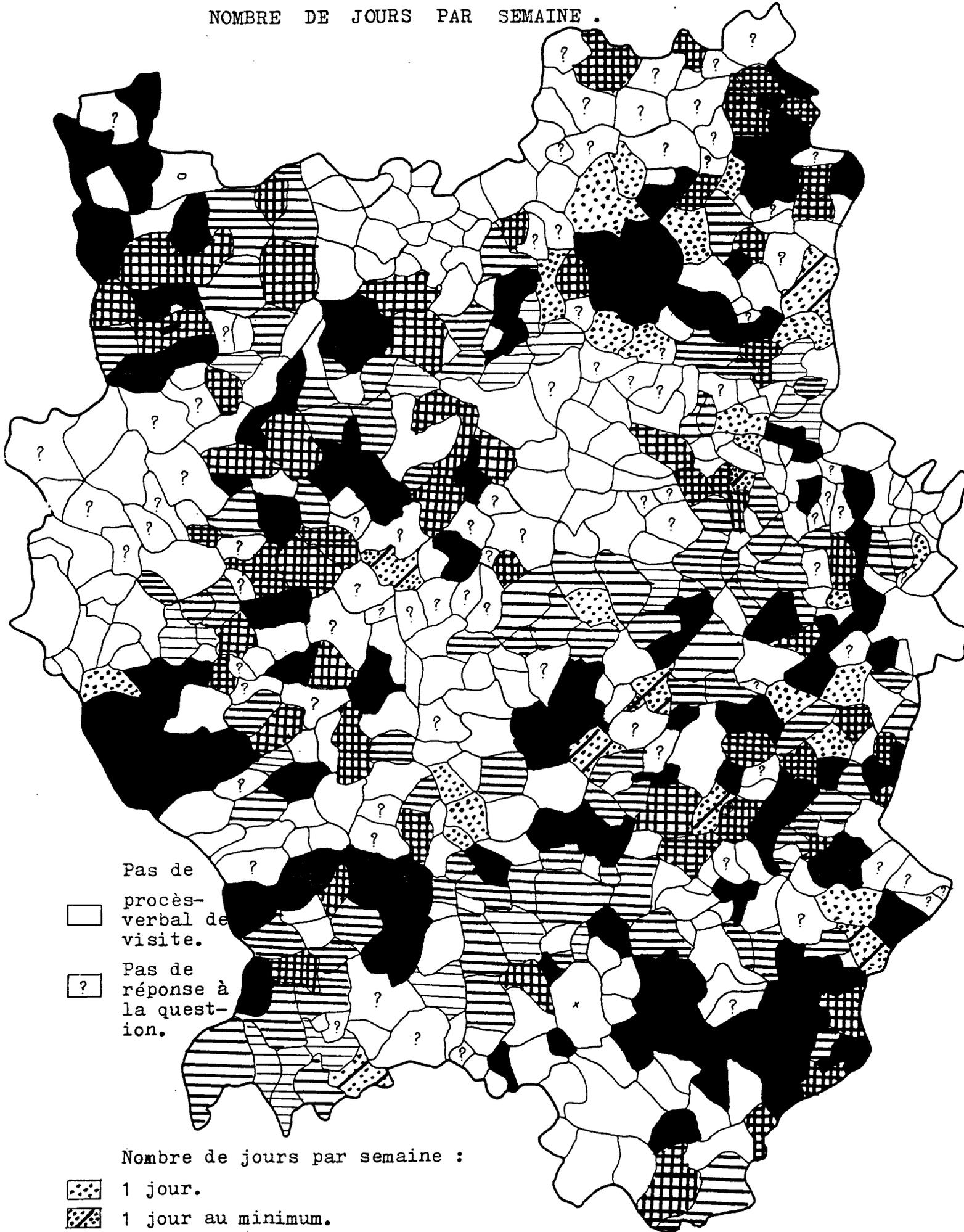
Antérieure au
XIX siècle

Indéterminé

DATES DE CONSTRUCTION DES EGLISES

1827-1828 , LE CATECHISME :

NOMBRE DE JOURS PAR SEMAINE .



Pas de
procès-
verbal de
visite.



Pas de
réponse à
la ques-
tion.



Nombre de jours par semaine :



1 jour.



1 jour au minimum.



3 jours.



4 jours .

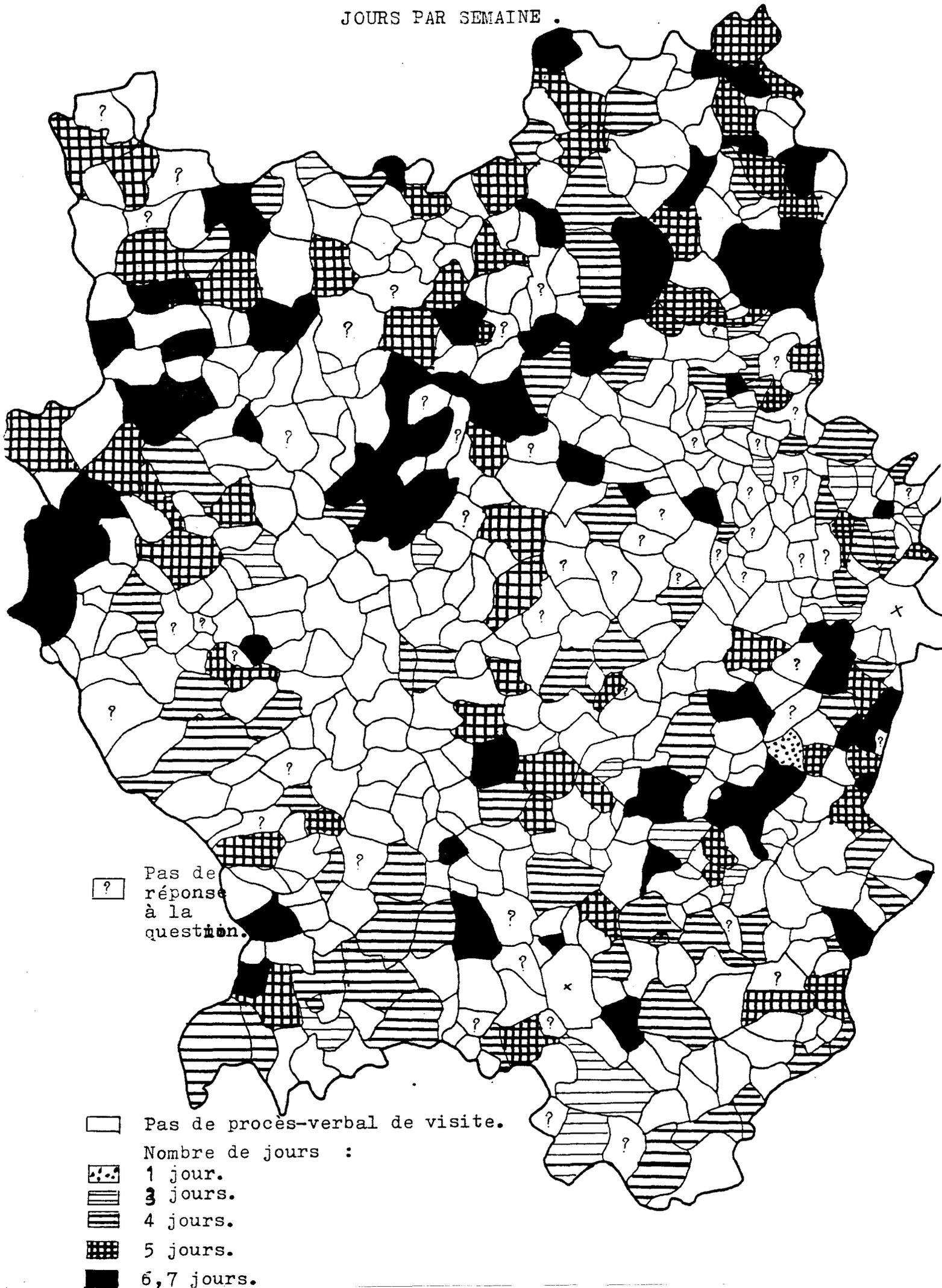


5 jours .

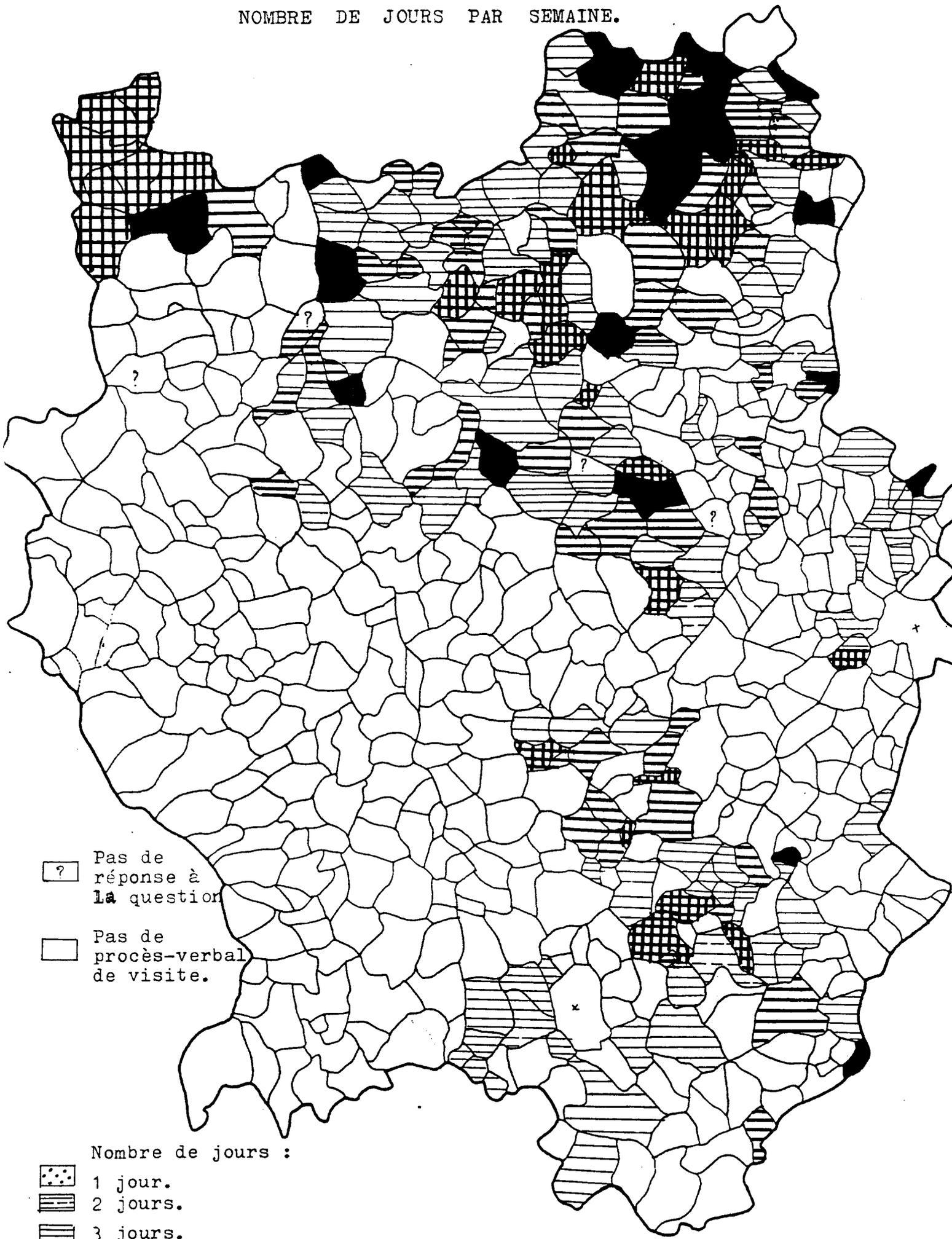


6,7 jours .

1841 - 1855 , LE CATECHISME : NOMBRE DE
JOURS PAR SEMAINE .



1879 - 1896 : LE CATECHISME
NOMBRE DE JOURS PAR SEMAINE.



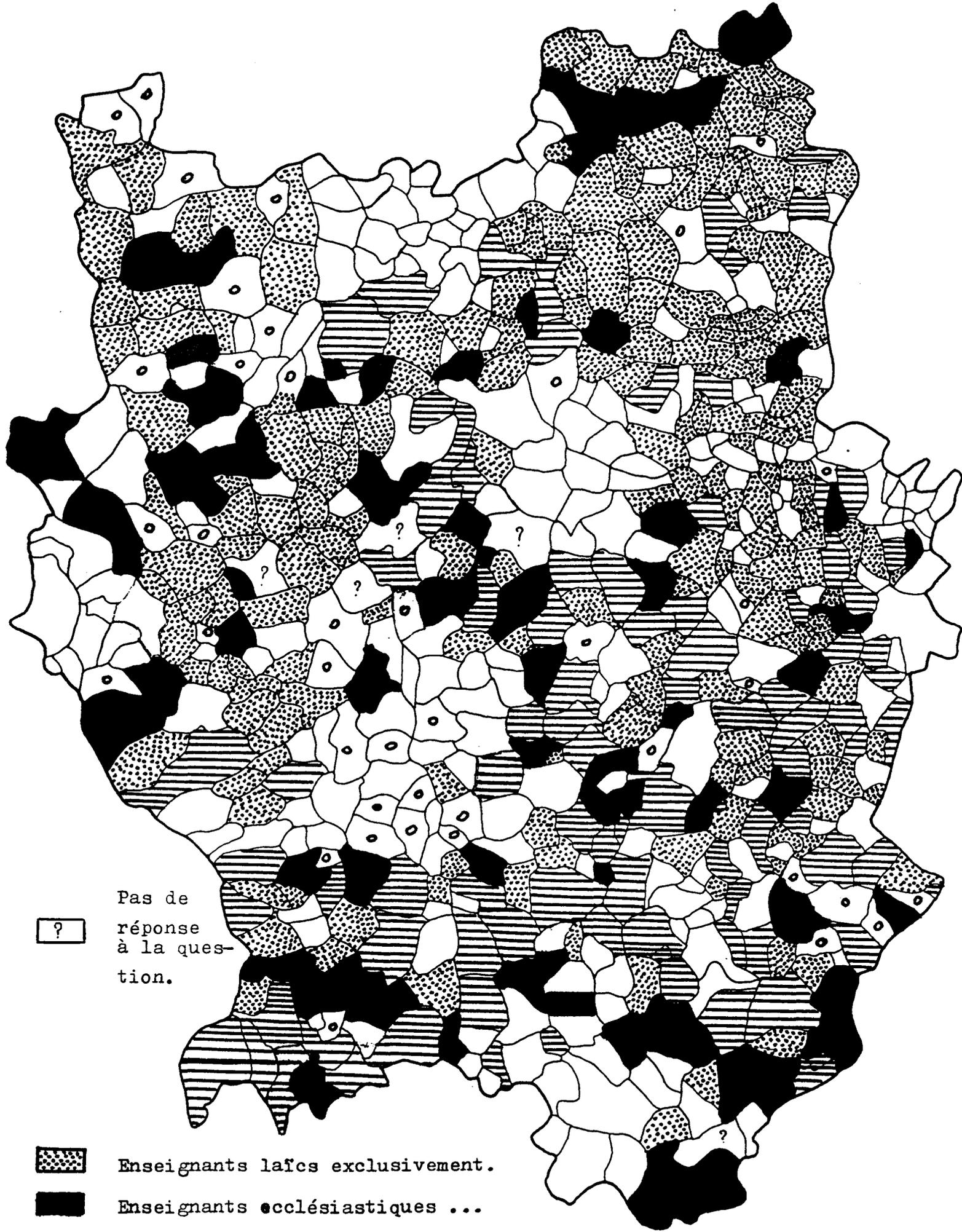
 Pas de réponse à la question.

 Pas de procès-verbal de visite.

Nombre de jours :

-  1 jour.
-  2 jours.
-  3 jours.
-  4 jours.
-  5 jours.
-  6,7 jours.

L'ECOLE PRIMAIRE : LES ENSEIGNANTS. 1827-1828.



?

Pas de réponse à la question.

Enseignants laïcs exclusivement.

Enseignants laïcs exclusivement.

Enseignants ecclésiastiques ...

Enseignants ecclésiastiques ...

Enseignants laïcs et ecclésiastiques.

Enseignants laïcs et ecclésiastiques.

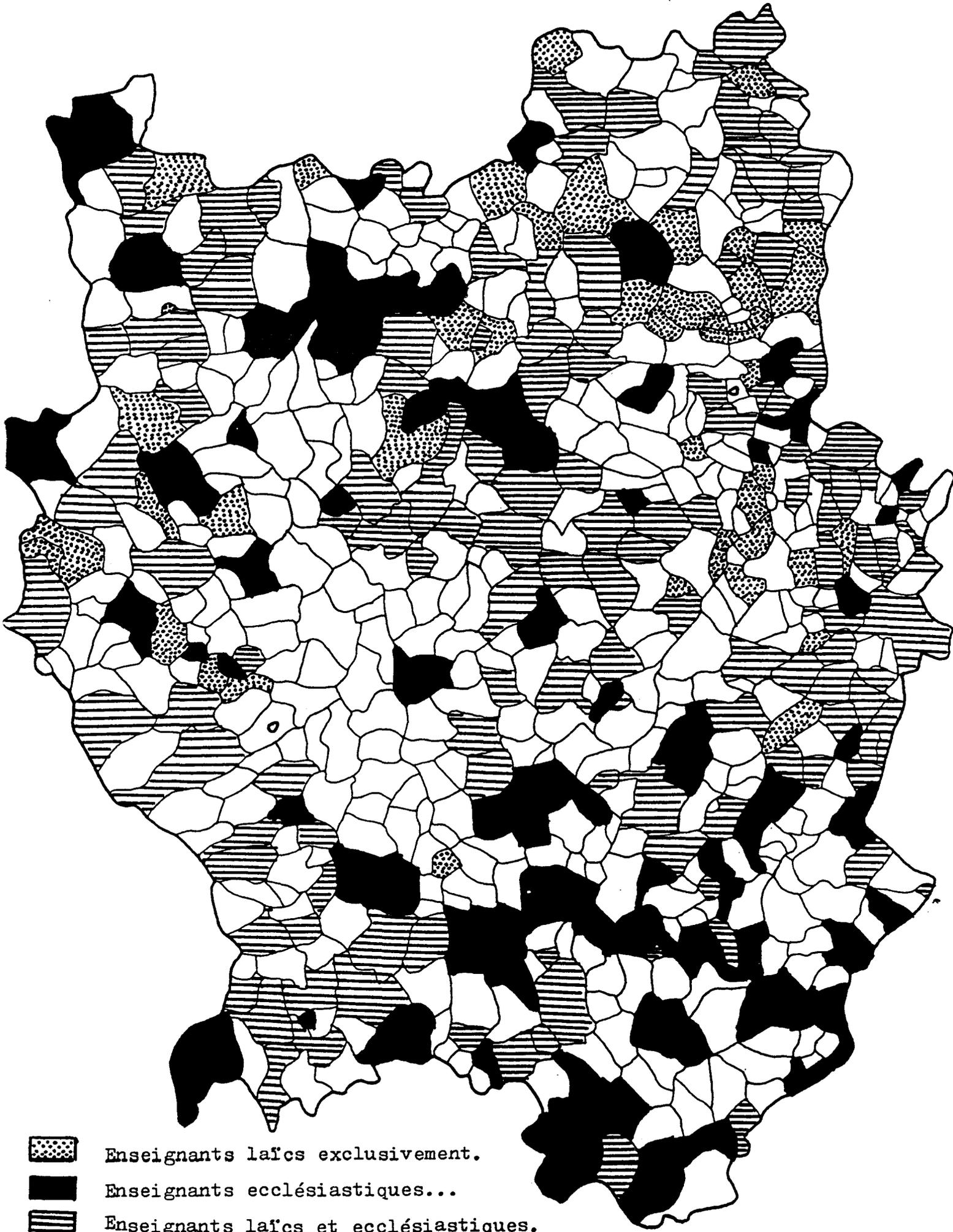
Pas d'école primaire.

Pas d'école primaire.

Pas de procès verbal de visite.

Pas de procès verbal de visite.

L'ECOLE PRIMAIRE : LES ENSEIGNANTS, 1841-1855.



Enseignants laïcs exclusivement.



Enseignants ecclésiastiques...



Enseignants laïcs et ecclésiastiques.

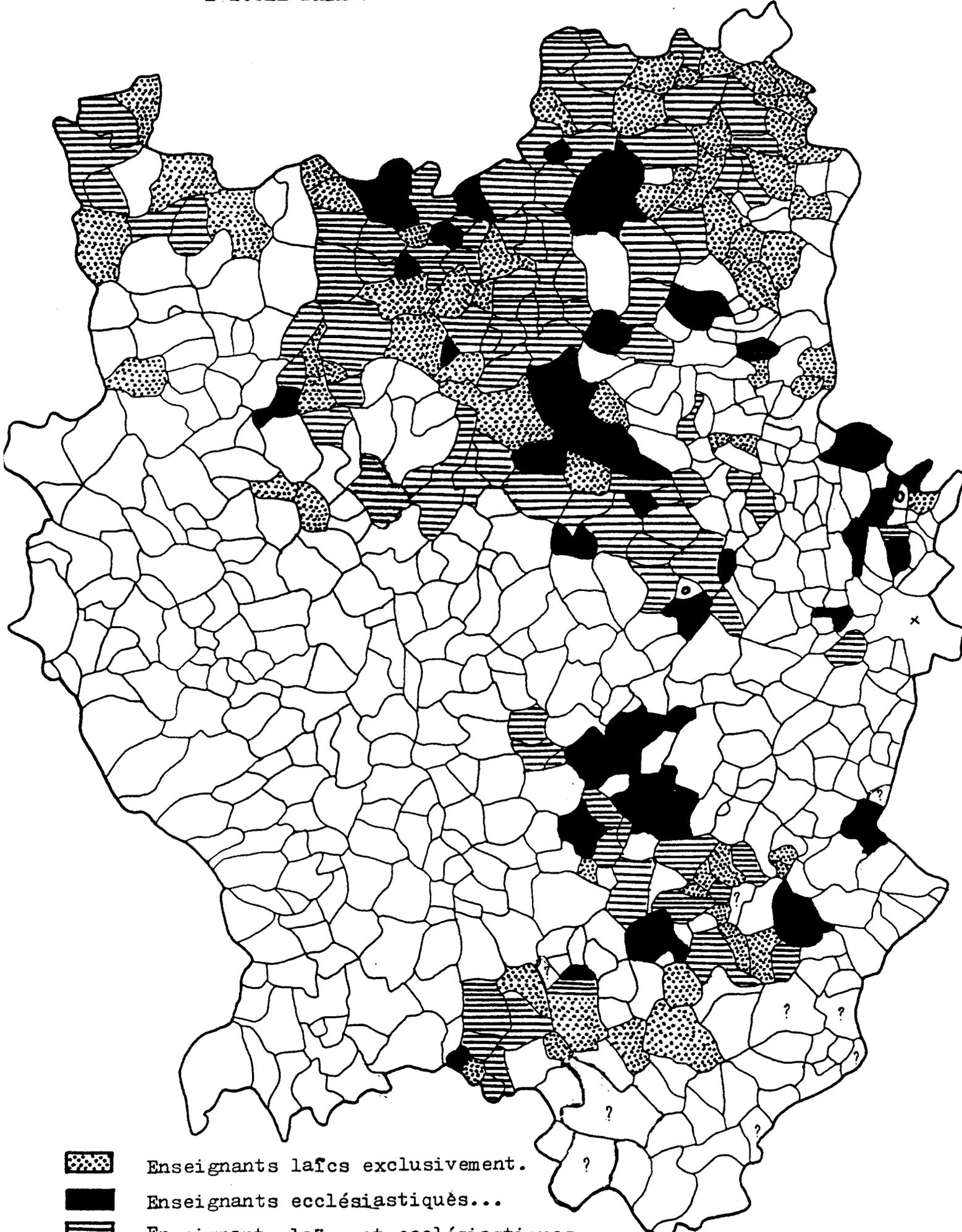


Pas d'école primaire.



Pas de procès verbal de visite.

L.^e ECOLE PRIMAIRE : LES ENSEIGNANTS, 1879-1896.



 Enseignants laïcs exclusivement.

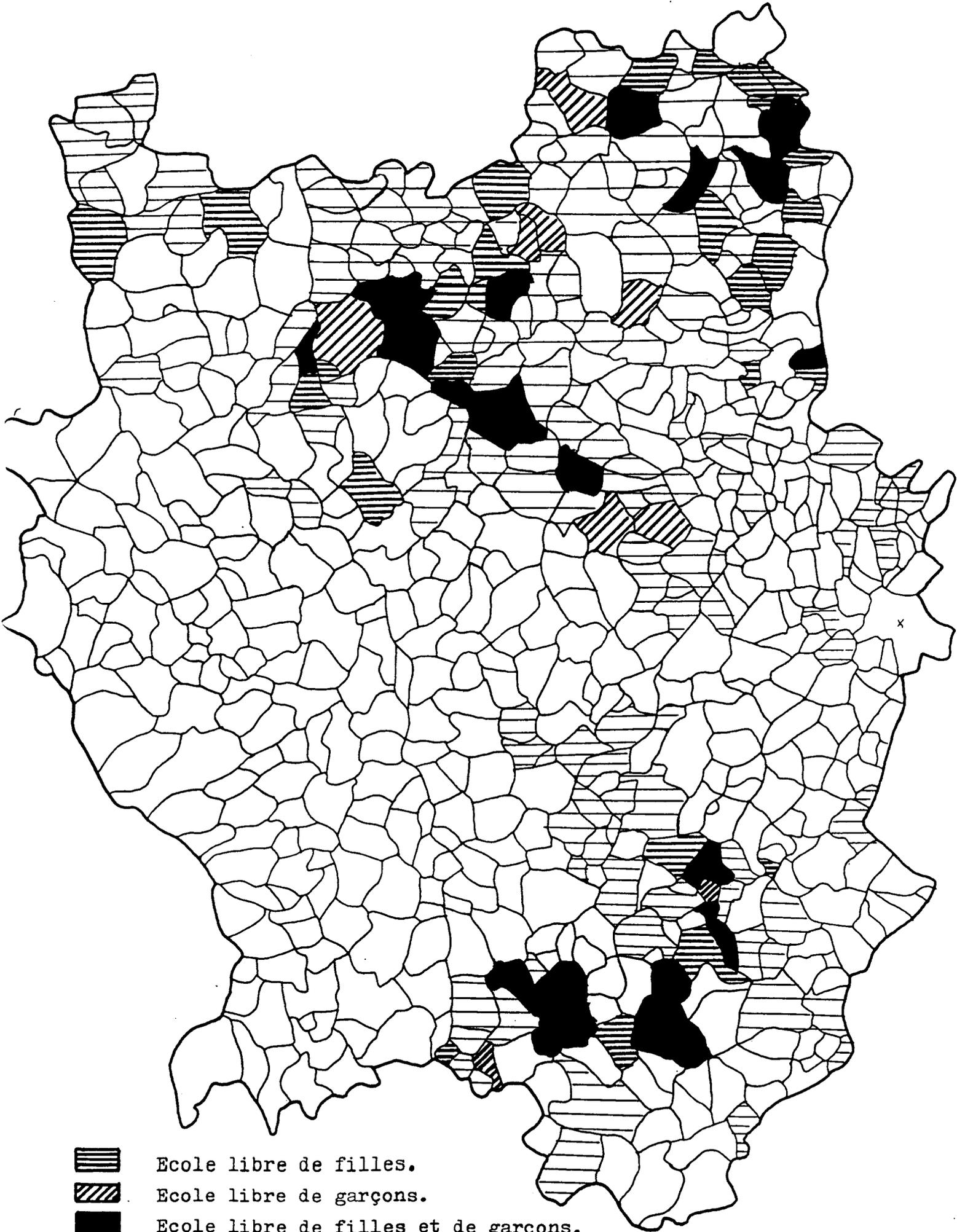
 Enseignants ecclésiastiques...

 Enseignants laïcs et ecclésiastiques.

 Pas d'école primaire.

 Pas de procès-verbal de visite.

1879-1896 : LES ECOLES LIBRES .



Ecole libre de filles.



Ecole libre de garçons.



Ecole libre de filles et de garçons.

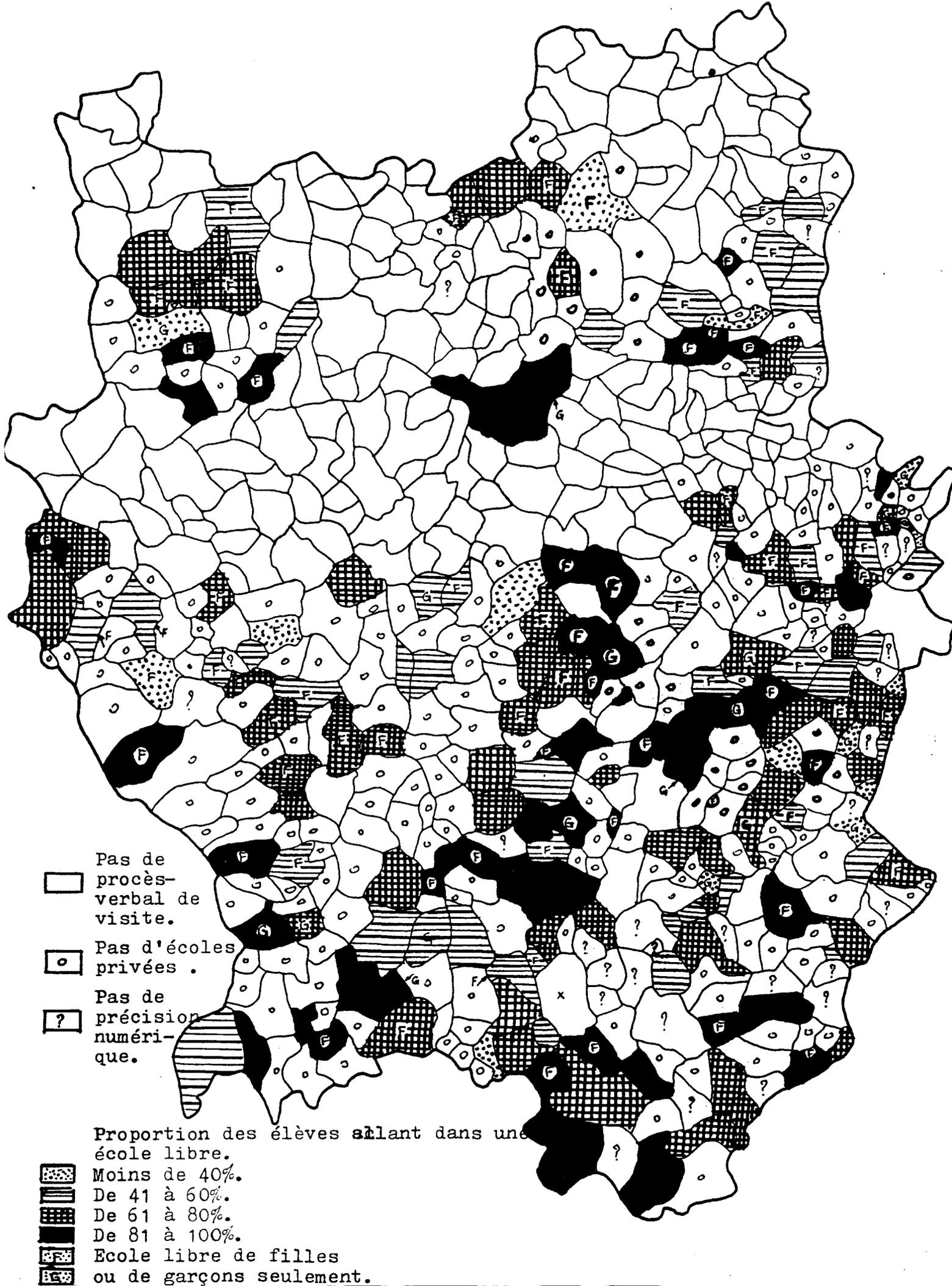


Pas d'école libre.

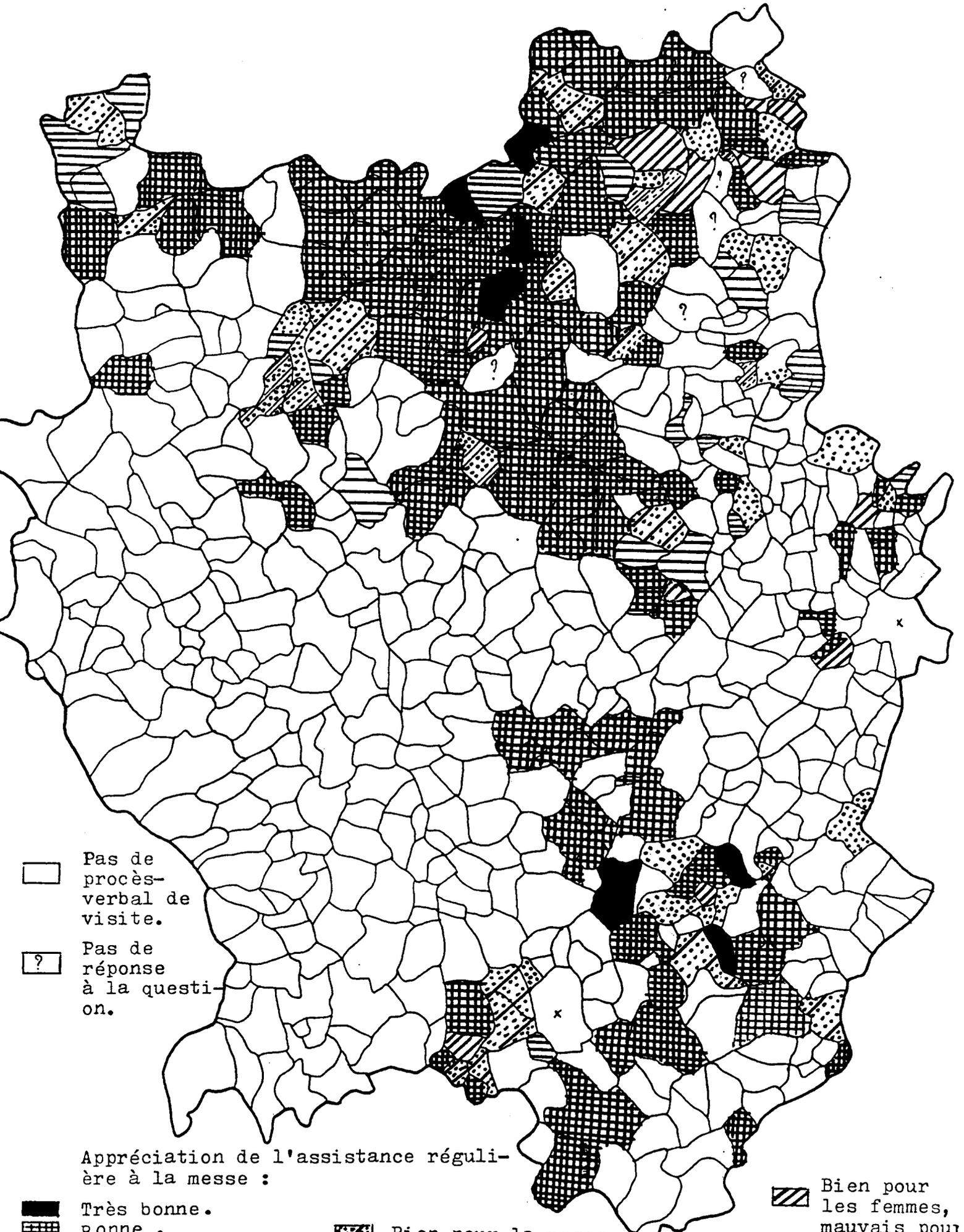


Pas de procès verbal de visite.

LA FREQUENTATION DES ECOLES PRIVEES : 1902-1908.



L'ASSISTANCE REGULIERE A LA MESSE : 1879-1896.

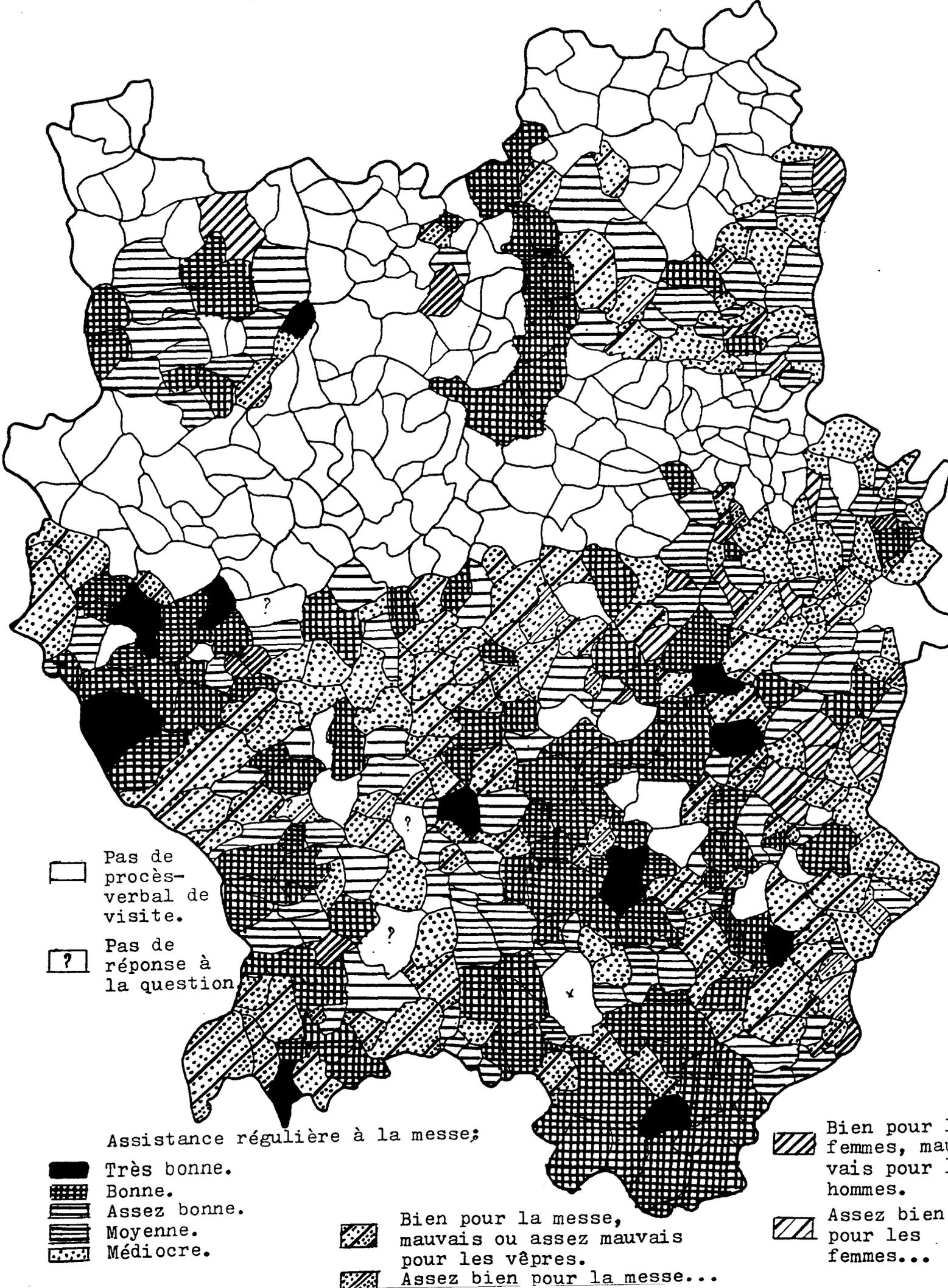


Pas de procès-verbal de visite.
? Pas de réponse à la question.

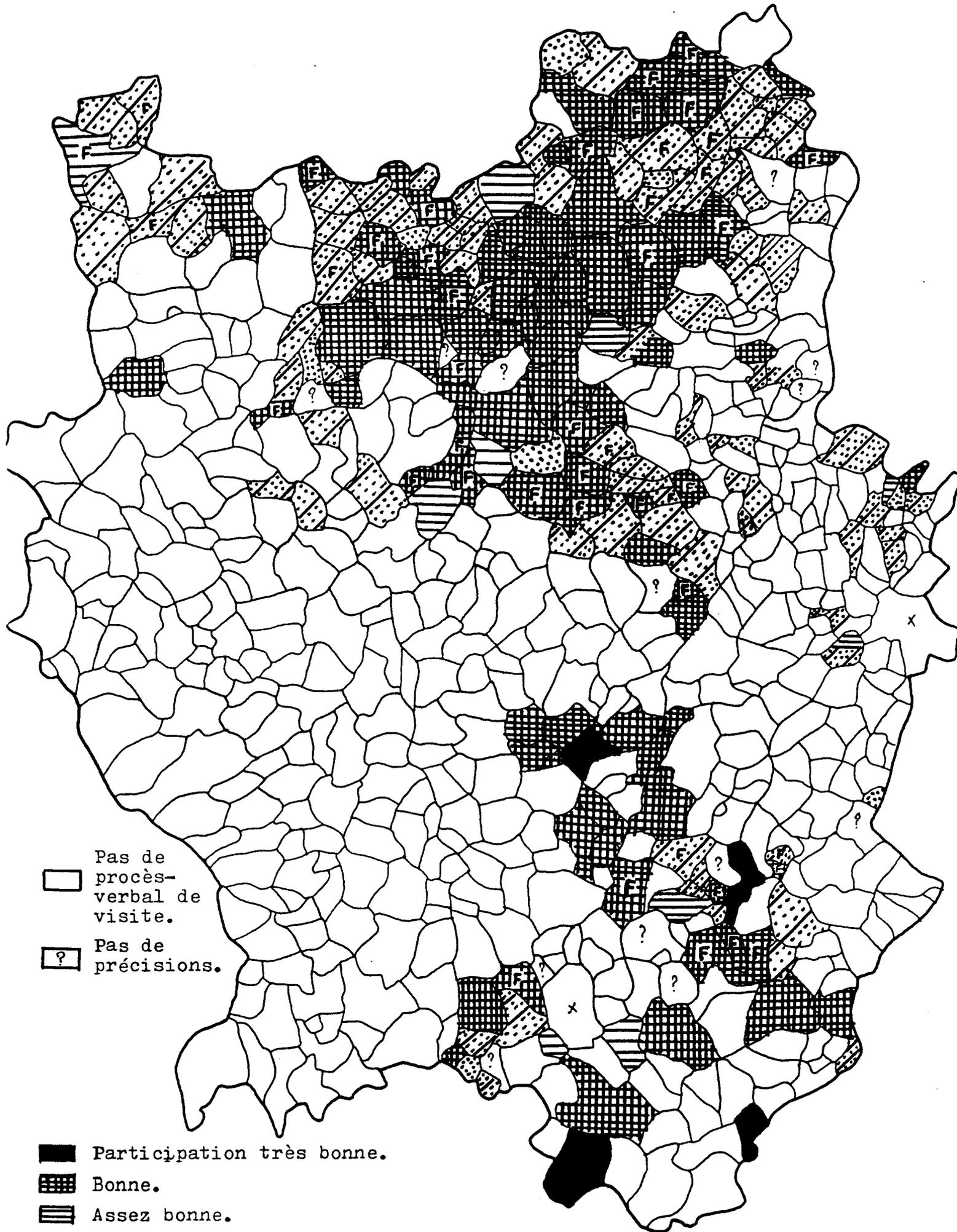
Appréciation de l'assistance régulière à la messe :

- | | | |
|--|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> Très bonne. Bonne. Assez bonne. Moyenne. Médiocre. | <ul style="list-style-type: none"> Bien pour la messe, mauvais ou assez mauvais pour les vêpres. Assez bien pour la messe... | <ul style="list-style-type: none"> Bien pour les femmes, mauvais pour les hommes. |
|--|---|---|

L'ASSISTANCE REGULIERE A LA MESSE : 1902-1908.



LA PARTICIPATION AUX SACREMENTS : 1879-1896.



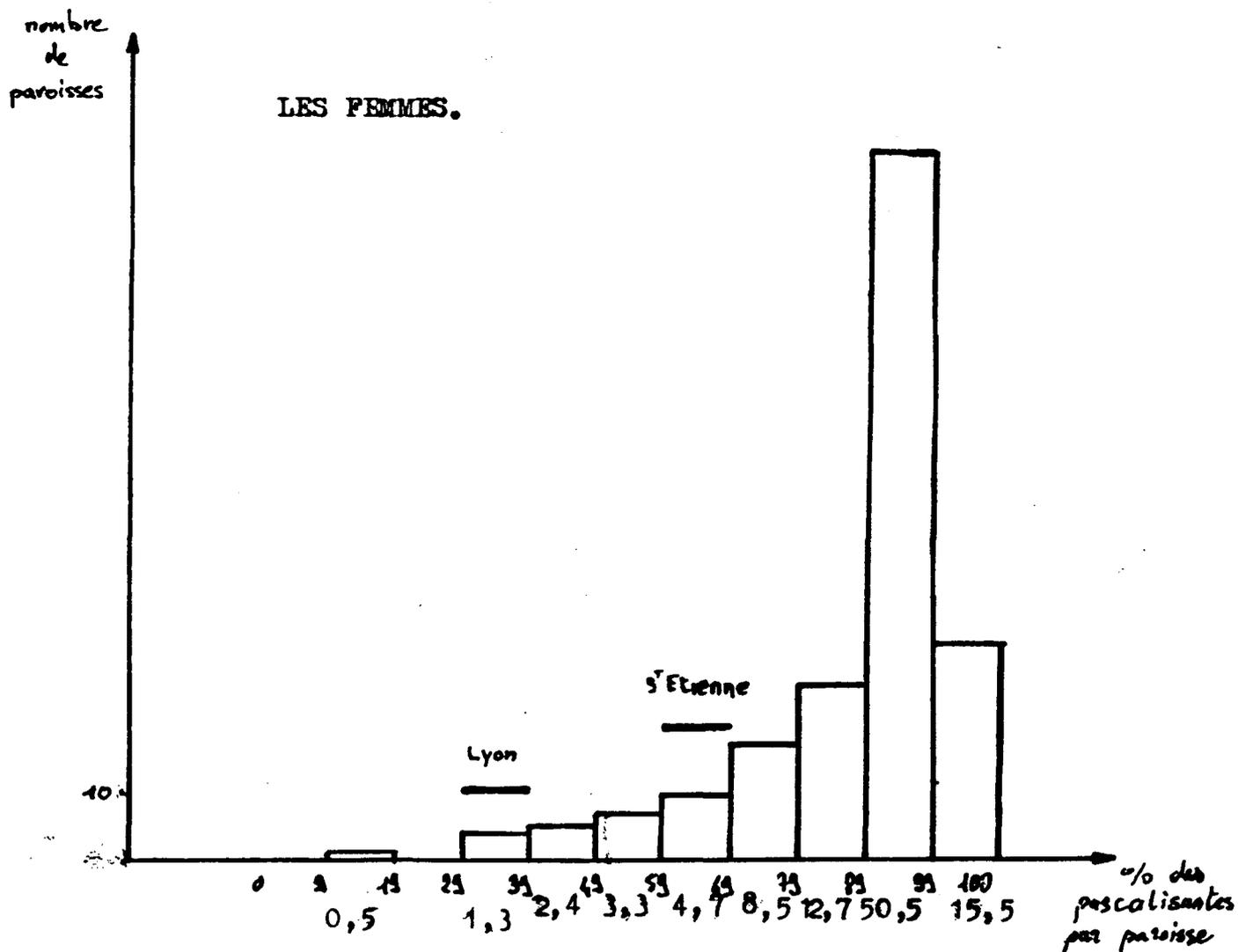
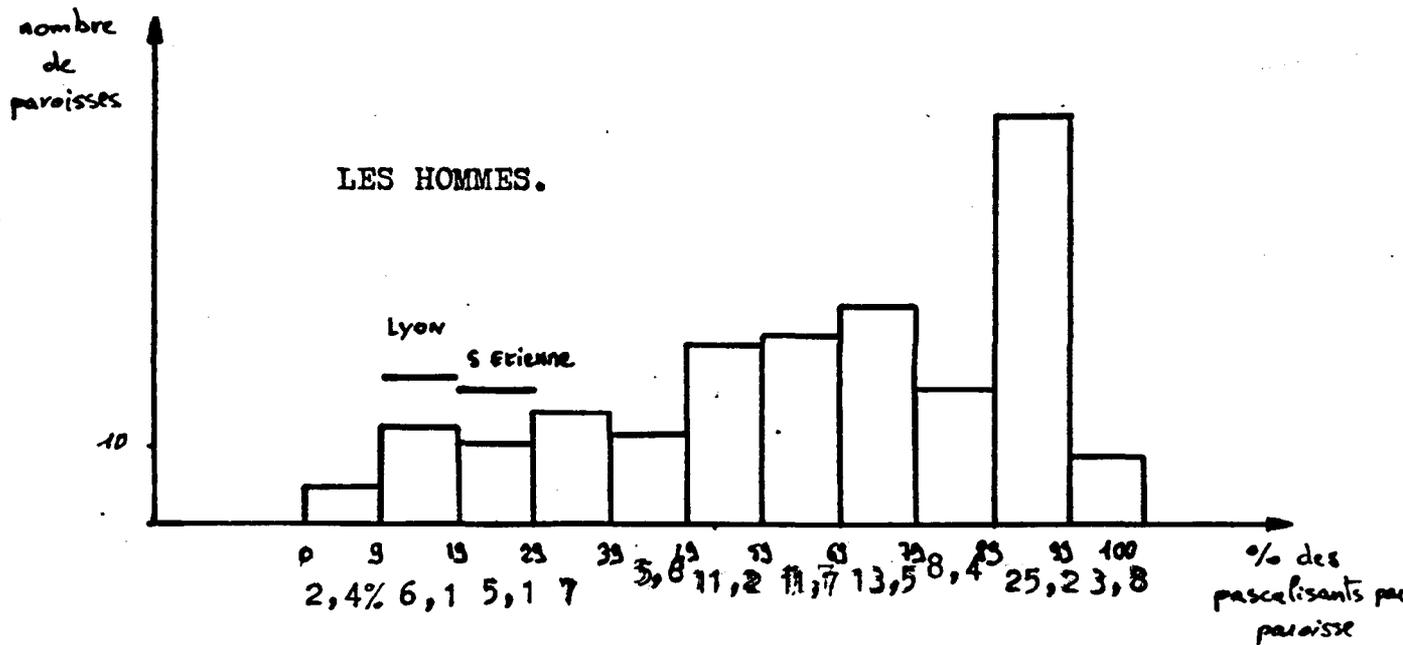
[] Pas de procès-verbal de visite.
 [?] Pas de précisions.

[■] Participation très bonne.
 [▣] Bonne.
 [≡] Assez bonne.
 [⋯] Médiocre.
 [//] Bonne
 [//] Assez bonne

: participation aux fêtes seulement.

[▣] Femmes et quelquefois jeunes gens seulement.

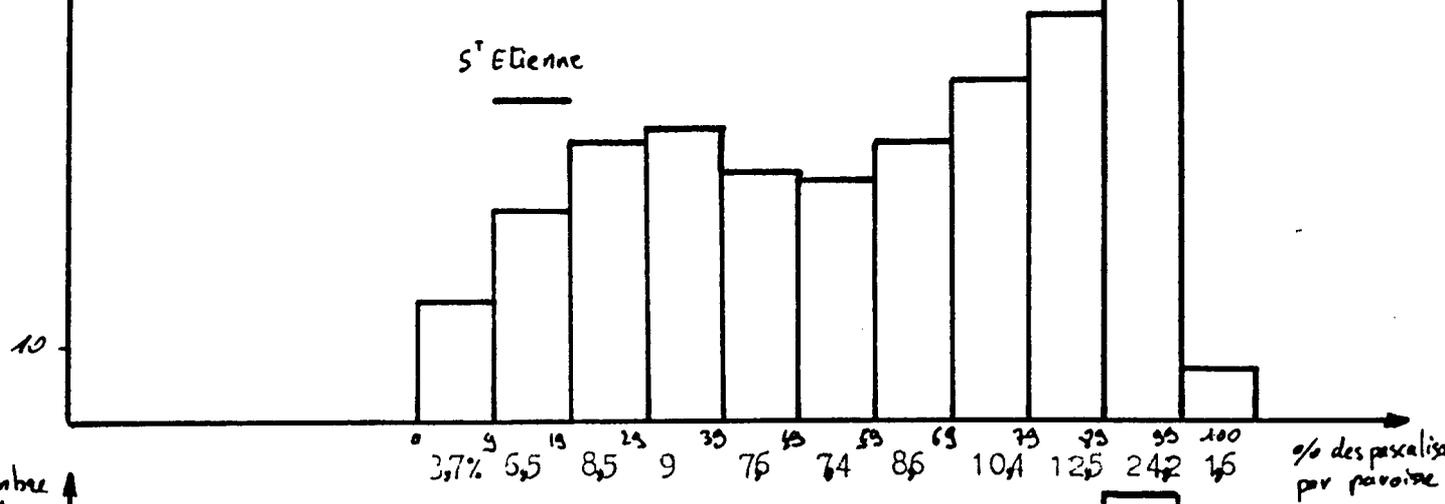
REPARTITION DES PAROISSES PAR POURCENTAGE DES PASCALISANTS. (1879-1896)



REPARTITION DES PAROISSES PAR POURCENTAGE DES PASCALISANTS. (1902-1908)

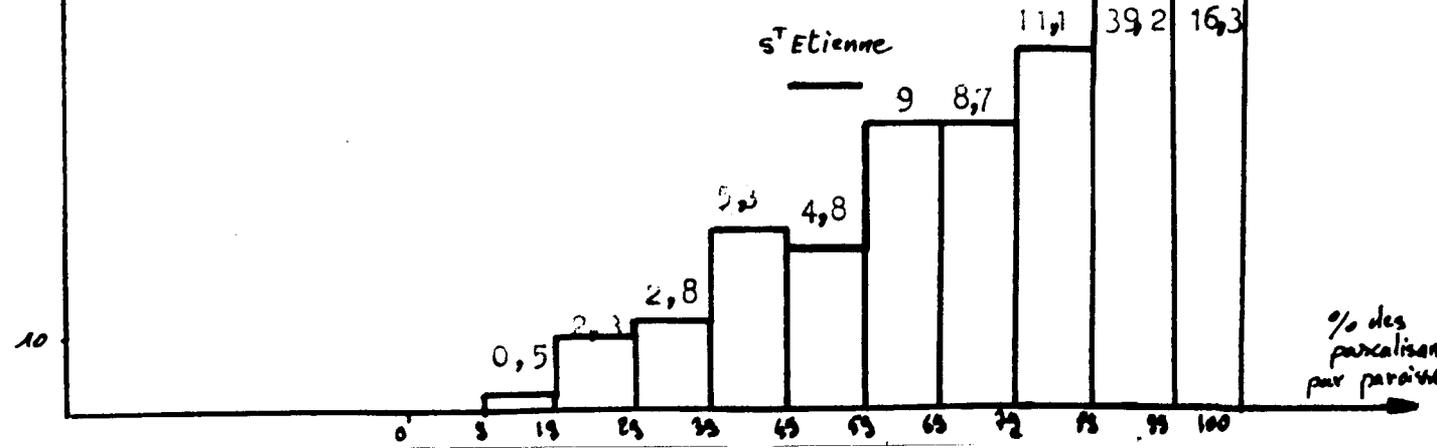
nombre de paroisses

LES HOMMES.

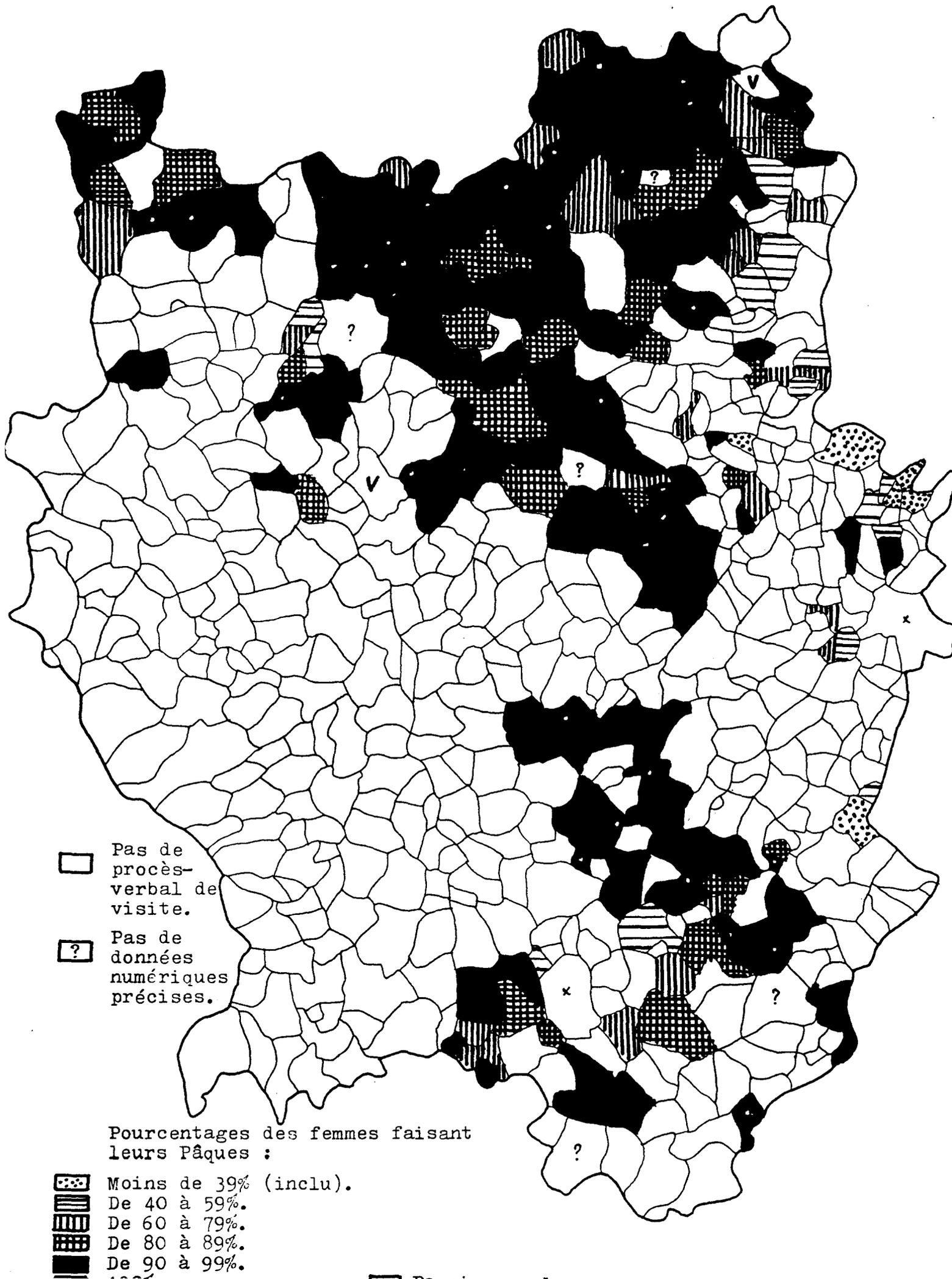


nombre de paroisses

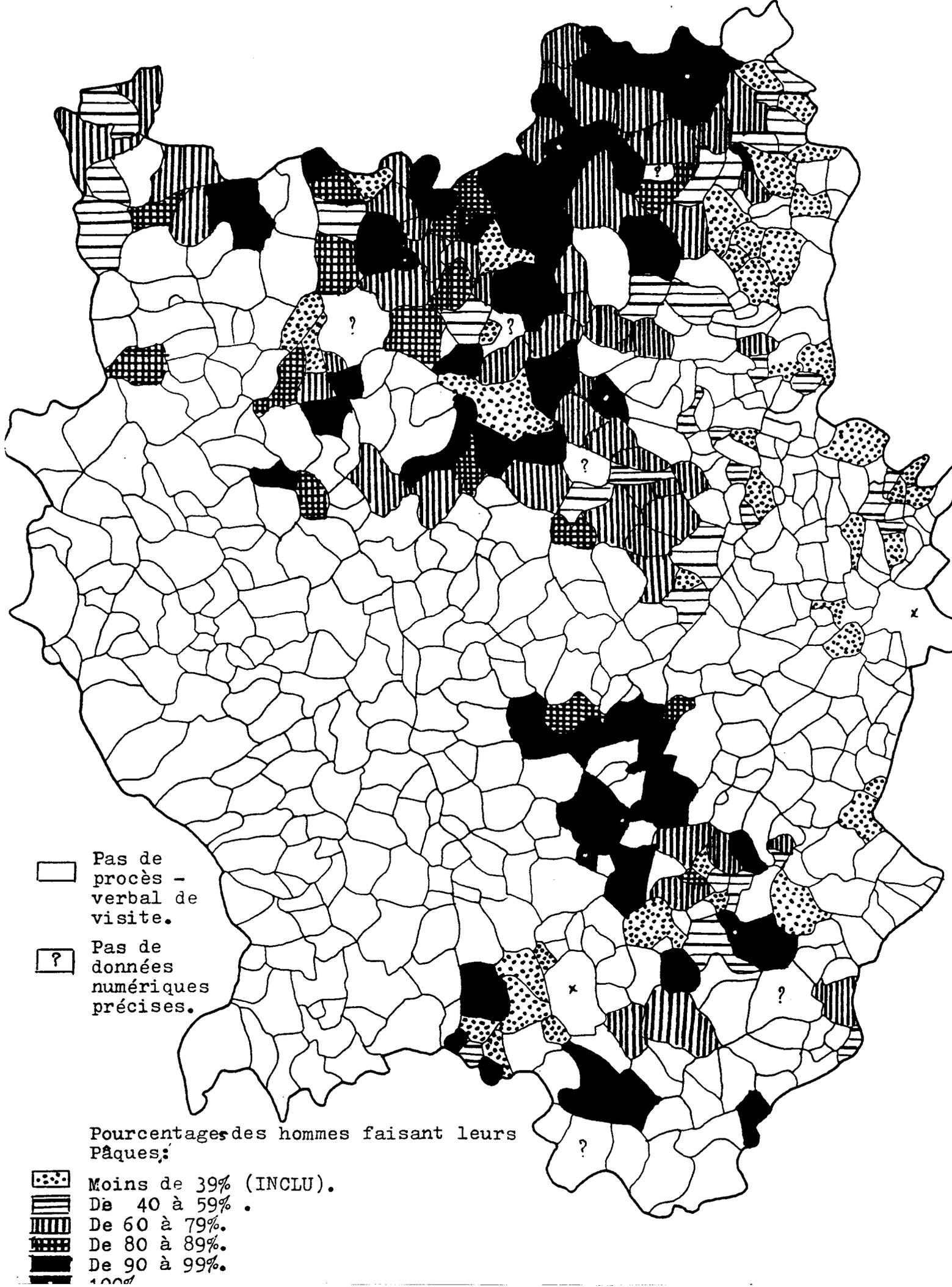
LES FEMMES.

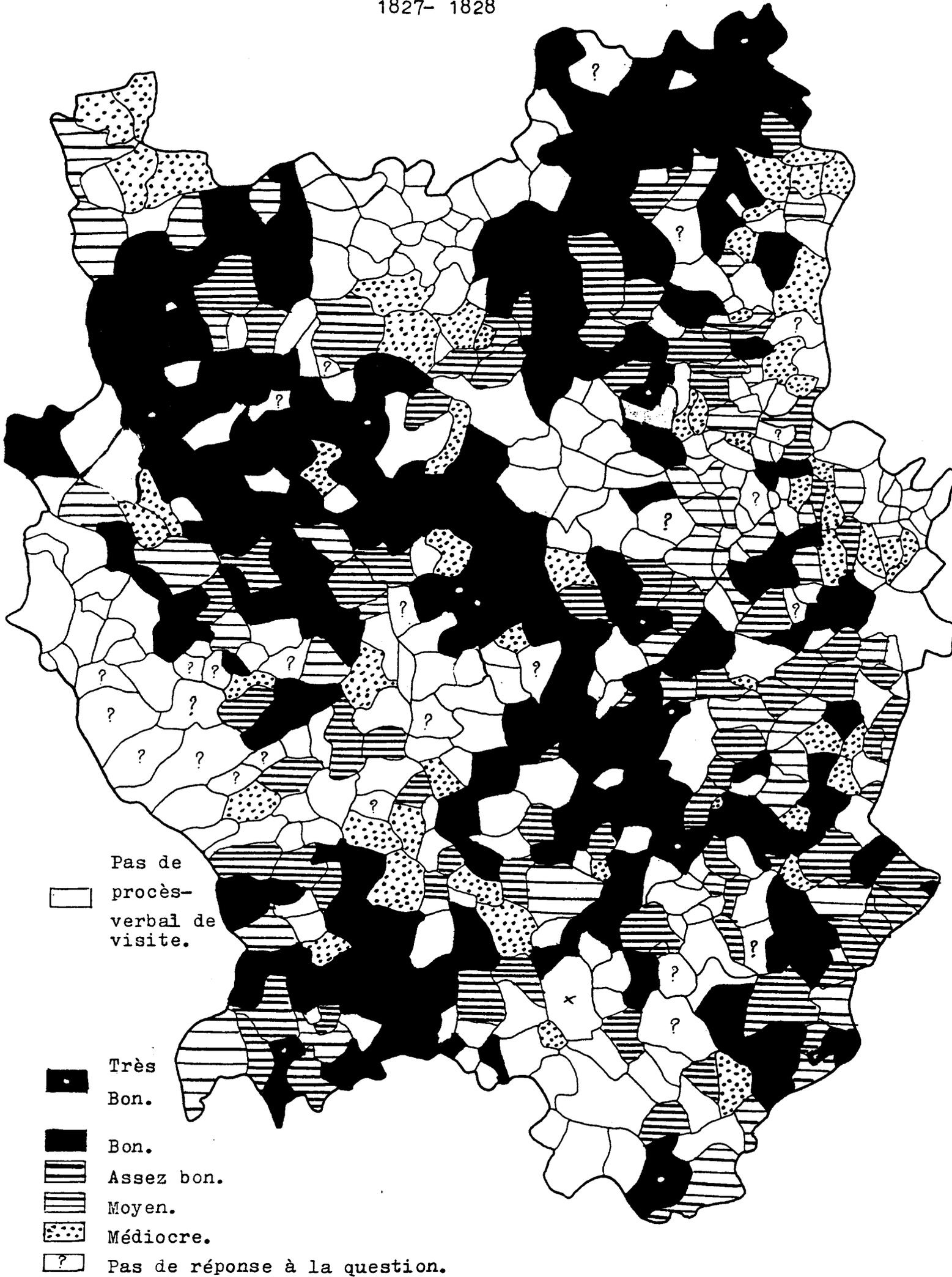


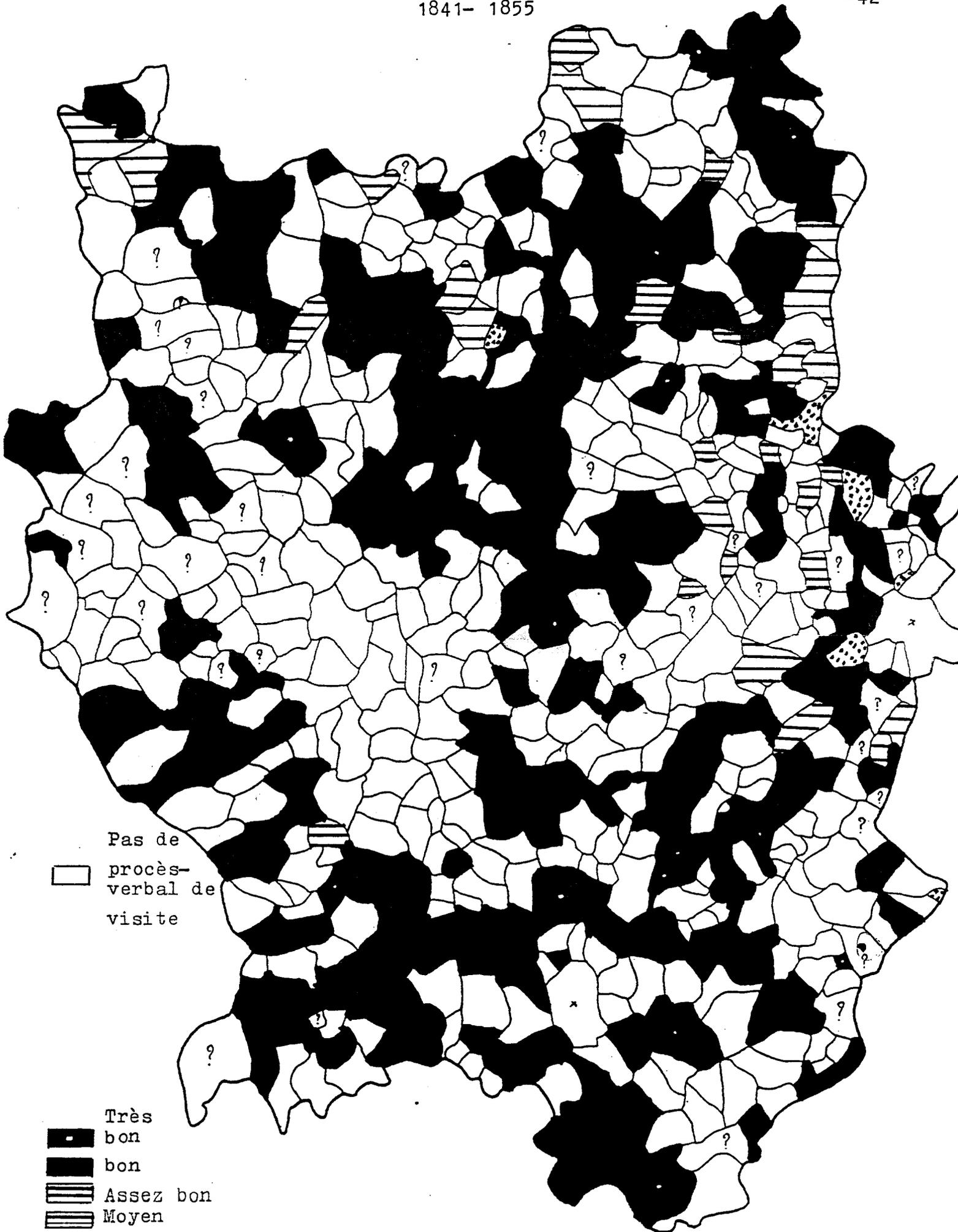
1879-1896, LES PASCALISANTS : LES FEMMES.



1879-1896, LES PASCALISANTS : LES HOMMES .

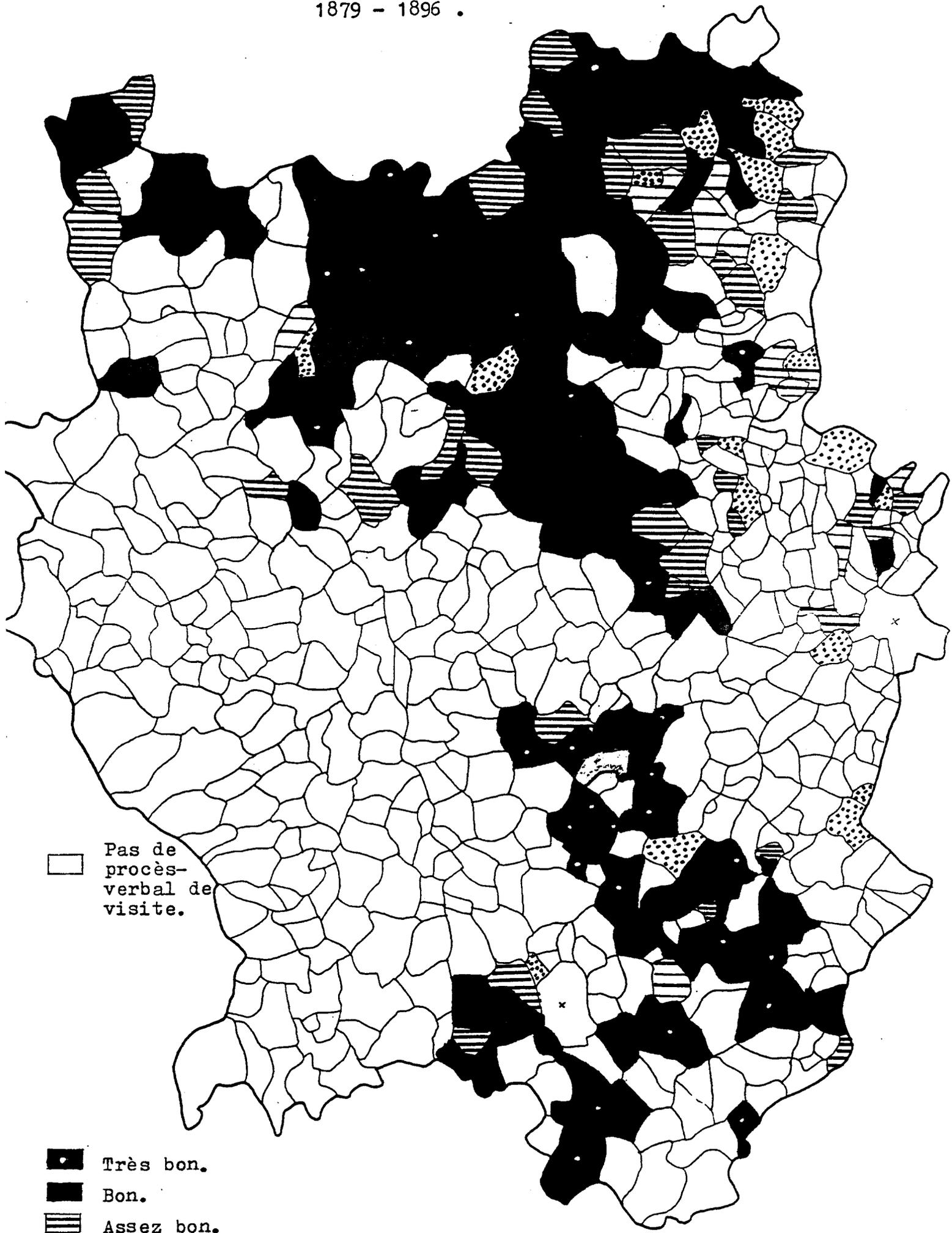






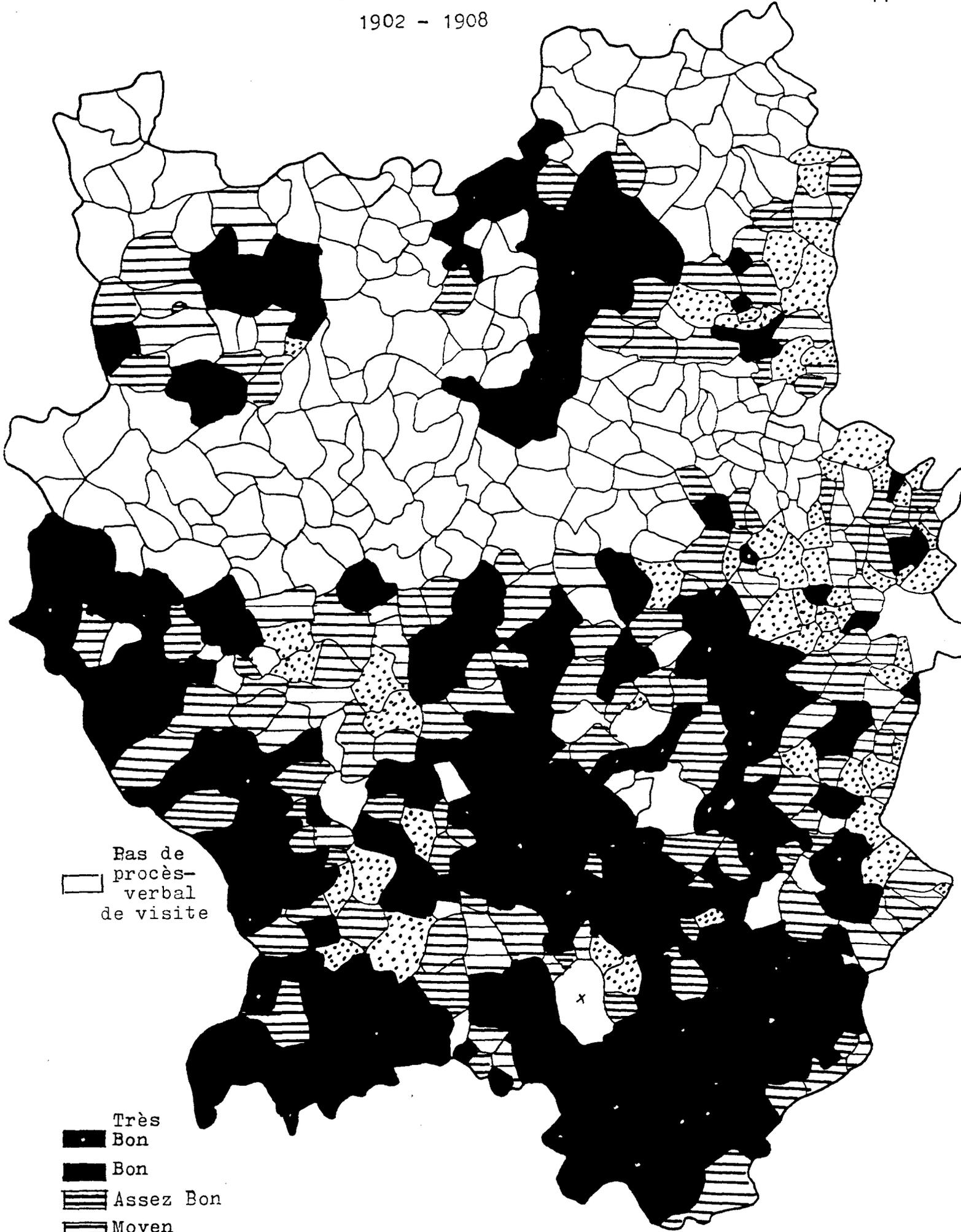
Pas de
procès-
verbal de
visite

-  Très bon
-  bon
-  Assez bon
-  Moyen
-  Médiocre
-  Pas de réponse à la question



□ Pas de
procès-
verbal de
visite.

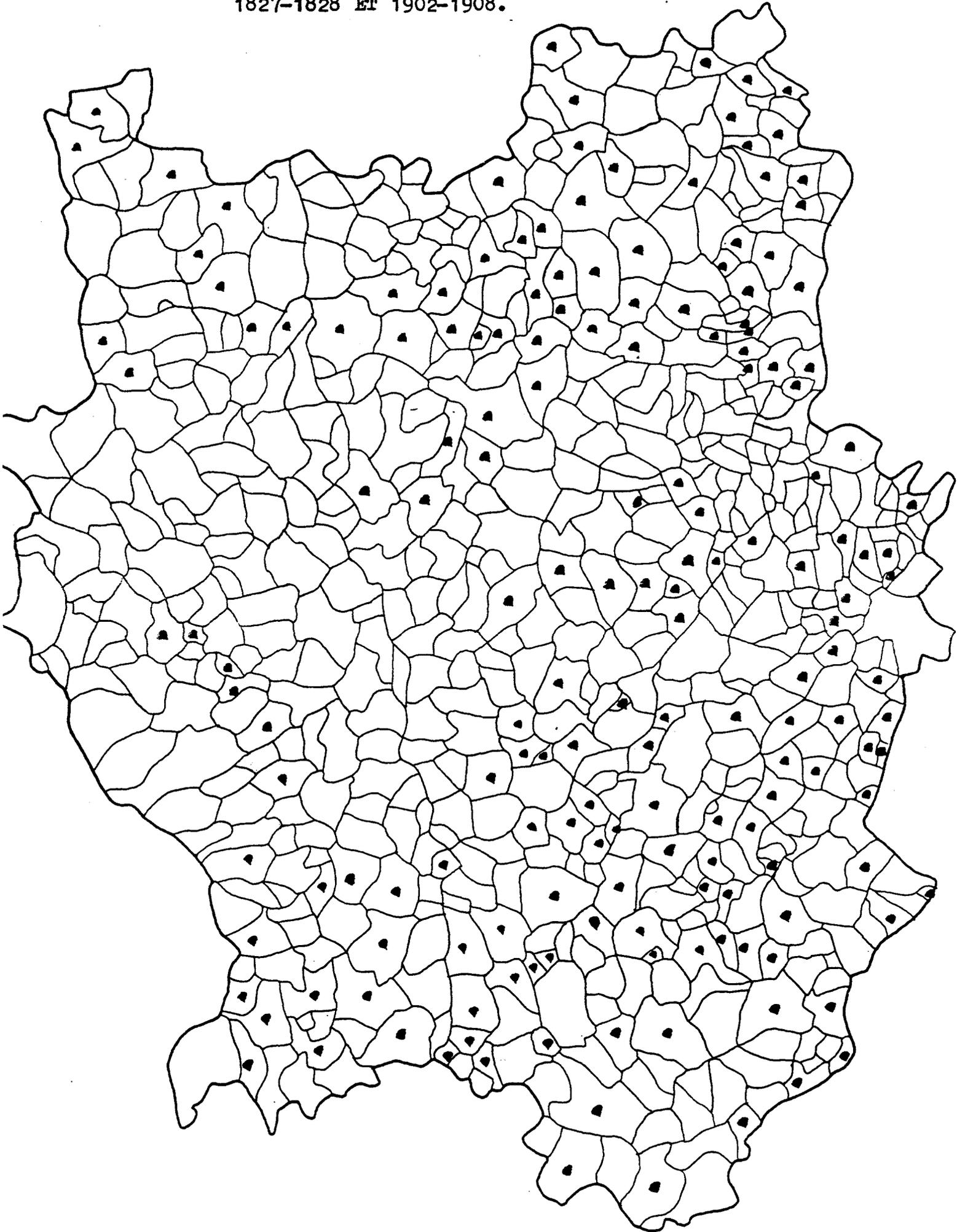
- Très bon.
- Bon.
- ▨ Assez bon.
- ▨ Moyen.
- ▨ médiocre



□ Pas de
procès-
verbal
de visite

- Très Bon
- Bon
- Bon
- ▨ Assez Bon
- ▨ Moyen
- ⋯ Médiocre
- ? Pas de réponse à la question

PAROISSES AYANT ETE VISITEES AU MOINS TROIS FOIS ENTRE
1827-1828 ET 1902-1908.



■ Paroisse visitée trois fois
au moins.